

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

VOLTAIRE FINANCIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

Présentée à la Sorbonne

PAR

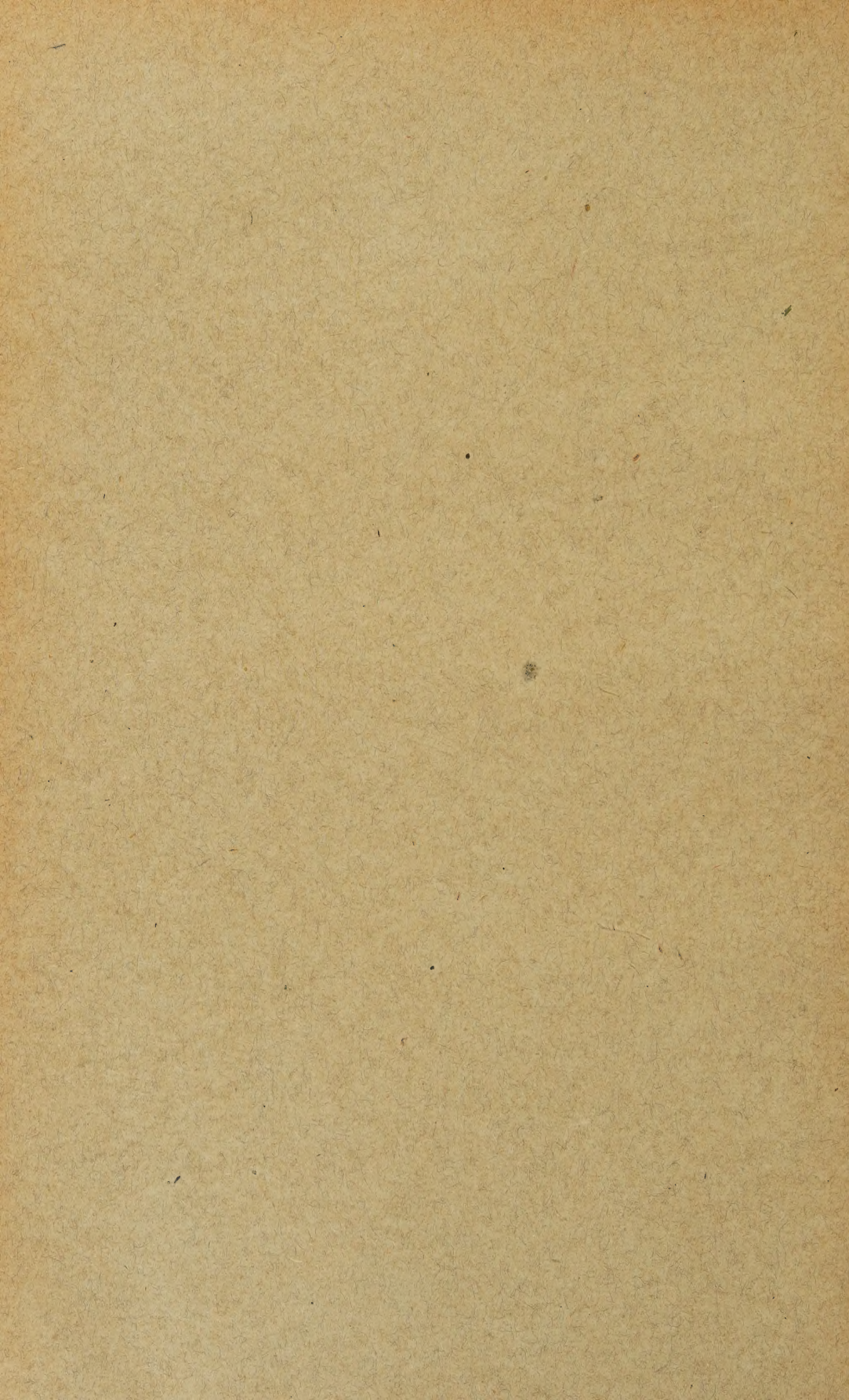
Léon KOŹMIŃSKI

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

—
1929



VOLTAIRE

FINANCIER



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DES LETTRES DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

VOLTAIRE FINANCIER

THÈSE POUR LE DOCTORAT DE L'UNIVERSITÉ

Présentée à la Sorbonne

PAR

Léon KOŹMIŃSKI

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

1929

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



BIBLIOGRAPHIE

- VOLTAIRE. — *Œuvres complètes*. Edition Louis Moland. Garnier. Paris 1877-1885; 52 volumes in-8°.
- Georges BENGESCO. — *Voltaire. Bibliographie de ses Œuvres*. Paris 1889; 4 volumes.
- Lucien FOULET. — *Correspondance de Voltaire (1726 à 1729)*. Paris 1913.
- J.-J. GUIFFREY. — *La jeunesse de Voltaire. Voltaire et la famille de Nicolay, 1722 à 1730*. « Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île de France », 1875.
- Emile CAMPARDON. — *Voltaire. Documents inédits recueillis aux Archives Nationales*. Paris 1880.
- VOLTAIRE. — *Lettres Philosophiques. Edition critique*, par Gustave Lanson. Paris 1924; 2 volumes.
- Marcel DUCHEMIN. — *L'affaire Voltaire-Jore, trois documents inédits*. « Revue d'Histoire Littéraire de France », 1901.
- Fernand CAUSSY. — *Lettres de Voltaire à la Cour de France. Documents inédits*. « La Revue », 1910 (octobre-décembre).
- Fernand CAUSSY. — *Lettres secrètes inédites de Voltaire*. « La Grande Revue », 1911 (janvier-février).
- Fernand CAUSSY. — *Lettres inédites de Voltaire à Lekain*. « Mercure de France », 1909 (mars-avril).
- Paul d'ESTRÉE. — *Les surprises d'une perquisition*. « Revue d'Histoire Littéraire de France », 1906.
- Henry GAUTHIER-VILLARS. — *Une correspondance inédite de Voltaire*. « La Revue du Palais », 1898 (janvier-mars).
- Charles HETIER. — *Une lettre inédite de Voltaire*. « Mémoires de l'Académie Nationale des Sciences, Arts et Belles Lettres de Caen », 1905.
- Fernand CAUSSY. — *Lettres de Voltaire à sa nièce*. « Revue Politique et Littéraire, Revue Bleue », 1910.

- Fernand CAUSSY. — *Lettres inédites de Voltaire au libraire Lambert*. « Revue d'Histoire Littéraire de France », 1909.
- L. THOMAS. — *Lettres inédites de Voltaire à Turgot*. « Revue Politique et Littéraire, Revue Bleue », 1905 (septembre).
- Dr BOURDIN. — *Une lettre inédite de Voltaire*. « Mémoires de la Société d'Emulation du Doubs », dixième volume, septième série, 1905.
- Dr Paul SAKMANN. — *Elne Ungedruckte Voltaire. Correspondenz Herausgegeben mit einem Anhang : Voltaire und das Hans Württemberg*. Stuttgart, 1899.
- Frédéric ROSSEL. — *Autour d'un prêt hypothécaire : Voltaire créancier du Wurtemberg*. Correspondance inédite. Paris 1909.
- LATREILLE. — *Une lettre inédite de Voltaire* (à Madame Berget), « Revue d'Histoire Littéraire de la France », 1910.
- Fernand CAUSSY. — *Lettres inédites de Voltaire à Collini et à Marin*. « Revue d'Histoire Littéraire de la France », 1910.
- J. NOURY. — *Voltaire inédit*, 1895. Extrait du « Bulletin Historique et Philologique » de 1894.
- Fernand CAUSSY. — *Lettres inédites de Voltaire à Panckoucke*. « Mercure de France », 1910 (mars-avril).
- E. STENGEL. — *Ungedruckte Briefe Voltaire's*, Zeitschrift für neu französische Sprache und Litteratur, 1885, tome VII.
- A. AULARD. — *Lettres inédites de Voltaire à Fyot de la Marche*. « Revue de Paris », 1927 (juillet).
- J. POMMIER. — *Lettres inédites à M. et M^{me} de Monthou*. « Revue de Paris », 1925 (janvier-février).
- Albert CHOISY. — *Lettres inédites de Voltaire*. Genève 1913.
- Paul MAILLEFER. — *Voltaire et Allamand*. « Revue Historique Vaudoise », 1898.
- Fernand CAUSSY. — *Lettres sur les Dîmes*. « La Revue de Paris », 1909 (juillet).
- Fernand CAUSSY. — *Lettres inédites de Thieriot à Voltaire*. « Revue d'Histoire Littéraire de la France » 1908 et 1909.
- Chronique de la « Revue d'Histoire Littéraire de la France » des années 1914 à juin 1928.
- LONGCHAMP et WAGNIÈRE. — *Mémoires sur Voltaire et sur ses ouvrages*. Paris 1826, 2 volumes.
- Côme-Alexandre COLLINI. — *Mon séjour auprès de Voltaire, et*

- Lettres inédites que n'écrivait cet homme célèbre jusqu'à la dernière année de sa vie.* Paris 1807.
- Madame de GRAFIGNY. — *Vie privée de Voltaire et de M^{me} du Châtelet, ou six mois de séjour à Cirey.* Paris 1820.
- Lettres de la Marquise du Châtelet.* Edition Eugène Asse. Paris 1878.
- CHAUDON. — *Mémoires pour servir à l'histoire de Voltaire.* Amsterdam, 1785.
- M^{***} (DUVERNET). — *Vie de Voltaire.* Genève 1786.
- Jean-F. DE LA HARPE. — *Lycée ou Cours de Littérature Ancienne et Moderne.* Paris 1821 à 1822, 16 volumes in-8°. Tome VIII.
- Le Marquis DE LUCHET. — *Histoire Littéraire de Voltaire.* Cassel 1781; 6 volumes.
- Jean-François de LA HARPE. — *Correspondance littéraire, adressée à S. A. I. Mgr le Grand-Duc, aujourd'hui empereur de Russie et à M. le comte André Schowalow... depuis 1774 jusqu'à 1789.* Paris 1801 à 1807, 5 volumes.
- Charles COLLÉ. — *Journal historique, ou Mémoires critiques et littéraires sur les ouvrages dramatiques et sur les événements les plus mémorables depuis 1748 jusqu'en 1751 (1772 dans le tome III), inclusivement.* Paris 1805-1807, 3 volumes.
- L'abbé MAYNARD. — *Voltaire, sa vie et ses œuvres.* Paris 1868.
- David-Frédéric STRAUSS. — *Voltaire.* Ouvrage traduit de l'Allemand sur la troisième édition, par L. Narval. Paris 1876.
- Edme CHAMPION. — *Voltaire. Etudes critiques.* Paris 1893.
- NOURRISSON. — *Voltaire et Voltairianisme.* Paris 1896.
- L. CROUSLÉ. — *La vie et les œuvres de Voltaire.* Paris 1899, 2 volumes.
- Gustave LANSON. — *Voltaire.* Paris 1922.
- Georges ASCOLI. — *Voltaire.* « Revue des Cours et Conférences » du 31 mars 1924 au 15 juillet 1925.
- André BELESSORT. — *Essai sur Voltaire.* Paris 1925.
- Gustave DESNOIRESTERRES. — *Voltaire et la société au XVIII^e siècle.* 8 volumes.
- 1^o *La jeunesse de Voltaire.* Paris 1867.
 - 2^o *Voltaire au château de Cirey.* Paris 1868.
 - 3^o *Voltaire à la Cour.* Paris 1869.
 - 4^o *Voltaire et Frédéric.* Paris 1870.
 - 5^o *Voltaire aux Délices.* Paris 1873.

6° *Voltaire et J.-J. Rousseau*. Paris 1874.

7° *Voltaire et Genève*. Paris 1875.

8° *Voltaire, son retour et sa mort*. Paris 1876.

LOUIS NICOLARDOT. — *Ménage et finances de Voltaire, avec une introduction sur les mœurs des Cours et des salons au XVIII^e siècle*. Paris 1854.

HENRI BEAUNE. — *Voltaire au collège*. Paris 1873.

H. THIRION. — *Voltaire, chez Madame de Prie. Les fêtes de Bèllébat, Versailles 1903.*

Mercur de France 1728.

LÉOUZON LE DUC. — *Voltaire et la police. Dossier recueilli à Saint-Petersbourg*. Paris 1867.

A. GAZIER. — *Le Frère de Voltaire (1685 à 1745)*. « *Revue des Deux-Mondes* », 1906 (mars-avril).

Gustave LANSON. — *Voltaire et son banqueroutier juif en 1726*. « *La Revue Latine* » 1908.

F. BALDENSPERGER. — *Voltaire Anglophile avant son séjour d'Angleterre*. « *Revue de Littérature comparée* », 1929 (janvier-mars).

Gustave LANSON. — *Voltaire et les Lettres Philosophiques. Comment Voltaire faisait un Livre*. « *Revue de Paris* » 1908, tome IV.

Gustave LANSON. — *Affaire des Lettres Philosophiques de Voltaire*. « *Revue de Paris* » 1904, tome IV.

HENRI BEAUNE. — *Un procès de Presse au XVIII^e siècle. Voltaire contre Travenol*. Paris 1869.

A. JOANNIDES. — *La Comédie-Française de 1680 à 1900. Dictionnaire général des Pièces et des Auteurs*. Paris 1901.

JULES BONNASSIES. — *Les auteurs dramatiques et la Comédie-Française à Paris au XVII^e et XVIII^e siècle*. Paris 1874.

FERNAND CAUSSY. — *La Mission diplomatique de Voltaire d'après des documents inédits*. « *La Grande Revue* » 1911, tome 65.

C.-A. SAINTE-BEUVE. — *Causeries de Lundi*. Paris 1858, tomes 2, 7, 13 et 15.

JEAN-JACQUES OLIVIER. — *Voltaire et les comédiens interprètes de son théâtre*. Paris 1900.

GEORGES BENGESCO. — *Les comédiennes de Voltaire*. Paris 1912.

H. JULLEMIER. — *Voltaire capitaliste*. « *Revue de Paris* » 1905, tome III.

DANIEL MULLER. — *Les Rentes viagères de Voltaire*. Paris 1920.

- Lucien PEREY et Gaston MAUGRAS. — *La vie intime de Voltaire aux Délices et à Ferney, 1754 à 1778*. Paris 1885.
- Pierre CALMETTES. — *Choiseul et Voltaire*. Paris 1902.
- Gaston MAUGRAS. — *La duchesse de Choiseul et le Patriarche de Ferney*. Paris 1889.
- Henry TRONCHIN. — *Le conseiller François Tronchin et ses amis Voltaire, Diderot, Grimm*. Paris 1895.
- Fernand CAUSSY. — *Voltaire, seigneur de village*. Paris 1912.
- M. MIGNARD. — *Voltaire et ses contemporains Bourguignons*. « Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon », 1874.
- Henri BEAUNE. — *Voltaire et l'Administration du pays de Gex*. « Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon », 1874.
- Dr Félix GERLIER. — *Voltaire, Turgot et les Franchises du pays de Gex*. Paris 1883.
- Camille LECOQ. — *Turgot au Panthéon. Un garant*. « Le Carnet Historique et Littéraire ». Revue mensuelle rétrospective et contemporaine. Paris 1899 (janvier-juin).
- Roger CHARBONNAUD. — Thèse de droit de l'Université de Poitiers. *Les idées économiques de Voltaire*. Angoulême 1907.
- Georges WEULERSSE. — *Le mouvement physiocratique en France de 1756 à 1770*. Paris 1910, 2 volumes.
- Alfred ESPINAS. — *La troisième phase et la Dissolution du Mercantilisme (Mandeville, Law, Melon, Voltaire, Berkeley)*. Paris 1902.
- André MORIZE. — *L'Apologie du Luxe au XVIII^e siècle. Le Mondain et ses Sources*. Paris 1909.
- H. THIRION. — *La vie privée des Financiers au XVIII^e siècle*. Paris 1895.
- F. VÉZINET. — *Autour de Voltaire*. Paris 1925.
- Eugène DEMOLE. — *Voltaire, le Conseil de Genève et le graveur G.-C. Waechter en 1769 et 1770*. Bruxelles 1913.
- Lucien CORPECHOT. — *Voltaire à Ferney, d'après des Lettres inédites*. « Le Correspondant » 1899 (avril-juin).
- Fernand CAUSSY. — *Voltaire à Ferney. Documents inédits*. « La Revue » 1913 (septembre).
- Fernand CAUSSY. — *Voltaire et ses curés*. « La Revue de Paris » 1909 (juillet-août).
- Maurice PELLISSON. — *Les hommes de Lettres au XVIII^e siècle*. Paris 1911.

AVANT-PROPOS

Ce qui étonne et frappe par-dessus tout le lecteur des œuvres de Voltaire, c'est l'extrême mobilité de ce génie. Les dons les plus divers se trouvent réunis chez lui à un degré éminent, mais la multiplicité de ses goûts ne nuit ni à leur intensité ni à leur durée. Cet homme prodigieux trouva le moyen d'occuper pendant cinquante ans l'attention de l'Europe entière.

Il nous semble que, quand un homme a exercé sur son siècle une pareille influence, rien de ce qui le touche ne saurait être indifférent, surtout quand il s'agit de le juger dans l'action.

Tout le monde connaît Voltaire, philosophe, historien, poète, mais il y a beaucoup de gens, même parmi les lettrés, qui ignorent que cet auteur de poèmes épiques et de tragédies fut aussi un homme éminemment pratique, un manieur d'argent, un gros capitaliste et à la fin de sa vie un fondateur d'usines, un créateur de colonies et de villes, ce qui ne l'empêcha pas de s'occuper de toutes les grandes questions qui passionnaient alors l'opinion publique.

Cette activité de Voltaire, financier, méritait d'être étudiée dans son ensemble, et elle le fut en 1854 dans le livre de L. Nicolardot.

Cet ouvrage est consciencieux, mais il est décrit avec un parti pris révoltant et, composé depuis plus de soixante-quinze ans, il n'a pu bénéficier de la plupart des recherches qui ont, dans l'intervalle, contribué sur une foule de points à nous faire mieux connaître Voltaire.

C'est ce fait qui nous a amené à penser et nous a permis d'espérer qu'une nouvelle étude sur ce sujet ne serait pas inutile.

Une étude des finances de Voltaire présentait des difficultés considérables, dont nous n'avons réussi à surmonter qu'une faible partie. C'est une des causes de l'imperfection de notre travail.

Dès qu'il s'agit d'étudier Voltaire et ses œuvres, on reste indécis en présence des opinions opposées et la question se pose de savoir dans quelle mesure il convient de croire à l'impartialité des témoignages contemporains.

Ce qui a rendu notre tâche encore plus difficile, c'est le secret que d'ordinaire Voltaire exigeait et obtenait de ses hommes d'affaires. Ce fait réduit presque à rien la valeur des témoignages des contemporains.

Les lettres de Voltaire elles-mêmes ne peuvent être acceptées comme des témoignages indiscutables, car si parfois l'auteur par vanité, exagère ses recettes, d'autres fois, en revanche, il les sous-estime systématiquement pour montrer l'état délabré de sa fortune et engager ses débiteurs à payer au plus vite.

Toutes ces altérations déforment la réalité. Du reste souvent les faits les mieux établis ne doivent pas nous autoriser à porter des jugements sur les procédés par lesquels Voltaire a amassé sa fortune.

Au XVIII^e siècle la conception de l'honnêteté commerciale était tout autre, et la plupart des opérations commerciales n'étaient que des spéculations que nous considérerions comme malhonnêtes ¹.

Dans cette étude nous nous sommes dispensé le plus possible des appréciations personnelles, considérant qu'une étude de ce genre est écrite plutôt pour des érudits qui demandent des faits bien établis et non des appréciations plus ou moins subjectives.

Nous nous permettrons pourtant de disculper Voltaire du reproche d'avarice qui lui a été adressé très souvent. Voltaire à certains moments lésine de la façon la plus étrange, comme à d'autres moments il se montre d'une étonnante générosité; mais, tout compte fait, il a donné beaucoup plus de preuves de générosité que d'avarice.

Ce ne sont pas des raisons d'intérêt qui ont amené Voltaire à prolonger et à multiplier ses procès, il y a été amené par le goût de la lutte et par le désir de prévaloir sur ses adversaires. Si on peut enfermer dans une formule les motifs d'action d'un homme aussi complexe que Voltaire, il nous semble que M. F. Vézinet a bien compris le caractère du personnage quand il dit que, malgré ses variations d'humeur « un sentiment pourtant le domine » et l'explique : l'amour-propre, dans le double sens » qu'avait ce mot au XVIII^e siècle, souci de soi et de sa » réputation » et quand il ajoute que c'est par amour-propre que Voltaire serra les cordons de sa bourse et par

1. Pour la conception de l'honnêteté au XVIII^e siècle, voir H. Thirion : *La vie privée des Financiers au XVIII^e siècle*. Paris 1895.

amour-propre qu'il les dessera et redouta toujours et par-dessus tout d'être volé.

Cette étude nous a été facilitée sur des points particuliers par les recherches érudites de MM. L. Foulet et F. Caussy et par le livre si précieux de M. D. Muller : c'est à eux que nous devons une bonne partie de nos renseignements; l'autre nous a été fournie par la *Correspondance*, elle-même de Voltaire, qui est une mine inépuisable de renseignements.

Nous nous sommes dispensé d'insister sur la biographie de Voltaire qui est assez connu de tout le monde¹.

Il nous reste que de nous excuser de n'avoir pas résisté au plaisir de multiplier les citations de Voltaire et de lui avoir trop souvent donné la parole; mais il nous a semblé que tant de passages écrits en une langue si pure et d'une plume toujours si alerte et si spirituelle permettront de connaître l'écrivain et d'admirer son style si clair, si précis, si français.

L. K.

1. Il existe sur Voltaire plusieurs livres remarquables, parmi lesquels, pour n'en citer que deux : G. Lanson, *Voltaire*, Paris 1922, et A. Bellessort, *Essai sur Voltaire*, Paris 1925.

VOLTAIRE, FINANCIER

CHAPITRE PREMIER

Sources et premières étapes de la fortune de Voltaire, depuis sa jeunesse jusqu'à son départ pour l'Angleterre.

Influences de l'éducation. — A l'âge de dix ans, François-Marie Arouet, le futur Voltaire, fut mis comme pensionnaire à Louis-le-Grand, le fameux collège des jésuites. Il y fut le condisciple et l'ami des Sully, des Richelieu et des d'Argental. Ces fils de grandes familles devaient conserver à l'égard du jeune Arouet les avantages que leur conférait la naissance et jouer avec lui plutôt le rôle de protecteurs que celui d'intimes. Mais du moins ils le protégèrent efficacement durant toute sa longue carrière. Richelieu le poussa auprès de la marquise de Prie, dont il était l'ami et de l'Académie, dont il faisait partie, il lui tendit la main pour l'aider à y entrer¹. La protec-

1. H. Thirion : *Voltaire chez Madame de Prie*. Versailles 1903, page 9.

tion des Sully lui permit de fréquenter la meilleure société.

D'autre part, le parrain du jeune Arouet, l'abbé de Châteauneuf, l'introduisit de très bonne heure dans la fameuse société du Temple où le jeune homme se fit un puissant protecteur dans la personne du chevalier de Vendôme¹. Celui qui devait devenir Voltaire, payait déjà cette hospitalité chez les grands « ... en impromptus, contes, épigrammes, satires, épîtres, monnaie qui ne l'appauvrisse pas »². Cette société et ces bénéfices n'étaient pas plus faits pour développer le sentiment de l'honneur que n'attachaient à la religion ce jeune homme qui convoitait toutes les distinctions, tous les honneurs, tous les emplois qui pouvaient le faire marcher de front avec les gens titrés, dont la hauteur le blessait toujours. Il jugeait le talent digne de marcher de pair avec la naissance au point de vue non seulement de la considération, mais encore des jouissances.

Les fils de bonnes familles, ses condisciples, et l'abbé de Châteauneuf en l'aidant à se répandre dans la bonne compagnie, lui avaient créé des besoins auxquels il fallait satisfaire et pour cela il se procura de l'argent à la mode des fils de famille, en s'adressant à des usuriers, car il est plus que probable que M. Arouet père, ne soutenait qu'insuffisamment de ses deniers une vie de désordre qui l'exaspérait.

Le jeune poète dînait et soupait en ville, mais il dut avoir recours aux usuriers et aux prêteurs à la petite

1. G. Desnoiresterres : *Voltaire et la société française au XVIII^e siècle. La jeunesse de Voltaire*. Paris 1887, p. 42.

2. G. Lanson : *Voltaire*. Paris 1925, p. 17.

semaine pour satisfaire ses autres besoins et alla plus d'une fois frapper à leur porte. Précocement en cela comme en toute chose, dès l'âge de treize ans il souscrivait un billet de cinq cents livres à une usurière prêteuse à gages. Poursuivi pour cette dette, il fait le 19 octobre 1719, devant un notaire de Sully, une déclaration dans laquelle il :
 « ...proteste de nullité du billet qu'il a suby à l'âge de 13
 « ans, au profit d'une femme nommée Thomas, de la
 « somme de cinq cents livres sans aucune datte (dette ?)
 « ny cause..., puisqu'il est certain qu'il n'a emprunté
 « aucune chose de la dite femme nommée Thomas, et
 « qu'elle a surpris ce billet du dit sieur Arouet... il est
 « surpris qu'aujourd'hui cette femme ait mis ce billet
 « entre les mains du nommé Texier, marchand de bois
 « à Paris, et sur ce billet ont été faites plusieurs pour-
 « suites, il proteste aussi de nullité ¹ ». Comme on le voit, c'était un billet qu'on lui avait fait signer à un âge où l'on ne saurait contracter aucun engagement sérieux, et où, par conséquent, aucun n'a de valeur.

On ne lança dans le commerce cet effet que lorsque le moment sembla venu. Mais on se pressa trop et, comme Arouet n'avait pas ses vingt-cinq ans révolus, — il s'en fallait d'un peu plus d'un mois, — sa déclaration devant le notaire devait suffire pour rendre vaines et même dangereuses toutes les poursuites.

Voltaire nous raconte qu'un jour se trouvant dans la nécessité d'emprunter à un usurier, il s'adressa à un qui se décida à lui prêter sur gages, à dix pour cent, pour six

1. G. Desnoiresterres : *La jeunesse de Voltaire*, p. 180 à 182.

mois et disparut avec ses gages, qui valaient quatre ou cinq fois l'argent qu'il avait prêté¹.

Le testament du père de Voltaire nous apprend encore qu'il a dû payer quatre mille livres de dettes pour son fils cadet.

Voltaire avait vite compris « que, pour frayer avec les
« Sully et les Richelieu, il ne fallait pas être marchand
« de vers et de prose, vivant de ce commerce, et que,
« pour être dans le monde sur un bon pied, quand on
« n'était pas très noble, il fallait être très riche². » « Les
« philosophes anciens voulaient la pauvreté comme la
« sauvegarde de l'indépendance; Voltaire voulait devenir
« riche pour être indépendant, et il eut également raison.
« On ne connaissait point chez les anciens ces richesses
« secrètes qu'on peut s'assurer à la fois dans différents
« pays, et mettre à l'abri de tous les orages³.

Né roturier et sans grande fortune, il s'appliqua constamment, d'un côté, à s'enrichir, et, de l'autre, à s'introduire parmi les privilégiés, peut-être autant pour s'assurer une part de domination que pour satisfaire à sa vanité naturelle. Il désira la richesse non pour elle-même, mais

1. Préface du *Dépositaire*, 1769. Voltaire, édition L. Moland, tome VI, p. 393 et 394. Dans une lettre à Damilaville du 23 novembre 1767, il nomme cet usurier Leleu et dit qu'il lui a volé vingt mille francs. Lettre du 23 novembre 1767, éd. Moland, tome XLV, p. 435.

2. G. Lanson : *Voltaire*, p. 20.

3. Condorcet : *Vie de Voltaire*, 1789. Voltaire, œuvres éd. L. Moland, tome I, p. 210.

comme une condition du bien-être, il y chercha surtout une garantie d'indépendance ¹.

Dans ses *Mémoires*, Voltaire écrivit en 1759 : « On me
« demande par quel art je suis parvenu à vivre comme
« un fermier général ; il est bon de le dire, afin que mon
« exemple serve. J'ai vu tant de gens de lettres pauvres
« et méprisés, que j'ai conclu dès longtemps que je ne
« devais pas en augmenter le nombre. Il faut être en
« France, enclume ou marteau, j'étais né enclume ². »

Il faut ajouter que l'époque a exercé une grande influence sur ce jeune homme ³.

La Régence, cette révolte contre la triste bigoterie et le lourd despotisme du dernier règne ; étalage débraillé de cynisme, de scepticisme et de débauche ; fureur de jeu, l'amour de luxe ; bouillonnement hardi d'esprit, de rire et de satire ; mais aussi avidité d'argent et fièvre de

1. Nous ne sommes pas de l'avis de M. Henri Beaune qui écrit : « ...il avait des distinctions ce qu'elles ont d'utile ; c'était
« autant de lettres de franchise et de sauf-conduits qui assu-
« raient la paix à son existence et l'impunité à ses écrits. Dans
« une société fondée sur le privilège, il cherchait le privilège,
« moins par vanité que par intérêt. » Henri Beaune : *Un procès de Presse au XVIII^e siècle. Voltaire contre Travenol*. Paris 1869.

2. *Mémoires pour servir à la vie de M. de Voltaire, écrits par lui-même*, 1759. Voltaire œuvres, éd. Moland, tome I, p. 44, 45.

3. On a souvent accusé Voltaire d'avoir acquis son immense fortune par des procédés malhonnêtes, il serait donc intéressant de citer le passage d'une de ses lettres : « ...l'intérêt ne
« doit jamais, écrit-il à mademoiselle Dunoyer, je l'avoue, être
« assez fort pour faire commettre une mauvaise action ; mais
« aussi le désintéressement ne doit pas empêcher d'en faire
« une bonne, lorsqu'on y trouve son compte. » *Lettre à M^{lle} Du-
noyer*, 20 janvier 1714, éd. Moland, tome XXXIII, p. 27.

spéculation, il faut de l'argent pour le plaisir; pas de grand nom qui ne trafique et n'agiote ¹.

On peut se demander comment le jeune Arouet qui convoitait tant toutes les distinctions et était si universellement doué, se laissa entraîner par sa vocation, malgré toutes ses difficultés, et devint homme de lettres.

Après avoir fini le collège en 1710², celui qui devait devenir un jour Voltaire fréquenta l'Ecole de droit, mais ces études le rebutèrent vite, surtout après un séjour expiatoire à l'étude de M^e Alain. Il en tira néanmoins cette connaissance du droit qui lui fut tant de fois si utile au cours de sa longue carrière.

Sa famille voulait lui acheter une charge d'avocat du roi à Paris³; la cause qui lui fit refuser cette charge est exposée dans sa lettre au marquis d'Argenson du 22 juin 1739, dans laquelle il écrit : « Comme j'avais peu de biens, « quand j'entrai dans le monde, j'eus l'insolence de pen-
« ser que j'aurais eu une charge comme un autre, s'il
« avait fallu l'acquérir par le travail et la bonne volonté.
« Je me jetai du côté des beaux-arts, qui portent toujours
« avec eux un certain air d'avilissement, attendu qu'ils
« ne font point un homme conseiller du roi en ses con-
« seils. On est maître des requêtes avec de l'argent, mais
« avec de l'argent on ne fait point un poème, et j'en fis
« un. »

Rien d'étonnant à ce que son infériorité par rapport à

1. G. Lanson : *Voltaire*, p. 15.

2. André Bellessort : *Essai sur Voltaire*, Paris 1925, p. 12.

3. *Mémoire sur la satire*, 1739. éd. Moland, tome XXIII, p. 61.

des gens privilégiés et riches lui ait fait admirer Amsterdam, d'où il écrit à madame la présidente de Bernières :

« J'ai vu avec respect cette ville, qui est le magasin de
 « l'univers. Il y avait plus de mille vaisseaux dans le
 « port. De cinq cent mille hommes qui habitent Amster-
 « dam, il n'y en a pas un d'oisif, pas un pauvre, pas un
 « petit-maître, pas un insolent. Nous rencontrâmes le
 « Pensionnaire à pied, sans laquais, au milieu de la po-
 « pulace. On ne voit là personne qui ait de cour à faire.
 « On ne se met point en haie pour voir passer un prince.
 « On ne connaît que le travail et la modestie. Il y a à la
 « Haye plus de magnificence et plus de société par le
 « concours des ambassadeurs. J'y passe ma vie entre le
 « travail et le plaisir, et je vis ainsi à la hollandaise et à
 « la française¹. » Quelques jours plus tard il écrit à Thié-
 riot : « Je commence à détester nos protecteurs, autant
 « que je les aimais, par l'espérance où j'étais qu'ils nous
 « feraient du bien »².

Mais son génie seul ne lui suffisait pas pour être riche et indépendant; ses écrits ne lui eussent jamais, sans l'appui de puissants protecteurs, donné cette vie facile, qu'il désirait tellement.

Nous savons qu'en 1705³, Ninon de Lenclos lui légua deux mille francs pour acheter des livres. Probablement

1. *Lettre à la Présidente de Bernières*, 2 octobre 1722, éd. *Moland*, tome XXXIII, p. 74.

2. *Lettre à Thieriot*, 8 octobre 1722, éd. *Moland*, tome XXXIII, p. 75.

3. *Voltaire œuvres*, éd. *Moland*, tome XXXVIII, note 4 de la p. 188 et 189.

c'est au père Arouet, qui était son notaire, que Ninon a laissé cette somme pour ce collégien qui semblait déjà tant promettre. Il semble que c'est seulement bien plus tard que le père permit à son fils cadet de disposer de cet argent. Voici ce que nous en dit Voltaire dans une notice sur Ninon de Lenclos : « L'abbé de Châteauneuf « me mena chez elle dans ma plus tendre jeunesse. « J'étais âgé d'environ treize ans¹. J'avais fait quelques « vers qui ne valaient rien, mais qui paraissaient fort « bons pour mon âge. M^{lle} de Lenclos avait autrefois « connu ma mère, qui était fort amie de l'abbé de Châteauneuf. Enfin on trouva plaisant de me mener chez « elle... Pour moi, je lui fus présenté un peu plus tard; « elle avait quatre-vingt-cinq ans. Il lui plut de me mettre sur son testament; elle me légua deux mille francs « pour acheter des livres. Sa mort suivit de près ma visite et son testament² ». Dans une lettre du 15 avril 1752 à un membre de l'Académie de Berlin, Voltaire nous assure que le fait est vrai : « L'article de son testament « dont vous me parlez n'est point un roman; elle me laissa deux mille francs³ ». D'autre part, dans son commentaire historique, il nous apprend que cette somme de deux mille francs lui fut exactement payée.

Pendant ses études de droit, le jeune Arouet habitait

1. Onze ans au plus. Voltaire était né le 21 novemgre 1694, et Ninon mourut le 17 octobre 1705 (Note de L. Moland).

2. *Notice sur M^{lle} de Lenclos à M^{***}*, éd. Moland, tome XXIII, p. 512.

3. Voltaire, éd. Moland, tome XXXVII, p. 407 et 408.

chez son père ¹, mais il abandonna vite la maison paternelle où chaque jour il était exposé à s'entendre demander : « Pourquoi ne prenez-vous pas un état ? ² »

Nous avons la preuve qu'à cette époque son père lui faisait une pension ³ et que le 16 mai 1717, le jour de son arrestation, il avait sur lui six louis d'or valant trente livres pièce et deux cent soixante-dix sous, somme considérable pour son âge et l'époque ⁴.

Voltaire et la cour; ses premières pensions. — Cette vie d'étudiant ne devait pas durer longtemps. Dans la préface d'une édition des œuvres de M. de Voltaire que les libraires de Rouen se proposaient de faire en 1750, préface revue par Voltaire lui-même, Boculard d'Arnaud nous dit : « Si on me demande à présent pourquoi la Bastille fut le berceau de ce poète, je répondrai que vers l'an 1716, le prince de la Cellamare, ambassadeur d'Espagne, ayant à tramer une conspiration contre le régent de France, et plusieurs personnes ayant été engagées par lui à semer des écrits contre le gouvernement, M. de Voltaire fut soupçonné d'être du nombre. Il fut mis à la Bastille avec plusieurs personnes » ⁵.

1. G. Desnoiresterres : *La jeunesse de Voltaire*, p. 46.

2. M*** (Duvernet) : *La Vie de Voltaire*, Genève 1786, p. 75. Duvernet dit que c'est seulement après sa première sortie de la Bastille en 1717, que le jeune Arouet quitta le logis paternel, mais l'acte d'arrestation nous prouve que, déjà avant son incarcération à la Bastille, il logeait dans une maison garnie, « Au Panier vert », rue de la Calandre.

3. G. Desnoiresterres : *La jeunesse de Voltaire*, p. 163.

4. Ibid., p. 131.

5. Longchamp et Wagnière : *Mémoires sur Voltaire et sur ses ouvrages*, Paris 1826, tome II, p. 490.

Voltaire n'avoua jamais les vers satiriques dont on l'accusait et sortit de la Bastille, le 11 avril 1718, après une détention de onze mois. L'emprisonnement fut suivi d'un exil à Châtenay qui ne prit fin qu'en octobre 1718 ¹. De retour à Paris, Voltaire fait jouer le 18 octobre 1718 l'*Œdipe*, qui eut un succès inouï pour l'époque et fut joué quarante-cinq fois. La première édition de cette tragédie, qui est de 1719, fut dédiée à Madame, femme du régent ².

Pour récompenser le jeune poète, et peut-être aussi pour le dédommager des rigueurs du pouvoir, le duc d'Orléans lui accorda une gratification que la Harpe dit avoir été de cent louis ³ et Baculard d'Arnaud de mille écus.

Vers l'automne de 1720, Voltaire fait copier les neuf chants de son poème et Thieriot est chargé de les porter au duc d'Orléans ⁴; à la suite de cette démarche, notre poète obtient une pension et le *Mercur de France* du mois de janvier 1722 nous annonce que « M. Arrouet de « Voltaire, de qui le père est mort depuis peu, a obtenu « du roi, par la protection de M. le duc d'Orléans, une « pension de deux mille livres. Son poème d'Henri IV « paraîtra bientôt, et l'on compte fort qu'il soutiendra

1. Lucien Foulet : *Correspondance de Voltaire* (1726 à 1729), Paris 1913, p. 234.

2. Louis Nicolardot : *Ménage et finances de Voltaire, avec une introduction sur les mœurs des cours et des salons au XVIII^e siècle*, Paris 1854, p. 27.

3. Jean F. de la Harpe : *Lycée ou Cours de Littérature...* Paris 1821 à 1822, tome VIII, p. 52.

4. *Lettre à Thieriot de 1720*, éd. Moland, tome XXXIII, p. 55.

« imprimé la réputation que lui ont acquises les lectures
« des manuscrits ¹ ».

Voltaire ne voulut pas jouir seul de cette pension tandis que son ami Thieriot était toujours à court d'argent et dans une lettre qui est probablement de la seconde quinzaine de décembre 1723 ², il écrit à son Altesse Sérénissime Monsieur le duc : « Le sieur de Voltaire représente
« très humblement à Votre Altesse Sérénissime qu'il avait
« obtenu du roi, il y a quatre mois, le partage de sa pension de deux mille livres avec le sieur Thieriot, son
« ami; sa maladie l'ayant empêché de poursuivre l'expédition de cette grâce, il supplie Votre Altesse Sérénissime d'avoir la bonté d'ordonner un brevet de cent pistoles pour Thieriot et de réduire à mille livres celui
« de Voltaire qui est de deux mille ³ ».

Cette pension du roi lui fut très irrégulièrement payée jusqu'à son exil. Il est probable que durant son séjour en Angleterre, il ne réussit plus à se faire payer.

Par l'arrêt du Conseil d'Etat du 19 novembre 1726 ⁴, le cardinal de Fleury réduisit cette pension à 1.600 livres et le 1^{er} avril 1745 elle fut confondue dans les appointements d'historiographe de l'auteur de la *Henriade*.

1. D'après Lucien Foulet : *Correspondance de Voltaire*, p. 234.

2. L. Foulet : *Correspondance de Voltaire*, p. 46, note.

3. Fernand Caussy : *Lettres de Voltaire à la Cour de France. Documents inédits*. La Revue 1910 (octobre-décembre). Il ne réussit pas à la faire partager (lettre à Thieriot du 12 août 1726, éd. Moland, tome XXXIII, p. 159). Dans les lettres qui suivent il n'en est plus question.

4. L. Foulet : *Correspondance de Voltaire*. Note de la page 79.

Nous ne croyons pas qu'il faille compter aussi parmi les ressources de Voltaire en ces années une pension de douze cents francs sur la cassette du duc d'Orléans. C'est Longchamp qui nous en parle et dit qu'il l'a touchée pour Voltaire en 1749 ¹. Cette somme figure sous la rubrique des rentes sur le Livret de Voltaire, qui est de 1775 ²; or nous savons qu'à cette date Voltaire ne touchait plus ses pensions et le fait qu'on a certifié à Nicolardot, aux archives de la maison d'Orléans, que Voltaire ne figurait sur aucune liste des créanciers de cette famille ³, ne nous semble pas une preuve suffisante du contraire.

Ces pensions étaient pour Voltaire d'une aide considérable, car au mois de septembre 1725 il écrivait de Versailles à madame de Bernières : « Les noces de Louis XV
« font tort au pauvre Voltaire. On ne parle de payer au-
« cune pension, ni même de les conserver; mais en récom-
« pense, on va créer un nouvel impôt pour avoir de quoi
« acheter des dentelles et des étoffes pour la demoiselle
« Leczinska ⁴ ». Dans une autre lettre à la même per-
sonne, il ne semble pas plus optimiste : il y maudit sa
vie de courtisan et dit qu'il court inutilement après une

1. Longchamp et Wagnière : *Mémoires sur Voltaire*, tome II, p. 330 et 344.

2. M. L. Foulet dans la *Correspondance de Voltaire*, p. 240 et 241, tire la même conclusion en s'appuyant sur la terminologie de Voltaire.

3. L. Nicolardot : *Ménage et finances de Voltaire*, p. 28.

4. *Lettre à la présidente de Bernières* de septembre 1725, éd. Moland, tome XXXIII, p. 147.

petite fortune, qui semblait se présenter, mais qui s'est enfuie bien vite dès qu'il l'a cru tenir ¹.

Les bontés de la jeune reine lui laissent bientôt espérer un sort plus doux, malgré cela il se plaint encore de sa vie de cour et écrit à son ami Thieriot : « J'ai été ici très
« bien reçu de la reine. Elle a pleuré à *Mariamne*, elle a
« ri à *l'Indiscret*, elle me parle souvent : elle m'appelle
« mon pauvre Voltaire. Un sof se contenterait de tout
« cela; mais malheureusement j'ai pensé assez solidement
« pour sentir que de louanges sont peu de chose, et que
« le rôle d'un poète à la cour traîne toujours avec lui un
« peu de ridicule, et qu'il n'est pas permis d'être en ce
« pays-ci sans aucun établissement ² ».

Une pension de la reine suffit pour lui donner plus de confiance en l'avenir et c'est sur un ton de triomphe qu'il en fait part à madame de Bernières : « La reine vient de
« me donner sur sa cassette, une pension de quinze cents
« livres, que je ne demandais pas : c'est un achemine-
« ment pour obtenir les choses que je demande. Je suis
« très bien avec le second premier ministre M. Duverney
« (Pâris)... Je ne me plains plus de la vie de la cour : je
« commence à avoir des espérances raisonnables d'y pou-
« voir être quelquefois utile à mes amis ³ ». Le brevet de cette pension est du 14 novembre 1725 et dit que la reine voulant gratifier Voltaire et lui donner moyen de subve-

1. *Lettre à la présidente de Bernières*, du 8 octobre 1725, Moland, tome XXXIII, p. 149.

2. *Lettre à Thieriot* du 17 octobre 1725, *ibid*, tome XXXIII, p. 152.

3. *Lettre à Madame de Bernières* du 13 novembre 1725, éd. *ibid.*, tome XXXIII, p. 153.

nir aux dépenses qu'il fait à la cour lui accorde une pension annuelle de quinze cents livres payable à partir du premier novembre 1725 sur les fonds de sa cassette ¹.

Cette pension lui fut assez régulièrement payée jusqu'à son départ pour l'Angleterre et après son retour on lui en versa les arrérages et il continua longtemps encore à en jouir. Dans la *Correspondance* Voltaire en parle pour la dernière fois dans une lettre à Moussinot du 14 septembre 1737 ², mais il est probable que par la suite cette pension lui fut payée encore longtemps.

Etat de la fortune de Voltaire avant les héritages. — A l'époque où son père vivait encore, Voltaire s'était constitué une petite fortune qu'il avait confié, en dépôt à son père, probablement pour lui inspirer plus de confiance dans ses aptitudes à gérer une fortune. Cette fortune, d'après l'inventaire du 20 janvier 1722, consistait en trois actions de la Compagnie des Indes et en cinq billets de banque de mille francs chacun. M. Arouet lui avait souscrit en échange une reconnaissance que Voltaire n'eut qu'à produire à la mort de son père pour rentrer en possession de ses valeurs ³.

Nous savons aussi qu'en 1723, il se fit de ses économies une rente viagère de près de deux mille francs, dont Duvernet dit avoir vu le contrat ⁴.

1. L. Foulet : *Correspondance de Voltaire*, p. 233.

2. *Lettre à Moussinot 14 septembre 1737*, éd. Moland, tome XXXIV, p. 311 et 312.

3. G. Desnoiresterres : *La jeunesse de Voltaire*, p. 204 et 205.

4. Duvernet : *La vie de Voltaire*, p. 75.

Ses pensions et sa petite fortune permirent à Voltaire de s'installer d'une manière confortable. Par un acte sous-seing privé du 4 mai 1723, mais dont les clauses ne furent mises à exécution que plus d'un an après, Voltaire avait loué un appartement de six cents livres de loyer dans l'hôtel du président de Bernières, et s'engageait en outre à payer par an douze cents livres de pension pour lui et pour son ami Thieriot¹, lequel a toujours plus ou moins facilement vécu à ses dépens, et auquel il écrit dans sa lettre du 10 septembre 1724 : « Je suis ruiné par les dépenses de mon appartement, et, par surcroît, on m'a volé une bonne partie de mes meubles; j'ai trouvé la moitié de nos livres égarés. On m'a pris du linge, des habits, des porcelaines...² ». Voltaire se plaint aussi du temps que lui prennent les ouvriers et des dépenses auxquelles l'oblige son appartement et dit qu'il a eu l'impertinence d'acheter les plus beaux tableaux de M. de Nocé³.

Malgré son affirmation, le jeune Arouet ne devait pas payer très régulièrement sa pension, car nous savons par ses lettres que Thieriot lui conseillait de ne plus revenir

1. *Mémoire du sieur de Voltaire*, 6 février 1739, éd. Moland, tome XXIII, p. 38, où il écrit encore que « ...même sa pension, son loyer, tout a été exactement payé; la dernière quittance doit être entre les mains du sieur Arouet, trésorier de la Chambre des comptes, frère du sieur de Voltaire. »

2. *Lettre à Thieriot* du 10 septembre 1724, éd. Moland, tome XXXIII, p. 121.

3. *Lettre à Thieriot* 1723. Ibid., tome XXXIII, p. 107.

chez la présidente avant d'avoir donné de l'argent au président de Bernières 1.

Les héritages. — Le 1^{er} janvier 1722 meurt, à l'âge d'environ soixante-douze ans François Arouet, conseiller du roi, receveur des épices de la Chambre des comptes de Paris, le père de Voltaire 2.

Dans son testament qui fut fait le 19 août 1721, c'est-à-dire quatre mois et demi avant sa mort, il déclare : « ... Et
« quand aux biens qu'il a plu à Dieu de me départir, qui
« ne peuvent être que très-médiocres (vu le long temps
« qu'il y a que je travaille) dont je ne sais même pas la
« valeur, qui ne se connaîtra que par le compte final de
« ce que j'ai géré, pour Messieurs de la Chambre des
« Comptes, desquels j'espère pour mes enfants un traitement favorable, particulièrement au sujet des dépenses
« et améliorations que j'ai faites dans le logement que
« j'occupe, où j'ai dépensé plus de sept mille livres ou
« par-dessus de ce qu'ils m'ont accordé en différents fois,
« dont je crois qu'il ne serait pas juste que celui qui me
« succédera profite au préjudice de mes enfants. Je veux
« donc et désire que tous mes biens qui se trouveront
« m'appartenir au jour de mon décès, de quelque nature
« et qualité qu'ils soient, demeurent et appartiennent à
« mes trois enfants, et à défaut d'eux, à leurs représen-

1. *Lettres à la Présidente de Bernières* du 27 juin et 2 juillet 1725, éd. Moland, tome XXXIII, p. 140 et 141.

2. *Acte de décès du père de Voltaire*, d'après les Registres de la paroisse Saint-Barthélemy. *Documents biographiques*, Voltaire, œuvres, éd. Moland, tome I, p. 304.

« tants, à défaut de quoi je les institue mes légataires uni-
 « versels, chacun pour un tiers et égale portion. En fai-
 « sant le partage duquel legs universel, ceux de mes en-
 « fants qui se trouveront avoir été par moi avantagés en
 « avancement d'hoirie, tiendront compte à la masse de
 « mes biens de ce dont ils se trouveront avoir été par
 « moi avantagés, et d'autant que j'ai déboursé pour mon
 « fils aîné la somme des trois mille livres au moins lors-
 « qu'il est entré au séminaire de Saint-Magloire, que j'ai
 « payé pour environ quatre mille livres de dettes pour
 « mon fils cadet et qu'en mariant ma fille, leur sœur, je
 « ne lui ai fait aucun présent, je veux et entends que
 « madite fille prenne, à luy appartienne par préciput
 « dans tous les mesdits biens la somme de trois mille li-
 « vres, moyennant laquelle j'estime qu'ils seront parhai-
 « tement égaillés. J'entends qu'aucun de mes enfants ne
 « puisse demander ni prétendre aucune chose pour rai-
 « son de leurs droits successifs maternels ou legs qui
 « pourraient leur avoir été faits, voulant que le tout soit
 « et demeure confondu dans le legs universel de mes
 « biens.

« Je déclare que, pour de bonnes et justes considéra-
 « tions, je me sens obligé de substituer comme je substi-
 « tue tout ce qui reviendra et appartiendra à mon fils
 « François-Marie Arouet de Voltere par ledit legs univer-
 « sel, aux enfants qui naîtront de lui en légitime mariage
 « et, à défaut d'enfants, à son frère aîné et à sa sœur, et
 « à défaut d'eux à leurs représentants, desquels biens af-
 « férants à mon fils de Volterre, il n'aura que l'usufruit et
 « jouissance, sa vie durant, à l'effet de quoi je veux qu'il

« soit fait emploi en fond d'héritage ou rente par le tu-
 « teur qui sera nommé à ladite substitution, suivant les
 « avis de parents en de tels cas requis et accoutumés. S'il
 « arrivait néanmoins que mon fils de Volterre parvenu
 « à l'âge de trente-cinq ans accomplis prit une conduite
 « réglée et telle que j'aurais bien voulu la lui inspirer, en
 « ce cas, comme je ne fais ladite substitution que dans la
 « juste appréhension qu'il ne dissipe le peu de bien que
 « je lui laisse et ne tombe dans le besoin, je supplie très
 « humblement M. le Premier Président de la Chambre
 « des Comptes de vouloir bien accepter ce pouvoir et au-
 « torité de père à l'égard de mon fils de Volterre, pour
 « détruire et annuler ladite substitution ainsi que je le
 « ferais moi-même si je pouvais par impossible survivre
 « à cette mienne dernière volonté, en cas d'une conduite
 « réglée de la part de mon fils...

« Je nomme pour exécuteur de ce présent mon testa-
 « ment la personne de M. Mignot, correcteur des comp-
 « tes, mon gendre, auquel je suis bien aise de donner
 « cette petite marque de confiance et de mon estime » 1.

Ce testament nous indique que quatre mois et demi avant sa mort, M. Arouet père, ne savait pas quel était l'état de sa fortune, et, lui mort, personne pendant longtemps n'en sut davantage. L'inventaire fait après le décès du payeur des épices de la Chambre des Comptes nous démontre qu'il avait à Châtenay une belle maison d'habi-

1. J.-J. Guiffrey. *La jeunesse de Voltaire. Voltaire et la famille de Nicolay, 1722-1730. Bulletin de la Société de l'Histoire de Paris et de l'Île de France*, 1875, p. 47 et 48.

tation avec ferme à côté comme semble l'indiquer l'existence d'une vaste grange¹; et aussi deux maisons l'une rue Saint-Denis et l'autre rue Maubuée, que reçut en partage sa fille, madame Mignot; mais le gros de l'héritage c'était la somme de deux cents quarante mille livres qu'avait versée M. Arouet « pour la sûreté de sa commission » en prenant possession de son office (11 mars 1701)². Le père Arouet nous parle aussi des améliorations qu'il a faites dans le logement qu'il avait à la Chambre des Comptes. Cet appartement et la charge de payeur des épices de la Chambre passèrent à son fils aîné, Armand. Le testament de M. Arouet père nous montre qu'il n'avait pas avantagé son aîné au détriment du poète, mais fait de son bien trois parts égales pour ses trois enfants.

Nous y apprenons encore que le père avait dû payer pour Voltaire quatre mille livres de dettes et qu'à cause de sa vie dissipée, il ne lui laissait de sa part d'héritage que l'usufruit, c'est-à-dire le droit de toucher les revenus sans celui de disposer du capital, jusqu'à trente-cinq ans, et qu'à cet âge l'intéressé entrera ou non en possession de son patrimoine suivant qu'il aura démontré à M. de Nicolay, président de la Chambre des Comptes, qu'il est capable ou non de bien gérer sa fortune.

De cette capacité, M. Nicolay fut pleinement convaincu et il consentit à annuler cette substitution par l'acte du 1^{er} mars 1730 insinué le 18 dans lequel il déclare :

« ... bien et duement informé que led. s. François-Ma-

1. G. Desnoiresterres, *La jeunesse de Voltaire*, p. 135.

2. *Ibid.*, p. 203.

« rie Arouet de Voltaire, lequel est âgé de trente-cinq ans
 « accomplis dès le 21 novembre dernier..., loin de dissi-
 « per son bien et de faire des dettes l'a au contraire aug-
 « menté jusqu'icy, et qu'il espère qu'il n'en fera que de
 « bons usages, a led. seigneur Premier par ces présentes,
 « levé, détruit et annullé lad. substitution portée au tes-
 « tament dud. feu sieur Arouet... 1 »

Le père de Voltaire, quand il avait senti sa fin approcher, s'était repenti des précautions rigoureuses qu'il avait prises contre son fils cadet, car à la suite du procès-verbal du dépôt du testament, qui est du 21 août 1721, se trouve rédigée une révocation pure et simple de la substitution faite en faveur des enfants éventuels de Voltaire. Elle est datée du 26 décembre 1721, mais sans signature, donc sans valeur ².

Comme nous venons de le voir, la plus grande partie de la fortune d'Arouet père, était engagée dans les affaires dont il avait la direction comme payeur des épices de la Chambre des Comptes. Il s'en suivit un procès que Voltaire suit avec une anxiété compréhensible et dont il fait souvent part à ses amis. Ainsi le 26 septembre 1724, il écrit à Thieriot : « Je sais bien que ma fortune sera tou-
 « jours la vôtre; mais je vous avertis que nos affaires de
 « la Chambre des Comptes vont très mal, et que je cours
 « le risque de n'avoir rien du tout de la succession de
 « mon père » et quelques jours plus tard, il parle en ces termes de sa fortune à la présidente de Bernières : « La

1. J.-J. Guiffrey, *La jeunesse de Voltaire*, p. 50.

2. *Ibid.*, p. 50.

« mienne prend un tour si diabolique à la Chambre des Comptes, que je serai peut-être obligé de travailler pour vivre, après avoir vécu pour travailler ¹ ».

Sans argent et obligé de payer sa pension chez les Bernières, il demande à M. de Nicolay une avance sur sa part de succession; le président refuse. Il apprend cette nouvelle à la présidente en ces mots : « Les affaires de ma famille commencent à tourner mal. Ainsi j'ai plus besoin que jamais de la philosophie, dont je veux faire profession. Je vais regarder la fortune comme un avantage qui n'est nécessaire qu'aux gens remplis de désirs. Les richesses sont des emplâtres pour les blessures que nous font nos passions. Mais un philosophe est un homme bien sain, qui n'a pas besoin d'emplâtres. Je me mets donc dans la tête d'être heureux dans la pauvreté ² ».

Peu de jours après le 23 juillet 1725, il lui écrit encore : « Depuis que je ne vous ai écrit (2 juillet) une foule d'affaires m'est survenue. La moindre est le procès que je renouvelle contre le testament de mon père. » Il nous semble qu'il s'agit ici d'un procès engagé par Voltaire pour faire abolir la clause de substitution. Navré à cause du refus du président de lui accorder une avance sur sa part de la succession paternelle, il intenta un procès qu'il perdit.

1. *Lettre à la présidente de Bernières*, octobre 1724, éd. Moland, tome XXXIII, p. 127.

2. *Lettre à la présidente de Bernières*, 1725, éd. Moland, tome XXXIII, p. 138.

Comme nous l'avons dit, une grande partie de l'héritage de Voltaire consistait en une somme de deux cent quarante milles livres, versée par le père de Voltaire à la Chambre des Comptes pour la sûreté de sa commission. Armand Arouet, le frère aîné de Voltaire, qui succéda dans cette charge à son père¹, ne voulut à aucun prix déplacer cette caution qui lui était indispensable pour exercer son emploi; d'un autre côté, il se voyait dans l'impossibilité de rembourser une moitié de ce capital à son cadet. Apprenant le procès, en homme avisé, il prit ses précautions et profitant de l'exil de son frère, il se garantit en insinuant la clause de substitution du testament paternel au Bureau des Insinuations et en assurant par cet acte l'exécution. C'est le 14 novembre 1726 que la clause du testament d'Arouet concernant « mondit fils « de Voltère » et celle-là seulement, fut insinuée moyennant paiement d'un droit de cent cinquante livres².

Il est plus que probable que c'était seulement l'intéressé qui avait pu prendre l'initiative de cette coûteuse transcription et Armand seul y était intéressé comme nous venons de le voir.

Malgré les différences de caractère et d'éducation qui existaient entre eux, les deux frères Arouet, du vivant de

1. C'est le 29 décembre 1721 que le père Arouet transmet à son aîné sa charge de receveur des épices, qui rapportait environ 13.485 livres par an (quittance d'Arouet père, pour l'année 1700). H. Beaune. *Voltaire au collège*. Paris, 1873, p. LII.

2. L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 158 et 159 note. M. Foulet attribue l'insinuation à Armand et à Mignot. Les bonnes relations de Voltaire avec son beau-frère semblent appuyer notre hypothèse.

leur père, n'étaient pas ennemis. Ce furent seulement les discussions d'intérêt, surgies après la mort de leur père, qui les divisèrent¹. C'est ainsi qu'en 1720 Voltaire annonce à Thieriot que, s'il a besoin d'argent, il va écrire à son frère qui lui en fera donner², et plus tard il écrit d'Angleterre à mademoiselle de Bessières : « Engagez mon « frère à me donner, sans différer un seul moment, des « nouvelles de sa santé, ou donnez-m'en vous-même »³. L'insinuation du 14 novembre 1726 les brouille, et le 14 juin 1727 Voltaire écrit à Thieriot : « Mon frère, surtout, « est le dernier homme à qui on pourrait confier un tel « secret (son retour en France), autant à cause de son « caractère indiscret que pour la vilaine manière dont il « a agi avec moi depuis que je suis en Angleterre. J'ai « essayé par toutes sortes de moyens d'adoucir la grossiè- « reté pédantesque et l'insolent égoïsme dont il m'a acca- « blé ces deux dernières années. Je vous avoue dans « l'amertume de mon cœur que son insupportable con- « duite envers moi a été une de mes plus vives afflic- « tions... ».

Nous ne savons pas à quelle époque fut liquidée la succession, probablement pendant le séjour de Voltaire en Angleterre ou même après; ce qui paraît certain, c'est qu'il tira finalement de la succession paternelle 4.250 li-

1. A. Gazier. *Le frère de Voltaire (1685-1745)*. *Revue des Deux-Mondes*, 1906 (mars-avril).

2. *Lettre à Thieriot*, 25... (septembre) 1720, éd. Moland, tome XXXIII, p. 56.

3. *Lettre à M^{lle} de Bessières*, du 15 octobre 1726, éd. Moland, tome XXXIII, p. 160.

vres de rentes. « J'ai eu 4.250 livres de rentes pour patri-
 « moine, écrit-il en 1754, mes partages chez mes notaires
 « en font foi. Le fonds de presque tout ce patrimoine a
 « été assuré à mes nièces pour leurs mariages » ¹. Voltaire
 laissa sa part de patrimoine à la disposition de son frère,
 même après que l'acte du 1^{er} mars 1730 lui en eut donné
 la libre disposition, et Armand lui payait une rente de
 4.250 livres ². Ce fut par intérêt pour ne pas perdre l'hé-
 ritage de son frère, et non par affection que Voltaire
 laissa sa part de patrimoine à la Cour des Comptes comme
 caution de son frère ³. Ce passage d'une de ses lettres le
 prouve assez : « ... je n'ai point entendu parler de celle
 « (lettre) où vous m'avez mandé l'état de mon frère; voilà
 « tout terminé par le retour de sa santé. Je vous prie de
 « me renvoyer la lettre par laquelle je vous priais
 « de prendre les arrangements de famille convenables
 « en cas d'accident. Quant au testament, je ne doute pas
 « que vous ne vous soyez informé de ce qui en était avec
 « votre prudence ordinaire, sans me commettre, et sans

1. *Lettre à M****, du 12 mars 1754, éd. *Moland*, tome XXXVIII, p. 188.

2. *Lettres à Moussinot*, du 18 mars 1737; 4 janvier 1738, p. 228 et 378 du tome XXXIV, éd. *Moland*, et du 16 janvier 1741, p. 7, du tome XXXVI.

3. Dans sa *lettre au maréchal duc de Richelieu*, du 20 avril 1770, éd. *Moland*, tome XLVII, p. 52 et 53, il écrit : « ...il (l'abbé » Terray) m'a pris deux cent mille francs qui faisaient tout mon » patrimoine et que j'avais mis entre les mains de M. de La » Borde. Si cet holocauste est utile à l'Etat, je fais le sacrifice » sans murmurer... », mais il en murmure dans ses *lettres à Tabareau* du 3 mars 1770, p. 5 et 6, et au marquis de Florian, du 7 avril 1770, p. 42, du tome XLVII, éd. *Moland*.

« marquer que je puisse avoir sur cela quelque inquiétude. Au reste, il serait très désagréable que mes neveux eussent à me faire ma part; ce serait à moi, ce semble à faire la leur, et M^{me} Denis s'avance trop quand elle dit qu'elle me laisserait maître du tout. Il y a des mineurs au nom desquels elle ne pourrait stipuler; elle ne pourrait me céder ce qu'on aurait donné à ces mineurs, et assurément je la laisserais jouir de ce qu'on lui aurait donné » ¹.

Armand mourut le 19 février 1745 ² et dans son testament qui fut rédigé le 13 janvier, un peu plus d'un mois avant sa mort, il fait la part de ses domestiques; laisse des marques de souvenir à une ou deux personnes, gratifie ses neveux d'un legs particulier consistant en une rente payée par les Marchant et hypothéquée sur la maison de Châtenay vendue à ces derniers en 1722 et décide que « ...quant au surplus de tous mes biens que je laisseray au jour de mon décès, je donne et lègue tout le d. surplus savoir moitié à Monsieur Arouet de Voltaire mon frère pour en jouir par luy en usufruit seulement, le fond et propriété demeurant substitué ainsy que je le substitue par ces présentes aux d. sieur Mignot et dames Denis et Fontaines, mes neveux et nièces susnommés, et l'autre moitié aux d. sieur Mignot et dames Denis et Fontaine, mes neveux et nièces pour en jouir par

1. *Lettre à Moussinot*, 9 janvier 1740, éd. Moland, tome XXXV, p. 360.

2. *Acte de décès du frère de Voltaire*. Documents biographiques, éd. Moland, tome I, p. 314.

« eux en toute propriété voulant toutefois qu'en cas que
 « la dame Fontaines décéderait avant moy ses enfants
 « prennent dans sa succession tout ce que la dame leur
 « mère y aurait eu en vertu de mes présentes dispositions
 « si elle m'avait survécu, et afin que la substitution que je
 « viens de faire aye son entier effet je veux que le mobi-
 « lier qui reviendra au sieur Arouet de Voltaire dans ma
 « succession soit converti en immobilier » 1. Ce testament
 avait avantagé sérieusement son neveu Mignot et ses niè-
 ces, madame Denis et madame de Fontaine et quand il
 faudra désigner un exécuteur testamentaire, ce ne sera
 pas son frère, mais le mari de sa nièce, M. de Fontaine,
 qui sera choisi et Armand récompensera sa peine par le
 don d'un diamant de six mille livres.

Premières spéculations. — Les pensions et les héritages
 n'étaient pas les seules ressources de Voltaire à cette épo-
 que. En travaillant à assurer sa gloire, le jeune poète ne
 négligeait pas ses intérêts matériels. Il se poussait dans
 la société la plus aristocratique et dans le monde de la
 finance et des affaires, développant et entretenant ses in-
 nombrables relations, jetant les bases de cette fortune
 considérable à laquelle il devra son indépendance, et,
 d'autre part, il s'apprêtait à devenir le premier poète tra-
 gique et le premier poète épique de son temps. Les finan-
 ciers qu'il fréquenta lui donnèrent le goût et le sens des
 opérations de banque et de commerce, la hardiesse réflé-
 chie pour risquer, la sécurité de conscience sur les gros

1. G. Desnoiresterres, *Voltaire au château de Cirey*, p. 437 à 440.

bénéfices. Il était déjà et il sera toujours doué d'un remarquable sens des affaires et, à l'heure où les grandes entreprises de ce genre effrayaient encore les Français, il risqua « une bonne partie de mon bien ¹ » dans la Compagnie des Indes, et dans les « compagnies d'aventuriers », sociétés d'actionnaires formées pour le commerce maritime, qui fonctionnaient en Hollande et en Angleterre. Il tira de cette audace de beaux revenus ². Il s'attacha à ne manquer aucune occasion de spéculations avantageuses. Par un canal sûr qu'il a auprès du Régent (sans doute le duc de Richelieu), il a parole d'obtenir un privilège pour former une compagnie financière où il avait gros à gagner. Cette compagnie, dans laquelle était intéressée la présidente de Bernières, devait conclure un traité avec un M. de Banville ³ et établir une caisse de juifrerie ⁴, c'est-à-dire sans doute une compagnie de commerce. Voici ce qu'écrit Voltaire à la présidente : « Si j'avais eu une chaise de poste, madame, je serais venu à Paris (de Villars) par l'envie que j'ai de vous faire ma cour plus que par l'empressement de finir l'affaire;

1. *Lettre à la présidente de Bernières*, 1722, éd. Moland, tome XXXIII, p. 62. Nous savons qu'en 1722 cette « bonne partie de son bien » consistait en trois actions de cette compagnie.

2. Georges Ascoli. *Voltaire*. Revue des cours et conférences, du 31 mars 1924 au 15 juillet 1925.

3. *Lettre à la présidente de Bernières*, 1722, éd. Moland, tome XXXIII, p. 64.

4. Dans une lettre à la présidence de Bernières, de 1722, éd. Moland, tome XXXIII, p. 62, Voltaire écrit : « La grande affaire est la seule qu'on doive avoir, c'est de vivre heureux, et si nous pouvions réussir à le devenir sans établir une caisse de juifrerie, ce serait autant de peine épargnée. »

« je ne l'ai pas négligée, quoique je sois resté à Villars. On
 « m'a écrit que M. le Régent a donné sa parole, et comme
 « j'ai celle de la personne qui l'a obtenue du Régent, je
 « ne crains point qu'on se serve d'un autre canal que le
 « mien; je peux même vous assurer que, si je pensais
 « qu'ils eussent dessein de s'adresser à d'autres, mon peu
 « de crédits, auprès de certaines personnes, serait assez
 « fort pour faire échouer leur entreprise... Quand je serai
 « arrivé, il faudra que j'aille sur-le-champ à Versailles,
 « dont je ne partirai qu'après avoir consommé l'affaire,
 « ou l'avoir entièrement manquée... Dites à vos messieurs
 « qu'elle ne sera manquée que pour eux, que c'est à moi
 « qu'on a promis le privilège, et que quand je l'aurai une
 « fois, je choisirai la compagnie qui me plaira ¹ ». C'est
 tout ce que nous savons sur cette affaire et rien ne nous
 indique que le privilège fut obtenu.

Le gouvernement du Régent, pour faire rentrer quelque argent dans les caisses de l'Etat avait établi une Chambre de justice à l'imitation de celle de 1666. Il y eut quatre mille quatre cent dix financiers taxés assez arbitrairement. Cette opération produisit plus de 160 millions, dont il ne rentra au Trésor que soixante-dix, que les maîtres du Régent eurent vite fait de se partager. Dans les recherches de fortunes suspectes, la dénonciation, cet instrument terrible, fut une épée de Damoclès incessamment suspendue sur la tête de tous ceux qui, de près ou de loin, avaient touché aux finances.

1. *Lettre à la présidente de Bernières*, 1722, éd. Moland, tome XXXIII, p. 62 et 63.

Voltaire pour plaire aux receveurs, ou même sur la demande des Pâris¹ et de Héron, écrivit en 1715 une *Ode sur la Chambre de justice* où il blâmait très sévèrement cette institution :

C'est trop, dans un lâche silence,
Nourrir d'inutiles douleurs.
Je vais, dans l'ardeur qui m'enflamme,
Flétrir le tribunal infâme
Qui met le comble à nos malheurs,
.....
Nous périssons : tout se dérange;
Tous les états sont confondus.
Partout règne un désordre, étrange :
On ne voit qu'hommes éperdus;
Leurs cœurs sont fermés à la joie;
Leurs biens vont devenir la proie
De leurs ennemis triomphants.
O désespoir ! notre patrie
N'est plus qu'une mère en furie
Qui met en pièce ses enfants (2).

De tels services se payent, surtout s'ils sont rendus à des financiers, et c'est sans doute à cette démarche que Voltaire dut plus tard une partie de sa fortune. En outre, ce furent les conseils des Pâris, ses protecteurs, qui le

1. G. Desnoiresterres. *La jeunesse de Voltaire*, p. 164 à 167.

2. Ode V. *La Chambre de Justice, établie au commencement de la Régence, en 1715*, éd. Moland, tome VIII, p. 418-420. Il semble que cette indignation ne dura pas toujours, car le 7 avril 1770, Voltaire écrivait au marquis de Florian : « Au reste, je trouve » très bon qu'on prenne les rescriptions des financiers qui ont » gagné beaucoup en pillant l'Etat ; mais je trouve très mauvais » qu'on prenne le patrimoine des particuliers, et qu'on ruine des » familles innocentes » (l'abbé Terray venait de confisquer à Voltaire « tout son patrimoine »), éd. Moland, tome XLVII, p. 42.

furent s'abstenir malgré les tentations de participation aux malheureuses opérations de la banque de Lass¹.

Voltaire avait voulu profiter encore de ce service pour obtenir pour son ami Thieriot « un bon emploi » chez ces financiers, mais il n'y parvint pas et dut se borner à lui envoyer de temps en temps de l'argent², lui demandant en échange de lui faire des commissions par exemple de lui faire savoir : « ... ce qu'on donne en France « d'un escalin, d'un florin, d'un patagon, d'un ducat, d'une « pistole d'Espagne³ ». Grâce à ces renseignements, il pouvait gagner sur le change en revenant de La Haye.

Une lettre à Thieriot du 12 décembre 1722 nous montre que Thieriot n'était pas le seul ami de Voltaire auquel il fournit une aide pécunière. Dans cette lettre, il écrit : « Qu'est-ce donc qu'il est arrivé à ce pauvre Gaudin ? Il « m'écrit qu'il est près d'être écrasé, et me demande quatre louis. Je suis bien fâché s'il lui est venu quelque « mauvaise affaire. J'écris à mon beau-frère (Mignot, « père de M^{me} Denis) pour qu'il lui donne cet argent, et « davantage s'il en a besoin. » Nous savons aussi par sa correspondance avec la présidente de Bernières, qu'il perdit en 1724, à Forges, près de cent louis au pharaon, se-

1. G. Desnoiresterres. *La jeunesse de Voltaire*, p. 164 à 167.

2. *Lettre à Thiériot*, 8 octobre 1722, éd. Moland, tome XXXIII, p. 75.

3. *Lettre à Thiériot*, 2 octobre 1722, éd. Moland, tome XXXIII, p. 72.

Ion sa louable coutume de faire tous les ans quelque lessive au jeu ¹.

Débats avec les libraires. — Voltaire avait à cette époque encore une source de revenus, ses droits d'auteur. *Œdipe*, merveilleusement joué par Dufresne et mademoiselle Demares, eut quarante-cinq représentations, ce qui était un succès inouï pour l'époque ². Longchamp et Duvernet nous disent qu'il rapporta beaucoup à l'auteur. *Artémire*, ne parut que huit fois sur la scène, du 15 février au 8 mars 1720 et valut à l'auteur peu de bénéfice ³. C'est tout ce que nous savons des rémunérations que recevait Voltaire pour les représentations de ses pièces ⁴.

Les recherches de M. L. Foulet nous permettront de mieux suivre l'histoire de l'impression de *Mariamne* et celle de *l'Indiscret*.

Le 6 mars 1724, *Mariamne* échouait à la Comédie-Française, mais, malgré cet échec, le 12 l'auteur remettait le manuscrit à Fontenelle, censeur royal, qui le 31 juillet accordait un privilège valable pour six ans, à dater du jour de l'obtention. Dans ce privilège il ne se contentait

1. *Lettre à la présidente de Bernières*, 16 août 1724, éd. Moland, tome XXXIII, p. 117.

2. G. Desnoiresterres. *La jeunesse de Voltaire*, p. 151.

3. L. Nicolardot. *Ménage et finances de Voltaire*, p. 27.

4. De 1718 à 1725 (compris), on a représenté l'*Œdipe*, 54 fois; *Artémire*, 26; *l'Indiscret*, 6; A. Joannides, *La Comédie-Française, de 1680 à 1900*. Paris 1901. Pour les rapports entre les hommes de lettres et les comédiens, voir M. Pellisson. *Les hommes de Lettres, au XVIII^e siècle*, p. 132 à 163, et Jules Bonnassies : *Les auteurs dramatiques et la Comédie-Française à Paris, au XVII^e et XVIII^e siècle*. Paris 1874.

pas d'interdire à tout imprimeur ou libraire d'éditer la pièce sans entente préalable avec l'auteur, mais il y défend de la représenter « sous peines indiquées par ce privilège » ¹.

Voltaire ne se pressa pas d'user de ce droit. Il préféra se remettre au travail et corriger *Mariamne*.

Le 10 avril 1725 la pièce était prête pour une seconde représentation; ce fut un succès, mais malgré cela l'auteur ne se hâta pas de la faire imprimer. Il fallut qu'on lui envoyât de Rouen une contrefaçon de sa pièce, pour qu'il s'y décidât. « Un de vos coquins d'imprimeurs a imprimé depuis peu *Mariamne*, écrit-il le 23 juillet 1725 « à la présidente de Bernières, j'en ai un exemplaire entre les mains. Si, par le moyen de M. Thieriot, je pouvais savoir quel est l'imprimeur qui m'a joué ce tour, j'en ferais incessamment saisir les exemplaires ». Peu de jours après il paraissait une seconde édition subreptice et il se voyait menacé d'une troisième. Dans ces conditions il lui fut impossible de vendre *Mariamne* à un libraire comme il l'aurait voulu. « On joue toujours *Mariamne* et l'*Indiscret*. Je vais faire imprimer cette petite comédie. J'ai été obligé de faire imprimer *Mariamne* à mes dépens. Il a fallu rompre le marché que j'avais fait avec les libraires, parce que les éditions contrefaites leur coupaient la gorge; ainsi je me la suis coupée moi-même par bonté et j'ai fait tous les frais, il n'en sera pas de même de l'*Indiscret*. Je suis las du métier d'impri-

1. L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 281 et 282.

« meur » 1. Pour l'impression de *Mariamne*, Voltaire se fournit en papier chez Coulange, marchand papetier à Paris, puis il choisit comme imprimeur Louis Sevestre, demeurant au pont Saint-Michel. On commença l'impression le 25 juillet; le 20 août, en moins d'un mois, elle fut terminée et cinq jours plus tard le poète donne l'ordre à Sevestre de délivrer les 1.000 exemplaires de *Mariamne* à Pissot moyennant quoi celui-ci lui signe un billet pour la somme de 1.250 francs, ce qui mettait l'exemplaire à vingt-cinq sous et comme chaque exemplaire se vendait trente sous, Pissot devait faire un bénéfice de 250 francs 2. Ne connaissant ni le prix du papier à cette époque, ni le coût de l'impression, nous ne pouvons pas calculer exactement le gain de Voltaire. Il est en tout cas probable qu'il ne fut pas très considérable car, pour les autres impressions de *Mariamne*, il céda son privilège à la veuve Ribou et c'est pour cette cession qu'elle lui signa le billet dont il parle dans ses lettres du 2 et du 13 février 1727.

Voltaire avait eu beaucoup d'ennuis avec l'impression de *Mariamne*, aussi s'y prit-il autrement pour l'*Indiscret*. Le premier septembre 1725 il dépose son manuscrit chez le censeur Secousse qui l'approuve le 3 et le 16 il obtient un privilège pour six ans. Déjà, avant le privilège, l'auteur par un acte du 20 août 1725 avait cédé, ses droits sur l'*Indiscret* pour trois ans à Pissot et Flahault à condition qu'avant que la comédie fût mise en vente, chacun

1. *Lettre à Thiériot*, 25 août 1725, éd. Moland, tome XXXIII, p. 146.

2. L. Foulet, *Correspondance de Voltaire*, p. 283.

d'eux fournit à l'auteur cinquante exemplaires dont vingt en veau et trente brochés. C'est tout ce que nous savons sur son contrat avec Flahault; mais nous sommes mieux renseignés sur l'autre. Le 13 décembre 1725 Pissot signa à Voltaire deux billets par lesquels il s'engageait à lui payer 400 livres d'une part et 487 de l'autre, en tout 887 livres. Dans le procès qui s'éleva plus tard à l'occasion de ces billets, Voltaire déclarera qu'il en a fourni la valeur « tant en argent qu'en un livre intitulé l'*Indiscret* ». Nous ne savons pas quelle fût la proportion. Peut-être un des billets est-il pour le prêt d'argent et l'autre pour la remise du privilège de l'*Indiscret* ¹.

Pendant son séjour en Angleterre, Voltaire, qui avait déjà essuyé les banqueroutes d'Acosta et de Médina, dont nous allons parler, et obligé de faire des dépenses assez considérables, pensa à se faire payer les billets de ses libraires. Il chargea donc Thieriot de retirer ces billets de chez Germain Dubreuil, ancien commis de son père chargé des intérêts du poète, et d'aller en réclamer le paiement à ses débiteurs. « Vous pouvez mieux que per-
 « sonne, écrivait-il, tirer quelque argent de ces messieurs,
 « que vous connaissez. Si cela est trop difficile, et si ces
 « messieurs profitent de mes malheurs et de mon absence
 « pour ne point payer, comme ont fait bien d'autres, il
 « ne faut pas, mon cher enfant, vous donner des mouve-
 « ments pour les mettre à la raison; ce n'est qu'une baga-
 « telle. Le torrent d'amertume que j'ai bu fait que je ne

¹ L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 233 à 235.

« prends pas garde à ces petites gouttes »¹ et pour stimuler son zèle il ajoute : « Si Noël Pissot voulait me payer ce qu'il me doit, cela me mettrait en état, mon cher ami, de vous envoyer une partie de la petite bibliothèque dont vous avez besoin ».

Il est probable que la veuve Ribou paya sa dette, car on ne trouve pas dans les actes de procès avec Voltaire; mais Pissot ou sa femme ne voulurent rien savoir, à en juger par l'inutilité de la réclamation qu'alla leur faire Thieriot.

À peine de retour à Paris, Voltaire poursuit vigoureusement le paiement de ses créances. Environ un mois et demi après sa rentrée, le 30 juin 1729, il fait assigner la veuve Pissot à comparaître le premier juillet devant les juges consuls de la ville de Paris².

Les deux parties, une fois en présence, Voltaire ne réclame que le paiement des deux billets du 13 décembre avec les intérêts; la veuve répond que le défunt Pissot, son mari, n'a pas reçu les exemplaires pour lesquels il a fait les billets et que l'imprimeur Sevestre n'a pas pu les livrer, car, dit-elle, ils avaient été saisis à la requête du marchand papetier Coulanges. Voltaire réplique que les exemplaires saisis se trouvaient non pas chez l'imprimeur Sevestre, mais bien chez le libraire Pissot; que la facture de Coulanges a été acquittée par son homme d'affaires, Cassegrain Dubreuil, et qu'il a eu mainlevée de la saisie; et que du reste, la veuve brouille étrangement les

1. *Lettre à Thieriot*, 2 février 1727, éd. Moland, tome XXXIII, p. 166.

2. L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 285 à 287.

choses, car, ajoute-t-il, les « deux billets en question n'ont « rien à voir avec des exemplaires à recevoir, ils n'ont été « signés que contre valeur reçue, comme il apparaît de « leur texte ». Les juges décidèrent qu'il serait utile d'entendre le sieur Sevestre et laissèrent toutefois à la veuve le soin de le faire comparaître et finalement ajournèrent la cause jusqu'au lundi suivant. Le lundi 4 juillet les choses tournaient mal pour la veuve. Ses témoins, Sevestre et Thieriot, restèrent chez eux malgré l'assignation 1.

La veuve répéta sa défense du vendredi précédent en disant que la valeur fournie contre les deux billets consistait en un mandement que le sieur Arouet avait donné pour prendre chez Sevestre treize cents exemplaires de *Mariamne* et qu'à cause des saisies elle n'avait pas pu retirer ces exemplaires.

Elle offrit pour terminer l'affaire, de rendre ce mandement, attendu que les livres ne sont plus de vente. Mais Voltaire répliqua qu'il a deux sortes de billets de Noël Pissot : un billet concernant *Mariamne*, auquel la veuve veut toujours revenir, mais dont précisément il n'est pas question, et deux billets du 13 décembre 1725, concernant *l'Indiscret*, qui seuls sont en cause. La cause est entendue. Les juges consuls de la ville de Paris condamnent « ladite veuve Pissot à payer audit sieur Harouette de « Voltaire ladite somme de huit cent quatre-vingt-sept « livres avec le profit... ».

Voltaire attend deux jours, puis le 7 il se met de nouveau en campagne. Cette fois il demande qu'on lui paye

1. L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 285 à 287.

la somme de douze cent cinquante francs du billet du 25 août 1725, si non qu'on lui remette les mille exemplaires de *Mariamne*, dont cette somme était l'équivalent. Ce fut impossible : la veuve avait sans doute vendu une partie des exemplaires et ne voulait pas en convenir. L'assignation était pour le 8 juillet, mais Voltaire fut le seul à comparaître. Réassignée, la dame Pissot dut revenir devant les juges, le lundi 11, mais elle avait déjà compris que son intérêt était de s'arranger à l'amiable et demanda immédiatement à « estre renvoyée par devant des arbitres pour « compter ». Nous pouvons croire qu'elle se soumit à leur décision ¹.

Le 21 juillet 1730 expirait le privilège de *Mariamne* qu'en 1726 Voltaire avait cédé, comme nous venons de le voir, à la veuve Ribou. Probablement il fut renouvelé comme l'avait été celui de l'*Œdipe*, car en 1730 parut une nouvelle édition de *Mariamne* pour laquelle on employa en partie les feuilles de l'édition de 1725 ².

Déjà au début de sa carrière, Voltaire faisait imprimer ses ouvrages en plusieurs endroits à la fois, aussi bien pour corriger son ouvrage et augmenter le nombre de lecteurs, que pour toucher de plus gros honoraires. Ce procédé devait faire diminuer les bénéfices des éditeurs et augmenter le nombre de litiges. C'est ainsi qu'il écrivait à Thierot dans sa lettre du 5 décembre 1722 : « Vous
« savez que, dans le marché que j'ai fait avec Levier, à
« la Haye, j'ai stipulé expressément que je me réservais

1. L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 288.

2. *Ibid.*, p. 299.

« le droit de faire imprimer mon poème partout où je
« voudrais. Je suis convenu avec lui que, supposé que
« l'ouvrage pût se débiter en France, je ferais mettre à
« la tête le nom du libraire de Paris qui le vendrait, avec
« le nom du libraire de la Haye » 1.

1. *Lettre à Thieriot*, 5 décembre 1722, éd. Moland, tome XXXIII, p. 78.

CHAPITRE II

La situation financière de Voltaire pendant son séjour en Angleterre et jusqu'à son départ pour la Prusse. (Voltaire se prépare une arriére saison indépendante).

Départ pour l'Angleterre, les faillites. — Au moment où la cour commençait à lui témoigner sa faveur et où la fortune était pour lui facile à atteindre, une dispute avec le chevalier de Rohan dans la loge d'Adrienne Lecouvreur attira sur Voltaire la vengeance de ce seigneur et compromit tout.

Un jour qu'il dînait chez le duc de Sully, un laquais l'avertit qu'on le demandait à la porte de l'hôtel. A peine sorti, il fut saisi par des hommes qui firent pleuvoir sur lui une grêle de coups de bâton. Le chevalier de Rohan commandait les « travailleurs ». A la suite de ce guet-apens, Voltaire supplia le duc de Sully de l'aider à tirer vengeance de son agresseur; le duc refusa car, si méprisable qu'il fût, le chevalier était un Rohan.

Voltaire songea alors à provoquer en duel le chevalier. On en rit car personne ne croyait à son courage; mais la puissante famille de Rohan, pour éviter toute mésaventure à l'un de ses membres, finit par obtenir du ministère

l'ordre d'emprisonner Voltaire, ce qui lui valut, le 17 avril 1726, un second séjour à la Bastille.

Voyant que les Rohan pouvaient faire durer sa détention, Voltaire demanda à Maurepas « la permission d'aller incessamment en Angleterre » ¹ et écrivit au lieutenant de police : « Je vous supplie de vous servir de votre « crédit pour que j'obtienne la permission d'aller en « Angleterre, où je devais aller depuis longtemps » ².

Avant de quitter la Bastille, Voltaire réclama avec instance la permission de prendre ses dispositions avec Germain Cassegrain dit Dubreuil, son homme d'affaires. Il l'obtint, si bien qu'au sortir de la Bastille il avait sur lui treize cents francs en or. C'était assez pour passer en Angleterre et y vivre quelques mois; mais pour ne pas manquer de ressources en cas de séjour prolongé, l'auteur de la *Henriade* se procura une lettre de change sur le banquier juif Anthony da Costa, à Londres.

A Calais, Voltaire retarde son départ pour l'Angleterre pour convaincre ses ennemis qu'il n'est pas exilé. « Je « suis obligé de vous dire, écrit-il le 5 mai 1726 au lieutenant de police, que je n'irai à Londres que lorsque « j'aurai rétabli ma santé assez altérée par les justes châgrins que j'ai eus. Quand même je serais en état de « partir, je me donnerais bien de garde de le faire en « présence de l'exempt, afin de ne pas donner lieu à mes « ennemis de publier que je suis banni du royaume; j'ai

1. Fernand Caussy. *Lettres de Voltaire à la cour de France*. La Revue 1910.

2. *Lettre à Hérault*. Lieutenant de police, du 24 avril 1726, éd. Moland, tome L, p. 400 et 401.

« la permission et non pas l'ordre d'en sortir, et j'ose
 « vous dire qu'il ne serait pas de l'équité du roi de bannir
 « un homme de sa patrie pour avoir été assassiné ».

Comme nous venons de le dire, en partant pour l'Angleterre, Voltaire s'était procuré une lettre de change de vingt mille francs sur un banquier juif à Londres, Anthony da Costa. Mais comme il emportait en outre treize cents francs en or, il n'avait pas besoin d'argent et ne se pressa pas d'aller toucher la lettre de change. Quand il se décida, il était trop tard, l'Israélite venait d'être déclaré en faillite.

En 1776, Voltaire nous en parle en ces termes : « Leur
 « secrétaire (celui des juifs) me dit que je suis fâché
 « contre eux à cause de la banqueroute que me fit le juif
 « Acosta, il y a cinquante ans, à Londres; il suppose que
 « je lui confiai mon argent pour gagner un peu de tem-
 « porel avec Israël. Je vous proteste, Messieurs, que je ne
 « suis point fâché : j'arrivai trop tard chez M. Acosta;
 « j'avais une lettre de change de vingt mille francs sur
 « lui; il me dit qu'il avait déclaré sa faillite la veille, et il
 « eut la générosité de me donner quelques guinées qu'il
 « pouvait se dispenser de m'accorder » ¹. Cette banque-
 route força Voltaire à prendre d'autres arrangements fi-
 nanciers, ce qui explique pourquoi deux mois et demi
 après son arrivée en Angleterre il se hâta de revenir à

1. *Un chrétien contre six juifs*, 1776, éd. Moland, tome XXIX, p. 558.

Paris¹, au moins provisoirement, où il se cachait chez son homme d'affaires, Germain Dubreuil.

« Je suis donc revenu en Angleterre vers la fin de juillet, fort désappointé de mon voyage secret en France, à la fois stérile et dispendieux. Je n'avais sur moi que quelques lettres de change sur un juif du nom de *Médina*, pour la somme de huit ou neuf mille livres françaises. A peine étais-je à Londres que j'appris sa déconfiture. Je n'avais pas un penny, j'étais dévoré par la fièvre, seul, sans ressources, étranger à une cité dans laquelle je ne connaissais âme qui vive. Milord et Milady Bolingbroke étaient à la campagne, et je n'osais me présenter à notre ambassadeur dans un état aussi misérable...

« En ces circonstances, mon étoile, qui, au milieu de ses influences les plus désastreuses, ne me refuse jamais une sorte de soutien, dirigea vers moi les pas d'un gentilhomme anglais, inconnu de moi, et qui me força d'accepter l'argent dont j'avais besoin... »².

En 1771, dans l'article : « Juifs », Voltaire contait ainsi la banqueroute de Médina : « ... il me dit que ce n'était

1. L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 55 à 57 note. Voltaire s'était réconcilié avec la famille da Costa, lors de l'édition de l'*Henriade*, car plusieurs membres de cette famille figurent sur la liste des souscripteurs.

2. Charles Hettier. *Une lettre inédite de Voltaire*. Mémoires de l'Académie Nationale des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Caen, 1905. Longchamp et Wagnière, tome I, p. 23, ont prétendu que ce gentilhomme, qui lui envoya cent guinées, n'était autre que le roi d'Angleterre; le fait paraît peu probable, car Voltaire s'en serait sûrement vanté.

« pas sa faute, qu'il était malheureux, qu'il n'avait jamais été enfant de Bélial, qu'il avait tâché de vivre en fils de Dieu, c'est-à-dire en honnête homme, en bon Israélite. Il m'attendrit, je l'embrassai, nous louâmes Dieu ensemble, et je perdis quatre-vingt pour cent » 1.

M. G. Lanson, dans un article sur Voltaire et son banqueroutier juif en 1726 2 note que, bien des années après, Voltaire nomme son banqueroutier juif une fois Médina (1771), une autre fois Acosta (1776). Il nous dit que les journaux de Londres mentionnent bien une faillite de da Costa, mais ne parlent pas de celle de Médina. M. Lanson se demande si, en 1771, Voltaire n'a pas confondu son banqueroutier anglais de 1726 avec le juif hollandais Médine, qui en 1738 lui emportait de l'argent.

La lettre de Voltaire à Thieriot, publiée par M. Hettier, qui est du 26 octobre 1726, et dont nous venons de citer des passages, contient le nom de Médina.

Une autre preuve que Voltaire a subi deux banqueroutes en Angleterre, est le fait qu'il recevait de Paris avec des lettres de change sur Médina en juillet 1726 3, tandis que nous savons que Anthony Mendez da Costa était en faillite dès avant le 24 juin 1726 4, car ce jour-là meurt John Mendez da Costa, syndic de cette faillite. M. L. Fou-

1. *Questions sur l'Encyclopédie*, éd. Moland, tome XIX, p. 528.

2. Gustave Lanson. *Voltaire et son banqueroutier juif, en 1726. La Revue Latine*, 1908.

3. Charles Hettier. *Une lettre inédite de Voltaire*. Mémoires de l'Académie... de Caen, 1905.

4. G. Lanson. *Voltaire et son banqueroutier juif en 1726. La Revue Latine*, 1908.

let, auquel nous empruntons tout ce raisonnement, conclut qu'il a dû y avoir nécessairement deux faillites.

L'impression de la Henriade en Angleterre. — Les faillites dont nous venons de parler ne permirent pas à Voltaire d'imprimer la *Henriade* à ses frais. En vue de cette impression on ouvrit une souscription patronnée par la cour.

L'édition fut très adroitement préparée et précédée de deux publications en anglais, dont l'une, l'*Essai sur les guerres civiles de France*, mettait le public anglais au courant des événements historiques que chantait l'auteur de la *Henriade*; l'autre, un *Essai sur la poésie épique*, frayait la route au nouveau poème parmi les grandes épopées. Young avait retouché ces deux essais et leur avait donné des titres appropriés au goût anglais, ce qui fit que quand la souscription pour la *Henriade* fut ouverte, la curiosité générale fut déjà éveillée.

Les listes de souscription se remplirent très vite. Ce fut un grand succès, qui ne s'explique, ni par la connaissance de la langue française, bien qu'elle fut plus répandue à cette époque en Angleterre, ni par la curiosité intellectuelle du peuple, ni même par le nom de l'auteur, qui n'avait pas encore une réputation européenne, mais par le fait qu'on pensait être désagréable à la cour de France en favorisant un poète exilé et qui avait su si bien flatter le public anglais dans son amour-propre et dans sa haine du papisme ¹. L'auteur n'avait rien négligé pour augmenter

1. André Bellessort. *Essai sur Voltaire*, p. 52 à 54.

le débit de son livre; il s'était assuré la protection de la cour; avait prié Swift d'user de son crédit en Irlande pour procurer dans ce pays quelques souscripteurs à la *Henriade* ¹, et même avait imaginé une réclame d'un nouveau genre : une bruyante querelle avec son éditeur, Prévost, au moment où la vente baissait. Dans cette querelle tous deux en appelèrent à l'opinion publique ². Cette grande édition de la *Henriade* se vendait une guinée, payée d'avance.

Une nouvelle édition in-4° avec vignettes, et deux autres in-8° ³, furent rapidement épuisées ⁴.

L'une de ces petites éditions était faite par Coderec, libraire qui avait aidé Voltaire à imprimer sa grande édition, et c'est probablement pour le récompenser que l'auteur lui donne « entière permission de faire une édition « de la *Henriade*, pour son profit sans aucun avantage « pour moi, ajoute-t-il, et de la débiter en Angleterre « nonobstant mon privilège, me réservant uniquement la « liberté de faire tel marché que je jugerai à propos à « l'égard de ma grande édition et de mes planches, de « mandant uniquement au Sr. Coderec que sa petite édition ne paraisse qu'après que les souscripteurs auront « mon livre » ⁵.

1. *Lettre à Swift*, du 14 décembre 1727, éd. Moland, tome XXXIII, p. 175.

2. André Bellessort. *Essai sur Voltaire*, p. 55.

3. Georges Bengesco. *Voltaire. Bibliographie de ses œuvres*, Paris, 1889, tome I, p. 102 et 103.

4. Ch. Hettier. *Une lettre inédite de Voltaire*. Mémoires de l'Académie... de Caen, 1905.

5. *Voltaire à Coderec*, 29 janvier 1728. L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 117, 118.

D'Angleterre, Voltaire n'arrivait pas à se faire payer ses pensions et ses rentes. Il songea donc aux profits qu'il pouvait tirer de l'impression de la *Henriade* en France et fit savoir à Thierot, en 1726, qu'il pourrait gagner beaucoup d'argent en faisant imprimer son poème en France ¹.

Dans une lettre du 14 juin 1727, il précisât et écrivit qu'il aimerait mieux faire un marché argent comptant et livrer le manuscrit, que d'avoir la peine de faire imprimer lui-même. Mais il doutait que Thieriot pût trouver un libraire qui voulût donner un prix équitable pour un livre défendu et pensait qu'il serait dans la nécessité de l'imprimer lui-même. Mais en attendant cette édition, Voltaire avait chargé son ami Thieriot de recevoir l'argent des personnes qui voudraient souscrire pour la grande édition de Londres.

Dans une lettre à d'Argental, du 18 janvier 1739, l'auteur de la *Henriade* déclare que Thieriot lui dissipa ces quatre-vingts souscriptions et qu'il fut obligé de rembourser à ses frais tous les souscripteurs, et dans une lettre à Destouches il écrit que Thieriot lui perdit l'argent de cent souscriptions et dit qu'il lui a « offert depuis, fort sou-
« vent, de me rembourser, mais il serait ruiné, et moi,
« je serais bien indigne d'être homme de lettres si je
« n'aimais pas mieux perdre cent louis, que de gêner
« mon ami » ². Ces pertes lui furent du reste largement compensées par les souscriptions « immenses » ³, nous

1. *Lettre à M^{***}*, 1726, éd. Moland, tome XXXIII, p. 164.

2. *Lettre à Néricault-Destouches*, 3 décembre 1744, éd. Moland, tome XXXVI, p. 328.

3. *Commentaire historique...*, éd. Moland, tome I, p. 75.

dit-il, du roi Georges I^{er} et surtout de la princesse de Galles.

Dans la préface à une édition de ses œuvres, en 1750, préface soumise à l'approbation de Voltaire, Baculard d'Arnaud écrit : « Cette édition (la *Henriade*, Londres « 1728, in-4°), valut dix mille écus à l'auteur qui n'ait « essuyé que des satires dans sa patrie; et le roi d'Angle- « terre Georges I^{er} fit à l'auteur un présent de six mille « livres » 1.

D'autre part, dans la préface historique pour l'édition de 1745, qu'on lit en tête du premier volume des Œuvres diverses de M. de Voltaire, nouvelle édition, à Londres chez Jean Nourse 1746, in-12°, il est dit que ce don du roi était de deux mille écus.

Beuchot déclare que les souscriptions de la *Henriade* procurèrent à Voltaire une somme considérable, que l'on porte à 150.000 francs 2. L'abbé Duvernet et Luchet font du produit de ces souscriptions l'origine de la fortune de Voltaire. Mais à en croire Voltaire, la *Henriade* mangea dans sa patrie tout ce qu'elle lui avait rapporté en Angleterre et, d'un autre côté, M. G. Desnoiresterres dit n'avoir vu qu'une liste de 344 souscripteurs 3.

Il est donc très difficile de déterminer, même d'une manière approximative, ce que la *Henriade* a rapporté à Voltaire en Angleterre. Nous sommes porté à croire que ce fut une somme assez considérable, car malgré les failli-

1. Longchamp et Wagnière. *Mémoires de Voltaire*, tome II, p. 492.

2. *Voltaire œuvres*, éd. Beuchot, tome LVI, note de la page 420.

3. G. Desnoiresterres. *La jeunesse de Voltaire*, p. 393 note.

tes dont nous venons de parler, Voltaire, de retour d'Angleterre, plaça des sommes considérables dans le commerce et nous ne lui connaissons pas d'autre revenu considérable.

La réduction des pensions et des rentes. — Le 12 août 1726, Voltaire écrivait à son ami Thieriot : « J'abandonne « de bon cœur mes pensions du roi et de la reine ». Cet abandon n'était pas un très grand sacrifice de sa part; il était toujours difficile, même quand on vivait à Paris, d'obtenir le paiement d'une pension. Du fond de sa retraite d'Angleterre et disgracié, Voltaire avait fort peu de chances d'en toucher même une partie.

Ce qui l'affligea bien davantage, ce fut le retranchement de ses rentes. « Vous savez peut-être, écrit-il à Thieriot le 2 février 1727, que les banqueroutes sans ressources que j'ai essuyées en Angleterre, le retranchement de « mes rentes, la perte de mes pensions, et les dépenses que « m'ont coûtées les maladies dont j'ai été accablé ici, « m'ont réduit à un état bien dur ».

Après son retour en France il reçut chez M. Cavalier une lettre du cardinal de Fleury, qui avait été envoyée à Londres, et de Londres à Paris. Dans cette lettre, nous dit Voltaire, « il daigne m'écrire fort obligeamment qu'il « m'a enlevé mes rentes sans miséricorde »¹.

Les pensions et les rentes furent réduites par un arrêt du Conseil d'Etat en date du 19 novembre 1726. Il ne

1. *Lettre Thieriot*, 2 mars 1729, éd. Moland, tome XXXIII, p. 189.

s'agit que des « charges employées dans les états du « roy » et il est probable que le peu de pensions faites par la reine sur sa cassette ne furent pas affectées par cet arrêt¹.

Le 3 décembre 1726 on publia à Paris un édit du roi, qui ordonnait la réduction des rentes viagères créées depuis 1720 pour assurer le paiement des anciennes charges de l'Etat. On sacrifiait les rentes viagères créées depuis six ans sous prétexte qu'elles avaient été payées moins cher que les autres, à cause de la dépréciation.

Le retranchement ne fut pas uniforme; on réduisit plus ou moins suivant l'année de l'achat des rentes. Les rentes de 1720 furent réduites d'un sixième, celles de 1722 de deux cinquièmes, celles de 1723 de moitié, celles de 1724 des deux tiers. L'édit s'appliquait au second semestre de 1726, qu'on devait commencer à payer le 1^{er} janvier 1727².

Cette banqueroute troubla profondément les rentiers de Paris, qui firent tout pour obtenir le rétablissement des rentes et refusèrent en attendant de toucher celles qui leur étaient dues. La cour, piquée du nombre de particuliers qui n'avaient pas encore fait réduire leurs contrats, et de ceux qui, la réduction faite, n'allaient pas toucher leurs rentes, ordonna au Prévost des marchands de faire afficher que quiconque n'irait pas recevoir dans le courant de janvier ce qui lui était échu depuis et avant la réduction, perdrait tous droits de le toucher. Il est probable que Voltaire négligea de faire réduire ses contrats

1. L. Foulet, *Correspondance de Voltaire*, p. 79 et 80 note.

2. *Ibid.*, p. 78 et 79 note.

de rente et perdit encore ses intérêts ¹. Une apostille officielle mise plus tard à une lettre de Voltaire au Secrétaire de la Maison du Roi, en date du 7 août 1750, nous donne quelques chiffres à ce sujet. « Il avait une pension « de 2.000 livres réduite à 1.600, qui a été confondue dans « ses appointements d'historiographe » ². Dans le projet de préface d'une édition de ses œuvres, préface qui passa sous les yeux de Voltaire, Baculard d'Arnaud est plus explicite : « ... le cardinal de Fleuri réduisit depuis (la « pension de Voltaire) à 1.600 livres quand il diminua « toutes les pensions. Il fit plus, il retrancha à M. de Vol- « taire une rente de mille écus, qu'il avait sur l'Hôtel « de Ville, et la réduisit à moitié dans la réduction qu'il « fit des rentes sur le roi... » ³.

Influences que Voltaire a subies en Angleterre. — Le séjour en Angleterre a influé d'une manière décisive sur les idées économiques de Voltaire. Il s'était lié avec un riche marchand de Londres, Falkener, qui devait devenir plus tard ambassadeur à Constantinople. Cet homme d'esprit, très lettré et d'un goût aussi indépendant qu'éclairé, lui donna longtemps l'hospitalité dans sa propriété de Wandsworth. Chez Falkener, notre auteur vit le monde du commerce, les riches négociants de la Cité, ces hommes qui « osaient se comparer, non sans quelque

1. L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 138 et 139 note.

2. F. Caussy. *Lettres de Voltaire à la cour de France*. La Revue, 1910.

3. Longchamp et Wagnière. *Mémoire sur Voltaire*, tome II, p. 490 et 491.

« raison, à des citoyens romains » et qui « donnaient de
« leur cabinet des ordres à Surate et au Caire » et parmi
lesquels on n'était point étonné de voir le frère d'un mi-
nistre ou le cadet d'un pair du royaume ¹.

Voltaire, qui n'avait pas le génie qui invente, mais
celui de l'appropriation et de l'assimilation, l'esprit qui
propage et vulgarise, nous fait dans ses *Lettres philoso-
phiques* un éloge chaleureux du commerce et du négo-
ciant. On voit là son respect pour toutes les manières de
gagner de l'argent par le travail et l'impression qu'a fait
sur lui l'Angleterre, où tous les partis faisaient leur cour
aux négociants, chantaient des hymnes en faveur du com-
merce, clamaient que c'est le commerce qui fait la force
et la grandeur de l'Angleterre et que le négociant est le
membre le plus utile de l'humanité ².

En France, écrit-il « ...le négociant entend lui-même
« parler si souvent avec dédain de sa profession, qu'il est
« assez sot pour en rougir; je ne sais pourtant lequel est
« le plus utile à un Etat, où un seigneur bien poudré qui
« sait précisément à quelle heure le Roi se lève, à quelle
« heure il se couche, et qui se donne des airs de grandeur
« en jouant le rôle d'esclave dans l'antichambre d'un mi-
« nistre; ou un négociant qui enrichit son pays, donne de
« son cabinet des ordres à Suratte et au Caire, et contri-

1. Voltaire. *Lettres philosophiques. Edition critique*, par Gus-
tave Lanson, Paris, 1924. *Dixième lettre sur le commerce*, tome I,
p. 121.

2. G. Lanson. *Voltaire et les lettres philosophiques. Revue de
Paris*, 1908.

« bue au bonheur du monde » ¹; ou encore « Entrez dans
 « la Bourse de Londres, cette place plus respectable que
 « bien des cours, vous y voiez rassemblés les députés de
 « toutes les nations pour l'utilité des hommes; là, le Juif,
 « le Mahométan et le Chrétien traitent l'un avec l'autre
 « comme s'ils étaient de la même religion, et ne donnent
 « le nom d'infidèles qu'à ceux qui font banqueroute » ².

La loterie Desforts. — Nous ne savons pas combien d'argent Voltaire a rapporté d'Angleterree. Le marquis de Luchet affirme que « Londres lui valut cinquante mille écus » qu'il plaça, après son retour en France, dans la loterie instituée par le contrôleur général Desforts ³.

Le contrôleur général Lepelletier Desforts, par un arrêt du 19 octobre 1728, avait créé une loterie pour le remboursement des rentes perpétuelles sur l'Hôtel de Ville. Le décret disait que le roi informé du préjudice que souffraient les propriétaires des contrats de rentes perpétuelles constituées sur l'Hôtel de Ville de Paris lorsqu'ils étaient obligés de les vendre, décidait qu'à partir du mois de janvier 1729 le trésor assignerait le 8 de chaque mois une somme de 500.000 livres pour les remboursements de ces rentes. A partir du mois de décembre tous les rentiers qui voudraient participer à ces remboursements devaient payer 20 sols par mille livres ou fraction de cette

1. Voltaire. *Lettres philosophiques*, éd. G. Lanson. *Dixième lettres sur le commerce*. Paris, 1924, tome I, p. 121.

2. *Ibid.* *Sixième lettre sur les presbitériens*, tome I, p. 74.

3. Le marquis de Luchet. *Histoire littéraire de Voltaire*. Cassel, 1781, tome I, p. 61.

somme, des contrats réduits conformément à l'arrêt du Conseil du 26 janvier 1721. La loterie était tirée le 8 de chaque mois et le premier tirage eut lieu le 8 janvier 1729.

Les rentes dont les numéros étaient échus étaient payées comptant, déduction faite de 15 % ¹.

Un jour que Voltaire soupaît chez madame Dufay avec La Condamine, on fit cette observation que celui qui aurait pris tous les billets de la loterie Desforts aurait gagné un million. Voltaire, après avoir fait le calcul, s'associa avec des gens intéressés comme lui par l'affaire et fut assez heureux pour enlever le gros de la loterie. Il eut ainsi une belle part dans le produit de cette spéculation. Le contrôleur général ne voulut pas payer. Voltaire cria à l'injustice; le Conseil jugea en sa faveur et blâma le contrôleur de n'avoir pas prévu le calcul. Voltaire fût payé ², et tout eût été au mieux pour lui s'il ne se fût pas fait du même coup un ennemi mortel dans la personne du contrôleur général, qui ne lui pardonna pas un échec humiliant pour son autorité et pour ses prétentions à l'habileté.

Voltaire évita l'orage en allant passer une saison à Plombières où il se sentait plus en sécurité. C'était son moyen habituel, car déjà après son retour d'Angleterre ne se croyant pas assez en sûreté à Paris pour pouvoir s'y établir, Voltaire habitait tantôt Rouen, tantôt Plombières, et à Paris il profitait surtout de l'hospitalité de ses amis surtout de madame de Fontaine Martel.

1. *Mercur de France* 1728 (octobre).

2. Duvernet, *Vie de Voltaire*, Genève, 1786, p. 75, 76.

Nous ne savons pas quel fut le gain de Voltaire dans cette loterie. J.-L. Mallet¹ prétend qu'elle lui valut cinq cent mille livres; mais comment ce dernier pouvait-il le savoir, alors que ni Longchamp et Wagnière, ni Duvernet, ni La Harpe, ni Condorcet ne donnent là-dessus aucun renseignement? On peut se demander s'il n'a pas confondu avec la somme de 500.000 livres que le trésor assignait chaque mois à la loterie.

Ce ne fut pas la seule fois que Voltaire tenta la chance dans une loterie; ainsi, il écrivait en janvier 1740 à Moussinot : « A l'égard de la loterie de l'Hôtel de Ville, je crois
« que j'ai soixante et dix billets, et je ne pense pas être
« en état d'en prendre davantage. Vous aurez du reste de
« quoi remplir les mises en argent. D'ailleurs, nous avons
« du temps. Je vous prie seulement de me mander si
« cette opération prend toujours faveur dans le public »².

Encore en 1749, en partant pour la Prusse, il charge Longchamp de toucher pour lui 2.000 livres de la Loterie royale. C'est en pensant à ces affaires qu'il écrit dans ses Mémoires : « Il faut être attentif à toutes les opérations
« que le ministère, toujours obéré et toujours inconstant,
« fait dans des finances de l'Etat »³. Il y en a toujours

1. Œuvres de Voltaire, édition Dupont, tome I, p. 529.

2. Lettre à Moussinot, 12 janvier 1740, éd. Moland, tome XXXV, p. 366, 367.

3. Longchamp écrit dans ses mémoires (Longchamp et Wagnière, *Mémoire sur Voltaire*, tome II, p. 332, 333), que Voltaire « ...tirait parti des besoins de l'Etat, qui, pour sortir de quelque » situation difficile pendant la guerre, avait recours aux emprunts, aux loteries. Il prit dans une de ces dernières six cents

« quelqu'une dont un particulier peut profiter, sans avoir obligation à personne; et rien n'est si doux que de faire sa fortune par soi-même; le premier pas coûte quelques peines; les autres sont aisés. Il faut être économe dans sa jeunesse; on trouve dans sa vieillesse un fonds dont on est surpris. C'est le temps où la fortune est la plus nécessaire » ¹. Et dans son *Commentaire historique*, il nous dit : « Dans ce pays-ci, il n'y a qu'à lire les arrêts du Conseil. Il est rare qu'en fait de finances le ministère ne soit forcé à faire des arrangements dont les particuliers profitent » ².

Les fournitures à l'armée et autres spéculations. — Ce n'est pas seulement par des loteries que Voltaire entendait se « préparer une arrière-saison tranquille, heureuse, indépendante »; il connaissait depuis longtemps les frères Pâris, les célèbres traitants, et depuis le service qu'il leur avait rendu en 1715 en écrivant l'*Ode sur la Chambre de Justice établie au commencement de la Régence*, et dont nous avons parlé dans notre premier chapitre, il avait été admis dans leur intimité. L'auteur de la *Henriade* allait souvent voir Pâris Duverney à « Plaisance » sa maison de campagne. Cette connaissance

» billets à la fois, dont les chances furent heureuses, et quelques années après il se défit avec bénéfice de tout ce qui lui en restait... », malheureusement, il ne nous indique pas la date de cette affaire.

1. *Mémoires pour servir à la vie de M. de Voltaire*, éd. Moland, tome I, p. 44 et 45.

2. *Commentaire historique sur les œuvres de l'auteur de l'Henriade*, 1776, éd. Moland, tome I, p. 75.

lui valut un intérêt dans la fourniture des vivres aux armées en 1734 pendant la première guerre d'Italie¹. En 1741, mêmes avantages, mêmes occasions de gains considérables. Le bordereau laissé par Voltaire à Longchamp, à son départ pour Berlin, nous indique qu'il devait toucher pour son maître en 1749 la somme de 17.000 livres comme part à la fourniture des vivres à l'armée de Flandre. Pendant son séjour à Berlin, après la conclusion de la paix, il toucha comme règlement définitif de son compte, la somme de six cent mille francs². La Harpe nous dit dans sa *Correspondance littéraire* que les fournitures aux armées pendant la guerre de 1741 lui donnèrent huit cent mille livres³; Wagnière⁴ et Luchet⁵ nous parlent de sept cent mille francs, sans donner de précisions. En tout cas, ces opérations devaient lui procurer des sommes considérables car, Voltaire avoue, dans une lettre à Paris Duverney du 26 juillet 1756, qu'il lui doit en grande partie, la douceur de sa fortune.

De Potsdam, il priait son ami M. de Chenevrières de ne pas l'oublier auprès de M. du Vernai qu'il regarde, dit-il, « comme un des meilleurs et des plus utiles ci-

1. Longchamp et Wagnière. *Mémoires sur Voltaire*. Mémoires de S. G. Longchamp, tome II, p. 331, 332.

2. *Ibid.*, tome II, p. 331 à 335.

3. Jean François La Harpe. *Correspondance littéraire adressée à S. A. I. Mgr le grand-duc, aujourd'hui empereur de Russie et à M. le comte André Schawalow... depuis 1774, jusqu'à 1789*. Paris, 1801 à 1807, tome I, p. 61.

4. Longchamp et Wagnière. *Mémoires sur Voltaire*. Mémoires de Wagnière, tome I, p. 24.

5. Le marquis de Luchet, *Histoire littéraire de M. de Voltaire*, Cassel, 1781, tome I, p. 24.

« toyens que la France ait jamais eus¹ ». Voltaire a exprimé plusieurs fois son admiration pour les frères Paris. Dans le chapitre LXIII de son *Histoire du Parlement*, il loue leurs grandes connaissances en finances et en 1748 il écrivait dans son *Panégyrique de Louis XV* :

« Il s'est trouvé un homme qui a soutenu le crédit de
 « la nation par le sien : crédit fondé à la fois sur l'indus-
 « trie et sur la probité, qui se perd si aisément, et qui
 « ne se rétablit plus quand il est détruit... Nos camps
 « devant tant de places assiégées ont été semblables à
 « des villes policées où règnent l'ordre, l'affluence et la
 « richesse. Ceux qui ont ainsi fait subsister nos armées
 « étaient des hommes dignes de seconder ceux qui ont
 « fait vaincre². »

Il ne semble pas que Voltaire fût toujours aussi persuadé de l'utilité de ses anciens associés, car, dans une lettre au président de Brosses du 5 janvier 1759, voici toute la justice qu'il leur rend : « Les peuples seront-ils
 « encore longtemps ruinés pour aller se faire bafouer,
 « abhorrer et égorger en Germanie, et pour enrichir Mar-
 « quet et compagnie;

« *Et Paris, et fratres, et qui rapuere sub illis?* »

En 1729, une nouvelle occasion de gain se présentait : on fait savoir à Voltaire qu'une affaire par actions s'était créée en Lorraine, sous le patronage du duc régnant.

1. *Lettre à M. Chenevrières*, 7 octobre. Henri Gauthier-Villars. *Une correspondance inédite de Voltaire*, La Revue du Palais, 1898 (janvier-mars).

2. *Panégyrique de Louis XV*, 1748, éd. Moland, tome XXIII, p. 275.

Voltaire raconte son aventure à son ami le président Hénault dans une lettre charmante : « Deux amis m'em-
« ballèrent à minuit, sans avoir soupé, dans une chaise
« de poste; et après avoir couru pendant deux nuits pour
« aller prendre des actions, nous entrâmes dans la Lor-
« raine par la route de Metz, qui est un pays d'un très
« petit commerce, fort ingrat et très peu peuplé...

Là, de modernes Diogènes,
Dans leurs futailles de tonneaux,
Vivant de pain d'orge et de faines,
Se croient exempts de tous maux
Quand ils sont exempts de travaux.

« Jugez, mon cher monsieur, de la bonne chère avec
« laquelle nous fîmes régalez par ces coquins, qui pré-
« fèrent leur oiseuse stupidité aux commodités qu'un peu
« de peine et d'industrie fournit à nous autres Français.

« Une pareille misère ne me fit pas augurer en faveur
« des actions; et comme j'étais fort mal en arrivant à
« Nancy, je remis à deux ou trois jours pour souscrire.
« Nous trouvâmes à l'hôtel de la Compagnie du com-
« merce plusieurs bourgeois et quelques docteurs qui
« nous dirent que Son Altesse royale avait défendu très
« expressément de donner des actions à tous les étran-
« gers, et nous raillèrent... En effet, ils disaient la vérité
« et malgré leur turlupinade, après de pressantes solli-
« citations, ils me laissèrent souscrire pour cinquante
« actions, qui me furent délivrées huit jours après, à
« cause de l'heureuse conformité de mon nom avec celui
« d'un gentilhomme de Son Altesse royale ; car aucun
« étranger n'en a pu avoir. J'ai profité de la demande
« de ce papier assez promptement; j'ai triplé mon or, et

« dans peu j'espère jouir de mes doublons avec gens
« comme vous ¹. »

Cette spéculation sur les actions n'est pas la seule à laquelle Voltaire se soit livré; ainsi le 18 mars 1737 il écrit à l'abbé Moussinot, son homme d'affaires, de lui faire savoir les cours des actions à la Bourse de Paris et de garder de l'argent pour en acheter car il croit qu'ils baisseront dans peu; il lui recommande de vendre ses quatre actions à trois dividendes au cas qu'elles soient à deux mille cent quarante ou trente et demande s'il a touché les dividendes pour les six premiers mois de cette année². Le 14 avril 1737, il mande à Moussinot de faire chercher partout des numéros des *Nouvelles à la main* qu'il a demandées, et surtout, ajoute-t-il, « que le prix des actions y soit
« spécifié. On les enverra à Cirey par Vassy, par la poste
« ordinaire, deux fois par semaine ». Le 3 et le 29 avril 1738 il recommande encore à Moussinot de garder tout l'argent qui reste dans la caisse pour pouvoir le mettre en actions. Toutes ces spéculations indiquent que Voltaire avait à cette époque une sérieuse connaissance des opérations de bourse, connaissance qu'il avait acquise évidemment auprès des Pâris, des Falkener et des autres financiers.

C'est Voltaire qui renseigne Moussinot sur les opérations de bourse. Ainsi il écrit : « Si vous voulez vendre

1. *Lettre au président Hénault*, 1729, éd. Moland, tome XXXIII, p. 196, 197.

2. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 18 mars 1737, éd. Moland, tome XXXIV, p. 230.

« une action, je n'y vois pas grand mal; on ne perd ja-
 « mais son dividende, car, lorsqu'on les vend avec le
 « dividende, on les vend soixante-quinze francs plus
 « cher, approchant, et sans dividende, soixante-quinze
 « francs de moins. Il est vrai que leur prix varie vers
 « les époques du payement des dividendes, c'est-à-dire de
 « six mois en six mois; mais cela va à peu de chose... » ¹.

Le commerce des blés et l'affaire Dumoulin. — C'est avec le même zèle que Voltaire se livra à d'autres spéculations; ainsi, après la mort de madame de Fontaine-Martel, en mai 1733, il s'installa dans une maison de la rue du Long-Pont occupée par un marchand de blé du nom de Dumoulin, beau-frère de son homme d'affaires Germain Dubreuil ².

Ce furent ses intérêts, et surtout une association de commerce avec ce négociant, qui lui firent choisir ce domicile dans un des plus noirs quartiers de Paris.

L'auteur de la *Henriade* envoya plusieurs fois Dumoulin en Barbarie acheter des blés et, selon Duvernet, l'entreprise fut fructueuse.

Un soir, au retour d'une représentation de *Brutus*, tragédie qui avait été froidement reçue du public, le poète apprend qu'un navire nommé aussi « Brutus », chargé pour son compte et qu'il croyait perdu, était arrivé à Marseille. « Puisque le « Brutus » de Barbarie est re-
 « trouvé, dit-il à Dumoulin, consolons-nous du peu d'ac-

¹ *Lettre à l'abbé Moussinot*, 19 août 1737, éd. Moland, tome XXXIV, p. 310.

² G. Desnoiresterres. *La jeunesse de Voltaire*, p. 480.

« cueil qu'on fait au *Brutus* de l'ancienne Rome. Il viendra peut-être un temps où on lui rendra justice » ¹.

Pour faciliter le commerce de blés de Dumoulin, Voltaire lui avait prêté 3.700 livres. Dumoulin, qui avait la gestion du gros de la fortune de Voltaire, employait tout cet argent dans ses propres transactions. Voltaire s'en aperçut et résolut de changer d'homme d'affaires; son choix tomba sur l'abbé Moussinot, dont nous allons parler plus loin. Au mois d'avril 1736 notre poète demanda à Dumoulin le compte de sa gestion, laquelle avait duré plusieurs années. Ce compte prouva que Dumoulin lui devait la somme de 23.700 livres, pour le paiement de laquelle il avait délégué par un acte passé le 17 mai 1736 devant M. Ballot et son confrère, notaires à Paris, 23.700 livres à toucher sur douze différents particuliers, ses débiteurs. Voltaire fut obligé encore de payer le 18 avril, 379 livres pour amener Dumoulin à lui rendre le compte demandé et à lui remettre tous les papiers. « ... mais ledit Dumoulin, par un abus criminel de la confiance et de bonne foi du plaignant, a retenu par devers lui la partie la plus importante des papiers du plaignant pour en abuser... et dit qu'il ne rendrait pas lesdits papiers au plaignant et s'en servirait pour le perdre d'honneur et de fortune et pour lui faire intenter un procès criminel... ». Il déclarait qu'il ne rendrait à Voltaire les papiers en question qu'à condition que celui-ci ne prit pour le paiement total de la somme de 23.700 livres, que 3.000 livres payables en trois années par tiers et il menaçait en cas de refus de

1. Duvernet. *La vie de Voltaire*, p. 74.

« ...consommer sans retour l'abus qu'il voulait faire des-
 « dits papiers et de donner par là une secousse si violente
 « à la fortune du plaignant qu'il ne pourrait jamais s'en
 « relever... le plaignant ne pouvant autrement obtenir la
 « remise de ces mêmes papiers qu'en se soumettant aux
 « dures conditions qui lui sont imposées par ledit Du-
 « moulin, s'y est enfin déterminé par le conseil de gens
 « prudents et sages. A cet effet, ils ont pris parole ce jour-
 « d'hui pour huit heures en l'étude dudit M. Ballot, no-
 « taire, à l'effet de consommer le sacrifice qu'il est néces-
 « sité de faire d'une partie de son bien en faisant ladite
 « rétrocession des 23.700 livres au profit dudit Dumoulin
 « et en acceptant en paiement d'icelle celle de 3.000 li-
 « vres seulement payable, comme dit est, en trois années
 « par tiers; Mais, comme il ne serait pas juste que l'acte
 « que le plaignant va signer par une crainte capable
 « d'ébranler tout homme constant, qui est la perte de son
 « bien et de son repos, puisse lui nuire, ni lui préju-
 « dicier, sa volonté n'y ayant aucune part, il a été con-
 « seillé de se retirer par devant nous avant de signer
 « ledit acte pour faire les déclarations ci-dessus et pro-
 « tester que ledit acte ne pourra lui être objecté par la
 « suite comme étant frappé du vice le plus essentiel qui
 « puisse invalider un acte, qui est le défaut de consente-
 « ment et de volonté de l'une des parties contractantes et
 « protestant de tout ce qui est à protester... ».

Nous avons pris tous ces détails dans la « Plainte ren-
 « due par Voltaire contre le sieur Dumoulin, son homme
 « de confiance, qu'il accuse de lui avoir dévoré une par-

« tie de son bien » 1, acte qu'il a passé devant notaire le 12 juin 1736 avant de signer devant M. Ballot l'abandon des 20.700 livres au profit de Dumoulin. Mais Voltaire n'était pas encore sûr de l'effet de sa plainte, et le même jour il la répétait, après l'acte de cession en faveur de Dumoulin, à dix heures du soir devant le même notaire.

Des actes passés entre Voltaire et Dumoulin le 17 mai et le 12 juin 1736, il résulte que la somme due à Voltaire le 17 mai s'élevait à vingt-trois mille quatre cents livres. Le 12 juin il accepta pour solde une promesse de paiement de trois mille livres, exigibles par tiers le 12 juin 1737, 1738 et 1739; plus tard il fit encore abandon de sept cent cinquante livres. Il en résulta donc pour lui une perte totale de 21.150 livres 2.

Le compte définitif accrut encore cette somme et porta la perte à 24.750 livres. Dumoulin donna pour cette somme cette quittance qui est du 19 janvier 1743 : « Je sous-
« signé reconnais que M. de Voltaire ayant prêté à ma
« femme et à moi la somme de vingt-sept mille livres et
« vu le mauvais état de nos affaires, ayant bien voulu se
« restreindre à la somme de trois mille livres, par con-
« trat obligatoire passé entre nous, chez Ballot, notaire,
« le 12 de juin 1736, et nous a remis et accordé sept cent
« cinquante livres, restant des trois mille livres à payer,
« et m'en a donné une rétrocession pleine et entière » 3.

1. Emile Campardon. *Voltaire. Documents inédits recueillis aux Archives Nationales*. Paris, 1880, p. 25 à 30, 1736-12 juin.

2. *Lettre à Moussinot*, du 31 août 1736, éd. Moland, tome XXXIV, p. 113 et note.

3. Note éd. Moland, tome XXXV, p. 71 et 72.

Il serait très intéressant de savoir quels étaient ces papiers dont la publication pouvait déshonorer Voltaire. Il est probable que c'était la correspondance entre Cideville et Voltaire au sujet des *Lettres anglaises*; c'est du moins ce que semble indiquer ce passage de la lettre à Cideville du 23 décembre 1737 : « Comme je suis en train de vous
« rendre compte de tout, il faut vous dire que ce Dumou-
« lin, qui voulait faire imprimer vos lettres, est celui qui
« me suscita l'infâme procès de Jore. Il m'avait dissipé
« vingt mille francs que je lui avais confiés; et, pour
« m'empêcher de lui faire rendre compte, il m'embar-
« rassa dans ce procès. Il vient aujourd'hui de me de-
« mander pardon, et de me tout avouer ».

Cette affaire a profondément bouleversé Voltaire, qui écrit : « ... il (Dumoulin) doit bien rougir de son procédé
« avec moi. Il m'emporte vingt mille francs et veut me
« déshonorer; et pour comble, il faut encore l'apaiser, car
« en perdant vingt mille francs il ne faut pas acquérir
« un ennemi » ¹.

La lettre à Moussinot du 21 juillet 1738 nous apprend que jusqu'à cette date Dumoulin n'a rien payé et Voltaire réclame le paiement de mille livres et des sûretés pour les deux mille restants. Il déclare que, si Dumoulin ne lui demande pas pardon de l'insolence qu'il a eue de le menacer d'un mémoire, il va le poursuivre avec rigueur. Cependant, l'affaire s'arrangea à la fin, car Voltaire écrit au mois de décembre 1738 à madame Dumoulin : « Je

1. *Lettre à Moussinot*, du 31 août 1736, éd. Moland, tome XXXIV, p. 113 note.

« vous rends à l'un et à l'autre mon amitié; je vois par
 « vos démarches qu'en effet vous ne m'avez point trahi,
 « et que, quand vous m'avez dissipé vingt-quatre mille
 « livres d'argent, il y a eu seulement du malheur, et non
 « de la mauvaise volonté. Je vous pardonne donc de tout
 « mon cœur, et sans qu'il me reste la moindre amertume dans le cœur » ¹.

Commerce de Cadix. — Suivant son principe que :
 « L'argent est fait pour circuler. Qui le garde est mauvais
 « citoyen, et même est mauvais ménager. C'est en ne le
 « gardant pas qu'on se rend utile à la patrie et à soi-même... » et comme il était très fier quand il recevait des nouvelles de Porto-Bello et de Buenos-Ayres, Voltaire plaça des fonds considérables sur le commerce de Cadix. Luchet, Duvernet, Longchamp et Wagnière conviennent que ces cargaisons de Cadix lui rapportèrent longtemps de grands bénéfices que Beuchot porte à 32 à 33 pour cent ². Le même auteur nous dit qu'il avait placé dans cette entreprise 600.000 francs qu'il reçut des frères Pâris. Il fut heureux dans ce commerce car, par une chance rare, il arriva que sur un bon nombre de vaisseaux dans lesquels il était intéressé pendant la guerre de 1741 à 1748, un seul fut pris par les Anglais ³. C'est sous l'impression

1. *Lettre à Madame Dumoulin*, décembre 1738, éd. Moland, tome XXXV, p. 71, 72.

2. Voltaire œuvres, éd. Moland, tome XXXVIII, note n° 4, des pages 188 et 189.

3. Longchamp et Wagnière. *Mémoires de S. G. Longchamp*, tome II, p. 332.

de cette perte qu'il écrivait le 10 juin 1748 au comte d'Argental, que « les Français le persécutent sur terre, les « Anglais le pillent sur mer ». Le 12 mars 1754, Voltaire avouait que ce qu'il avait placé à Cadix était un objet assez considérable. La fortune ne lui fut pas toujours favorable, et le 4 mars 1767 il mandait à Damilaville : « J'écris à Cadix au sujet de la banqueroute des Gilly, « mais j'espère très-peu de chose. Les Gilly n'ont fait que « de mauvaises affaires » ¹. Combien perdit-il dans cette banqueroute ? « Vingt mille écus », dit-il le 1^{er} juillet 1768 dans sa lettre à M. Saurin; quarante mille écus dans ses lettres du 8 mai 1769 à d'Argental et du 14 juillet 1769 à l'abbé Morellet. Wagnière porte cette perte à quatre-vingt mille francs ² et Duvernet à cent mille écus ³.

L'affaire Jore. — Peu de temps après son retour d'Angleterre, Voltaire avait eu une affaire très désagréable et extrêmement embrouillée avec le libraire Jore. Il venait d'écrire *Les Lettres philosophiques sur les Anglais* et pensait à les imprimer; mais prévoyant le scandale qu'allait causer cette publication, il donna le manuscrit à son ami Thieriot en lui permettant de faire pour son compte une première édition à Londres, espérant qu'ensuite il serait plus facile de les imprimer en France. Thieriot avait cédé ses droits sur l'édition de Londres à un libraire,

1. Lettre à Damilaville du 4 mars 1767, éd. Moland, tome XLV, page 150.

2. Longchamp et Wagnière. *Examen des Mémoires pour servir à l'histoire de Voltaire*, tome II, p. 98.

3. Duvernet. *Vie de Voltaire*, p. 113.

mais celui-ci avait mis pour condition que les *Lettres* ne paraîtraient pas en France pendant la première chaleur du débit en Angleterre et à Amsterdam et pour garantir cette clause il avait exigé caution ¹.

Pendant ce temps, Voltaire cherchait « un de ces imprimeurs qui font tout sans permission ». Son choix tombe sur Jore, libraire à Rouen « rue Saint-Lô, aux armes et « à côté de l'hôtel de la première présidence » ², un libraire aventurier qui accepte les risques de l'entreprise et dont le passé prouve qu'il était très au courant de ces affaires hasardeuses.

Ce genre de libraire n'était pas rare à cette époque où l'on n'embrassait cette profession qu'à condition d'être toujours prêt à braver la tempête et à exposer chaque jour son existence et celle de sa famille aux pires catastrophes.

Voltaire écrit le 21 avril 1733 à son ami Cideville, qui lui avait recommandé Jore, qu'il peut le charger d'imprimer 2.500 exemplaires des *Lettres philosophiques*, dont on imprime 3.000 exemplaires à Londres, et lui expose nettement sous quelles conditions il pourrait faire entrer à Paris *La Henriade*, dont la vente était alors défendue. Ces renseignements, que Voltaire donne par Cideville à Jore, au sujet de la vente de *La Henriade*, semblent prouver qu'il l'avait mis au courant de tous les risques de l'édition des *Lettres*, ouvrage pour la publication duquel il devait prendre, comme nous allons le voir, des précautions minutieuses.

1. G. Desnoiresterres. *Voltaire au château de Cirey*, p. 32.

2. M. J. Noury. *Voltaire inédit*, 1895, p. 5 et 6.

Malgré tout le secret dont on entourait cette édition, on commence à causer de cette publication scandaleuse qui se prépare. Les ministres deviennent inquiets et menaçants. Mais Jore, qui voit que les *Lettres* vont lui procurer des bénéfices considérables, active l'impression d'une telle manière que Voltaire commence à craindre que son édition, en paraissant avant celle de Londres, ne vienne les jetér, Thieriot et lui, dans le plus grand embarras.

Il prend alors des précautions et écrit à Cideville le 21 mai 1733 : « ... je vous prie de lui (à Jore) recommander
 « secret, diligence et exactitude; et surtout, de ne laisser
 « entre les mains d'une famille si exposée aux lettres de
 « cachet, aucun vestige, aucun mot d'écriture ni de vous
 « ni de moi; qu'il vous rende exactement tous les manus-
 « crits... Ayez la bonté, je vous prie, de lui dire de m'en-
 « voyer les épreuves (des *Lettres*) par la poste, ...sans met-
 « tre mon et sans écrire ». Le 29 mai, il écrit au même
 « Je vous demande en grâce que toutes les feuilles des
 « *Lettres* soient remises en dépôt, chez vous ou chez For-
 « mont; et qu'aucun exemplaire ne paraisse dans le pu-
 « blic que quand je croirai le temps favorable. Il faudra
 « que Jore m'en fasse d'abord tenir cinquante exemplai-
 « res ». Jore refusa de confier son édition à de Cideville
 ou à Formont, et déclara qu'il la déposera ailleurs. Vol-
 taire imagina alors de faire signer à Jore ce billet : « J'ai
 « reçu de M. Sanderson le jeune deux mille cinq cents
 « exemplaires de *Lettres anglaises*, de M. de Voltaire à
 « M. T. (Thieriot), lesquels exemplaires je promets
 « ne débiter que quand j'aurai permission, promettant

« donner d'abord au sieur Sanderson cent de ces exemplaires, et de partager ensuite avec lui le profit de la vente du reste, lui tenant compte de deux mille quatre cents exemplaires; et promets compter avec celui qui me représentera ledit billet, le tenant suffisamment autorisé du sieur Sanderson » 1.

Ce billet devait être remis à un Anglais pour le présenter, en cas que Jore fût accusé d'avoir reçu les *Lettres* de Voltaire ou d'un de ses amis 2. Il prouve aussi que Voltaire devait partager avec Jore le bénéfice réalisé sur la vente des *Lettres*.

Le 19 juin, nouvelles instances encore plus vives :
 « ... j'insiste plus que jamais pour avoir les cent exemplaires dont il faut que je donne cinquante, qui seront répandus à propos. Je lui répète encore qu'il faut qu'il ne fasse rien sans un consentement précis de ma part; que, s'il précipite la vente, lui et toute sa famille seront indubitablement à la Bastille; que, s'il ne garde pas le secret le plus profond, il est perdu sans ressource. Encore une fois, il faut supprimer tous les vestiges de cette affaire. Il faut que mon nom ne soit jamais prononcé, et que tous les livres soient en séquestre, jusqu'au moment où je dirai : Partez. Je vous supplie même de vous servir de la supériorité que vous avez sur lui pour l'engager à m'écrire cette lettre sans date :

« Monsieur, j'ai reçu la vôtre, par laquelle vous me

1. *Lettre à de Cideville*, du 10 juin 1733, éd. Moland, tome XXXIII, p. 349.

2. *Lettre à de Cideville*, du 19 juin 1733, éd. Moland, tome XXXIII, p. 351.

« priez de ne point imprimer et d'empêcher qu'on im-
 « prime, à Rouen, les *Lettres* qui courent à Londres sous
 « votre nom. Je vous promets de faire sur cela ce que
 « vous désirez. Il y a longtemps que j'ai pris la résolu-
 « tion de ne rien imprimer sans permission, et je ne vou-
 « drai pas commencer à manquer à mon devoir pour
 « vous désobliger... » ¹.

La situation paraissait si dangereuse que Voltaire se croit forcé d'écrire à Thieriot le 28 juillet 1733 de reculer tant qu'il peut l'édition française de Londres, car il sera, dit-il, perdu si elle paraît à présent, et il fait tout son possible pour retarder la mise en vente de l'édition de Jore. Mais le libraire s'impatiente, peut-être avec raison, car l'édition est prête.

Pour retarder encore l'apparition de cette édition, Voltaire prête à Jore, en avril 1734, la somme de 1.500 livres pour quatre mois. Au bout de deux, cette dette est déjà acquittée ². Jore convient de ce prêt, mais on ne prête qu'aux gens auxquels on ne doit rien payer; il est donc logique de supposer que l'édition n'était pas imprimée pour le compte de l'auteur, comme l'affirmera Jore dans son *Factum*, vraisemblablement le produit devait être partagé entre l'éditeur et l'auteur. Jore avait livré à l'auteur deux exemplaires des *Lettres*, « dont l'un fut prêté à
 « Madame de *** », et l'autre, tout décousu, fut donné à
 « François Josse, libraire, qui se chargea de le faire relier

1. *Lettre à de Cideville*, 19 juin 1733, éd. Moland, tome XXXIII, p. 351.

2. *Lettre à Jore*, du 24 mars 1736, édi. Moland tome XXXIV, p. 59 à 61.

« pour M. d'Argental, à qui il devait être confié pour quelques jours » 1.

Cette démarche consistant à confier pour le faire relier un livre aussi précieux et aussi dangereux à un libraire, et non à un relieur, nous paraît, malgré tout, un peu trop imprudente de la part de Voltaire, qui savait préparer son édition avec un soin si minutieux, et nous sommes porté à croire que ne pouvant pas obtenir de Jore les cinquante exemplaires pour les répandre à propos 2, il avait voulu faciliter une édition contrefaite pour diminuer le scandale que devait soulever l'apparition de son livre.

François Josse en prit copie en une nuit et s'associa avec un de ses cousins, René Josse, pour faire une contrefaçon de l'édition de Jore, et René Josse en fit encore une pour son propre compte. François Josse, furieux de voir que son cousin avait fait sans l'avertir une édition pour son compte, alla le dénoncer à Dumoulin, l'homme d'affaires de Voltaire 3.

Pendant ce temps, des exemplaires des deux éditions contrefaites par François et René Josse avaient commencé à circuler dans Paris. Jore est arrêté et conduit à la Bastille et un peu plus tard on arrête aussi René Josse.

Voltaire se trouvait alors en Bourgogne où il assistait au mariage de son grand ami, le duc de Richelieu, quand

1. *Lettre à Jore*, du 24 mars 1746, éd. Moland, tome XXXIV, p. 59 à 61.

2. *Lettre à Cideville*, 19 juin 1733, éd. Moland, tome XXXIII, p. 351.

3. *Lettre à Formont*, 5 juin 1734, éd. Moland, tome XXXIII, p. 432.

il reçut l'avis qu'une lettre de cachet avait été rendue contre lui le 3 mai 1734. Il se hâta de passer en Lorraine.

Un arrêt du Parlement, en date du 10 juin, ordonnait de brûler le livre et de rechercher l'auteur. C'était surtout le procureur général, qui était janséniste, qui voulait poursuivre Voltaire, ce qui força notre auteur de rester toute une année en Champagne : Paris ne lui fut rouvert qu'en mars 1735, sur la promesse d'être sage.

Les amis de Voltaire l'avertirent, de Paris, qu'on pourrait apaiser tout en livrant l'édition, que le garde des sceaux supposait être entre ses mains. Il répondit qu'il n'avait point d'édition et écrivit à Jore : « S'il est vrai que
« vous ayez une édition de ce livre (ce que je ne crois pas),
« ou si vous en pouvez trouver une, portez-la chez M.
« Rouillé, et je la payerai au prix qu'il taxera ¹. »

Extrêmement surpris de n'avoir pas de réponse de Jore, Voltaire apprend encore que le libraire était à la Bastille, que sur sa déposition on avait fait une descente chez lui et saisi une petite armoire où étaient ses papiers « et toute
« sa fortune », et que dans le trajet de la rue du Long-Pont à l'hôtel du lieutenant de police, la cassette s'était ouverte, et que tout avait été pillé.

Jore parvint à démontrer que l'édition qui était en vente n'était pas de son imprimerie et qu'il n'avait point de caractères semblables et il obtint sa liberté au bout de quatorze jours ².

1. *Lettre à Cideville*, 22 juin 1734, éd. Moland, tome XXXLI, p. 434.

2. *Factum de Jore*, 9 juin 1736, éd. Moland, tome XXXIV, p. 80, 81.

Mais Voltaire était persuadé que c'était Jore qui lui avait joué ce tour et ne voulant pas qu'il triomphât en vendant deux mille cents exemplaires de *Lettres* à 6, à 8, à 10 livres la pièce, tandis que lui, l'auteur, en soit pros-crit et « malheureux toute sa vie pour contenter l'avidité » de ce misérable » 1. Il dénonce donc l'édition de Jore et déclare qu'elle est faite sur un manuscrit dérobé à Thie-riot. L'édition est saisie et par un arrêt du Conseil d'Etat du 23 septembre les trois libraires compromis : Jore, René Josse et Duval 2 sont destitués de leurs maîtrises et déclarés incapables d'être jamais imprimeurs ni libraires.

Plus tard, en apprenant toute l'affaire, Voltaire aissaya de disculper Jore et écrivit un mémoire à M. Rouillé 3 et plusieurs lettres à ses protecteurs 4; mais ce fut peine perdue 5, car un arrêt du Conseil d'Etat du 8 février 1727 confirmait les ordonnances et règlements de 1649, 1686, 1723 et 1725 et punissait les imprimeurs ou libraires qui seraient trouvés en contravention, comme perturbateurs

1. *Lettre à Cideville*, mai 1734, éd. Moland, tome XXXIII, p. 425.

2. Gustave Lanson, *Affaire des lettres philosophiques de Voltaire*. *Revue de Paris*, 1904, tome IV.

3. *Lettre à Jore*, 24 mars 1736, éd. Moland, tome XXXIV, p. 61.

4. *Lettres au comte d'Argental*, p. 71, tome XXXIV et à de Cideville, du 12 avril 1735, p. 488, du tome XXXIII, éd. Moland.

5. Il est probable qu'après la publication de l'édition de Josse Jore, trahissant les promesses qu'il avait faites à Voltaire, et ne se souciant plus que de ses propres intérêts, débita des exemplaires de son édition, car si l'édition avait été saisie et détruite, il n'en resterait pas aujourd'hui un si grand nombre d'exemplaires. G. Bengesco, *Voltaire, Bibliographie de ses œuvres*, tome II, p. 17.

du repos public et déclarait qu'ils seraient destitués de leur profession et en conséquence leurs boutiques murées et qu'ils seraient condamnés à l'amende de trois mille livres, applicable pōur moitié au dénonciateur et pour l'autre aux hôpitaux des lieux, et, en outre, à la confiscation de leurs presses.

Le 10 mai 1728 était rendu un arrêt où se lisait ceci :
 « Les imprimeurs convaincus d'avoir publié des écrits
 « sans privilège ou permission sur des disputes nées ou
 « à naître en matière de religion, et notamment ceux qui
 « seraient contraires aux bulles reçues dans le royaume,
 « au respect dû à notre Saint-Père le Pape, aux Evêques
 « et à notre autorité seront condamnés pour la première
 « fois au carcan; en cas de récidive aux galères pour cinq
 « ans, et ceux qui auront imprimé des écrits contre les
 « bonnes mœurs ou de nature à troubler la tranquillité
 « de l'Etat, la première fois seront bannis à temps hors
 « du royaume, de récidive à perpétuité ». A l'égard des
 autres ouvrages « laissons à la prudence et à la religion
 « de nos juges, par rapport auxdits ouvrages seulement,
 « de prononcer contre les imprimeurs et autres telle
 « peine qu'ils jugeront convenable » ¹. Il était défendu de
 travailler ou de faire travailler ailleurs que dans les
 maisons où demeurent les imprimeurs. Devant la porte
 de chaque imprimeur il doit y avoir une enseigne; la
 porte ne peut être fermée qu'au loquet et il doit y avoir
 qu'une seule sortie. Le tout sous peine d'interdiction pen-

1. D'après L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 156 et 157 note.

dant six mois et de 500 livres d'amende; en cas de récidive, déchéance de la maîtrise.

Tout imprimeur qui n'indique pas au bas de la première page des livres son nom, la ville où le livre est imprimé et l'année, est susceptible d'une amende de 500 livres, et encore il sera poursuivi comme faussaire. Les employés ont la même responsabilité que les patrons et ne peuvent se disculper par l'ignorance, car on doit toujours transcrire en entier le privilège sur le livre. Enfin, il était défendu à tout particulier d'avoir chez soi, en ville ou à la campagne, des imprimeries privées sous peine de 3.000 livres d'amende ¹.

Voltaire ne pouvant faire restituer Jore dans les privilèges de sa maîtrise, lui donne le 6 février 1736 une gratification de dix pistoles ² et le charge d'employer tous ses soins tant à Paris qu'au dehors pour découvrir si le bruit qui se répandait qu'on imprimait un de ses ouvrages était fondé ³ et lui donne le 1^{er} mai 1736 pour ce service, et attendu le besoin où il se disait, une autre gratification de cent livres.

Jore, destitué de sa maîtrise dans cette aventure et conseillé par Dumoulin qui voulait se venger sur Voltaire pour avoir chargé l'abbé Moussinot de s'occuper de ses affaires, demanda à Voltaire une lettre où toutes les circonstances de l'affaire fussent rapportées et lui dit que le

1. L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 156 et 157 note.

2. *Réponse de Voltaire au factum de Jore*, 26 juin 1736, éd. Moland, tome XXXIV, p. 88.

3. *Factum de Jore*, du 9 juin 1736, éd. Moland, tome XXXIV, p. 83.

garde des sceaux ne voulait que savoir la vérité pour tout pardonner et pour le rétablir dans sa maîtrise. Voltaire, qui ne se doutait de rien, lui écrivit le 24 mars 1736 « une « longue lettre bien détaillée, bien circonstanciée, bien « regorgeante de vérité »; et l'avertit qu'il n'avait autre chose à faire que de tout avouer naïvement.

A peine Jore a-t-il cette lettre entre les mains il sent qu'il a l'avantage sur Voltaire et lui déclare que s'il ne donne pas 14.000 livres 6 sous, qui représentent ce qu'avait coûté l'édition des *Lettres*, il va le dénoncer comme auteur et l'éditeur des *Lettres philosophiques*, ce qui attirera sur lui la colère du garde des sceaux qui se verra trompé dans toute cette affaire.

Voltaire, pour éviter le scandale, lui propose cent pistoles pour solde de compte; Jore refuse, fait assigner l'auteur des *Lettres* le 5 mai ¹ et obtient la saisie de ses effets. Elle avait lieu le 21 mai 1736 et portait sur pas moins de dix-huit mille cinq cents livres de valeur ².

« Cette maudite lettre faisait tout l'embarras, écrivait « Voltaire à Cideville le 2 juillet 1736; c'était une conviction que j'étais l'auteur des *Lettres philosophiques*. « Rien n'était donc si dangereux que de gagner sa cause « juridiquement contre Jore ». Ne pouvant pas plaider, Voltaire fait agir ses amis et ses protecteurs, qui finissent par obtenir de Hérault, lieutenant général de police, qu'il soit le médiateur. Voltaire lui écrit : « Puisque vous vou-

1. *Factum de Jore*, 9 juin 1736, éd. Moland, tome XXXIV, p. 80 à 88.

2. G. Desnoiresterres, *Voltaire au château de Cirey*, p. 94.

« lez bien être médiateur au lieu de juge, je vous supplie
 « très-instamment de ne me pas condamner par l'arbi-
 « trage à une somme que certainement aucun jugement
 « ne me ferait jamais payer. Il ne faut pas être grand
 « jurisconsulte pour savoir qu'un créancier sans titre, et
 « auquel on oppose des écrits valant quittance, n'a rien
 « à demander. M. Rouillé, qui vous a dit que j'avais of-
 « fert mille francs pour acheter le silence de ce misérable
 « et pour éviter un procès ridicule, n'a pas été bien in-
 « formé. M. Lenormand, qui sait bien que je gagnerais en
 « justice avec dépens, m'avait conseillé d'acheter la paix
 « avec cinquante pistoles. Mais pour mille francs, il n'en
 « a jamais été question, et je vous jure que je n'ai ni le
 « pouvoir ni la volonté de les donner...

« Je vous prie de considérer que, si j'étais obligé de
 « payer cent pistoles à cet homme, c'est tout au plus ce que
 « vaut l'édition; il paraîtrait donc qu'en effet je ne l'avais
 « point payé...

« Il est très certain que le nom de monsieur le garde
 « des sceaux est compromis dans cette lettre, que ce misé-
 « rable veut absolument imprimer malgré vous;

« Il ne tient qu'à vous, monsieur, d'user de votre auto-
 « rité, d'empêcher les imprimeurs d'imprimer son libelle
 « et la lettre, et de le pincer pour avoir osé s'avouer dans
 « son exploit imprimeur d'un livre défendu » ¹, et le 15
 juin 1736 il écrivait au même : « M. Lenormand condam-
 « ne bien fort le procédé d'un sieur Bayle, avocat, qui

1. *Lettre au lieutenant-général de police*, éd. Moland, tome XXXIV, p. 76, 77.

« soutient Jore contre nous... Si vous parliez un peu au
 « sieur Bayle, je suis persuadé qu'il n'oserait plus se
 « mêler d'une affaire si odieuse, qui a été refusée par
 « quatre avocats. »

Ces lettres si habiles et ses protecteurs firent que malgré tous ses efforts et malgré son *factum*. Jore dut se soumettre à la proposition qu'on lui faisait de lui donner mille livres. Mais lorsqu'il se présenta pour toucher cet argent, le lieutenant de police lui annonça qu'un jugement rendu par M. de Maurepas condamnait Voltaire à cinq cents livres d'aumônes.

Jore se soumit et on lui renouvela la promesse qu'il serait rétabli dans sa maîtrise ¹, ce qui ne devait pas avoir lieu. Voltaire eut beau protester contre cette aumône obligatoire, il dut payer : « M. Hérault, ayant retiré la lettre
 « en question des mains de Jore, écrit-il le 1^{er} juillet 1736
 « au Garde des Sceaux, et lui ayant fait signer un désis-
 « tement, veut que je donne cinq cents livres aux pauvres.
 « Je passe dans Paris pour être condamné à l'aumône,
 « ainsi je suis déshonoré. Sans gagner mon procès, je vous
 « demande en grâce, monseigneur; que, si on m'a rendu
 « justice je ne l'achète point, et que si on m'a fait une
 « faveur qu'on me la fasse entière. On a déjà fait des
 « chansons et des calottes sur cette prétendue aumône.
 « J'aimerais mille fois mieux plaider que de la payer ».

Cette sentence équivoque déboute le libraire en écla-
 boussant l'écrivain, écrit M. G. Lanson ².

1. *Lettre de Jore au lieutenant-général de police*, 1738, éd. Mo-
 land, tome XXXIV, p. 419.

2. Gustave Lanson, *Voltaire*, p. 58.

Les contemporains ont jugé aussi sévèrement l'attitude de Voltaire. Ainsi Marais écrivait : « L'affaire ridicule
 « de Voltaire est finie; Jore était un fripon qui était plus
 « que payé (?) de son impression. On lui a fait rendre
 « les lettres qui eussent pu faire du mal, et Voltaire a
 « donné par aumône une cinquantaine de pistoles aux
 « filles du Bon Pasteur. C'était un accommodement de
 « M. Hérault, moyennant lequel la guerre est cessée, et
 « Voltaire rentré en quelque sorte en grâce avec le mi-
 « nistère, mais non pas avec les gens qui ont de la raison
 « et du bon sens ¹. »

En 1738, Voltaire charge Bégon de poursuivre cette affaire de Jore pour obtenir de lui un désaveu de son *Factum*. C'est dans ce sens qu'il écrit le 27 octobre 1738 au lieutenant de police son protecteur : « Jore est connu
 « de vous. Vous savez que, malgré vos ordres, il publia
 « sous le nom de *factum* un libelle injurieux contre moi.
 « Ce libelle, que vous avez eu la bonté de supprimer, est
 « renouvelé aujourd'hui par des personnes qui veulent
 « traverser mon établissement. Si vous vouliez bien, mon-
 « sieur, exiger deux lignes de Jore par lesquelles il désa-
 « vouerait son *factum*, je vous aurais une obligation éter-
 « nelle. Je vous demande en grâce de daigner me donner
 « cette marque de vos bontés, et d'exercer en faveur d'un
 « ancien serviteur, ce zèle avec lequel vous avez obligé
 « tant de personnes. » Le 7 novembre, il insiste « combien
 « ce désaveu de Jore m'est nécessaire » et le 13 du même

1. *Archives de la Bastille*, cité d'après Documents biographiques, éd. Moland, tome I, p. 312.

mois il rappelle qu'il a promis de rendre à l'auteur la lettre qui avait servi de prétexte à cet infâme procès et il écrit « si elle ne parvient pas entre mes mains, je « me flatte qu'elle en sortira pas des vôtres¹ ». Toutes ces démarches lui firent obtenir, le 20 décembre 1738, ce désaveu de Jore, répété le 30 du même mois : « Monsieur, « je vous supplie d'excuser le mauvais état de ma fortune, et la soustraction de tous mes papiers, qui m'a « empêché jusqu'ici de reconnaître le mauvais procédé « de ceux qui ont abusé de mon malheur, pour me forcer « à vous faire un procès injuste, et à laisser imprimer « un *factum* odieux. Je les désavoue tous deux entièrement. La malice de vos ennemis n'a servi qu'à me faire « connaître la bonté de votre caractère... »². Après ce désaveu, Voltaire envoya plusieurs fois de l'argent à Jore, qui le remercia par cette lettre : « J'ai reçu, monsieur, « les trois cents livres que vous avez eu la bonté de me « faire donner. Cette nouvelle manière de vous venger « d'un homme infortuné, dont le plus grand malheur a « été de s'oublier avec vous, et qui en est au désespoir « depuis si longtemps... »³.

Nous savons par une lettre de Jore du 20 octobre 1768 que Voltaire lui faisait une pension et, par celle du 23 avril 1769, qu'il lui envoya 25 sequins⁴; cette aide conti-

1. *Lettre au lieutenant-général de police*, 13 novembre 1738, éd. Moland, tome XXXV, p. 44.

2. *Lettre de Jore*, du 20 décembre 1738, éd. Moland, tome XXXV, p. 77.

3. *Lettre de Jore*, du 3 juin 1742, éd. Moland, tome XXXVI, p. 134.

4. Jore habitait alors à Milan.

nua, car une lettre de Jore du 25 septembre 1773 remercie Voltaire des huit louis qu'il lui a envoyés. Après toutes ces lettres, l'authenticité des lettres publiées par M. Marcel Duchemin¹ me paraît plus que douteuse; car il est invraisemblable que Jore qui a donné à deux reprises un désaveu en 1738 en refuse un en 1759. Du reste les lettres de Jore de 20 octobre 1768 et 23 avril 1769 nous prouvent qu'il s'est soumis à toutes les conditions de son bienfaiteur.

L'abbé Moussinot. — Comme nous l'avons vu, c'était l'abbé Moussinot, chanoine de Saint-Merry, qui avait remplacé Dumoulin dans l'importante fonction d'homme d'affaires de Voltaire.

Avant lui, Voltaire, toujours prudent, avait chargé Dumoulin de la gestion de ses affaires, mais avait confié sa caisse à un notaire nommé M. Perret. C'était donc un témoignage de grande confiance qu'il donnait à l'abbé Moussinot en lui confiant sa caisse en même temps que la gestion de ses affaires. Une lettre à Thieriot, du 2 février 1727, nous indique qu'il connaissait déjà Moussinot; mais c'est seulement en 1736 qu'il le charge de la gestion de sa fortune, après avoir perdu confiance en Dumoulin.

« Voici une autre affaire, mon cher abbé, écrit Voltaire
« à Moussinot le 8 mars 1736. Je voudrais sous le der-
« nier secret avoir quelque argent comptant chez un no-
« taire discret et fidèle, qu'il pût placer dans l'occasion
« pour un temps, et que je puisse retrouver sur le champ

1. Marcel Duchemin, *L'affaire Voltaire-Jore, trois documents inédits*, *Revue d'Histoire Littéraire de France*, 1901.

« en un besoin. Je suis très-mécontent du sieur Perret. Il
 « a deux excellentes qualités pour un homme public : il
 « est brutal et indiscret. N'avez-vous point quelque no-
 « taire à qui vous puissiez vous confier ? Il faudrait, je
 « crois, que le tout fût sous votre nom; vous me donneriez
 « seulement un mot de reconnaissance sous seing privé.

« Voyez, mon cher abbé, si vous pouvez me rendre ce
 « service. Le dépôt sera petit à petit d'environ cinquante
 « mille francs, d'ici à deux ans et peut-être davantage ¹. »
 Moussinot lui fit savoir qu'il pourrait se charger lui-même
 de ce dépôt; alors Voltaire lui écrivit ceci : « ... j'aime
 « mieux mille fois votre coffre-fort que celui d'un no-
 « taire; il n'y a personne à qui je me fiasse dans le monde
 « autant qu'à vous; vous êtes aussi intelligent que ver-
 « tueux;...

« Voyez donc si vous voulez vous charger de l'argent
 « d'un indévôt. Vous pourrez dans l'occasion en faire de
 « bons marchés de tableaux; vous m'emprunterez de l'ar-
 « gent dans votre coffre. Vous me direz : J'ai besoin
 « de cinq cents livres, de six cents livres; et vous m'en
 « donnerez une note; vous aurez une bonne clef du coffre
 « bien fermé; vous augmenterez le commerce de Pinga ²,
 « comme vous le jugerez à propos. Vous serez mon sur-
 « intendant, en quelque endroit que je sois; je vous don-

1. *Lettre de l'abbé Moussinot*, du 8 mars 1736, éd. *Moland*, tome XXXIV, p. 46.

2. Marchand de tableaux, associé dans ce commerce avec l'abbé Moussinot.

« nerai d'abord un billet pour prendre chez Perret tout ce
 « qui y sera; je vous enverrai des procurations pour tou-
 « cher d'autre argent; Demoulin vous en donnera aussi,
 « et le portera chez vous. Tout sera dans le plus profond
 « secret; nous pouvons avoir, l'un de l'autre, des nou-
 « velles en quatre jours 1. »

Voltaire était très fier d'avoir comme homme d'affaires, un docteur de Sorbonne et un chanoine. « ... M. l'abbé Moussinot, cloître Saint-Merry, écrit-il le 17 juin 1740 à mademoiselle Quinault, c'est un docteur de Sorbonne qui veut bien être mon agent et faire mes affaires. J'ai cru ne pouvoir mieux me raccommo-der avec les dévots qu'en prenant un prêtre pour mon intendant ».

Bonaventure Moussinot, docteur en Sorbonne, chanoine de Saint-Merry à partir de 1712, mort le 1^{er} juillet 1774, est une des figures les plus intéressantes de la correspondance de Voltaire. Il fut le receveur des chanoines d'abord de 1722 à 1736 et une seconde fois à partir de 1743, date à laquelle il cesse d'être l'homme d'affaires de Voltaire. Duvernet nous dit dans une note qu'il fut aussi le caissier des Jansénistes.

Il ne faudrait pas se représenter l'abbé Moussinot comme un paisible commis. C'était un homme terrible, qui mena à l'occasion une rude guerre contre le « chef-cier » Mettra, le chef des chanoines, chargé de la direction de la paroisse de Saint-Merry 2.

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 21 mars 1736, éd. Moland, tome XXXIV, p. 59.

2. L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 82 note.

L'abbé Moussinot administrait la fortune de Voltaire sous le nom de son frère, qui avait la procuration, mais n'était qu'un prête-nom. Son habileté et son zèle inspirèrent à Voltaire une confiance sans bornes. Il lui écrit le 19 mars 1739 : « ... je m'en rapporte uniquement à vos livres, ou à votre parole, au défaut de vos livres, priant mes héritiers de s'en rapporter uniquement à votre parole. C'est ce que j'ai déjà bien expressément établi dans mon testament, et ce que je vous enverrai signé quand vous voudrez¹. » La correspondance de Voltaire avec Moussinot nous montre le chanoine plaçant des fonds, achetant, vendant, participant à des ventes aux enchères et revendant ensuite pour son propre compte et pour celui de Voltaire, lui procurant durant ses longues absences de Paris les cotes des bourses, des livres pour ses études, des instruments pour ses expériences, des meubles des ustensibles de toilette, des friandises pour sa table et des correspondants pour satisfaire sa curiosité.

C'était lui qui était chargé de négocier de petits accommodements pour les prix des articles vendus trop cher à Voltaire² et qui avait la mission, peu attrayante, de rappeler à l'exactitude des créanciers tels que le duc de Richelieu, le duc de Villars, le marquis de Lezeau et d'autres.

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, du 19 mars 1739, éd. Moland, tome XXXV, p. 221.

2. *Lettre à l'abbé Moussinot*, du 25 avril 1739, éd. Moland, tome XXXV, p. 261.

Les commissions de Voltaire étaient souvent difficiles à bien exécuter; comme exemple, on peut citer celle du 2 septembre 1740 : « Meublez le palais¹ comme vous pourrez, au meilleur marché que vous pourrez, le plus tôt que vous pourrez, à payer de quinzaine en quinzaine, comme vous pourrez. »

Cette correspondance avec Moussinot nous montre un Voltaire spéculateur des plus attentifs, habile à risquer, à la fois généreux et égoïste, soucieux de l'intérêt de ses amis et du sien, redoutant par-dessus tout d'être volé² et affirmant sans cesse qu'il « n'entend guère les affaires, « encore moins les procédures³ ».

Toutefois, l'abbé Moussinot n'était pas le seul agent employé par Voltaire pour les négociations de ce genre; mais nous voyons le poète recourir aux bons offices, soit du frère de l'abbé, soit de ses amis, car les débats avec les libraires pouvaient paraître compromettants pour un chanoine. Voltaire chargeait aussi d'emplettes la sœur de Moussinot, car certains achats ne pouvaient être faits que par une femme.

Voltaire, qui donnait tant de peine à la famille Moussinot, la récompensait généreusement. « Il faudrait que

1. Palais Lambert, que voulait acheter la marquise du Châtelet.

2. « Je suis très fâché qu'on n'ait pas fait marché avec le peintre. Dorénavant, je ferai des marchés pour tout, fût-ce pour des allumettes, car les hommes abusent toujours du peu de précautions qu'on a pris pour eux. » *Lettre à Moussinot*, du 30 juillet 1736, tome XXXIV, p. 98, éd. Moland.

3. *Lettre au prince de Guise*, mars 1738, éd. Moland, tome XXXIV, p. 428.

« vous me fissiez l'amitié de prendre par an un petit « honoraire, d'amitié, — écrivait Voltaire à Moussinot « le 30 mars 1737. Agissons sans aucune façon. Vous « aviez une petite rétribution de vos chanoines; traitez- « moi comme un chapitre; prenez le double de ce que « vous donnait votre cloître, sans préjudice du souvenir « que j'aurai toujours de vos soins. » Dans une lettre du 7 octobre 1737, Voltaire annonce à l'abbé Moussinot que Prault doit donner cinquante livres à son frère. Le 18 août 1740, il lui annonce qu'il faudra vendre le manuscrit de la réfutation de Machiavel (par Frédéric II) pour mille écus, dont le dixième sera pour lui. Le 8 janvier 1741, il lui offre une rente foncière de cent livres et fait à son frère une gratification de cinquante livres¹.

Le ménage de Voltaire. — Malgré ces faits, M. Nicolardot a absolument tenu à nous représenter un Voltaire avare, craignant de dépenser un sou pour lui et surtout pour les autres. *La Correspondance* de cette époque lui donne un démenti formel; il est vrai que, pendant les premières années qui ont suivi son retour d'Angleterre, il ne dépense presque rien pour son entretien, car il est toujours l'hôte de l'un ou de l'autre de ses riches amis et surtout de madame de Fontaine-Martel; mais peut-on lui reprocher d'accepter et même de regretter, plus tard, une hospitalité gracieusement offerte ?

Il ne regrette pas les pertes d'argent, même les plus

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 8 janvier 1741, éd. Moland, tome XXXVI, p. 4.

considérables. Voici en quels termes il en annonce une à son ami Cideville : « J'ai eu la sottise de perdre douze « mille francs, au biribi, chez Madame de Fontaine-Mar-
« tel; je parie que vous n'en avez pas tant fait... » ¹.

Le 27 janvier 1733 il écrit au même : « J'ai perdu, com-
« me vous savez peut-être, mon cher ami, Madame de
« Fontaine-Martel; c'est-à-dire que j'ai perdu une bonne
« maison dont j'étais le maître, et quarante mille livres
« de rente qu'on dépensait à me divertir ». Le 15 mai
1733 il quitte les « agréables pénates de la baronne » et
« va claquemurer » chez Dumoulin, en face du portail
Saint-Gervais.

Nous le voyons tenant une maison, la meublant, s'ar-
rangeant non seulement pour mener une vie douce, mais
pour la partager avec quelques gens de lettres qui vou-
dront accepter son hospitalité ².

Mais c'est seulement pendant un temps très court qu'il
peut profiter de cette demeure; les persécutions que lui
ont attirées ses ouvrages, et surtout la liaison intime avec
la marquise du Châtelet, l'engagent à s'établir à Cirey, en
Champagne. Dans cette propriété des du Châtelet, située
dans « ... une petite vallée riante, entourée de bois... » ³ il
trouvait « une retraite délicieuse, auprès de la femme la
« plus respectable, dont la société lui fournit toujours de

1. *Lettre à de Cideville*, 3 septembre 1732, éd. Moland, tome XXXIII, p. 291.

2. *Lettre à Cideville*, du 19 juin 1733, éd. Moland, tome XXXIII, p. 351.

3. *Lettre au baron de Keyserlingk*, éd. Moland, tome XXXIV, p. 301.

« nouvelles leçons »¹. A Cirey il bâtit, en qualité d'ami officiel de la marquise, des terrasses de cinquante pieds de large, des cours en balustrade, des bains de porcelaine, des appartements jaune et argent avec des niches en magots de Chine² pour la marquise et pour lui; il est « le piqueur » de ceux qui travaillent et écrit chaque jour leurs noms dans un grand livre de comptes³.

Pour cette maison de Cirey, il fait venir d'Angleterre des serrures de cuivre; un nécessaire d'argenterie de chez Hébert pour lequel il donne un à-compte de douze cents livrès; des meubles; une cheminée de marbre de quatre-vingt-cinq livres; un cabinet de physique de chez l'abbé Nollet et lui commande un envoi d'instruments de physique de plus de quatre mille livres, car « nous sommes « dans un siècle où on ne peut être savant sans argent »; il songe à faire faire une tapisserie qui représenterait les principaux épisodes de *La Henriade* et qui lui reviendrait à environ dix mille francs. Ce ne furent pas ses seules dépenses. Pendant son séjour à Bruxelles, en 1739, cet « avare » donne à ses dépens une magnifique fête à Mme du Châtelet, à Mme la princesse de Chinay et à M. le duc d'Arenberg.

L'appartement de Voltaire à Cirey ressemblait peu à celui d'un avare. Voici la description qu'en fait madame de Graigny, qui résida six mois au château : « ... une

1. *Lettre à Frédéric, prince royal de Prusse*, octobre 1738, *Moiland*, XXXIV, p. 582.

2. *Lettre à Thieriot*, 21 octobre 1736, *ibid.*, XXXIV, p. 153.

3. *Lettre à Madame de Champbonin*, 1734, *ibid.*, XXXIII, p. 445.

« petite antichambre grande comme la main; ensuite
 « vient sa chambre, qui est petite, basse et tapissée de
 « velours cramoisi; une niche de même avec des franges
 « d'or; c'est le meuble d'hiver. Il y a peu de tapisserie,
 « mais beaucoup de lambris, dans lesquels sont encadrés
 « des tableaux charmants; des glaces, des encoignures de
 « laque admirables, des porcelaines, des marabouts, une
 « pendule soutenue par des marabouts d'une forme singu-
 « lière, des choses infinies dans ce goût-là, chères, recher-
 « chées, et surtout d'une propreté à baiser le parquet;
 « une cassette ouverte où il y a une vaisselle d'argent,
 « tout ce que le superflu, chose si nécessaire, a pu inven-
 « ter; et quel argent ! quel travail ! Il y a jusqu'à un
 « baguier où il y a douze bagues de pierres gravées, ou-
 « tre deux de diamants. De là on passe dans la petite
 « galerie, qui n'a guère que trente à quarante pieds de
 « long. Entre ses fenêtres sont deux petites statues fort
 « belles, sur des piédestaux de vernis des Indes : l'une,
 « est cette Vénus Farnèse; l'autre Hercule.

« L'autre côté des fenêtres est partagé en deux armoi-
 « res : l'une de livres, l'autre de machines de physique;
 « entre les deux, un fourneau dans le mur, qui rend l'air
 « comme celui du printemps; devant se trouve un grand
 « piédestal, sur lequel est un Amour qui lance une flèche;
 « on fait une niche sculptée à cet Amour, qui cachera
 « l'apparence du fourneau. La galerie est boisée et vernie
 « en petit jaune. Des pendules, des tables, des bureaux,
 « rien n'y manque. Au delà est la chambre obscure, qui
 « n'est pas encore finie, non plus que celle où il mettra
 « ses machines; c'est pour cela qu'elles sont encore toutes

« dans la galerie. Il n'y a qu'un seul sofa et point de
 « fauteuils commodes, c'est-à-dire que le petit nombre
 « de ceux qui s'y trouvent sont bons, mais ce ne sont que
 « des fauteuils garnis. Les panneaux des lambrins sont
 « des papiers des Indes fort beaux; les paravents sont
 « de même; il y a des tables à écran, des porcelaines;
 « enfin, tout est d'un goût extrêmement recherché. Il y
 « a une porte au milieu qui donne dans le jardin; le
 « dehors de la porte est une grotte fort jolie ¹. »

Dans ces conditions il n'est pas étonnant que Voltaire écrivit à Thieriot le 21 octobre 1736 que « nous ressemblons bien au *Mondain*; ». Il faisait, en parlant ainsi, allusion à la petite pièce en vers où il avait chanté les délices de la vie épicurienne, et fait l'apologie du confort et du luxe.

C'est ce cadre somptueux donné à son existence d'alors, tout autant que ses sentiments à l'égard de madame du Châtelet qui expliquent que dans sa lettre à Thieriot du 28 décembre 1735, il écrit que le duc de Holstein, héritier présomptif de la Russie, voulait l'avoir il y a un an, et lui proposait dix mille francs d'appointements; mais, tout persécuté qu'il était, il n'aurait pas quitté Cirey même pour le trône de la Russie ².

A cette époque Voltaire possédait une fortune considérable. Jore prétend dans son *factum*, qui est du 9 juin 1736, que Voltaire avait alors 28.900 livres de rente. Ce

1. Madame de Graffigny. *Vie privée de Voltaire et de Mme du Châtelet, ou six mois de séjour à Cirey*, Paris, 1820, p. 14 à 16.

2. *Lettre à Thieriot*, du 28 décembre 1735, éd. Moland, tome XXXIII, p. 579.

chiffre paraît vraisemblable et Jore pouvait le tenir de Dumoulin.

Dans une lettre d'octobre 1738, Voltaire avouait à Frédéric, alors encore prince royal de Prusse, qu'il avait une fortune convenable à un particulier, et plus grande qu'il n'en le faut pour un philosophe¹.

Il dépensait des sommes considérables pour embellir Cirey; le 4 août 1735, il demande à Moussinot l'envoi de neuf cent vingt livres et, le 30 mai 1737, il écrit à l'abbé Moussinot qu'il lui semble qu'il a puisé dans sa caisse 10.000 livres, depuis le mois de janvier, sans compter ce que Moussinot a payé pour lui; le 30 juillet 1738, il le prie de lui envoyer trois cents louis d'or. Le 3 juillet 1738, il parle d'un gros envoi d'argent pour Cirey, le 25 décembre 1738; il demande à son homme d'affaires deux cent cinquante louis d'or et, malgré ces dépenses si considérables, il a toujours de l'argent disponible chez Moussinot. Nous savons que le 16 janvier 1741, il avait 4.800 livres.

Par ces lettres, nous pouvons nous rendre compte des dépenses de Voltaire et nous voyons qu'il a contribué aux dépenses de Cirey et payé largement l'hospitalité qu'il y recevait.

De plus, de quarante mille francs que Voltaire a prêtés pour rebâtir Cirey, dont vingt mille en 1737, il n'en réclama que trente mille au marquis, qui lui fit un contrat de deux mille livres de rente viagère. Le poète n'exigea

1. *Lettre à Frédéric, prince royal de Prusse*, octobre 1738, éd. Moland, tome XXXIV, p. 582.

pas le paiement de cette rente et fit à son hôte une proposition : celui-ci lui paierait pour règlement du compte quinze mille livres. Le marquis accepta : Voltaire reçut dix mille livres, et les cinq autres devaient être employées par madame du Châtelet à aménager un appartement pour Voltaire à Argenteuil (à deux lieues de Paris, sur la rive droite) et à l'acquisition d'un terrain.

Voltaire remit pour ces sommes une quittance générale à madame du Châtelet. Cet emploi n'ayant pu être fait, Voltaire proposa le 15 novembre 1749, c'est-à-dire après la mort de la marquise, de céder les cinq mille livres pour mille qui lui seront rendues en meubles et effets, ceux-là mêmes qu'il a achetés pour Cirey, comme une commode achetée par lui à l'inventaire de M^{me} Dutort, son portrait garni de diamants et « autres bagatelles » 1.

Les libéralités de Voltaire. — Ce n'est pas seulement avec les du Châtelet que l'auteur de *La Henriade* fut large et désintéressé. Il avait beaucoup d'affection pour sa sœur, Marie-Marguerite, qui avait épousé M. Mignot, conseiller du roi, correcteur de la Chambre des comptes; et quand les enfants de celle-ci devinrent orphelins, il prit soin d'eux, particulièrement de ses nièces, avec un dévouement où entraînait sans doute la peur de vieillir seul, mais qui n'en fut pas moins sincère et actif.

Ces deux neveux étudiaient le droit à Paris. Voltaire leur envoie de temps en temps de l'argent pour leurs

1. *Lettre à la comtesse de Montrevel* (sœur de M^{me} du Châtelet), du 15 novembre 1749, éd. Moland, tome XXXVII, p. 80 à 81.

menus plaisirs. Ces deux nièces étaient jeunes; il s'inquiète de leur sort : « Je n'ai réellement de famille qu'elles, « écrivait-il à Thiériot, en 1737; je serai très aisé de me « les attacher. Il faut songer qu'on devient vieux, infirme, et qu'alors il est doux de retrouver des parents « attachés par la reconnaissance. »

Voltaire écrit donc à Moussinot qu'il lui ferait plaisir en faisant un peu sentir à M^{lle} Mignot, l'ainée, la différence de son caractère et de celui d'Armand¹.

Le 7 février 1738, il écrit à Thiériot que M. de La Roche-mondière veut épouser l'ainée de ses nièces, Marie-Louise. « Si je peux faciliter ce mariage, en assurant vingt-cinq « mille livres, je suis tout prêt; et, s'il en veut trente, « j'en assurerai trente; mais pour de l'argent comptant, « il faut qu'il soit assez philosophe pour se contenter du « sien, et de vingt mille écus que ma nièce lui apportera. « Je me suis cru, en dernier lieu, dans la nécessité de « prêter tout ce dont je pouvais disposer. Le prêt est très « assuré; le temps du payement ne l'est pas; ainsi je « ne peux m'engager à rien donner actuellement par un « contrat... Je ferai à peu près pour la cadette ce que je « fais pour l'ainée. »

Voltaire désirait vivement unir l'ainée de ses nièces au fils de madame de Champbonin, une voisine des du Châtelet à Cirey, « gros chat » comme il l'appelle dans ses lettres, et d'établir ce jeune ménage dans le voisinage de Cirey. Pour favoriser cette union l'auteur de *La Henriade*

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, du 4 janvier 1738, éd. Moland, tome XXXIV p. 378.

voulait, suivant madame de Graigny, donner à sa nièce quatre-vingt mille francs, et pour douze mille de vaisselle d'argent, mais le projet échoua car la jeune fille avait déjà de l'inclination pour M. Denis ¹, commissaire ordinaire des guerres, qu'elle devait épouser le 25 février 1738.

C'était un garçon d'esprit, presque aussi jeune qu'elle, d'un commerce agréable, qui sut conquérir l'estime et l'affection de tout son entourage. Voltaire ne s'opposa pas à cette union mais aurait préféré voir sa nièce près de lui.

« Savez-vous ce que Quesnel ² Arouet, écrivait-il à Thieriot le 22 mars 1738, a donné à mon aimable nièce ? Dites-moi cela, car je veux lui disputer son droit d'aïnesse ». Nous ignorons ce que l'oncle Armand donna; à l'avis de madame du Châtelet, ce fut un beau cadeau. « Je ne trouve point le présent de M. Arouet vilain pour un présent. M. de Voltaire a doté sa nièce; cela est tout différent, et n'est pas commun. J'aurais bien voulu, quand je me suis mariée, que chacun de mes oncles et de mes tantes m'eussent fait aussi beau présent que celui de M. Arouet ³. » A en croire madame de Graigny, la dot que Voltaire constitua à sa nièce fut de trente mille francs. Nous ne savons pas si son calcul est exact;

1. Madame de Graigny, *Vie privée de Voltaire et de M^{me} du Châtelet*, p. 13.

2. Quesnel était un janséniste célèbre par ses démêlés avec l'archevêque de Paris, qui provoquèrent la fameuse bulle *Unigenitus*. Voltaire appelle, son frère, Quesnel, car il était janséniste.

3. G. Desnoiresterres. *Voltaire au château de Cirey*, p. 137 à 140.

en tout cas, il donne à madame Denis à cette époque des sommes importantes : six cents livres le 4 janvier 1738, douze cents le 3 juillet 1738, sept cents le 29 janvier 1739 et huit cents le 25 février 1739.

Moins de quatre mois après le mariage de madame Denis, le 9 juin 1738, la cadette de ses nièces, Marie Elisabeth épousait Nicolas-Joseph de Dompierre, seigneur de Fontaine-Heornoy, président-trésorier de France au bureau des finances d'Amiens. Voltaire, qui préférait et de beaucoup l'aînée, assura, sur la prière de Thieriot, à la cadette, un fonds de vingt-cinq mille livres ¹.

Ce n'étaient pas seulement les membres de sa famille qui bénéficiaient de sa générosité. Il se plaisait à aider les gens bien doués, mais pauvres; surtout les poètes.

« Je voudrais bien que ma fortune fût assez honnête
« pour leur rendre la vie plus agréable; mais n'ayant
« point de richesses à leur faire partager, ils daignent
« partager ma pauvreté. Je ne suis pas comme la plupart
« de nos Parisiens; j'aime mieux avoir des amis que du
« superflu; et je préfère un homme de lettres à un bon
« cuisinier et à deux chevaux de carrosse ². »

Sur la recommandation de ses amis, Cideville et Formont, Voltaire prend chez lui, loge et nourrit un jeune poète : Linant. Celui-ci profite mal de sa bonté, car il passe sa vie à dormir, à manger, à aller tous les soirs, poudré, à l'orchestre de la Comédie, et se plaint encore

1. Fernand Caussy. *Lettres de Voltaire à sa nièce. Revue politique et littéraire. Revue Bleue*, 1910.

2. *Lettre à de Cideville*, 2 octobre 1733, éd. Moland, tome XXXIII, p. 384.

que Voltaire ne lui donne pas assez pour ses menus plaisirs ¹, bien qu'il dépense pour lui seize cents francs par an.

Dans sa lettre à Cideville du 27 février 1734, Voltaire se plaint que Linant se soit imaginé qu'il devait être sur un pied brillant dans le monde, avant d'avoir rien fait qui pût l'y produire et ajoute que son protégé a oublié son état, son inutilité et surtout la nécessité de travailler. Malgré cette vie qui n'était pas faite pour plaire à Voltaire, toujours actif et grand travailleur, il garde chez lui Linant pendant près de trois ans, aide sa famille et finit par le placer comme précepteur chez la marquise du Châtelet.

Il donne aussi pendant un certain temps l'hospitalité à un jeune poète, nommé Lefebvre, qui à son avis faisait des vers harmonieux. A partir de 1736 il est le protecteur du jeune Lamare et lui fait donner par son libraire, Prault, cinquante francs pour une tragédie que Lamare devait écrire et il se porte garant pour cette dette. L'année suivante il lui donne cent francs et le fait guérir à ses dépens, d'une maladie infâme ²; en 1738 il lui donne cent livres et lui en fait donner par Prault cent vingt ³.

Voltaire aide aussi le jeune Baculard d'Arnaud, étudiant en philosophie au collège d'Harcourt : Moussinot est chargé de lui donner trente livres et l'auteur de *La Henriade* écrit dans la lettre où il donne à l'abbé cette mission qu'il va vite la cacheter, de peur d'augmenter

1. *Lettre à Formont*, février 1734, éd. Moland, tome XXXIII, p. 409.

2. *Lettre à Moussinot*, 17 novembre 1737, *ibid.* XXXIV, p. 345.

3. *Lettre à Thieriot*, 20 décembre 1738, *ibid.* XXXV, p. 74.

encore cette somme; le 18 mars 1737, il lui donne 18 livres; le 4 janvier 1738, lui fait donner vingt-quatre livres et, le 20 janvier, un louis d'or, et dit qu'il voudrait faire mieux; malheureusement, ajoute-t-il, il a dépensé, en 1737, mille écus en présents et possède peu de disponible; en juin de la même année, il lui fait donner cinquante livres pour avoir écrit une préface pour ses œuvres et, le 7 mars 1739, il lui fait encore un don de trente livres.

Ailleurs, nous le voyons proposer une chambre, un laboratoire, la table et une pension de cent écus à un savant qui s'était ruiné en recherches ¹.

Chez Voltaire tout dépend du moment : autant il est généreux à certaines heures, autant il y regarde de près — de trop près — à certaines autres.

En 1744, se présentait à son logis pour solliciter quelques secours, un pauvre diable sans argent, presque sans habits : c'était Louis Manory, son ancien condisciple, qui lui avait autrefois rendu un service appréciable en publiant, en 1719, une apologie de l'*Œdipe*.

Le poète était à la campagne. Manory lui écrivit deux lettres pressantes, car il était dans un grand besoin : « Je donnerai, écrivait-il, toutes les sûretés que je pourrai; je m'engagerai solidairement avec ma femme; je ferai même des lettres de change, pourvu que l'on me donne des délais suffisants. » Les sûretés ne manquaient pas, car son père, âgé de 80 ans, possédait plus de 100.000

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 13 décembre 1737, *sd. Moland*, tome XXXIV, p. 355, 356.

livres. Louis Manory était intelligent et devait tôt ou tard avoir une jolie situation au barreau.

Voltaire lui fit des promesses; puis, une fois de retour, après l'avoir plaint, il lui offrit douze livres, en accusant la dureté des temps. Manory accepta, malgré tout, cette somme dérisoire et poussé à bout par la misère, il revint; mais on lui fit comprendre que Voltaire ne désirait plus le voir.

Raccommodé avec la fortune, il n'attendait qu'une occasion pour se venger et devait prendre la défense du violoniste de l'Opéra Travenol, dans l'affaire retentissante qui, à un certain moment, mit ce dernier aux prises avec le poète ¹. Il est moins étonnant que Voltaire ait refusé à l'abbé Prévost le secours que celui-ci sollicitait de lui, car la somme demandée était considérable (douze cents livres) et l'abbé était un débiteur plus que douteux. Nous allons, du reste, parler encore de cette affaire.

Mais, le plus souvent, nous voyons un Voltaire dévoué à ses amis : il suffit de rappeler, sans y insister, tout ce qu'il fit pour son cher Thieriot, qui vécut pendant des années aux dépens de son illustre ami. Il ne fut pas le seul.

En novembre 1734, un de ses amis, Berger, le prie de lui faire obtenir un intérêt dans des fournitures. Voltaire fait tout son possible pour lui procurer cet avantage et lui écrit le 2 décembre 1734 : « Je ne sais point, monsieur, « partager les profits d'une affaire dans laquelle je ne

1. Henri Beaune, *Un procès de presse au XVIII^e siècle. Voltaire contre Travenol*, p. 34 et 35.

« mets point de fonds; que je ne connais, et que je ne
 « veux connaître que pour rendre service. »

Ce n'est pas la seule preuve de son amitié que Voltaire donna à ce M. Berger. Le 7 avril 1736, il écrit à l'abbé Moussinot :

« Je vous prie, si vous avez de l'argent à moi, de donner
 « cent livres à M. Berger, qui vous rendra cette lettre,
 « et, si vous ne les avez pas, de vendre vite quelqu'un
 « de mes meubles pour les lui donner; dussiez-vous lui
 « donner cinquante livres une fois et cinquante livres une
 « autre fois. Ayez la bonté de lui faire ce plaisir; je lui
 « ai une grande obligation de vouloir bien s'adresser à
 « moi.

« Le plus grand regret que j'aie dans le dérangement ou
 « Demoulin a mis ma fortune est d'être si peu utile à
 « des amis tels que M. Berger ¹. »

Il faut mentionner aussi parmi les libéralités de Voltaire ses bontés envers Lekain que le poète entendit une fois dans une troupe d'amateurs. Il le convoqua chez lui, le dissuada d'entrer au théâtre et, devant la vocation irrésistible du jeune homme, il le prit en pension pour le faire jouer avec ses nièces sur le théâtre qu'il avait aménagé chez lui ².

Les pensions et la mission diplomatique de Voltaire. —
 Nous avons déjà dit que pendant son séjour en Angle-

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 7 avril 1736, éd. Moland, tome XXXIV, p. 68 et 69.

2. Fernand Caussy. *Lettres inédites de Voltaire à Lekain. Mercure de France*, 1909 (mars-avril).

terre, Voltaire n'arrivait plus à se faire payer ses pensions. De retour en France il fait réclamer les arrérages de la pension qu'il recevait de la reine, car « il est juste, « écrit-il, qu'elle me fasse payer quelques années, puisque « le roi m'a ôté mes rentes contre le droit des gens ».

Son ami Pallu, le maître des requêtes, l'un de ceux qui l'étaient allés voir et le consoler durant son séjour à la Bastille¹, lui promet de faciliter le paiement; mais il existait une difficulté, celle de faire présenter à la reine un placet et Voltaire ne savait pas à qui il fallait s'adresser, ni qui payait des pensions de ce genre. Ce fut Thieriot qui fut chargé de faire toutes les démarches auprès des amis de Voltaire, celui-ci lui remet avec confiance « des intérêts que, dit-il, j'aurais entièrement oubliés sans vous »².

Le poète savait reconnaître les peines qu'on se donne pour lui. Il mande à Thieriot le 2 mars 1729 : « Nous rompons pour toujours si vous ne prenez pas cinq cents livres de France sur l'arriéré que la reine me doit... En outre, vous devez recevoir cent écus de Bernard, et autant du libraire qui sollicitera le privilège de la vie du roi de Suède. Il faut que cela soit ainsi, ou nous ne sommes plus amis... »³. Il était alors question de mettre sous presse l'*Histoire de Charles XII*, écrite de 1727 à 1728, mais qui ne paraîtra que deux ans après, en 1731. C'était

1. G. Desnoiresterres, *La jeunesse de Voltaire*, p. 403.

2. *Lettre à Thieriot*, avril 1729, éd. Moland, tome XXXIII, p. 193.

3. *Lettre à Thieriot*, 2 mars 1729, éd. Moland, tome XXXIII, p. 189.

une rétribution généreuse, si peu de mois après que Thieriot s'était indécemment approprié le montant des souscriptions françaises de la grande édition de *La Henriade*.

Tout nous porte à croire qu'à cette époque Voltaire parvenait à se faire payer ses pensions; en 1734 il se plaint de la difficulté qu'il y a d'obtenir une pension; le 14 septembre 1737 il envoie à Moussinot sa signature pour la pension et voici ce qu'il ajoute : « Je n'ai jamais cru « devoir quatorze cents livres à M. du Verney. Je vous « prie de dire au commis que M. du Verney m'avança une « fois une année de la pension de la reine, dont il a dû « se payer par ses mains, puisque j'ai laissé cette année à toucher. Au surplus, faites entendre, je vous prie, « qu'on me fera grand plaisir de me *laisser jouir de l'argent du Trésor royal*, dont j'ai un très-grand besoin et dont je serai très obligé; ». Le 11 février 1738, Voltaire prie Moussinot d'écrire à M. Tanevot, premier commis de finances à Versailles, qu'il a vu depuis longtemps deux ordonnances d'une pension de Voltaire et que c'était lui qui avait eu la bonté de les payer auparavant. « Au reste, parlez, mon cher ami, en votre nom, car quand on parle pour son ami, on demande justice, et, si je « parlais, j'aurais l'air de demander grâce ». Au mois de mars 1741 il veut se faire payer de tout, y compris l'année 1740 ¹. Madame du Châtelet, qui était à Paris, retire d'office les ordonnances du trésor royal et veut toucher l'argent; on lui fait savoir que le cardinal de Fleury avait

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 16 janvier 1741, éd. Moland, tome XXXVI, p. 7, 8.

donné l'ordre de ne pas payer à cause des vers que Voltaire avait envoyés à La Noue et dont une copie avait été montrée au cardinal ¹. La marquise, sans rien dire à Voltaire, écrit au cardinal, qui lui répond (vers le 1^{er} juin 1741) qu'on n'avait qu'à se présenter au Trésor royal pour être payé ².

A cette époque Voltaire souhaitait vivement être attaché à la cour. M. de Richelieu et madame de Châteaux imaginent de l'envoyer secrètement chez Frédéric II, qui avait une très grande estime et une vive sympathie pour l'auteur de *La Henriade*, pour sonder ses intentions envers la France et voir si la Prusse ne serait pas portée à prévenir les orages qui devaient tomber de Vienne sur elle après avoir tombé sur la France, et si Frédéric ne voudrait pas prêter cent mille hommes pour mieux assurer la Silésie.

Voltaire avait demandé d'avance des faveurs en récompense des services qu'il allait rendre. On accorda au poète huit mille livres comptant, une année de sa pension, cinquante louis pour les présents ³; et, ce qui n'était pas moins essentiel, il sollicita et obtint pour son cousin Marchant de Varenne une fourniture de fourrages pour les armées en campagne, fourniture dans laquelle il était lui-même largement intéressé. « Nous perdons sans doute, » écrit-il le 8 juin 1743 au comte d'Argenson, ministre de

1. *Lettre au comte d'Argental*, 5 juin 1741, éd. Moland, tome XXXVI, p. 67, 68.

2. *Lettre à Monssinot*, 9 juin 1741 *ibid.*, XXXVI, p. 68.

3. Fernand Caussy. *La mission diplomatique de Voltaire d'après des documents inédits*. La Grande Revue, 1911, tome 65.

« la guerre, considérablement à nourrir vos chevaux.
 « Voyez si vous voulez avoir la bonté de nous indemniser
 « en nous faisant vêtir vos hommes. Je vous demande en
 « grâce de surseoir l'adjudication jusqu'à la fin de la
 « semaine prochaine. Mon cousin Marchant attend deux
 « gros négociants qui doivent arriver incessamment et
 « qui nous serviront bien ».

Cinq semaines après il réitère sa requête : « Marchant
 « père et fils ne demandent qu'à vêtir et alimenter les
 « défenseurs de la France »¹.

Argenson, le ministre de la guerre, avait accordé aussi
 aux cousins de Voltaire, Marchant et Devin, une fourniture
 de deux mille habits pour les milices. Mais la manufacture
 de Lodève ne pouvait livrer dans le temps prescrit; ce retard
 indisposa le ministre, qui voulait confier l'entreprise à un
 M. de Vallat. Voltaire n'était plus là pour venir à la res-
 cousse; c'est madame du Châtelet qui le remplaça et démontra
 au comte (lettres du 8 juin, 5, 15 juillet et 22 août) que le
 retard ne provenait pas des fournisseurs, mais de la manu-
 facture, qui, disait-elle, ne pourra pas livrer plus vite à
 M. de Vallat². Il va sans dire que Voltaire eut une bonne
 part dans ces spéculations, ce qui ne l'empêchait pas d'être
 associé aux frères Pâris qui avaient obtenu d'autres fournitures.
 Collé écrit

1. *Lettre au comte d'Argenson* (ministre de la guerre), 15 juillet 1743, éd. Moland, tome XXXVI, p. 224.

2. *Lettre de la marquise du Châtelet au comte d'Argenson*, 28 août 1743. *Lettres de la marquise du Châtelet*, édition Asse, Paris, 1878, p. 415, 416.

dans son journal ¹ : « Feu M. d'Argenson, ministre de la
 « guerre, donnait un intérêt à Voltaire dans toutes les
 « affaires et entreprises qui se faisaient dans son départe-
 « ment. Ce dernier fait m'a été prouvé par M. Davoust,
 « mon ami, qui a été l'associé de cet homme célèbre, et
 « dans la viande et dans l'artillerie; ajoutez à tout cela
 « que M. de Voltaire a connu mieux qu'un banquier la
 « place, et que personne n'y a fait des opérations et des
 « spéculations plus utiles. »

Ces fournitures devaient donner des bénéfices considérables. Dans l'état des pensions, rentes et revenus de Voltaire pour l'année 1749, Marchant figure encore : mille livres pour un deuxième contrat et pour deux mille quatre cents livres de rente viagère. En 1774, nous trouvons cet aveu de Voltaire : « ... Marchant, le fermier général, mon parent, qui me doit toute sa fortune... » ².

Voltaire, avant de se rendre en Prusse, alla faire un séjour à La Haye. Quinze jours après son arrivée dans cette ville, il pouvait envoyer au marquis d'Argenson, ministre de la guerre, « un mémoire secret et détaillé de l'extraordinaire des guerres de cette armée et du contingent de chaque province ³ » et lui faire savoir

1. Charles Collé. *Journal historique, ou Mémoires critiques et littéraires sur les ouvrages dramatiques et sur les événements les plus mémorables depuis 1748 jusqu'en 1751 (1772 dans le tome III) inclusivement*. Paris, 1805 à 1807, tome III, p. 487, décembre 1770.

2. *Lettre à M. d'Ailly*, 23 décembre 1774, éd. Moland, tome II, p. 176. Marchant payait à Voltaire une rente viagère de 8.000 livres pour les fournitures que celui-ci lui avait procuré.

3. *Lettre à M. Amelot, ministre des affaires étrangères*, 21 juillet 1743, éd. Moland, tome LII, p. 556-558.

que le roi de Prusse avait fait à Amsterdam un emprunt secret de quatre cent mille florins à 3 1/2 p. 100.

Ces renseignements provenaient de son ami le comte de Podewils, ministre de Prusse en Hollande, qui était l'amant de la femme d'un des principaux membres de l'Etat, laquelle dérobait tous les soirs à son mari, les copies des décisions de Leurs Hautes Puissances pour les remettre à son amant.

Voltaire réclamait en récompense de ce service la fourniture des Invalides pour Marchant père et la croix de Saint-Louis pour Marchant cadet¹.

Nous avons déjà dit que le cardinal de Fleury réduisit en 1726 les rentes et les pensions de Voltaire; celui-ci voulut obtenir de Frédéric II une lettre pour pouvoir la montrer au roi et obtenir la restitution d'une partie de son bien, que « le bon cardinal » lui avait ôté; « je viendrai, ajoutait-il, ici dépenser ce bien que je vous devrai²; ». Il semble que malgré cette déclaration peu diplomatique, il n'obtint pas la lettre en question.

Si l'on n'avait pas eu beaucoup à se louer des services diplomatiques de Voltaire, on n'avait pas eu non plus à s'en plaindre. A défaut d'une récompense effective, l'occasion de nouveaux services fut donnée au poète par le mariage du dauphin avec l'infante d'Espagne : « On voulut des ballets avec de la musique chantante, et une

1. F. Caussy. *La mission diplomatique de Voltaire. La Grande Revue*, 1911.

2. *Lettre à Frédéric II, roi de Prusse*, 1743 éd. Moland, tome XXXVI, p. 256.

« espèce de comédie qui servit de liaison aux airs. M. de
 « Voltaire en fut chargé, quoique un tel spectacle ne fût
 « point de son goût. Il prit pour sujet une princesse de
 « Navarre... »³. Cette comédie-ballet intitulée la *Prin-*
cesse de Navarre, fut représentée à Versailles le 23 février
 1745 et eut un grand succès. Ce ballet fut le prétexte
 qu'on choisit pour récompenser le poète, tout autant que
 le négociateur. Ses amis, Richelieu et M^{me} d'Etioles, la
 future marquise de Pompadour, obtinrent pour Voltaire
 ce que Boileau ni Racine n'avaient obtenu, le brevet d'his-
 toriographe avec 2.000 livres d'appointements.

Voici des passages de ce brevet : « Aujourd'hui, 1^{er} avril
 « 1745. Le roy étant à Versailles, mettant en considéra-
 « tion que les récompenses que Sa Majesté accorde à ceux
 « qui se dévouent à l'étude des lettres contribuent à leur
 « progrès par l'émulation qu'elles excitent, personne n'a
 « paru à Sa Majesté plus digne de recevoir des marques
 « de bienveillance et d'être distingué par un titre hono-
 « rable que le sieur Arouet de Voltaire...

« A cet effet, Sa Majesté a retenu et retient le d. s. de
 « Voltaire en qualité d'historiographe de France, lui per-
 « met d'en prendre les titres et qualité en tous actes tant
 « en jugement que dehors... » ; il jouira aussi de 2.000
 livres d'appointements dont il sera payé à partir du
 premier janvier dernier².

Le 13 mai 1745, au soir, parvenait à Paris la nouvelle
 de la victoire de Fontenoy. Voltaire composait en trois

1. *Commentaire historique*, éd. Moland, tome I, p. 88.

2. G. Desnoiresterres, *Voltaire au château de Cirey*, p. 445, 446.

jours un poème qu'il soumettait au censeur le 17, imprimait et distribuait le 20 mai, c'est-à-dire neuf jours après la victoire. Dans ce poème, Voltaire se montrait poète de cour élégant et adroit et adressait à la jeune favorite, M^{me} d'Etioles, un hommage qui fut apprécié ¹. Ce poème, qui flattait l'amour-propre national en même temps que l'amour-propre royal, eut un retentissement prodigieux.

C'est probablement pour le récompenser de ce poème et grâce à la protection de la favorite, que le roi lui accorda, dès lors, la première charge vacante de gentilhomme ordinaire de sa chambre avec l'appointement ordinaire de 1.600 livres par an. Nous ne connaissons pas la date de cette faveur ni le moment où la place devint vacante; le brevet qui confère officiellement à Voltaire cette nouvelle dignité, porte la date du 22 décembre 1746 ².

La faveur de la cour valut encore à Voltaire, un fauteuil à l'Académie Française, où il fut reçu le 8 mai 1746 ³, après plus de dix ans de démarches infructueuses.

Par malheur, cette faveur de la cour pour le poète ne dura pas longtemps; Voltaire s'apercevait de plus en plus qu'il était trop indépendant et trop personnel pour vivre dans ce milieu, et n'e songea bientôt qu'à se retirer.

Le 27 mai 1749 ⁴, il obtint, grâce à la protection de Mme d'Etiole et du comte d'Argental, la permission de vendre

1. G. Ascoli. *Voltaire. Revue des cours et des conférences*, du 15 janvier 1925.

2. F. Caussy. *Lettres de Voltaire à la cour de France. La Revue*, 1910.

3. G. Lanson. *Voltaire*, p. 76.

4. *Lettre au comte d'Argental*, mai 1749, éd. Moland, tome XXXVII, p. 20.

sa charge de gentilhomme ordinaire de la chambre du roi tout en conservant le titre et les honneurs. La vente de cette charge lui valut trente mille francs ¹.

Placements et prêts. — Tout cet argent que Voltaire tirait de ses pensions, fournitures, gains sur le change et de ses spéculations, il cherchait à le placer en billets et surtout en rentes viagères. En attendant les bonnes occasions, il plaçait de fortes sommes pour trois ou six mois, chez des financiers dont la fortune, la probité et la position lui inspiraient une grande confiance, ou bien il permettait à Moussinot d'acheter des tableaux et de prendre part aux ventes aux enchères pour revendre avec profit.

Grâce à ce système, Voltaire put en tout temps suivre le cours des billets et saisir toutes les bonnes occasions en ayant des fonds disponibles et sans cesser de toucher un intérêt, qui était d'habitude de 5 % pour les prêts.

Voltaire est infatigable à rechercher des emprunteurs sûrs et à multiplier les précautions aussi bien par intérêt que par amour-propre, surtout pour ne pas se laisser jouer.

Le 18 mars 1737, il écrit à Moussinot : « Je suis dans une
« situation à avoir toujours besoin d'une somme considé-
« rable que je puisse trouver sous ma main... Votre agent
« de change peut vous informer de l'emploi le plus sûr
« de l'argent. Je crois que les billets des fermiers géné-
« raux sont à six pour cent, et que c'est ce qu'il y a de
« meilleur, et qu'on peut retirer son fonds tous les six

1. Longchamp et Wagnière. *Mémoires sur Voltaire*, Mémoires de S. G. Longchamp, tome II, p. 291 et 292.

« mois »; le 30 du même mois il lui écrit que s'il est faux que les billets des fermiers soient à sept pour cent, alors il n'a qu'à mettre la moitié de tout l'argent comptant entre les mains de ce M. Michel, dont il connaît la fortune et la probité, le tout pour le plus court temps qu'on pourra à cinq pour cent.

Le 17 novembre 1737, Voltaire écrit à Moussinot de voir si l'on ne pourrait pas placer vingt mille livres en rentes viagères. Le 28 décembre de la même année il renouvelle sa question. L'auteur de *La Henriade* avait à cette époque beaucoup d'argent disponible, et écrit le 10 janvier à Moussinot qu'on pourrait placer trente mille livres chez M. de Brézé, car on serait payé aisément et régulièrement sur les maisons que celui-ci avait à Paris. « Pour
« cela, si M. de Brézé est solide, il faut prendre vingt-cinq
« mille francs chez M. Michel, et on pourra encore ache-
« ter pour cinquante mille livres la terre de Spoix si on
« la vend pour ce prix ».

Voltaire ne prêta pas à M. de Brézé, car il trouva à placer vingt mille livres en rentes viagères et laissa environ vingt mille livres dans la caisse de l'intendant Michel à cinq pour cent, mais il demanda à celui-ci sa parole que s'il arrivait une affaire urgente il rendrait cet argent avant l'échéance « car il faut savoir toujours où prendre
« de l'argent ». Il écrit aussi que si Michel n'accepte pas cette condition on pourra prêter à un monsieur Paquier ou à Michel pour les délais de trois mois¹. Le 19

1. *Lettre à l'abbé Moussinot* 29 avril 1738, éd. Moland, tome XXXIV, p. 463.

mars 1739, nous voyons de nouveau notre auteur en quête d'un emploi pour ses fonds.

Au mois de novembre 1736 il consent à prêter trois cents livres à un homme de lettres nommé le chevalier de Mouhy¹, mais exige que le remboursement soit garanti par des billets de Dupuis et engage le chevalier à lui envoyer à Cirey des nouvelles de Paris deux fois par semaine. Pour ce service il lui promet une rémunération. Le 20 avril 1739, il se charge de payer cent livres de rente à une personne qui veut prêter deux mille livres au chevalier de Mouhy, mais exige que cet emprunt soit ratifié par la mère ou par une tante du chevalier, ou qu'une autre personne qui a un bien libre se charge de payer cette dette.

L'abbé Prévost s'adresse à Voltaire en juin 1740 en lui demandant de lui prêter douze cents livres, mais l'auteur de *Manon Lescaut* n'avait pas de garanties à offrir et Voltaire refusa, s'efforçant de dorer la pilule le plus possible au solliciteur éconduit. « ...M. le prince de Conti est
« à plaindre de ce que ses dépenses le mettent hors d'état
« de donner à un homme de votre mérite autre chose
« qu'un logement. Je voudrais être prince, ou fermier général, pour avoir la satisfaction de vous marquer une
« estime solide. Mes affaires sont actuellement fort loin
« de ressembler à celles d'un fermier général, et sont
« presque aussi dérangées que celles d'un prince. J'ai même
« me été obligé d'emprunter deux mille écus à M. Bro-

1. Il est connu, car c'était lui qui était le chef ordinaire de la claque aux représentations des pièces de Voltaire.

« nod, notaire... ». Ce qui ne l'empêche pas de vouloir placer peu de mois après neuf mille livres « selon les usages et coutumes » ¹.

Les pertes de fonds. — Malgré toutes les précautions que prenait Voltaire, et dont nous venons de parler, il subit à cette époque plusieurs pertes considérables.

A la faveur du nom sonore de Mac-Carthy, d'origine irlandaise, le fils d'un chirurgien de Nantes se disait irlandais et homme de lettres. En 1730 il avait emprunté à Voltaire 500 livres en garantissant cet emprunt par une délégation sur sa terre située en France; l'acte fut passé chez le notaire Perret le 1^{er} juillet 1730. Il dut emprunter encore, selon Duvernet en 1732, car il emporta à Voltaire quatorze cents livres.

C'était sur la recommandation d'un certain monsieur de la Préverie, que Voltaire lui avait prêté cet argent. Mac-Carthy devait payer en février 1732; mais avant cette date il vend sa terre, touche tout l'argent de la vente et part pour Constantinople avec deux jeunes gens aussi endettés que lui.

Le 24 mars Voltaire apprend la chose et écrit à de la Préverie : « Je vous prie instamment, monsieur, de vouloir bien tenir la parole que vous m'avez donnée, et sans laquelle je n'aurais pas pu prêter cette somme. Ayez la bonté, monsieur, de me renvoyer la grosse du contrat accepté par le fermier, et de me faire savoir à quoi je dois m'en tenir pour mon paiement ». Il lui pro-

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 2 mai 1741, éd. Moland, tome XXXVI, p. 49.

pose encore de céder ses droits pour un peu d'argent comptant, car dit-il, « ...j'aime mieux perdre une partie de
« mon argent que de courir après le tout ».

Le 16 novembre 1733, Voltaire écrit au même : « Vous
« m'auriez sauvé, monsieur, mes quatorze cents livres, si
« vous aviez bien voulu, à tout événement, faire signifier
« la délégation au fermier. Peut-être en serait-il temps en-
« core. C'est une obligation passée au Châtelet de Paris,
« et qui a son effet dans tout le royaume. Peut-être cette
« dette sera-t-elle regardée comme dette de prieuré, et l'ac-
« quéreur en serait tenu; peut-être cet acquéreur doit-il de
« l'argent à l'abbé Mac-Carthy, c'est ce que vous pourriez
« savoir, et en ce cas, vous lui signifieriez la délégation.
« Quand je ne tirerais que la moitié de la somme, je me
« croirais bien payé. Il y a encore une autre ressource :
« Mac-Carthy a un père qui a du bien, et qui demeure à
« Nantes. Il est, je crois, médecin ou chirurgien dans cette
« ville. Pourriez-vous avoir la bonté de vous en informer ?
« Je sais que ce père est très vieux. On pourrait, à sa
« mort, faire une saisie ».

Il perdit probablement aussi les cinquante écus qu'il avait prêtés à un certain La Clède, sous billet. Le débiteur mort, ses successeurs refusèrent de payer ¹.

Le 27 mars 1738, Voltaire mandait à Moussinot :
« Quand on viendra, mon cher ami, de la part d'un M.
« Médine, demander trois cents florins, dites : J'ai reçu
« commission de les prêter, *hoc verum*, mais non de les

1. *Lettre à Berger*, février 1796, éd. Moland, tome XXXIV, p. 21 et 31.

« prêter en l'air, *hoc absurdum*. Qu'un bon banquier fasse son billet payable dans un an, et je les prête... Il faut prêter et non perdre; être bon et non dupe ». Médine offrit la garantie de Darius, qui endossa son billet, et sur l'avis de Paquier que Darius « était bon pour cette somme », Moussinot lui donna l'argent ¹.

L'exactitude de Médine le jour des échéances inspira confiance à Voltaire. Bientôt l'auteur de *La Henriade* prêta à Médine vingt mille francs, suivant Duvernet, et quarante mille, selon Chaudon. Peu de temps après, Médine fut déclaré en faillite et Voltaire perdit ses fonds.

Comme nous avons eu déjà l'occasion de le dire, Voltaire plaçait des sommes considérables chez des financiers sûrs pour pouvoir en disposer facilement.

Ainsi le 10 janvier 1738 il avait un dépôt considérable chez Michel, car il recommandait à Moussinot d'en retirer vingt-cinq mille livres, si on pouvait les placer en viager « sur un homme solide ». Le 3 avril 1738, Voltaire écrivait à Moussinot : « Je vous renvoie, mon cher abbé, la reconnaissance de M. Michel et je persiste à lui donner vingt mille livres en rentes viagères, et à lui laisser vingt mille livres au dernier cinq par des billets renouvelables de trois en trois mois ».

Le 4 août 1738, il écrivait au même : « Il ne faudra pas renouveler le marché de vingt mille livres avec Michel, car il faut avoir de l'argent prêt », et le 3 avril 1739, Voltaire écrit à Moussinot : « ... au lieu de recevoir deux

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 29 avril 1738, éd. Moland, tome XXXIV, p. 463.

« mille livres de M. Michel, je vous prie de l'engager à
 « prendre dix mille pour un an, lesquelles, avec les deux
 « mille livres qu'il me doit, feront douze mille livres ». Mais Michel déposa son bilan. De là cette lettre de Voltaire à Moussinot : « ... je reçois votre lettre du 9 (juillet
 « 1740), par laquelle vous me mandez la banqueroute
 « générale de ce receveur général nommé Michel; ...il
 « m'emporte donc une assez bonne partie de mon bien.
 « *Dominus dedit, Dominus abstulit; sit nomen Domini*
 « *benedictum*... J'avoue que je ne m'attendais pas à cette
 « banqueroute, et que je ne conçois pas comment un rece-
 « veur général des finances de Sa Majesté très-chrétienne,
 « homme fort riche, a pu tomber si lourdement, à moins
 « qu'il n'ait voulu être encore plus riche. Ayez la bonté
 « de parler au caissier de Michel; tâchez qu'il vous
 « apprenne au moins la manière dont nous y prendre
 « pour ne pas tout perdre. Peut-être M. de Nicolaï pour-
 « rait nous faire retrouver quelque chose... Il faudra aussi
 « faire, je crois, opposition aux scellés, si cela se prati-
 « que, et si cela est utile ¹. »

Michel emportait à Voltaire trente-deux mille cinq cents livres², dont probablement vingt mille étaient un fonds de rente viagère.

Nous savons aussi que Lefebvre, d'Amsterdam, lui emporta deux mille francs³.

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 12 juillet 1740, éd. Moland, tome XXXV,, p. 481, 482.

2. *Lettre à Thieriot*, 6 octobre 1741, éd. Moland, tome XXXVI, p. 102.

3. Duvernet. *Vie de Voltaire*, p. 111.

Mais les pertes d'argent les plus sérieuses trouvaient Voltaire impassible, comme nous avons essayé de le démontrer par des citations : au lieu de gémir inutilement, il avait le bon esprit d'accepter cette malechance presque en riant et de faire seulement tout pour sauver le plus possible de son bien.

Il nous semble que c'est la vivacité de son caractère nerveux, qui en le poussant toujours vers de nouveaux buts, ne lui permettait pas de connaître à fond les hommes. C'est cette vivacité qui fut malgré toutes ses précautions, l'origine et la cause d'une grande partie de ces déboires ¹.

« J'avoue qu'à soixante-treize ans je ne connais pas encore les hommes, du moins les hommes de son espèce », écrivait Voltaire au comte d'Argental le 2 janvier 1767.

Le commerce de tableaux. — Le 15 mai 1733, Voltaire écrivait à Cideville qu'il brocantait et achetait des tableaux de l'Ecole flamande. Ce goût s'accrut encore sous l'influence de l'abbé Moussinot qui aimait, comme nous l'avons vu, à acheter et à vendre des tableaux. Le 8 mars 1736, Voltaire dit à Moussinot qu'il accepte les *Lancret* et les *Albane*, qu'il lui écrira quand il faudra les envoyer et qu'il attend les quatre autres petites estampes pour Cirey. Il ajoute que Pinga vendra les deux *Marot* qui lui ont coûté cent écus. Le 30 juin 1736, il lui permet de « s'amuser à acheter » pour six mille livres de tableaux s'il

1. M. F. Caussy, dans son article : *Lettres sur les dîmes*. *La Revue de Paris*, 1909 (juillet-août), expose l'avis contraire.

croit que cela réussisse. Le 18 mars 1737, Voltaire « sup-
« plie » Moussinot de ne mettre que quatre à cinq mille
francs en tableaux; il y aurait, dit-il, de l'imprudencé à
mettre plus dans le commerce de Pinga, car l'argent met-
trait trop longtemps à rentrer. Le 20 avril 1737, Voltaire
se plaint que Pinga dise partout qu'il vend ses tableaux,
ce qui fait un très mauvais effet. Le 17 juin 1738, il dé-
clare à Moussinot que quand il retournera à Paris ils bro-
canteront vigoureusement. Le 9 juillet 1739, il lui permet
d'acheter des tableaux pour ce qui lui plaira; le 30 mai
1740, Voltaire écrit qu'il espère lui donner l'avis d'une
belle vente de tableaux, et le 16 janvier 1741 il mande à
Moussinot : « Quant aux tableaux que vous voulez en-
« voyer en Prusse, le roi aime fort les *Watteau*, les *Lan-
çà cret* et les *Pastel*. J'ai vu chez lui de tout cela, mais je
« soupçonne quatre petits *Watteau* qu'il a dans son cabi-
« net d'être d'excellentes copies. Quand le roi sera de
« de retour à Berlin, je pourrai lui procurer quelques
« morceaux de votre cabinet, où il ne sera pas trompé ».

Ce commerce devait causer des désagréments à Vol-
taire. Il avait à Bruxelles un commissionnaire, nommé
Collens, qui devint peu à peu son associé, et un associé
qui ne voulait ni donner une partie de la marchandise
achetée, ni rendre l'argent. Or, Voltaire ne pouvait pas
lui faire un procès, car Collens lui avait conseillé de faire
une fausse déclaration de la valeur des tableaux pour la
douane. Les tableaux furent saisis¹, et Voltaire voulut

1. *Lettre à Madame Champonin*, éd. Moland, tome XXXV,
p. 319.

éviter à tout prix le scandale. « Toute l'affaire est telle-
 « ment embrouillée, écrit-il le 26 décembre 1739 à Moussi-
 « not, que Collens peut encore me demander de la fausse
 « déclaration, parce qu'il a un billet de moi, écrit à son
 « correspondant de Valenciennes, par lequel je chargeais
 « mon valet de chambre de la déclaration dont Collens est
 « l'unique cause. Il pourrait se servir de cette lettre. Je
 « gagnerais le procès, au moins je le crois, mais il serait
 « encore désagréable de le gagner ». Et le 12 janvier 1740,
 il écrit au même : « Il est très certain que je vais travail-
 « ler à retirer les trois caisses de Bruxelles, mais il est
 « aussi très-certain que c'est de tout point une malheu-
 « reuse affaire... Il faut absolument finir avec lui; mais il
 « n'y a que vous au monde qui le puissiez. Il faut lui
 « donner un rendez-vous, le chercher, le trouver, ne le
 « point quitter que vous n'ayez signé avec lui un compro-
 « mis. Il reste ici pour environ dix-huit cents florins de
 « tableaux sur le pied de l'achat; il en a emporté environ
 « autant. Il faut donc proposer qu'il vous abandonne en
 « entier la perte et le gain de ces trois caisses. Cela est
 « d'autant plus juste qu'en ce cas, si nous payons encore
 « pour la taxe mille florins, notre part nous reviendra à
 « deux mille huit cents florins; il vous devrait même une
 « indemnité.

« Il y a une seconde proposition à lui faire : c'est qu'il
 « vous compte à Paris dix-huit cents florins, et qu'il
 « prenne le tout pour lui. Nous y perdrons; mais il vaut
 « mieux s'en tenir ainsi que d'embourber davantage. Ne
 « le quittez pas qu'il n'ait pris un de ces partis, car je
 « prévois depuis longtemps un procès : il voudra me

« faire payer sa fausse déclaration. En vain, il a avoué
« devant un avocat de Bruxelles, que c'était sa faute; en
« vain, l'a-t-il avoué devant Mme du Châtelet; je sais
« qu'on l'excite à me poursuivre... ».

Cette démarche n'aboutit à rien et Voltaire dut abandonner les tableaux pour ne pas se compromettre.

Les rentes viagères. — Tous les placements que nous venons d'étudier avaient, aux yeux de Voltaire, un grand défaut : peu de sûreté; aussi recherche-t-il d'ordinaire des placements plus sûrs, surtout en rentes garanties par des propriétés immobilières.

La plus ancienne de ses rentes viagères fut celle de deux mille livres, qu'il avait sur l'Hôtel de Ville de Paris avant son exil en Angleterre. Elle fut réduite par l'arrêt du 19 novembre 1726 à 1.600 livres, mais assez bien payée tous les semestres, sauf en 1737, où, à la fin de l'année, on lui devait deux années de cette rente. En juillet 1775 on lui doit 14.023 livres ¹.

En 1731, Voltaire fait un contrat de 540 livres de rente avec M. Gœsbriant; mais les affaires de celui-ci étant très dérangées, Voltaire lui fait une sommation, uniquement pour empêcher la prescription ² et ne réclame le paiement que le 18 mars 1737, car alors M. Gœsbriant commençait à être à son aise. Malgré l'ordre qu'il avait donné à Moussinot le 6 juillet 1737 d'écrire à de Gœsbriant « tous

1. Nicolardot, *Ménage et finances de Voltaire*, p. 59.

2. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 18 mars 1737, éd. Moland, tome XXXIV, p. 227.

« les huit jours jusqu'à réponse définitive », c'est le 30 janvier 1741 seulement qu'il est payé de ses dix années d'arrérages.

Goesbriant ne figure dant l'état de rentes de Voltaire laissé à Longchamp en 1749, que pour 540 livres, c'est-à-dire pour une année. L'état du mois de juillet 1775 mentionne la même somme.

En 1733, Voltaire, sur parole d'honneur qu'il sera payé régulièrement, donne au marquis de Lézeau la somme de dix-huit mille francs, pour un contrat de rente viagère de 900 livres¹, qui devait être payée tous les six mois².

Le 18 mars 1737, il écrit à Moussinot que de Lézeau lui doit trois années et il s'adresse à la tante du marquis, Mme la présidente de Bernières, pour demander son appui. Le 11 mai 1737, il mande à Moussinot : « ... je vous
« supplie de lui dire, et si vous ne le voyez pas de lui
« écrire, que je me trouve dans un embarras extrême;
« qu'il faut que j'emprunte, et qu'ainsi il doit faire de
« deux choses l'une : ou payer présentement et donner
« délégation pour l'avenir, ou signer un billet par lequel
« il me quitte du dixième, n'étant pas juste que je paye le
« dixième, ayant si longtemps attendu. S'il consent à ce
« dernier article, je veux bien n'être payé de tout ce qu'il
« me doit que dans un an, c'est-à-dire au mois de mars

1. Dans la lettre à l'abbé Moussinot, du 20 avril 1737, éd. *Moland*, tome XXXIV, p. 252, nous lisons : « M. de Lézeau de Rouen, » trois années et plus d'une rente de 2.300 livres ».

2. *Lettre à de Cideville*, 19 juin 1733, éd. *Moland*, tome XXXI., p. 351.

« prochain ». Le 5 août 1737, il lui demande positivement à quelle date il payera les quatre années qu'il devra au mois de mars prochain. Le 25 février 1739, Voltaire écrit à Cideville que Lézeau lui doit environ mille écus; en 1740 il obtient une délégation sur un fermier, mais cette ferme est déjà saisie par le roi pour des impôts et Voltaire veut lui faire saisir sa terre de Lézeau. Le 20 juin 1741, il mande à Moussinot : « Il n'y a pas à balancer au sujet de M. de Lézeau. Il me doit cinq mille livres ou environ à présent. Ses affaires ne sont point dérangées; il ne veut ni me donner délégation, ni me payer, ni même compter... Qu'on fasse commandement et qu'on saisisse en mon nom : il n'y a pas d'autre parti à prendre, ni de moments à perdre ». Dans l'état de rentes de Voltaire en 1749 tel qu'il nous est donné par Longchamp, Lézeau n'est porté que pour 2.300 fr., c'est-à-dire qu'il existe en ce qui le concerne dix-huit mois d'arriérés; ensuite les arrérages commencèrent à s'accumuler car, le 25 novembre 1758, Voltaire écrit à Cideville : « Votre amitié pour moi a donc la malice, mon cher ami, de tarabuster le marquis Ango, et de lui faire sentir que quelquefois les plus grands seigneurs ne laissent pas d'être obligés à payer leurs dettes, malgré les grands services qu'ils rendent à l'Etat. Il ne veut pas m'écrire; vous verrez qu'il s'est rouillé en province. Cependant un Bas-Normand peut hardiment écrire à un Suisse. Le petit bonhomme de marquis veut donc me donner une assignation sur son trésor royal, et, de quatre années m'en payer une à cause des dépenses qu'il fait à la guerre ! Je ferai signifier à mon seigneur que je ne l'en-

« tends pas ainsi, et que, lui ayant joué le tour de vivre
 « jusqu'à la fin de cette présente année, je veux être payé
 « de mon dû ou deu. On écrivait autrefois deu ou dub,
 « parce que dû est toujours dubium; mais dû, ou deu, ou
 « dub, il faut qu'il paye; et, point d'argent, point de
 « Suisse...

« Je ferai brèche à son trésor, car je bâtis une terre; ».
 Le 12 janvier, Voltaire annonce à Cideville que de Lézeau
 a payé mille écus, et le 11 juillet 1760, il écrit qu'il lui
 doit encore trois années et qu'il faut le presser sans trop
 l'importuner. Enfin, le 30 mars 1768, Voltaire annonce
 qu'on transigera avec M. de Lézeau s'il paye 9.000 livres
 au mois d'avril. L'état de rentes de juillet 1775 mentionne
 2.300 livres de dû.

Le 5 mai 1735, Voltaire avait prêté à son ami le duc
 de Richelieu, la somme de quarante-six mille quatre cent
 dix-sept livres. Le duc lui paya, au mois de mars 1737,
 quarante-trois mille deux cents livres¹; le reste devait
 être payé par madame de Bouillé-Ménard, qui devait de
 l'argent à Richelieu.

Le duc payait aussi à Voltaire une rente viagère de qua-
 tre mille livres par an, probablement à partir du premier
 janvier 1737. Dans une lettre du 23 juin 1737, Voltaire
 demande à Moussinot de « bien insister sur une délégation
 « tion qui procure dorénavant un paiement certain et pé-
 « riodique de cette rente de quatre mille livres, qui,
 « ajoute-t-il, est la plus considérable que j'aie. La vie est

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 30 mars 1737, éd. Moland, tome
 XXXIV, p. 236.

« courante, et Salomon dit qu'il faut en jouir ». Il obtint au mois d'octobre une délégation sur la terre de Faon.

Le 4 janvier 1738, Voltaire écrit à Moussinot que M. de Richelieu est très endetté et qu'il serait bon qu'il chargât un de ses fermiers de payer la rente de quatre mille et les quatre mille trois cents livres qu'il doit. Il ajoute que, si le duc ne paye pas jusqu'au mois de mars, il lui donnera encore dix-sept mille sept cents livres qui, avec les cinq mille trois cents livres qu'il devra, feront vingt mille livres, ce qui lui fera, avec les quatre qu'il a, six mille livres de rente sur le duc. Cette rente devra être hypothéquée sur tous les biens de Richelieu et payée par les fermiers d'une terre.

Ne pouvant pas obtenir du duc une réponse, il conseille à Moussinot, dans sa lettre du 2 septembre 1738, de lui écrire la lettre que voici : « Monseigneur, étant prêt à aller
« en campagne pour longtemps, et ne restant à Paris que
« pour finir l'affaire, qui est entre vous et M. de Voltaire,
« qui m'a chargé d'une procuration entièrement conforme
« à vos intentions, j'attends avec impatience vos ordres
« pour m'y conformer et partir ». Cette démarche ou d'autres du même genre réussirent, car une lettre de Voltaire à Moussinot du 3 avril 1739 nous prouve qu'il avait déjà une délégation acceptée par les fermiers du duc.

Le 15 avril 1744, Voltaire se plaint au marquis d'Argenson qu'un fermier du duc de Richelieu, nommé Duclos, qui devait, selon toutes les lois divines et humaines, lui compter quatre mille livres le lendemain de Pâques, recule tant qu'il peut la date du paiement.

Dans l'état de rentes de Voltaire de 1749, Richelieu ne figure que pour 4.000 livres.

Les arrérages commencent à s'accumuler de nouveau en 1770. Alors, Voltaire, dans sa lettre du 9 février 1770 au duc de Richelieu, devenu dans l'intervalle maréchal de France, écrit qu'il a renoncé aux biens de ce monde et a abandonné ce qui lui devait le duc à sa famille qui recevra les ordres de celui-ci. C'était un tour de force par lequel il faisait intervenir une personne tierce, un étranger, dont on pouvait craindre qu'il ne se montrât moins accommodant que lui-même, ce qui fit que le maréchal s'acquitta au mois de septembre suivant¹.

En 1774, le maréchal de Richelieu doit à notre poète cinq ans de sa rente, mais celui-ci n'agit que par prières répétées², et cet état de chose dure jusqu'au 20 janvier 1777, date à laquelle Voltaire, à court d'argent, écrit au duc : « Vous me devez plus de dix-sept mille francs « d'arrérages. Je vous demande en grâce de m'en faire « payer neuf mille, pour apaiser des créanciers auxquels « il faut du pain. Toutes les autres ressources m'ont « manqué tout à coup³. » Le duc se laisse toucher par

1. *Lettre au maréchal duc de Richelieu*, 23 septembre 1771, éd. Moland, tome XLVII, p. 514.

2. *Lettre à l'Alembert*, 7 novembre 1774, éd. Moland, tome II, p. 115.

3. *L'état des rentes de Voltaire*, en juillet 1775, publié par Nicolardot, *Ménage et finances de Voltaire*, p. 59, mentionne le maréchal de Richelieu pour 4.000 livres. Ce qui ne correspond pas à ce qui devrait figurer à cette date.

cette situation et, le 26 février 1777, Voltaire le remercie d'avoir payé la moitié de sa dette¹.

Voltaire avait prêté une somme considérable au propriétaire de la terre de Bouillé-Ménard. Après la mort de celui-ci l'auteur de *La Henriade* assigne en juillet 1736 M^{me} d'Aubigné, tutrice des enfants, auxquels appartient cette terre, à en juger d'après un arrêt qu'il avait obtenu², on lui devait déjà huit mille francs. Le 18 mars 1737, il écrit qu'au 5 mai, il lui revient à prendre 52.058 francs sur cette terre, somme qui s'est encore accrue en août 1737 par la créance que le duc de Richelieu avait sur cette terre.

Il semble que Voltaire se fit payer assez facilement, car M^{me} d'Aubigné avait chargé de cette affaire un monsieur de Gennes, fermier général de Bretagne, qui donna à Voltaire toutes les facilités nécessaires attendu qu'il était pour son propre compte débiteur de Voltaire : « M. de « Gennes est fermier général de Bretagne, écrit-il à Mous- « sinot le 3 avril 1737; s'il ne paye pas, c'est une très « mauvaise volonté, à quoi la justice est le seul remède. « En un mot, c'est à un huissier à faire tous les compli- « ments dans cette affaire, et je vous supplie de ne pas « épargner cette polibesse... »

Parmi les rentes viagères de Voltaire, il y en avait une de 2.500 livres sur le prince de Guise, qu'il n'était pas

1. *Lettre au maréchal duc de Richelieu*, 26 février 1777, éd. Moland, tome L, p. 192.

2. *Lettre à Moussinot*, 16 juillet 1736, éd. Moland, tome XXXIV, p. 96.

facile de se faire payer : le 18 mars 1737, on lui doit trois années et on n'a payé que treize cent trente francs. Voltaire, suivant son habitude, veut une délégation sur un fermier pour ne pas causer au prince l'embarras d'entrer dans de fastidieux détails et à lui l'embarras de n'être pas payé.

Le 11 mai 1737, Voltaire écrit à ce sujet à Moussinot une lettre ainsi conçue : « ... vous lui ferez savoir que mes créanciers m'ont saisi tout ce que j'ai, et que vous êtes « forcé d'avoir recours à lui; que vous espérez de sa probité qu'il voudra bien payer. »

Le prince promet de payer, mais ne tient pas sa promesse.

« On a très mal fait, écrit Voltaire à Moussinot le 5 août 1737, de se reposer sur la parole positive du prince de Guise. Les paroles positives des princes sont des chansons, et les siennes sont pis. Il faut absolument lui écrire, et, quelque temps après, faire saisir sur les fermes générales. » Au mois d'août 1737, Voltaire apprend qu'on a établi une commission pour la liquidation des dettes du prince; il écrit alors à Moussinot qu'il faut s'adresser à M. de Michaut, le secrétaire de cette commission, vous lui représenterez : « ... que j'ai prêté mon argent comptant; qu'une rente viagère doit être sacrée; qu'on m'en doit trois années; que M. le prince de Guise m'a toujours caché l'établissement de cette commission; en un mot, après avoir représenté mon droit et la lésion que je souffre, vous me manderez la réponse, et vous agirez comme il conviendra en justice. Je ne crois pas qu'une commission établie par le roi soit établie pour

« frustrer des créanciers. Au contraire, je me flatte sur-
 « tout que les rentes viagères doivent être exceptées des
 « lois les plus favorables aux débiteurs de mauvaise vo-
 « lonté...¹ » Ces démarches firent que le prince assura
 Voltaire au mois de novembre, qu'il serait payé cet hiver
 et qu'il aurait une délégation comme il le désirait. Au
 mois de mars 1738, Voltaire reçoit, en effet, le projet
 d'une délégation, mais non pas le paiement. « L'affaire
 « de M. de Guise n'est pas si bagatelle, écrit Voltaire
 « à Moussinot le 9 décembre 1738. Savez-vous bien que
 « vous ne feriez pas mal d'aller voir M. Chopin dans
 « quelque intervalle de la grand'messe et de vêpres ? Il
 « me semble qu'on fait plus de choses dans une conver-
 « sation avec le chef de la commission que par des rames
 « de papier timbré. Vous diriez à ce M. Chopin que le
 « sérénissime prince de Guise se moque de moi, chétif
 « citoyen; qu'il fait bombance à Arcueil, et laisse mourir
 « de faim ses créanciers; vous lui feriez un beau discours
 « sur la révérence qu'on doit aux rentes viagères. Il est
 « vrai que le roi a réduit les nôtres à la moitié, mais le
 « prince de Guise n'est pas si modéré : il me retranche
 « tout à fait les miennes...

« Je souhaiterais que ce M. Chopin eût quelques rentes
 « viagères, il verrait ce que c'est que de n'avoir point de
 « quoi vivre de son vivant, et de laisser à ses hoirs trois
 « ou quatre années à percevoir ». Mais par sa persévé-
 rance, Voltaire réussit à forcer le prince à lui payer la

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 17 août 1737, éd. Moland, tome XXXIV, p. 307.

rente, et dans l'état de rentes de notre poète, pour l'année 1749, le prince de Guise ne figure que pour 2.500 livres, c'est-à-dire qu'il existe alors une année d'arriérés.

La lettre de Voltaire du 30 mars 1769 nous apprend que le prince de Guise n'a pas payé depuis longtemps, ce qui force Voltaire à faire signifier aux héritiers de la princesse de Guise, comme il l'avait fait pour Richelieu, que dorénavant c'est sa famille qui va lui réclamer le paiement avec plus d'instance, car c'est à elle qu'il a cédé sa créance. Le tour réussit et dans une lettre du 23 septembre 1771, au duc de Richelieu, Voltaire le remercie de la bonté qu'il a eue dans ses petites affaires avec les héritiers de la princesse de Guise. Dans l'état de rentes de juillet 1775, la « succession Guise » figure pour 2.500 livres.

Voltaire avait une rente viagère, garantie par une délégation sur les rentes de la ville, sur le président Auneuil. Elle était probablement de deux mille livres par an, payable tous les six mois. C'est des six derniers mois de l'année 1735, de cette rente, que Voltaire parle pour la première fois¹; le 18 mars 1737 on lui en doit une année, qu'on paye; le 3 avril 1739, Voltaire veut s'adresser aux locataires de son débiteur pour se faire payer; le 21 février 1740, d'Auneuil doit trois mille livres, et le 12 juillet 1740, Voltaire lui fait dire que la banqueroute de Michel le met hors d'état d'attendre; en juin 1741, on doit une année, et dans l'état de rentes de Voltaire pour l'année 1749, d'Auneuil figure pour deux mille livres.

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 5 juin 1737, éd. Moland, tome XXXIV, p. 273.

Enfin, le 11 juillet 1760, Voltaire nous dit que le président d'Auneuil lui doit deux années. Dans l'état de rentes de juillet 1775 il ne figure que pour 2.000 livres.

Voltaire avait aussi une rente viagère sur M. d'Estaing, et dans une lettre du 14 avril 1737 il nous dit que le fermier de la Belle-Poule qui payait cette rente a payé l'année 1736. Les affaires de M. d'Estaing se gâtent, et le 6 mars 1738 Voltaire écrit à Moussinot : « Je vous prie de
« constituer vite procureur et de plaider; les frais ne peu-
« vent tomber que sur M. d'Estaing et je suis assez au
« fait de son bien pour avoir mes recours certains ».

Le 8 janvier 1741, il écrit au même : « Comment faire
« avec M. d'Estaing ? Je vous reprie encore de voir Ca-
« muzat, de vous informer des terres de ce seigneur non
« payant... » Longchamp, dans ses mémoires¹, nous raconte que Voltaire avait des fonds considérables placés chez le comte d'Estaing, dont les affaires étaient fort dérangées. Les créanciers du comte, alarmés par sa situation, vinrent tous exiger le remboursement de leurs créances. Le comte fut dans l'impossibilité de les satisfaire. Ils firent alors saisir ses terres et en sollicitèrent la vente juridique. Voltaire se rendit compte qu'à part un certain M. Le Roi, tous les autres créanciers l'étaient pour des sommes peu importantes. Il vit qu'on faisait des frais si considérables que tous les créanciers risquaient de ne recevoir qu'une petite partie de leurs capitaux. Ne pouvant pas les persuader, il les invita l'un après l'autre à

1. Longchamp et Wagnière. *Mémoires sur Voltaire*, tome II, p. 159 à 163. Mémoires de S. G. Longchamp.

venir lui parler et leur proposa de se charger de leurs créances et de prendre sur lui tout le risque et de rembourser de suite une partie de leurs créances. Il leur fit sentir qu'ils s'exposaient à tout perdre en laissant prolonger la procédure.

La plupart y consentirent et Voltaire, devenu par ce moyen possesseur d'environ les deux tiers de la créance, demanda au tribunal d'être nommé administrateur, ce qui lui fut accordé. Il réunit alors ceux des créanciers qui ne lui avaient pas cédé leurs créances et leur proposa sa garantie personnelle. Ils acceptèrent sans hésiter, et Voltaire, par ce moyen, rendit les terres à monsieur d'Estaing et lui proposa de rembourser les créances au taux d'achat en plusieurs contrats garantis par ses terres. Sur l'état des rentes, pensions et revenus pour l'année 1749, le comte d'Estaing figure pour un deuxième contrat de deux mille livres.

Le duc de Villars payait aussi une rente à Voltaire. Le 18 mars 1737 il lui doit une année; le 20 juin 1741 une année et demie, et Moussinot est prié de le lui rappeler en son propre et privé nom ¹. Nous ne savons ni depuis quand cette rente fut payée, ni de combien elle était. Sur l'état de rentes de 1749, le duc de Villars figure comme devant deux mille cent livres; la même somme figure dans l'état de rentes de juillet 1775.

Aux termes d'un autre contrat qui figure sur l'état que

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 9 juin 1741, éd. Moland, tome XXXVI, p. 68.

Voltaire a laissé à Longchamp en partant en Prusse¹, M. le duc de Bouillon lui devait une année de rente de 3.250 livres. Une lettre à M. d'Ailly, du 23 décembre 1774, nous apprend aussi que Voltaire avait une rente d'environ 4.000 livres sur la succession du feu duc de Bouillon, en vertu d'un ancien contrat homologué à la Chambre des Comptes. Le 14 janvier 1771, le duc devait à Voltaire cinq années de cette rente. « M. le duc de Bouillon, altesse « sérénissime, a daigné m'écrire des lettres pleines de « bienveillance, écrit Voltaire à Dutertre le 16 juillet 1777, « mais il m'a déclaré que ce n'était point à lui à me payer « les vingt-deux ou vingt-trois mille francs qui me sont « dus par son Altesse sérénissime, monseigneur son « père... Mes maçons, mes charpentiers et mon boucher, « qui ne sont pas si polis, me feraient mettre en prison « pour être payés, si Dieu ne m'avait pas accordé le bénéfice d'âge de quatre-vingt-trois ans ». L'état de juillet 1775 mentionne 3.250 livres de dû.

Dans l'état de rentes, pensions et revenus de Voltaire en 1749, figure un contrat de mille livres sur M. de Bourdeille et de deux mille six cents sur M. de Fontaine. Il est peu probable que ce fussent des rentes viagères, car nous en avons pas trouvé de trace dans la correspondance.

L'état de rentes de Voltaire en juillet 1775, publié par Nicolardot², mentionne encore 1.200 livres sur le duc d'Orléans; 3.000 sur M. du Tartre; 6.500 sur Marchant,

1. Longchamp et Wagnière. *Mémoires sur Voltaire*. Mémoires de S. G. Longchamp, tome II, p. 334 et 335.

2. L. Nicolardot. *Ménage et finances de Voltaire*, p. 58 à 62.

fermier général; 2.000 sur Destain-Maulevrier, et une rente de 1.000 sur M. de Neuilly, à Dijon, contractée vers 1775.

Nous avons, comme nous venons de le voir, relativement très peu de renseignements sur les rentes viagères de Voltaire, et en général sur ses finances à cette époque; car Voltaire recommandait à ses hommes d'affaires et à ses notaires et obtenait d'eux à tout prix « un secret inviolable... sur ses petites affaires »¹, et grâce à tous ces hommes discrets qui depuis 1730 jusqu'en 1778, gardèrent un secret profond sur l'état de sa fortune, il est parvenu à cacher à tous ses contemporains l'état exact de ses revenus.

Presque toutes celles de ses rentes viagères que nous connaissons étaient à dix pour cent et il paraît que c'était son taux habituel², qui pour l'époque n'était nullement usuraire.

Les ennemis de Voltaire l'ont souvent accusé d'avoir exploité son air maladif pour placer son argent en rentes viagères et non en prêts à intérêt, mais ils ont oublié qu'encore au XVIII^e siècle le prêt à intérêt, sauf dans le commerce, était considéré comme immoral par l'Eglise catholique, et c'était la cause pour laquelle on recourait d'ordinaire au contrat de rente, c'est-à-dire à l'abandon total du capital moyennant une rente viagère. Voltaire n'a donc fait que se conformer aux idées de son époque.

1. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 8 janvier 1741, éd. Moland, tome XXXVI, p. 4.

2. *Lettre à l'abbé Moussinot*, 7 décembre 1737, éd. Moland, tome XXXIV, p. 354.

Collé nous dit dans son journal ¹ que Voltaire avait à son départ pour la Prusse, quatre-vingt mille livres de rente. Nous pouvons admettre ce calcul, puisqu'il concorde à peu près avec celui de Longchamp.

On peut se demander si c'était avec préméditation que le poète évitait à cette époque tout achat de propriété immobilière. Nous ne le pensons pas, car le 29 décembre 1737 il écrivait à l'abbé Moussinot : « Je viens, mon cher abbé, « de me faire informer de cette terre de Spoix (voisine de « Bar-sur-Aube) : elle est en décret. Je sais assez ce qu'elle « vaut; si on pouvait l'avoir pour moins de cinquante « mille livres, on ne risquerait rien, au contraire. Il est « vrai qu'il faudrait payer pour treize mille livres de « droits; mais avec cela ce serait bien placer son argent; « elle sera adjugée aux requêtes du Palais au 1^{er} mars : « la quarantaine est ouverte. Parlez de cette terre à M. « Camuzat, et dites-moi ce qu'il en pense, et si M. d'Estaing y songe pour lui. En cas que M. d'Estaing y « songe, je lui propose de s'en accommoder avec moi à « vie ». Le 10 janvier 1738, dans une lettre au même, il s'exprime ainsi : « Il y a des vignes assez bien tenues; « mais onze cents arpents de bois sont entièrement dévas- « tés, et tous les gros chênes ont été vendus. J'entrevois « que si la terre est vendue soixante mille francs, il y « faudra faire pour huit mille francs de réparations. Joignez-y le quint et le requint qu'il faut payer en entier, « cela reviendra à plus de quatre-vingt mille francs, et je

1. Charles Collé, *Journal historique ou Mémoires critiques...*, tome I, p. 357.

« ne crois pas que la terre puisse jamais rapporter,
 « toute charge faite, plus de trois mille cinq cents livres
 « de rente... je ne compte point habiter sitôt à Spoix,
 « et je me flatte seulement qu'étant à portée de très-bien
 « régir cette terre, je la ferais valoir beaucoup plus qu'elle
 « n'est affermée depuis cent ans... ».

Ce n'est pas la seule fois que Voltaire voulut acheter une terre. Dans une lettre au comte d'Argental du 1^{er} septembre 1749, il mande : « Votre maudite grand'chambre
 « vient de me faire perdre un procès de trente mille li-
 « vres, malgré la loi précise; et cela parce que le rappor-
 « teur (je ne sais quel est ce bonhomme ?) s'est imaginé
 « que mon acquisition n'était pas sérieuse, et que je
 « n'étais pas assez riche pour avoir fait un marché de
 « trente mille livres ». Une lettre au maréchal duc de Richelieu du 13 novembre 1751, nous indique qu'il s'agissait d'une certaine terre d'Assai.

Les œuvres. — Nous ne pouvons pas négliger dans cette étude les droits d'auteur que recevait Voltaire pour l'impression et les représentations de ses œuvres, malgré le peu de renseignements que nous avons, et que tout nous porte à croire qu'à cette époque Voltaire ne tirait qu'un profit insignifiant de ses œuvres.

Il a été lui-même l'éditeur de ses ouvrages en 1731. Voltaire avait acheté le papier chez Jacques Chauchat, marchand papetier à Paris, demeurant rue Saint-Martin, paroisse Saint-Merry et avait disparu momentanément de Paris pour faire imprimer à Rouen son *Charles XII*.

Le 4 avril 1731, le marchand, inquiet à cause de cette

disparition, fait assigner Voltaire à son dernier domicile connu pour se faire payer « la somme de six cent soixante « quatorze livres quatorze sols restant à payer de celle « de treize cent trente six livres dix sols pour marchan- « dise de papier que le demandeur luy a vendu, suivant « son livre-journal, pour l'impression de ses livres intitulé, *L'Anriade* et *Bruttus*, qu'il a composez et qu'il a « fait imprimer par luy-même ».

Voltaire ne se montra pas et fut condamné à payer cette somme de six cent soixante quatorze livres quatorze sols. A son retour, il s'acquitte de suite de cette dette ¹.

Grâce à la protection d'un M. Desforges, Voltaire imprime son *Charles XII* à Rouen et veut le faire transporter par terre à Versailles à l'adresse du duc de Richelieu dont un des hommes était chargé de conduire le tout en sûreté; mais si ce moyen de transport coûte plus de soixante livres de plus que le transport par eau, Formont est chargé de faire partir tout par eau pour Saint-Cloud où un fourgon attendra ².

Dans sa lettre à Cideville du 2 novembre 1731, il le prie de demander à M. Desforges d'interdire l'entrée de l'édition de ses œuvres faite à Amsterdam chez Ledet et Desherdes, laquelle couperait la gorge à sa petite édition de Rouen et il prie de faire empêcher que Machnel ne réussisse dans son dessein de contrefaire *L'Histoire de Charles XII*. Nous ne savons pas combien cette édition a rapporté à l'auteur.

1. L. Foulet. *Correspondance de Voltaire*, p. 302 et 303.

2. *Lettre à de Formont*, 8 septembre 1731, éd. Moland, tome XXXIII, p. 230.

Dans une lettre à Cideville, du 29 mai 1723, Voltaire propose à Jore d'imprimer sept cent cinquante exemplaires de *Charles XII* et de lui en donner pour sa peine deux cent cinquante.

Au mois de janvier 1732, il écrit à Moncrif : « ... il « vient de m'arriver un ballot d'exemplaires de *La Henriade*; c'est une nouvelle édition *in-octavo* avec beau- « coup de changements, une préface assez considérable « et des notes. Je ferai travailler aussi à une autre édition *in quarto*, ornée de planches : mon dessein est de « faire délivrer l'une et l'autre aux souscripteurs, sans « qu'il leur en coûte rien, afin de les dédommager d'avoir « attendu si longtemps... »

On avait accusé Voltaire d'avoir fait imprimer les *Lettres philosophiques* en Angleterre et d'avoir trompé le libraire avec qui il avait négocié cette édition.

C'est ce qui lui fait écrire au mois de septembre 1735 à son ami Berger : « Qu'on m'attaque comme auteur, je « me tais; mais qu'on veuille me faire passer pour un « malhonnête homme, cette horreur m'arrache des larmes. »

Voltaire avait abandonné le profit de cette édition à Thieriot¹, ce qui ne rapporta à son ami pas plus de cent louis suivant une lettre de Voltaire à Thieriot du 5 août 1733, et deux cents guinées suivant M^{me} de Champbonin².

1. *Lettre à Thieriot*, 24 février 1733, éd. Moland tome XXXIII, page 326.

2. Longchamps et Wagnière. *Mémoires sur Voltaire*, tome II, p. 439. *Lettre de Madame de Champbonin à Thieriot*, du 16 janvier 1739.

Le 13 octobre 1735, Voltaire écrit à Thieriot : « Faites
« faire cette édition (de *Jules César*); que le libraire donne
« un peu d'argent et quelques livres, à votre choix : l'ar-
« gent sera pour vous, et les livres pour moi. Seulement,
« je voudrais que le pauvre abbé de Lamare pût avoir
« de cette affaire une légère gratification, que vous régle-
« rez. Il est dans un triste état ».

Nous savons aussi par une lettre de Voltaire à Thieriot, qui est de 1736, que l'éditeur d'*Alzire* et de *Zaïre*, la Bauche, avait refusé tous les accommodements avantageux que lui avait, au nom de Voltaire, proposés le frère de Thieriot.

Voltaire la fait condamner aux conseils à la suite de quoi elle lui paye et demande publiquement pardon. L'auteur ajoute qu'il lui aurait abandonné cet argent si elle avait voulu « entendre raison ».

Le 18 septembre 1736, Voltaire écrit à Berger qu'il a donné *La Henriade* à Prault à condition que celui-ci lui donne soixante-douze exemplaires magnifiquement reliés et dorés sur tranche et qu'il lui vende une centaine d'exemplaires en feuilles au prix coûtant avec un petit bénéfice. Prault écrit dans sa lettre à madame de Champbonin du 24 janvier 1739 ¹, que Voltaire abandonna le produit de cette édition à Lamare à qui il a fait présent de la *Mort de César*. Dans la même lettre, Prault avoue qu'il a reçu de Voltaire la permission d'imprimer ses tragédies d'*Œdipe*, de *Mariamne*, de *Brutus* et l'*Enfant prodigue*.

1. Lettre de Prault à Madame de Champbonin, 24 janvier 1739, éd. Moland, tome XXXV, p. 135.

Le 12 décembre 1736, Voltaire écrivait à Berger, au sujet de cette dernière pièce : « Je fais partir, par cet ordinaire, « la pièce (*l'Enfant prodigue*) et la préface, pour être imprimées par le libraire qui en offrira davantage, car je « ne veux faire plaisir à aucun de ces messieurs, qui sont, « comme les comédiens, créés par les auteurs, et très « ingrats envers les créateurs... Ainsi, négociez avec le « libraire le moins fripon et le moins ignorant que faire se pourra », et le 25 février 1737 à d'Argental : « Si cet « *enfant* a gagné sa vie, je vous prie de faire en sorte que « son pécule me soit envoyé tous frais faits. C'est une « bagatelle, mais il m'est arrivé encore de nouveaux « désastres. »

L'Enfant prodigue, approuvé par le censeur, avait été proposé à Prault pour douze cents livres, dont six cents comptant et six cents après l'impression¹, prix considérable pour l'époque. Malgré cela Prault écrit dans une lettre à M^{me} de Champbonin : « J'ai imprimé *l'Enfant prodigue* : celui qui fut chargé d'en faire le marché « m'en demanda un prix si honnête, que bien loin de « contester avec lui, je lui ai donné cent francs au-dessus « du prix qu'il m'avait demandé ». Ce passage prouve que ou bien Voltaire avait baissé le prix ou bien la lettre de Prault² était écrite spécialement comme preuve de la générosité de Voltaire; cette dernière hypothèse est la plus probable, car une lettre à l'abbé Moussinot du 10

1. *Lettre à Moussinot*, 14 septembre 1737, éd. Moland, tome XXXIV, p. 312.

2. *Lettre de Prault à Madame de Champbonin*, 24 janvier 1739, éd. Moland, tome XXXV, p. 135.

janvier 1738 prouve que Voltaire avait un compte avec Prault et que le libraire le payait en lui envoyant des livres. Il semble que les envois furent si considérables qu'en peu de temps il se trouva que c'était Voltaire qui devait de l'argent à Prault ¹.

Le 12 janvier 1740, Voltaire charge Moussinot de donner cinq cents livres à Prault, si celui-ci est dans le besoin et s'il est vrai qu'on lui a saisi le programme de l'*Histoire du Siècle de Louis XIV*.

Voltaire fit présent à un libraire de Hollande de ses *Eléments de la Philosophie de Newton* ², Prault raconte dans une lettre du 24 janvier 1739 ³ qu'on avait fait à Londres une édition des œuvres de Voltaire sans la permission de l'auteur, mais l'éditeur avant de la faire paraître avait cru devoir se soumettre aux corrections de l'auteur.

Pour le récompenser, celui-ci avait acheté cent cinquante exemplaires afin d'en faire des présents à Paris; une lettre du 7 novembre 1742 nous apprend que Voltaire donne à César Missy le droit d'imprimer *Mahomet* en lui demandant seulement une douzaine d'exemplaires pour ses amis; le 1^{er} juin 1744 Voltaire propose à Jacob Vernet de faire faire une bonne édition de ses ouvrages et assure que le libraire qui s'en chargera n'aura pas de droits.

1. *Lettre à Moussinot*, 7 mars 1739, éd. Moland, tome XLIV, p. 202.

2. *Lettre à Thieriot*, 11 mai 1738, éd. Moland, tome XXXIV, p. 474.

3. *Lettre de Prault à Madame de Champonin*, 24 janvier 1739, éd. Moland, tome XXXV, p. 135.

d'auteur à payer; Voltaire promet en outre de lui acheter trois ou quatre cents exemplaires à un prix convenu. La même proposition est faite le 15 juin 1747 à G.-C. Walther, libraire à Dresde, qui accepte. Pour marquer sa gratitude, Walther voulait offrir un service de Saxe à Voltaire; celui-ci refuse d'accepter mais déclare qu'il acceptera avec plaisir quelques exemplaires de son édition.

Voltaire faisait souvent don de ses droits d'auteur à ses amis. Ainsi, il offrira la *Princesse de Navarre* à Rameau ¹, les *Triumvirs* ², *Adélaïde du Gesclin* ³ et les *Guèbres* à Lekain; l'*Orphelin de la Chine* à Collini ⁴.

Mais il n'aimait pas faire des présents trop coûteux de ses œuvres, surtout à des personnes fort riches. Ainsi il écrit le 20 avril 1744 à Podewils, ministre de Frédéric II, qui lui avait demandé pour son maître et pour lui deux copies de l'*Abrégé de l'histoire universelle* : « ...il faut
« pour transcrire ce long ouvrage un écrivain (entendez un
« copiste) qui travaille plus de quatre mois, ou deux écri-
« vains qui travaillent chacun deux mois, et que je fasse
« venir de Paris. Il n'y en a point qui veuille venir à la
« campagne à moins de deux florins de Hollande par jour,
« leur voyage payé. C'est une petite dépense d'environ 200

1. *Lettre à Berger* (directeur de l'Opéra), 13 juin 1746, éd. Mo-land, tome XXXVI, p. 456.

2. Jean-Jacques Olivier. *Voltaire et les comédiens interprètes de son théâtre*, Paris 1900, p. 227, 228.

3. F. Caussy. *Lettres inédites de Voltaire à Lekain*. Mercure de France, 1909.

4. Côme Alexandre Collini. *Mon séjour auprès de Voltaire et lettres inédites que m'écrivait cet homme célèbre jusqu'à la dernière année de sa vie*. Paris, 1807, p. 153 et 164.

« florins en comptant leur salaire, leur voyage et leur retour. Si Son Altesse Royale veut bien entrer dans cette « dépense elle me fera plaisir, mes affaires étant fort « rangées par les banqueroutes que j'ai essuyées¹ ».

Nous ne savons pas combien rapportèrent à Voltaire les représentations de ses pièces, mais c'était probablement peu de chose. Au mois de mars 1732, Voltaire écrit à Moucrif qu'il a abandonné le produit des représentations d'*Eriphyle* aux comédiens, car son véritable intérêt est celui de la réputation; *Alzire* donna une recette totale de 53.640 livres, chiffre peu commun à cette époque. Le *Mercur* de mars 1736 assure que Voltaire, pour marquer aux comédiens sa satisfaction et les récompenser, leur abandonna tous les profits des représentations suivantes²; le 10 octobre 1736, il donna la comédie *l'Enfant prodigue*, dont il laissa le profit à Lamare et à Linant³.

Nous sommes même porté à croire que les représentations de ses pièces lui ont coûté et non rapporté de l'argent.

Collé nous dit que Voltaire avait distribué quatre cents billets pour la première représentation de *Semiramis*; il en avait donné à ses nièces et à toutes les femmes de sa connaissance, afin d'être assuré des deux tiers du parterre et des loges; par ce moyen, il triompha des cabales, mais le succès de *Semiramis* lui coûta huit cents livres de son

1. Fernand Caussy. *Lettres secrètes de Voltaire. La Grande Revue*, 1911 (janvier-février). .

2. G. Desnoiresterres. *Voltaire au château de Cirey*, p.84, 85.

3. *Commentaire historique*.. éd. Moland, tome I, p. 78.

argent, au delà du produit des quinze représentations qu'elle obtint ¹.

Les éditeurs de Voltaire ne pouvaient et ne devaient pas tirer, à cette époque, de bénéfices considérables des ouvrages de Voltaire, car le plus souvent ils les publiaient à leurs risques et périls. Ils ne pouvaient pas les imprimer à un grand nombre d'exemplaires, car Voltaire, suivant son principe qu'un homme qui a eu la faiblesse d'être auteur doit réparer cette faiblesse en réformant ses ouvrages jusqu'au dernier jour de sa vie ², corrigeait toujours ses ouvrages et désavouait les éditions qui n'avaient pas reçu ses dernières corrections. Outre cela, il corrigeait encore pendant l'impression, ce qui causait des pertes aux libraires. Voici ce qu'il écrit à son éditeur Walther, le 5 novembre 1755 : « Je l'ai (il s'agit de la tragédie de l'*Orphe-
« lin de la Chine*) encore beaucoup changée depuis qu'elle
« est imprimée; c'est ainsi que j'en use avec tous mes ou-
« vrages, parce que je ne suis content d'aucun. Cela
« déroute un peu les libraires, et j'en suis très-fâché; mais
« je ne puis m'empêcher de corriger mes ouvrages qui me
« paraissent défectueux. C'est un malheur pour moi de
« connaître trop mes défauts, et il n'y aura jamais de
« moi d'édition bien arrêtée qu'après ma mort ». Voltaire était un mauvais correcteur. Dès qu'il avait devant lui une épreuve ou un exemplaire de son livre, sa pensée ne pouvait s'appliquer longtemps à le corriger, car le « fond

1. Charles Collé. *Journal historique...*, tome I, p. 98, juin 1749.

2. *Lettre au rédacteur de la Bibliothèque Française*, 30 août, 1738, éd. Moland, tome XXXIV, p. 564.

des choses » le saisissait, l'agitait¹. Malgré cela il ne se décida jamais à s'offrir un secrétaire vraiment capable de bien faire cette besogne.

Les défauts qu'il trouvait ensuite dans ses ouvrages lui faisaient désavouer l'édition² et en faire faire une nouvelle corrigée.

Ce procédé lui servait aussi à augmenter le nombre des exemplaires de ses ouvrages et à atteindre par ce moyen le plus grand nombre de lecteurs possible.

On en a un exemple avec le *Siècle de Louis XIV*, qu'il fait imprimer à Berlin, puis réimprimer à Paris, en demandant au ministère de proscrire l'édition prussienne.

Les ouvrages de Voltaire étaient-ils imprimés à l'étranger, ils couraient le danger d'être saisis à la douane.

Imprimés en France, ils pouvaient faire tomber les éditeurs sous la rigueur des lois dont nous venons de parler à propos de l'affaire Jore, et ce danger était grand, car chaque exemplaire mis en circulation pouvait les dénoncer.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Chambre de vocations du 24 septembre 1768 condamnait Jean-Baptiste Josserand, garçon épicier, et Jean Lécuyer, brocanteur, au carcan

1. Gustave Lanson. *Voltaire et les Lettres Philosophiques. Comment Voltaire faisait un livre. Revue de Paris*, 1908, tome IV.

2. Dans une lettre à Thieriot 1738, éd. *Moland*, tome L, p. 403. Voltaire écrit : « ...je serais honteux à l'excès toutes les fois » qu'il faudrait nier un ouvrage dont je serais l'auteur; j'aime-rais mille fois mieux l'avouer, tout méchant qu'il est, que » d'être exposé à mentir trente fois par jour; » Il ne semble pas qu'il aie appliqué ce principe.

pendant cinq jours consécutifs; à la marque et aux galères le premier pour neuf ans et le second pour cinq ans, et Marie Lécuyer à la réclusion, dans la maison de force de l'Hôpital Général, pendant cinq ans, pour avoir vendu l'*Homme aux quarante écus* et d'autres livres « contraires « aux bonnes mœurs et à la religion » 1. Il est compréhensible que dans de telles conditions Voltaire ne pouvait recevoir des droits d'auteur considérables pour ses œuvres.

Nous avons vu Voltaire préoccupé d'amasser une fortune considérable et de se préparer par ce moyen une arrière-saison indépendante; nous allons le voir maintenant préoccupé de placer ses fonds d'une manière avantageuse et sûre.

1. Bengesco, *Voltaire. Bibliographie de ses œuvres*, tome I, p. 460.

CHAPITRE III

La situation financière de Voltaire pendant son séjour en Prusse jusqu'à son établissement à Fernay.

Le départ en Prusse. — Après la mort de la marquise du Châtelet, Voltaire loue en octobre 1749 toute la maison qu'il partageait auparavant avec la marquise ¹.

A partir de Noël 1749, il y loge sa nièce, madame Denis, dont il dit qu'elle « pense aussi philosophiquement que
« celle que nous regrettons (la marquise du Châtelet), qui
« cultive les belles-lettres, qui a beaucoup de goût, et qui,
« par-dessus tout, a beaucoup d'amis, et est dans le monde
« sur un fort bon ton ² ».

Ce fut cette nièce qui fut chargée de l'administration de sa maison presque sans interruption jusqu'à la mort de Voltaire.

Celui-ci ne devait pas jouir longtemps de sa maison. Le peu d'intérêt que lui témoignait la cour lui fit comprendre que le meilleur parti qu'il avait à prendre, c'était d'accepter les invitations réitérées de Frédéric II et d'aller s'établir en Prusse au moins pour un certain temps, en

1. Rue Traversière, près de la rue de Richelieu.

2. *Lettre à d'Aiguebierre*, 16 octobre 1749, éd. Moland, tome XXXVII, p. 75.

attendant que la cour voulût lui témoigner plus de faveur. Voltaire était le maître de la situation, car il était moins pressé de s'expatrier que l'on n'était pressé de le posséder. Invité par le roi à se rendre en Prusse, le poète jugea naturel que Frédéric II prît à sa charge son entretien dans ce pays et les frais de voyage.

Il eût été plus digne de ne point soulever cette question, surtout quand on avait la fortune de Voltaire; mais celui-ci était bien en droit de penser qu'on lui devait une compensation pour son déplacement et pour la perte probable de sa place d'historiographe de France.

Le roi de Prusse lui promit une pension de vingt mille livres par an, le logement dans les maisons royales à sa suite, tout ce qui était nécessaire à son ménage; la clef de chambellan, et la croix de l'ordre du Mérite ¹.

Malgré tout cela, Voltaire ne voulait pas s'éloigner de sa nièce et demandait encore pour madame Denis une pension viagère de quatre mille livres ², dans le cas où elle consentirait à tenir sa maison à Berlin.

Frédéric répondit, comme il l'avait jadis fait pour madame du Châtelet, qu'il serait fort aise que madame

1. Mylord Tyrconnell, alors ministre de France à Berlin, écrivait le 25 août 1750 au ministre des affaires étrangères : « ...le » traitement que le roi de Prusse lui (à Voltaire) offre, qui est » à ce qu'on dit ici, la clef de Chambellan, la croix de l'Ordre » du Mérite, et 20.000 francs de pension, dont 8.000 francs réversibles à sa nièce après sa mort pour en jouir sa vie durant » à Paris ou ailleurs, à son choix. » F. Caussy. *Lettres de Voltaire à la cour de France. La Revue*, 1910.

2. *Lettre au maréchal duc de Richelieu* août 1750, éd. Moland, tome XXXVII, p. 168.

Denis vint à Berlin, mais qu'il ne le demandait pas. Cette réponse faillit tout compromettre. « Il y a des tonneaux
« d'or, écrivait Voltaire à Marmontel, et il ne veut pas
« donner mille pauvres louis pour le plaisir de voir Ma-
« dame Denis à Berlin. Il les donnera, ou moi-même je
« n'irai point ».

Frédéric II fut forcé de se soumettre à cette exigence, mais il n'eut pas la peine de payer cette pension, car madame Denis refusa obstinément de quitter Paris, même pour quatre mille livres de pension viagère.

Encore les exigences de Voltaire ne se bornaient pas à cela. Presque à la dernière heure, le 8 mai 1750, il écrivit à Frédéric II : « Il y a encore une autre difficulté; je vais
« parler, non pas au roi, mais à l'homme qui entre dans
« le détail des misères humaines. Je suis riche, et même
« très-riche pour un homme de lettres. J'ai ce qu'on ap-
« pelle à Paris monté une maison où je vis en philosophe,
« avec ma famille et mes amis. Voilà ma situation; malgré
« cela, il m'est impossible de faire actuellement une dé-
« pense extraordinaire : premièrement, parce qu'il m'en
« a beaucoup coûté pour établir mon petit ménage; en
« second lieu, parce que les affaires de Mme du Châtelet,
« mêlées avec ma fortune, m'ont coûté encore davantage.
« Mettez, je vous en prie, selon votre coutume philosophi-
« que, la majesté à part, et souffrez que je vous dise que
« je ne veux pas vous être à charge.

« Je ne peux ni avoir un bon carrosse de voyage, ni
« partir avec les secours nécessaires à un malade, ni
« pourvoir à mon ménage pendant mon absence, etc., à
« moins de quatre mille écus d'Allemagne. Si Mettra, un

« des marchands correspondants de Berlin, veut me les
 « avancer, je lui ferai une obligation et le rembourserai
 « sur la partie de mon bien la plus claire qu'on liquide
 « actuellement. Cela est peut-être ridicule à proposer;
 « mais je peux assurer Votre Majesté que cet arrangement
 « ne me gênera point.

« Vous n'auriez, sire, qu'à faire dire un mot à Berlin au
 « correspondant de Mettra, ou de quelque autre banquier
 « résidant à Paris; cela serait fait à la réception de la
 « lettre et quatre jours après je partirais ».

C'était d'une très habile diplomatie, car Voltaire se borne à demander au roi de l'aider à faire un emprunt que l'état présent de ses finances rend indispensable; il demande seulement caution, car il est riche et ne veut pas être à la charge même d'un roi. Frédéric comprit et se résigna; par sa lettre du 24 mai 1750 il envoyait la lettre de change sur Mettra.

Le roi de Prusse ne devait pas être très satisfait de ces exigences, si on doit en juger par une lettre qu'il écrivit à Jordan le 28 novembre 1740, lors d'un voyage précédent de Voltaire au cours duquel le poète lui avait demandé de payer son voyage. Voici en quels termes Frédéric parle alors de Voltaire : « Ton avare boira la lie de son insatiable désir de s'enrichir; il aura mille trois cents écus.
 « Son apparition de six jours me coûtera par journée cinq
 « cent cinquante écus. C'est bien payer un fou; jamais
 « bouffon de grand seigneur n'eut de pareils gages¹ ».

1. G. Desnoiresterres, *Voltaire au château de Cirey*, p. 299.

Ces lamentations sont indignes d'un prince qui, du moment qu'il a payé, devrait rougir de s'en plaindre.

Voltaire, en habile courtisan, sut effacer la mauvaise impression qu'avaient faite ses exigences en envoyant le 9 juin 1750, ces vers, à Frédéric II :

L'or par Jupiter envoyé
N'est pas l'objet de son envie ;
Elle (1) aime d'un cœur dévoué
Son Jupiter, et non sa pluie.
Mais c'est en vain que l'on médit
De ces gouttes très salutaires :
Au siècle de fer où l'on vit,
Les gouttes d'or sont nécessaires. »

En partant pour la Prusse, Voltaire laissait sa maison à madame Denis et il lui payait en outre une pension de cent louis² par mois pour les frais du ménage et ses dépenses personnelles. Cette pension devint vite insuffisante pour madame Denis, qui aimait à bien vivre, et alors Voltaire donna à M. Delaleu, son notaire, l'ordre de lui payer trente mille livres par an³. Voltaire laissait aussi à Paris, Longchamp, qui fut chargé d'y terminer différentes affaires de son maître et d'observer ce qui se passait à Paris pendant l'absence de Voltaire et d'en rendre compte à celui-ci.

Voltaire fut reçu d'une manière magnifique par le roi de

1. L'âme de Voltaire.

² Longchamp et Wagnière, tome II, p. 297. Dans sa lettre à Dorget, du 18 janvier 1751, Voltaire dit quatre cents écus par mois.

3. *Commentaire historique*, éd. Moland, tome I, p. 92.

Prusse qui, en voulant se l'attacher, dépassa toutes ses promesses. « L'amitié de Frédéric, écrit Collini, la liberté « de penser et d'écrire si chère à son génie, l'existence « honorable que lui procuraient ses travaux et les bien- « faits du roi, l'avaient conduit à regarder ce pays comme « sa patrie ¹ ».

L'auteur de *La Henriade* compte acheter « une jolie maison de campagne sur les bords de la Sprée », et planter dans son jardin les oignons et les graines que devait lui envoyer Pâris-Duverney ².

Voltaire voyant que son séjour en Prusse allait lui faire perdre sa place d'historiographe, s'adressa, le 7 août 1750 au comte de Saint-Florentin, en lui rappelant que la pension de deux mille francs qu'il recevait comme historiographe n'était qu'une compensation qu'on lui accordait, et demanda qu'on la lui conservât. Cette demande fut favorablement accueillie, grâce à l'intervention de la marquise de Pompadour ³.

Le 15 octobre 1750, Voltaire retire les fonds qu'il avait placés dans la compagnie organisée par Pâris-Duverney pour les fournitures aux armées. Suivant Longchamp, il toucha pour le règlement de son compte, 600.000 francs. Ces fonds permirent à Voltaire de prendre part à l'établissement d'une espèce de compagnie des Indes que le roi de Prusse formait au port d'Emden. Il y mit deux mil-

1. Alexandre Collini. *Mon séjour auprès de Voltaire*, p. 35.

2. *Lettre à Paris-Duverney*, 15 octobre 1750, éd. Moland, tome XXXVII, p. 185.

3. *Lettre à Saint-Florentin*, 15 octobre 1750, F. Caussy. *Lettres de Voltaire à la cour de France*. *La Revue*, 1910.

lions suivant Longchamp ¹, et seulement un million suivant Duvernet.

Cette compagnie fut vite dissoute, faute de succès, et Voltaire retira ses fonds et chercha à les placer ailleurs.

L'affaire Hirschell. — C'est alors qu'il voulut placer une partie de ses capitaux dans une spéculation sur les effets de la banque de Saxe.

Pour payer les contributions imposées à la Saxe pendant la guerre de Sept Ans, l'électeur avait fondé une banque, connue sous le nom de Stener. Cette banque émit une quantité de billets, dont les porteurs devaient toucher le capital et les intérêts dans un temps déterminé. Mais le cours de ces effets tomba à moins de la moitié de leur valeur nominale.

Le roi de Prusse victorieux, stipula dans l'article X du traité de Dresde, qui en 1745 mettait fin à la guerre de Silésie, que tous les billets qui se trouvaient chez les sujets prussiens leurs seraient remboursés au pair, par le trésor de Saxe, dans les délais marqués sur les bons.

On oublia seulement de spécifier à quelles conditions ce privilège pourrait être exercé. De là un agiotage effréné. Les Prussiens achetaient à vil prix les billets des Saxons et des Hollandais, qui ne jouissaient pas d'un tel avantage, et se les faisaient ensuite rembourser à leur valeur nominale par la caisse saxonne.

Frédéric fermait les yeux sur cet agiotage qui était tout

1. Longchamp et Wagnière, *Mémoires sur Voltaire*, tome II, p. 334, 335.

au profit de ses sujets. Mais à la suite des réclamations justifiées de la cour de Dresde, le roi de Prusse se vit forcé de défendre l'entrée de ces bons en Prusse. L'ordonnance est du 8 mai 1748, mais elle n'empêcha pas les opérations dont la Saxe se plaignait.

Voltaire vit là un beau coup de bourse à faire et ne put résister à la tentation, bien qu'il convint à un favori du roi moins qu'à tout autre, de transgresser la défense royale. Mais pour cette affaire il lui fallait un intermédiaire. Il allait le trouver dans la personne du juif berlinois Abraham Hirschell (les écrivains contemporains l'appellent indifféremment Hirsch ou Hirschell) qui avait livré la parure de diamants avec laquelle Voltaire avait joué le rôle de Cicéron dans sa *Rome sauvée*, au château de Potsdam.

Voltaire donna ¹ à ce juif, le 23 novembre 1750, une lettre de change de quarante mille livres sur Paris, et une autre de quatre mille quatre cent trente écus sur le père du juif, pour lui acheter à Dresde des fourrures et des bijoux, c'est-à-dire des effets saxons, pour 35 louis d'or, c'est-à-dire avec 35 pour cent de perte pour le vendeur, ou à 65 pour cent. Le juif partit en laissant à Voltaire comme garantie des diamants qu'il déclare être d'une valeur de 18.430 écus.

1. Hirschell prétend que Voltaire lui a promis l'impunité et de lui obtenir comme récompense pour ce service l'emploi de joaillier de la cour de Prusse, et Voltaire déclare qu'il a été « publiquement sollicité par le juif d'en (billets), prendre comme les autres ». Lettre à Frédéric, roi de Prusse, 1751, éd. Moland, tome XXXVII, p. 238.

De Dresde, Hirschell écrit qu'on ne peut acheter les billets qu'à soixante-dix; le lendemain il fait savoir qu'ils sont montés à soixante-quinze ¹.

Voltaire fut singulièrement refroidi par ces nouvelles, ainsi que par les renseignements que lui fournit M. de Kircheisen sur les dangers d'une telle spéculation. Peut-être aussi, comme le prétendit par la suite Hirschell, ne fut-il pas insensible à la proposition que le banquier Ephraïm, ennemi de Hirschell, lui fit de lui acheter pour trente mille écus de billets de la Stener en ne demandant pour provision que la protection de l'auteur de *La Henriade*. Toujours est-il que peu de jours après il défendait **expressément à Hirschell** de lui acheter un seul billet ² et donnait l'ordre à son banquier à Paris de laisser protester la lettre de change de 40.000 livres.

Pendant ce temps, Hirschell avait négocié la lettre de change de 40.000 livres à un certain Homan de Leipzig qui, après en avoir réclamé le paiement, la fit protester ³.

Hirschell revint à Berlin et demanda une indemnité pour les frais du voyage, pour le temps perdu et surtout pour le préjudice que lui avait causé ce protêt.

Voltaire lui paya de suite deux cents écus pour les frais du protêt; mais, pour le satisfaire, et surtout pour lui fer-

1. David Frédéric Strauss. *Voltaire*. Six conférences. Traduction de L. Narval. Paris, 1876, p. 128 à 130.

2. Voltaire écrivit qu'il défendit à Hirschell d'acheter les billets le 24 novembre, c'est-à-dire le lendemain du départ d'Abraham pour la Saxe. Lettre à Darget, 18 janvier 1751, éd. *Moland*, tome XXXVII, p. 232, 233. La date que donne Voltaire nous paraît peu probable.

3. G. Desnoiresterres. *Voltaire et Frédéric* p. 124 à 150.

mer la bouche sur l'affaire des effets saxons, le poète acheta à Hirschell pour 3.000 écus de brillants en les payant suivant le prix auquel les évalua le 17 décembre le joaillier Reklam. La quittance est du 19 décembre 1750.

Peu de temps après, Voltaire vit qu'il avait été dupe et fit estimer les diamants par cinq bijoutiers, qui déclarèrent qu'ils avaient été vendus un tiers, c'est-à-dire huit cents réaux, trop cher.

Il est vrai que ces experts dépendaient d'Ephraïm, le rival et l'ennemi de Hirschell et pouvaient avoir obéi à son ordre; mais Voltaire ne songea qu'à faire rendre gorge à son voleur et estima que tous les moyens étaient bons avec un juif.

Le 22 décembre, le poète demanda à Hirschell de lui envoyer pour deux mille écus de bagues et un grand miroir, et lui dit de revenir dans quelques jours pour le paiement. Quand Abraham se présenta pour toucher l'argent, Voltaire lui déclara qu'il ne le paierait pas, car, ajoutait-il, il avait été lésé dans le marché précédent et il proposa de tout rendre contre les 3.000 thalers qu'il avait payés. Le juif refusa en disant que les bijoux avaient été taxés par Reklam. Le lendemain, Voltaire alla chez un lieutenant-colonel au service du roi de Prusse, le prit pour juge de cette affaire, et le pria de faire venir Hirschell chez lui.

Le lieutenant accepta; mais, malgré son intervention, Abraham persista dans son refus de rendre les lettres de change et exigea le paiement des bagues et de la glace. Il rappela que c'était Voltaire qui avait fait taxer les pierres et ne craignit pas de poser cette question injurieuse :

les pierres qu'on prétendait rendre étaient-elles bien les mêmes qu'il avait livrées ? Ceci amena une scène. Voltaire saisit le juif par la gorge et lui déclara qu'il saurait le faire jeter dans un cul de basse fosse pour le reste de ses jours. Cette vivacité de Voltaire n'avança pas ses affaires et l'importance des sommes engagées le décida à entamer un procès malgré les nombreuses raisons qu'il avait de redouter une telle publicité.

Le 10 décembre, Voltaire remettait au conseiller Bell une plainte dans laquelle il demandait qu'on lui fit remettre les lettres de change et qu'on fit déclarer nulle la vente de brillants faite à un prix excessif.

Tout nous porte à croire que, pour gagner son procès, Voltaire nia le fait que les diamants avaient été taxés par Reklam, et que pour ne pas laisser la preuve du contraire, il changea dans la quittance du 19 décembre, le mot « taxés » en « taxables » ¹.

Le 31 décembre ², le grand chancelier Cocceji ordonnait aux deux parties de comparaître devant lui le 4 janvier 1751.

Malgré cela, le 1^{er} janvier, Voltaire demandait au ministre M. de Bismarck, comme au chef du tribunal suprême, l'arrestation de Hirschell. Le juif fut effectivement arrêté le même jour, mais presque aussitôt relâché sur caution.

Frédéric II nomma des juges d'un rang très élevé : le

1. Le mot *taxables* à... n'a pas de sens dans une quittance.

2. M. G. Desnoiresterres prétend que le procès fut entamé le 10 décembre 1750, les diamants prisés le 17 décembre; l'acte de vente signé le 19. Il nous semble que le procès a dû être entamé après le 19 décembre 1750, ou les diamants prisés avant le 10.

baron de Cocceji, alors grand chancelier; le président Jariges, et le conseiller intime, Leuper¹.

Voltaire avait pris la précaution de demander l'appui de ses amis, surtout de Formey, ami personnel de Jariges, et **les lettres du poète prouvent** qu'il n'eut qu'à se louer de l'attitude de ses juges.

Le jugement fut publié le 18 février 1751. Il condamnait Hirschell à restituer les lettres de change. L'affaire des effets saxons ne fut pas soulevée judiciairement, malgré la dénonciation du juif, elle n'importait pas au procès. Voltaire demandait le remboursement du prix des bijoux qu'il voulait rendre, ce qui lui fut accordé à condition qu'il affirmerait par serment qu'il n'avait rien changé dans la quittance du 19 décembre 1750.

Hirschell nia le document relatif à la vente de bijoux, mais il fut forcé d'en reconnaître l'authenticité et condamné par les juges à une amende de dix thalers. Il demanda à prêter serment sur les points contestés, mais il avait été déclaré par la sentence personnellement indigne de prêter serment¹.

Hirschell avait déclaré aussi que les bijoux avaient été substitués, mais il n'en fournit pas la preuve et nous savons seulement par la lettre de Voltaire à Darget, du 18 janvier 1751, que Voltaire avait perdu un de ces diamants d'une valeur de trois cents écus.

Les deux parties payèrent chacune la moitié des frais et Voltaire se déclara prêt à jurer, mais préféra s'arranger à

1. *Lettre de Voltaire à Darget, 1751, éd. Moland, tome XXXVII, p. 249*

l'amiable et proposa à Hirschell de lui acheter pour deux mille livres les diamants qui lui avaient été vendus trois. Le juif refusa, voyant que Voltaire voulait un arrangement. C'est en ces termes que Voltaire mande la chose à Darget : « ...j'ai eu la vanité de proposer au juif, au plus « scélérat de tous les hommes, de reprendre pour deux « mille écus ce qu'il m'a donné pour trois mille, et j'irai « encore plus loin ¹ ». Peu de temps après il écrivait au même : « Mon cher ami, j'ai tout terminé, dans la crainte « que la prisée des diamants et un rappel ridicule que le « juif voulait faire ne me retint encore quinze jours, et ne « m'empêchât d'aller dans cette retraite du Marquisat, « après laquelle je soupire. Il ne tenait qu'à moi de pousser à bout ce scélérat d'Hirschell; mais j'ai mieux aimé « en user trop généreusement, après l'avoir fait condamner, que de le punir par la bourse comme je le pouvais ² ».

Le refus du juif de vendre pour deux mille livres ce qu'il avait déclaré valoir trois, n'était qu'un moyen d'obtenir de Voltaire de meilleures conditions, car sur la demande de Hirschell on choisit pour arbitre le conseiller intime Ulrich, sur le conseil duquel Voltaire accepta le 26 février 1751 d'acheter une partie des bijoux pour deux mille livres. Il cédait au juif des bijoux d'une valeur de huit cent quarante thalers et subissait dans cette affaire une perte d'environ mille thalers ³.

1. *Lettre à Darget*, 1751, éd. Moland, tome XXXVII, p. 253.

2. *Lettre à Darget*, 1751, éd. Moland, tome XXXVII, p. 252.

3. G. Desnoiresterres. *Voltaire et Frédéric II*, p. 150. Collini prétend dans ses *Mémoires*, p. 50, que Hirschell vint à Voltaire,

On voit donc que la victoire remportée par Voltaire dans ce procès fut plus apparente que réelle.

Ce procès avait eu le retentissement le plus déplorable pour Voltaire, non seulement à Berlin et en Prusse, mais encore en France, à la cour, où l'on ne pouvait pas pardonner à Voltaire son départ pour Berlin.

C'est le 29 novembre 1750 que Frédéric II apprit cette affaire. Il se mit en colère et dit à son secrétaire Darget : « Ecrivez-lui que je veux que dans vingt-quatre heures il soit sorti de mes Etats ». Darget hésite à exécuter cet ordre : « Songez donc, Sire, objecte-t-il, que vous l'avez appelé auprès de vous; la commission va le juger; si elle le trouve coupable, vous serez toujours à temps de le renvoyer ». — « Vous avez raison, répond Frédéric », et se borna à défendre à Voltaire de se montrer devant lui avant la fin du procès ¹.

Le 22 janvier 1751, Frédéric II écrivait à la margrave de Baireuth : « Vous me demandez ce que c'est que le procès de Voltaire avec un juif. C'est l'affaire d'un fripon qui veut tromper un filou. Il n'est pas permis qu'un homme de l'esprit de Voltaire en fasse un si indigne abus. L'affaire est entre les mains de la justice, et dans quelques jours, nous apprendrons par la sentence, qui est le plus grand fripon des deux parties. Voltaire s'est emporté; il a sauté au visage du juif; il s'en est fallu de peu qu'il

en tout, environ deux mille écus. Nous savons aussi par la lettre de Voltaire à Darget, du 18 janvier 1751, que Voltaire a payé près de deux cents écus pour les frais du protêt de sa lettre de change.

1. L'abbé Maynard. *Voltaire*, tome II, p. 15.

« n'ait dit des injures à M. de Cocceji; enfin, il a tenu la
 « conduite d'un fou... ¹ ». A Voltaire, lui-même, le roi de
 Prusse écrivait : « J'espère que vous n'aurez plus de que-
 « relle, ni avec le vieux, ni avec le Nouveau Testament;
 « ces sortes de compromis sont flétrissants, et avec les
 « talents du plus bel esprit de France, vous ne couvririez
 « pas les taches que cette conduite imprimerait à la
 « longue à votre réputation... J'écris cette lettre avec le
 « gros bon sens d'un Allemand qui dit ce qu'il pense,
 « sans employer des termes équivoques et de flasques
 « adoucissements qui défigurent la vérité; c'est à vous d'en
 « profiter ² ».

Les lettres de Voltaire à Frédéric II sont suppliantes.
 Ainsi, au mois de février 1751, il écrit : « Sire, toutes cho-
 « ses mûrement considérées, j'ai fait une lourde faute
 « d'avoir un procès contre un juif et j'en demande bien
 « pardon à Votre Majesté, à votre philosophie et à votre
 « bonté.

« J'étais piqué, j'avais la rage de prouver que j'avais été
 « trompé. Tout cela m'empêche pas que je ne vous aie
 « consacré ma vie. Faites de moi tout ce qu'il vous plaira.
 « J'avais mandé à Son Altesse Royale Mme la margrave
 « de Baireuth, que Frère Voltaire était en pénitence. Ayez
 « pitié de Frère Voltaire ».

Il écrivait encore : « ...on m'a fait passer auprès de Votre
 « Majesté pour un homme bassement intéressé. Voilà
 « pourquoi, sire, j'avais prié Darget de se jeter pour moi

1. *Lettre de Frédéric II à la Margrave de Baireuth*, 22 janvier, 1751, éd. Moland, tome XXXVII, p. 252.

2. Nourrisson. *Voltaire et le voltairianisme*. Paris, 1896, p. 160.

« à vōs pieds, et de vous supplier de supprimer ma pension, non pas assurément pour rejeter vos bienfaits, dont je suis pénétré, mais pour convaincre Votre Majesté qu'elle est mon unique objet¹ ». Enfin, dans sa lettre du mois de janvier 1751, Voltaire écrivait à Darget : « ... tâchez d'obtenir bien respectueusement, bien tendrement, que ma pension soit retranchée à compter depuis février jusqu'au temps de mon retour. J'aime infiniment mieux raccommo-der ma santé au Marquisat que de tout cher de l'argent. Ce que le roi daigne faire pour moi coûte autant qu'une forte pension; ce double emploi n'est pas juste. Je n'ai que faire d'argent, mon cher ami... Il s'agit de rétablir ma santé pendant deux mois et demi au Marquisat, et d'y vivre à ma fantaisie. Mais je veux absolument que la pension me soit retranchée pendant tout ce temps-là, et pendant celui de mon absence, jusqu'à mon retour avec ma nièce ».

La perte d'argent que valut à Voltaire cette affaire avec Hirschell, ne fut pas la seule qu'il eut à subir pendant son séjour en Prusse, car le 5 février 1751 il écrit au marquis de Thibouille cette lettre : « ... un échappé du Système, nommé André, s'était avisé de faire saisir tout mon bien à Paris, pour une prétendue dette de billets de banque que qu'il a la mauvaise foi et l'imprudence de renouveler juste au bout de trente ans. Il a retrouvé un torchon cul du temps du visa; il a vendu, sans m'en dire un mot,

1. *Lettre à Frédéric II, roi de Prusse*, 1751, éd. Moland, tome XXXVII, p. 238.

« ce torche-cul à un procureur, et ce procureur me pour-
« suit avec toutes les horreurs de son métier ».

Le 22 février 1751, il est plus explicite et écrit au comte d'Argental : « André, cet échappé du Système, s'avise au
« bout de trente ans, un jour avant la prescription, de
« faire revivre un billet que je lui fis en jeune homme,
« pour des billets de banque qu'il me donna dans la déca-
« dence du Système, et que je voulus faire en vain passer
« pour un visa en faveur de Mme de Winterfeld (Pim-
« pette ou l'ex Olympe Dunoyer, qui était alors dans le
« besoin) ¹. Ces billets de banque d'André étaient des
« feuilles de chêne. Il m'avait dit depuis qu'il avait brûlé
« mon billet avec toutes les paperasses de ce temps-là.
« Aujourd'hui, il le retrouve pendant mon absence, il le
« vend à un procureur et fait saisir tout mon bien. Ne
« trouvez-vous pas l'action honnête ?... je crois que je
« serai obligé de le payer et de le déshonorer, attendu
« que mon billet est pur et simple, et qu'il n'y a pas
« moyen de plaider contre sa signature et contre un pro-
« cureur ² ».

Dans une lettre à Frédéric II, qui est de la fin du mois
de janvier 1751, Voltaire écrit encore qu'il souffre depuis
cinq mois la saisie de tous ses revenus à Paris. Sans nous

1. Georges Bengesco. *Les comédiennes de Voltaire*. Paris, 1912,
p. 239.

2. On peut se demander pourquoi Voltaire, qui avoue qu'il a
reçu des billets, veut absolument déshonorer André. Malheureu-
sement ne connaissant pas les détails de l'affaire nous ne pou-
vons pas blâmer cette attitude de Voltaire, surtout quand il
s'agit d'une spéculation sur des billets de la banque de Lass,
probablement encore pour le compte de M^{me} de Winterfeld.

indiquer des dates précises, cette lettre nous montre que la saisie se prolongea et probablement força Voltaire à payer ¹.

L'abbé Maynard prétend que c'était pour ses dépenses que Voltaire avait contracté cette dette ². Mais bien que suivant toute probabilité ce fût chez le maréchal de Villars que Voltaire avait fait la connaissance de cet André, et bien que le poète fut alors au fort de sa passion pour la maréchale, ce ne sont pas là des raisons assez fortes pour que nous puissions nous croire autorisés à démentir Voltaire.

Il était difficile qu'après l'affaire Hirschell les rapports de Frédéric II avec Voltaire fussent aussi intimes que naguère. Ce refroidissement des relations entre le roi et le poète permit aux courtisans, jaloux de la situation prépondérante de Voltaire, d'agir contre lui.

« Je suis comme une araignée qui fait sa toile dans un coin, et qui s'établit jusqu'à ce qu'un coup de balai la fasse déloger », écrivait Voltaire à Darget, le 8 mars 1751.

Une autre cause d'ordre financier rendit encore plus difficiles des relations sincères et amicales entre le roi de Prusse et le poète.

Selon des arrangements consentis des deux côtés, Voltaire avait droit à deux bougies par jour, tant de livres

1. *Lettre à Frédéric II, roi de Prusse, 1751*, éd. Moland, tome XXXVII, p. 238.

2. L'abbé Maynard, *Voltaire, sa vie et ses œuvres*. Paris, 1868, tome I, p. 104, 105.

de sucre, de café, de chocolat par mois, et en outre les cuisiniers royaux étaient chargés de servir, pour lui et pour ses amis, des repas dans les appartements de Voltaire quand celui-ci ne désirait pas manger avec le roi. Or, Voltaire ne supposait pas qu'il serait mal vu s'il continuait selon son habitude de Paris, de recevoir à sa table les nombreux amis qu'il s'était faits et il pensait répondre aux intentions de son hôte couronné en tenant bonne table et en faisant les honneurs du « rost du roi ». Ces réceptions offertes à tout venant devaient particulièrement agacer Frédéric II, prince connu pour son économie et même par son avarice. Il arriva donc qu'on commença à remettre à Voltaire du sucre mal raffiné, du café de mauvaise qualité, du thé éventé et du chocolat mal fabriqué. Voltaire s'en plaignit au roi, qui l'assura qu'il allait donner des ordres formels pour faire changer cet état de choses.

Mais rien ne changea, et quand Voltaire réitéra sa plainte, le roi lui dit qu'il était mal obéi et que pour faire cesser ces abus il serait plus commode pour Voltaire de faire lui-même les achats de tous ces articles. Finalement, Frédéric donna l'ordre de cesser toutes les fournitures.

Nous savons aussi qu'un jour la Mettrie, qui disait au roi tout ce qui lui passait par la tête, lui déclara qu'on était bien jaloux des faveurs que le roi faisait à Voltaire. « Laissez faire, lui dit le roi, on presse l'orange et on la jette quand on a avalé le jus ». Le propos fut rapporté à Voltaire, qui écrivait, le 18 décembre 1752, à madame Denis : « Je vois bien qu'on a pressé l'orange; il faut pen-

« ser à sauver l'écorce ¹ ». Voltaire plaça ses fonds disponibles chez le banquier Splitgerfer, prit des lettres de change, toucha ses pensions jusqu'au jour de son départ ² et le 25 mars 1753 il quitta la Prusse ³.

Les rentes viagères sur la maison de Wurtemberg. — C'était pendant son séjour à la cour de Frédéric, en 1743, que Voltaire avait fait la connaissance de Charles-Eugène de Wurtemberg, qui faisait alors son éducation à la cour de Prusse. Ce jeune prince avait un penchant marqué pour la magnificence. Il avait fait bâtir près de Louisbourg le château somptueux de la Solitude; il avait maîtresse attitrée, maître de chapelle, maître de ballet, poètes de cours, parcs magnifiques, écuries monumentales avec 400 chevaux. Il adorait les bons vins de Bourgogne, les belles soieries de Lyon, les costumes bien coupés de Paris et les danses de M^{lle} Asselin ⁴.

Vers 1752, Charles-Eugène ne menait pas encore cette vie à la Louis XIV, mais déjà il avait besoin d'emprunter pour subvenir à ses dépenses. Voltaire qui avait, comme nous venons de le voir, des sommes importantes à placer, profita de l'occasion et par un premier contrat du 27 sep-

1. C'est la querelle avec Monpertuis, qui fut la cause du départ.

2. Note de la *Gazette d'Utrecht*, du 20 avril 1753, éd. Moland, XXXVIII, p. 18.

3. C. A. Collini, *Mon séjour auprès de Voltaire*, p. 56, 57.

4. Daniel Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, Paris, 1920, p. 10. Cet excellent livre sur les affaires financières de Voltaire, avec la maison de Wurtemberg, nous fournira la plupart des détails qui suivront.

tembre 1752 plaça chez lui 150.000 livres à fonds perdus moyennant une rente viagère de 15.750 livres (soit à 10,5 %) payable par quartiers à partir du 1^{er} octobre 1752. Cette rente devait être convertie après la mort de Voltaire en une rente viagère de 7.500 livres sur la tête de madame Denis ¹.

Le 9 novembre 1752, Voltaire écrit en ces termes à sa nièce : « Je remets entre les mains de M. le duc de Würtemberg les fonds que j'avais fait venir à Berlin; il nous en fera une rente viagère sur nos deux têtes... Cet emploi de mon bien est d'autant meilleur que le paiement est assigné sur les domaines que le duc de Würtemberg a en France. Nous avons des souverainetés hypothéquées, et nous ne serons point payés avec un « car tel est notre bon plaisir ». Ce qu'il y a de douloureux dans une si bonne affaire, c'est que je ne pourrai la consommer que dans quelques mois. Elle est sûre; les paroles sont données; paroles de prince, il est vrai, mais ils les tiennent dans les petites occasions, et puis nous aurons un beau et bon contrat. Les princes ont d'honneur; ils ne trompent que les souverains quand il s'agit du peuple ou de ces respectables et héroïques friponneries d'ambition devant lesquelles l'honneur n'est qu'un conte de vieille.

« J'ai perdu quelquefois une partie de mon bien avec des financiers, avec des dévots, avec des gens de l'An-

1. M. D. Muller, note p. 13, que la conclusion de ce contrat a contribué à envenimer les relations entre Frédéric II et Voltaire et a hâté le départ de celui-ci.

« cien Testament, qui auraient fait scrupule de manger
 « d'un poulet bardé, qui auraient mieux aimé mourir que
 « de n'être pas oisifs le jour du sabbat, et de ne pas voler
 « le dimanche; mais je n'ai jamais rien perdu avec les
 « grands, excepté mon temps ¹ ». Une explication de cette
 confiance de Voltaire nous est donnée par Condorcet, qui
 la tenait probablement de la bouche de Voltaire lui-même
 Voici ce qu'il écrit à ce sujet : « Il (Voltaire) avait parmi
 « ses débiteurs des princes et des grands qui ne payaient
 « pas avec exactitude; mais il avait calculé les degrés de
 « la corruption humaine, et il savait que ces mêmes hom-
 « mes, peu délicats en affaires, sauraient trouver de quoi
 « le payer dans le moment d'une persécution où leur né-
 « gligence les rendrait l'objet de l'horreur et du mépris
 « de l'Europe indignée ². »

Le 31 janvier 1753, Voltaire abandonne de nouveau au duc 112.500 livres, pour un contrat de rente viagère de 12.375 livres (soit à 11 %), payable à partir du 1^{er} avril 1753. Après la mort de Voltaire, cette rente devait être remplacée par une rente viagère de 2.250 livres sur madame Denis.

Le 10 octobre 1764, Voltaire verse au duc 200.000 livres et Charles-Eugène lui constitue une rente viagère de 24.000

1. Voltaire a dû changer d'opinion, car le 28 février 1776, il écrit à Audibert : « Il est triste d'avoir affaire à des débiteurs » grands seigneurs. Leurs chiens, leurs chevaux, leurs p....., et » leurs usuriers, disposent de tout leur argent : il n'en reste » plus pour payer leurs dettes. Je suis obligé de renoncer à » tous les travaux de Ferney, et je suis menacé de mourir mi- » sérable, parce que de grands seigneurs vivent à mes dépens. »

2. Condorcet. *Vie de Voltaire*, éd. Moland, tome I, p. 258 et 259.

livres (soit à 11 %), qui devait être convertie après sa mort en une rente viagère de 16.000 livres payable à madame Denis.

Enfin, le 28 décembre 1764, quatrième contrat : Voltaire donne au duc 80.000 livres, moyennant une rente viagère de 10.000 livres (soit à 12,50 %), payable à partir du 1^{er} janvier 1765. Après la mort de Voltaire, cette rente devait être remplacée par quatre rentes viagères de deux mille livres chacune, l'une sur la tête de madame de Florian, la seconde sur la tête de madame Denis, la troisième sur la tête de l'abbé Mignot, neveu du poète, et la quatrième sur de Fontaine d'Hornoy, son petit neveu. Tous ces contrats furent hypothéqués sur « tous les biens meubles et immeubles de S. A. S. et spécialement ses seigneuries et domaines de Montbéliard, Franche-Comté et Alsace ¹ ».

Pour l'époque et pour l'âge de Voltaire, le taux d'intérêt de ces rentes viagères n'est nullement usuraire et ces rentes n'ont été une bonne affaire pour Voltaire que parce que le hasard a voulu qu'il vécût longtemps.

Voltaire s'était donc constitué 62.125 livres de rentes viagères par an, payées par Charles-Eugène. Il avait assuré en outre, après sa mort, 25.750 livres de rentes viagères à madame Denis, qui mourut en 1790; 2.000 livres à l'abbé Mignot, mort en 1791; 2.000 livres à madame de Florian (en premières noces, M^{me} de Fontaine) qui ne put en jouir, car elle mourut en 1771, c'est-à-dire sept ans

1. Frédéric Rossel. *Autour d'un prêt hypothécaire : Voltaire créancier du Wurtemberg. Correspondance inédite*. Paris 1909, p. 32.

avant Voltaire, et, enfin, 2.000 livres à M. de Fontaine d'Hornoy, qui ne mourut qu'en 1828.

Nous voyons donc que pour 542.500 livres placées par Voltaire, Charles-Eugène ou ses successeurs payèrent en rentes, à Voltaire, pendant ces vingt-six ans, 1.177.850 livres; 314.805 livres à madame Denis; 26.585 à l'abbé Mignot, et 102.000 livres à de Fontaine d'Hornoy, soit en tout 1.621.240 livres ¹.

Les documents montrent que le 30 mai 1778, le jour de sa mort, Voltaire avait été intégralement payé de ses rentes, mais nous verrons au prix de quelles difficultés.

Le contrat du 27 septembre 1752 stipulait que la rente serait payée en reichsthalers ou écus d'Empire, et du reste c'est en cette monnaie que fut comptée la somme prêtée. Cet écu valait alors 3 livres 15 sous en monnaie de France, et c'est sur cette base que le receveur de Riquewihr ² proposa à Voltaire, pour le paiement du premier quartier échu le 31 décembre 1752, la somme de 3.937 livres 10 sous.

Mais Voltaire, sous prétexte qu'il habitait à Berlin, demanda le paiement en écus de Brandebourg d'une valeur de 3 livres 19 sous pièce; il demandait donc à recevoir non pas 3.937 livres 10 sous, mais 4.144 livres 7 sous. Au cas où cette démarche aurait réussi, il aurait gagné 206 livres 17 sous par quartier ³.

Les gens du duc, en présence de cette exigence, font

1. Daniel Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 18.

2. La seigneurie de Riquewihr, de la principauté de Montbéliard (Alsace), appartenait au duc de Wurtemberg.

3. D. Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 21 à 30.

des démarches auprès de Voltaire pour le déterminer à recevoir le paiement en écus d'Empire. Mais le poète s'obstine dans sa demande, ce qui force les employés du duc à s'adresser à Charles-Eugène qui, pour avoir la paix, donne l'ordre de payer en écus de Brandebourg, comme l'a demandé Voltaire.

Mais dans l'intervalle Voltaire était rentré en France et n'avait plus aucune raison pour exiger le paiement de ses rentes en écus de Brandebourg. Voici en quels termes un employé du duc raconte son entrevue avec Voltaire :

« M. de Voltaire s'étant à la fin déterminé de recevoir les
 « 5.850 rixdahler, pour les quartiers de sa pension actuel-
 « lement échus, sur le pied de 3 livres 15 sous, en se
 « réservant de s'arranger pour l'avenir..., je pensais que
 « nous n'aurions aucune difficulté à appréhender de sa
 « part à l'égard de cette pension. Mais, selon le discours
 « que le dit M. de Voltaire (qui se trouve depuis quelques
 « jours dans cette ville de Colmar), m'a tenu ce matin, il
 « n'a pas encore renoncé à la mieux-value des écus de
 « Brandebourg sur ceux d'Empire.

« Quoiqu'il m'ait assuré d'être intentionné de remettre
 « la décision de cette affaire à la clémence et bonté de
 « S. A. S., il n'a pas laissé que d'insinuer qu'il perdait
 « considérablement sur cette évaluation, et qu'il espérait
 « que S. A. S. y remédierait.

« Outre cela, il m'a dit effectivement, en des termes
 « pleins de respect pour S. A. S. que, comme la pro-
 « messe sous sa signature portait entr'autres conditions
 « qu'au sujet de la pension dont il s'agit il serait passé un
 « contrat en forme où il le souhaiterait, et que sa famille

« insistait à ce que ce contrat soit passé dans ce pays-ci, « il était venu exprès à Colmar pour finir cette affaire... 1. »

Malgré ces réserves, Voltaire donne le 18 octobre un reçu en bonne forme, pour ses rentes viagères « échues le 30 septembre 1753 ». Rien d'étonnant à ce qu'après cette affaire les gens du duc écrivissent que ce créancier était « très difficile à manier », en ajoutant ceci : « ...nous connaissons M. de Voltaire autant ingénieux en économie qu'en littérature... 2 ».

A la fin du décembre 1753, on paya à Voltaire le quatrième quartier de sa rente, c'est-à-dire la somme de 7.031 livres 5 sous; mais l'employé réclama un certificat de vie de Voltaire en vertu de l'instruction qu'il avait reçue et dans laquelle était écrit ceci : « Comme ces pensions viagères, tant de M. de Voltaire que de la dame sa nièce, « doivent cesser entièrement par leur décès, le receveur « se procurera, pour éviter toutes surprises, des certificats en bonne et due forme de la vie de l'un, et ensuite « de l'autre; de quoi il aura soin de prévenir M. de Voltaire, en le priant de les lui envoyer à l'échéance de « chaque paiement ». Pendant le séjour de Voltaire à

1. *Lettre de Flachsland au gouverneur de Montbéliard*, du 7 octobre 1753. Cité d'après D. Mullet. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 27.

2. Dr Paul Sakmann. *Eine Ungedruckte. Voltaire. Correspondenz Herausgegeben mit einem Anhang : Voltaire und das Haus Württemberg*. Stuttgart, 1899. Lettre de Tüeckheim à Flachsland, du 10 février 1753, p. 6 et 7.

Berlin, les certificats de vie s'expliquaient. Mais, en janvier 1754, Voltaire habitait Colmar, près de Montbéliard, et les certificats devenaient inutiles.

Voltaire protesta immédiatement contre ces difficultés qu'on lui faisait par la lettre du 28 janvier 1754, adressée au gouverneur Gemmingen : « Souffrez, Monsieur, que je
 « prenne cette occasion pour vous parler d'une petite
 « formalité... Je suis convenu avec le sieur Flachsland,
 « receveur de vos domaines en Alsace, qu'il ne me paie-
 « rait que sur mes quittances accompagnées d'une lettre
 « de moi. Il est bien sûr que des lettres de ma main sont
 « des certificats de vie plus authentiques que des témoi-
 « gnages étrangers d'un notaire inconnu. Il serait très
 « gênant pour moi-même et très préjudiciable d'être obligé
 « de me présenter tous les trois mois à des notaires. Je
 « vous supplie, Monsieur, d'entrer dans ma situation. Je
 « peux vivre dans une campagne, éloigné des notaires,
 « et très aise de leur être inconnu. Cette formalité d'un
 « certificat de vie n'est admise dans aucun de nos tribu-
 « naux; elle ne se pratique qu'à l'Hôtel de Ville de Paris,
 « à cause de la grande quantité d'étrangers et d'inconnus
 « qui ont des rentes viagères sur ce fonds public. Mon
 « contrat avec S. A. S. ne porte point cette formalité; je
 « ne peux certainement exiger le paiement de ma rente
 « viagère après ma mort.

« Enfin, Monsieur, je vous aurai une très grande obli-
 « gation si vous vouliez bien avoir la bonté de me déli-
 « vrer de cet embarras et écrire au sieur Flachsland qu'il

« continue à me payer sur mes lettres et quittances; il « n'aura pas longtemps cette peine ¹ ».

La demande de Voltaire fut accueillie favorablement et Gemmingen lui annonça que pendant son séjour en Alsace on se contenterait des quittances de se main. Il écrivit aussi le 20 février au sieur Flachslund de faire tout son possible « pour ne point le (Voltaire) mettre de mauvaise humeur ».

Quelques semaines plus tard une lettre du duc confirmait l'interprétation de Gemmingen et dispensait Voltaire des certificats de vie.

Le paiement des rentes s'effectuait à peu près régulièrement, ce qui permet à Voltaire d'écrire à Flachslund, le 9 décembre 1754, cette lettre : « J'avais prévenu vos « vues en vous proposant de me payer dorénavant de « six mois en six mois. Je suis charmé que cette facilité « vous convienne.

« Vous prendrez d'ailleurs dorénavant toutes les mesu-
« res qu'il vous plaira, soit avec M. Turkeim, soit avec
« M. Tronchin, mon banquier à Lyon, qui est mon ami
« et parfaitement honnête homme ². »

Voltaire avait pensé faire homologuer ses contrats pour plus de sûreté par le Conseil souverain d'Alsace, mais il s'était ravisé et avait écrit à Dupont le 18 novembre 1754 :
« ...Il faut que je vous dise un petit mot de notre affaire
« concernant l'homologation de l'acte scus seing-privé

1. D. Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 31 à 41.

2. *Lettre de Voltaire à Flachslund*, du 9 décembre 1754. F. Ros-
sel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 24, 25.

« de M. le duc de Wurtemberg. Je pense qu'il faut atten-
 « dre; il serait piqué d'une précaution qui marquerait de
 « la défiance. Je vous écrirai quand il sera temps de con-
 « sommer cette petite affaire, qui d'ailleurs n'éclatera
 « point, et je tâcherai de conserver ses bonnes grâces. Gar-
 « dez toujours la pancarte soigneusement... ».

Voltaire avait la réputation d'être un créancier méfiant difficile et peu complaisant, ce qui explique que le gouverneur Gemmingen écrivit à Jeanmaire : « Je prévois
 « que M. de Voltaire criera de suite et fera du bruit, dès
 « qu'on ne lui paiera pas à point nommé la rente qu'on
 « lui doit ¹ ». Voltaire ne cria pas, mais écrivit le 27 octobre 1756 à Jeanmaire, successeur de Flachslund, cette lettre : « Je ne peux vivre sans ma rente, monsieur, et il est
 « stipulé par mon contrat avec S. A. S. que je serai payé
 « exactement tous les trois mois. C'est presque le seul
 « bien qui me reste dans ma vieillesse. Je me suis accordé
 « à n'être payé que de six mois en six mois pour vous
 « donner plus de facilité. Les troupes qui sont en Alsace,
 « favorisent sans doute la vente de vos denrées... C'est me
 « priver des aliments que de différer le paiement de
 « mon bien. Si vous avez besoin d'ordres pour me ren-
 « dre la justice que je demande, dites-moy, je vous prie,
 « à qui je dois m'adresser ? Que je sache au moins, mon-
 « sieur, quand vous comptez me payer, je prendrai de
 « concert avec vous les arrangements convenables; mais
 « songez, je vous prie, à la nécessité où je suis, et à la

1. D. Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 49.

« justice que j'attends de vous... 1. » Le 15 janvier 1758 (1759), il écrit : « J'ai reçu l'honneur de votre lettre. Les « huit mois de retardement me font beaucoup de peine. « Ils ne prouvent rien d'agréable, tout a bien mal tour- « né... J'en (des rentes) ai d'autant plus de besoin que je « suis obligé de rétablir entièrement le comté de Tour- « nay, dont j'ai fait l'acquisition dans mon voisinage des « Délices, et qu'on commence toujours par se ruiner dans « une terre, avant d'en pouvoir tirer le moindre avan- « tage... 2. »

Pour obtenir un paiement régulier, Voltaire demande à tous ses amis de l'appuyer dans ses prétentions. Ainsi il demande le 1^{er} novembre 1758 à la comtesse de Lutzelbourg de faire « laver la tête au banquier Turckheim ». Daignez, ajoute-t-il, lui signifier « que je meurs de faim, « s'il ne songe pas à moi 3 », et le même jour il écrit à Collini : « Je vous prie de vouloir bien passer chez « Turckheim, et lui dire que ses délais font mourir de faim « trente-deux personnes que j'ai à nourrir chez moi 4. »

Grâce à toutes ces démarches, Voltaire avait été assez régulièrement payé; le second semestre échu le 1^{er} octobre 1757 fut payé en novembre; le second semestre 1759 échu le 1^{er} octobre 1759 fut payé le 13 octobre; le premier semestre 1760 payable le 1^{er} avril 1760 fut payé le

1. F. Rossel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 29.

2. Georges Bengesco. *Voltaire. Bibliographie de ses œuvres*, tome III, p. 372, 373.

3. *Lettre à Madame la comtesse de Lutzelbourg*, 1^{er} novembre 1758, éd. Moland, tome XXXIX, p. 526.

4. *Lettres inédites de Voltaire à Collini et à Marin. Revue d'Histoire Littéraire de la France*, 1910.

25 avril; mais le second, échu le 1^{er} octobre, ne le fut payé que le 5 décembre 1.

Malgré toutes les difficultés que nous venons de voir, Voltaire était si content de son débiteur, qu'en septembre 1764 il abandonna encore à Charles-Eugène la somme de 280.000 livres tournois, moyennant 34.000 livres de rente viagère; les deux contrats sont : l'un du 10 octobre et l'autre du 24 décembre 1764. Ces contrats, dont nous avons déjà parlé, furent passés entre Dupont, par procuration de Voltaire, et Jeanmaire, par procuration du duc. Voici en quels termes Voltaire parle de ces contrats dans sa lettre à Dupont du 25 septembre 1764 :
 « Vous serez peut-être étonné de ma confiance dans les
 « princes; mais il y a longtemps que je sais qu'il vaut
 « mieux placer sur eux que sur les particuliers. M. le
 « duc de Würtemberg a 600.000 livres de rentes en France
 « de biens libres 2. »

Par les contrats du 10 octobre et du 24 décembre 1764, la rente viagère de Voltaire sur le duc de Würtemberg se trouvait donc portée à 62.125 livres par an, et c'est après cette brusque augmentation de plus de 50 % que les difficultés commencèrent.

Comme nous l'avons vu, les rentes de Voltaire sur le duc de Würtemberg étaient garanties par tous les biens meubles et immeubles que le duc avait dans ses domaines en Franche-Comté et en Alsace. Ces biens consistaient

1. D. Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 50 et 51.

2. *Lettre à Dupont*, du 25 septembre 1764, éd. Moland, tome XLIII, p. 327.

surtout en terres de labour, vignes, mines, tuileries, moulins et forges d'Audincourt. Le duc avait aussi les seigneuries de Blamont, de Clémant, de Clerval, de Châtelot, de Granges, de Passavant et d'Héricourt, qui offraient comme revenus des forêts, des labours, des moulins, quelques salines et les recettes qui provenaient de l'exercice régulier des droits seigneuriaux. Enfin, le duc possédait encore deux seigneuries en Alsace : celle de Riquewihr avec ses six villages, et celle de Horbourg avec ses onze villages; elles fournissaient un revenu qui pouvait atteindre dans les bonnes années 250.000 livres par an et non pas 600.000, comme l'écrivait Voltaire à Dupont dans sa lettre du 25 septembre 1764 ¹.

Voltaire avait en 1765, 62.125 livres de rente sur ces terres, et si on ajoute les frais d'exploitation et les autres dettes, on voit que tout le revenu de ces terres était absorbé et encore bien au delà.

En 1764, Voltaire ignorait cet état de choses, mais voyant que les retards devenaient de plus en plus fréquents, ou par effet de prudence habituelle, il fit auprès de Louis-Eugène, frère et héritier présomptif du duc Charles-Eugène, une démarche pour avoir au moins sa promesse qu'il paierait les dettes de son frère. Mais Louis-Eugène ne voulait en aucune façon se tenir pour responsable de ces dettes.

Cette attitude n'était pas de nature à rassurer Voltaire qui « pour faire justice à ses héritiers », homologua ses contrats au Conseil souverain d'Alsace et au Parlement

1. D. Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 53 à 58.

de Besançon. Cette homologation lui permettait d'exercer des poursuites ¹.

En novembre 1765 on doit à Voltaire deux quartiers, c'est-à-dire 31.062 livres; il écrit lettres sur lettres à Jeanmaire, mais ne recevant pas de réponse, il s'adresse directement au Conseil de régence de Montbéliard, auquel il écrit, dans sa lettre du 28 novembre 1765 : « M. Jean-
« maire, receveur de Montbéliard, vint chez moi deux
« fois, il y a plus d'un an, de la part de M. le comte de
« Montmartin, pour m'emprunter de l'argent au nom de
« M. le duc de Würtemberg; je ne balançai pas un mo-
« ment; je connaissais trop quelle est la générosité et la
« grandeur d'âme de S. A. S.; je prêtai tout mon bien
« en rentes viagères sur ma tête et sur celle de mes ne-
« veux et nièces, en gardant la proportion de nos âges.
« J'avais alors soixante-douze ans; je suis dans un état
« qui ne me permet pas de me passer des secours que
« cette rente viagère doit me procurer, et vous savez,
« Messieurs, combien à mon âge une pareille rente est
« sacrée. Elle sera bientôt éteinte; mais S. A. S. m'a
« promis par un contrat que je serais payé exactement.
« M. Jeanmaire me doit plus de trente mille livres sur
« une année révolue; je lui ai écrit plusieurs fois, il n'a
« pas daigné me répondre encore. Mes rentes sont hypo-
« théquées sur les terres que son S. A. S. possède en
« Alsace et en Franche-Comté, et les contrats sont homo-

1. H. Jullemier. *Voltaire capitaliste. Revue de Paris*, 1905, tome III.

« logués au Conseil souverain d'Alsace et au Parlement
« de Besançon.

« Ces conventions n'ont rien de commun avec les affai-
« res du duché de Wurtemberg; les domaines en Alsace
« et en Franche-Comté valent le double de mes hypothè-
« ques; ainsi il n'y a nulle excuse pour M. Jeanmaire. J'ai
« arrêté jusqu'ici le juste ressentiment de mes neveux
« et de mes nièces, qui n'ont presque pour vivre que l'ar-
« gent qui doit m'être payé par M. Jeanmaire tous les
« trois mois.

« Je vous prie, Messieurs, très instamment, de vouloir
« bien donner des ordres positifs à M. Jeanmaire d'ac-
« quitter les engagements qu'il ne peut différer de rem-
« plir sous aucun prétexte. C'est une justice que j'attends
« de vous, et que je vous conjure de ne pas me refu-
« ser¹ ». D'autre part, le 15 novembre 1765, il avait déjà
écrit à Dupont : « Je suis actuellement un peu embar-
« rassé... Les rentes viagères exigent qu'on ne manque
« jamais d'échéance; M. Jeanmaire me fait un peu lan-
« guir, et je suis obligé de renvoyer mes ouvriers. Je vous
« prie d'écrire un petit mot à M. Jeanmaire, pour l'enga-
« ger à ne pas m'oublier. Je suppose qu'il n'a pas d'argent
« actuellement, mais il peut me fournir des lettres de
« change, en me faisant bon de l'escompte. Je lui ai pro-
« posé tous les tempéraments possibles. Ayez la bonté de
« lui faire sentir que l'accumulation des arrérages devien-

1. Cité d'après D. Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 59, 60.

« drait aussi désagréable pour lui que l'est pour moi la
« privation de ce qui m'est dû ».

Se trouvant à court d'argent et ne pouvant rien obtenir des gens du duc, Voltaire cherche en décembre 1765 à se faire payer « environ quinze mille livres tous les trois mois » par Beaumont Jacob, son banquier de Lyon, moyennant un escompte de 0,50 % par mois. Ces sommes devaient être ensuite remboursées au banquier par les gens du duc; le poète aurait ainsi touché régulièrement ses trimestres, et le banquier se serait débrouillé avec le duc. Ce tour de force ne réussit pas, car Beaumont-Jacob refusa à cause de la situation pécuniaire de Charles-Eugène¹.

La gêne de Voltaire était très réelle, nous en avons une preuve évidente dans la correspondance de cette époque. Ainsi, le 11 avril 1767, le poète écrit à M. de Chenevrières : « Nous manquons de blé, et je suis très embar-
« rassé pour en faire venir; je manque d'argent avec
« lequel on achète du blé, et il faudra probablement que
« je fasse le voyage de Wurtemberg, au mois de mai,
« pour aller arranger mes affaires avec la Chambre des
« finances de ce pays-là, sur lequel j'ai une grande partie
« de mon bien 2. »

En septembre 1767, on devait à Voltaire 61.192 livres, c'est-à-dire presque une année de sa rente. C'est à la suite

1. D. Muller, *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 61.

2. Le 12 octobre 1767. Voltaire écrit à la marquise de Florian :
« Ma santé a été si mauvaise que je n'ai pu aller à Montbéliard,
« quoique ce voyage fût indispensable. »

de ces arrérages que Voltaire écrit à Dupont dans sa lettre du 24 octobre 1767 : « Il faut absolument mettre
« cette affaire en règle, et forcer la Chambre des finances
« de Montbéliard à me donner des délégations irrévoca-
« bles sur des fermiers que je puisse contraindre. Je vous
« répète que j'ai cent personnes à nourrir et que cette
« dépense journalière ne permet aucun ménagement.

« Je crois qu'on peut faire saisir les revenus des terres
« en Alsace, sans faire une saisie réelle; je m'en rapporte
« à vos lumières sur cette formalité 1. »

Sur ces entrefaites, Voltaire apprend que les marchands de Lyon, Rémongin frères et Joubert, à qui le duc devait 49.933 livres, ont fait faire une saisie-arrêt sur les terres de Riquewhir, et que d'autres créanciers s'apprêtent à en faire autant pour les terres de Franche-Comté.

Alors Voltaire donne l'ordre à Christin, avocat à Saint-Claude, de faire enregistrer le contrat de 200.000 livres du 10 octobre 1764, ce qui fut fait le 21 octobre 1767.

Par cette formalité, on constatait l'antériorité de son hypothèque.

Le 10 novembre 1767, Voltaire annonce cette saisie au conseil de Montbéliard en ces termes : « ... je pris le parti
« d'écrire au mois de septembre à Mgr le duc de Wurtem-
« berg, et de le supplier de vouloir bien me faire tenir
« trois cents louis d'or en attendant mon paiement. S. A.
« S. en donna l'ordre; mais il se passa six semaines avant
« qu'il fut exécuté; et M. Jeanmaire ne m'envoya que qua-

1. Lettre à Dupont, du 24 octobre 1767, éd. *Moland*, tome XLV, p. 414.

« tre mille cinq cents livres en lettres de change, payables au 12 novembre.

« Dans cet intervalle, j'appris la saisie faite par des marchands de Lyon sur les terres de Riquewihr. On m'avertit que d'autres créanciers voulaient se faire payer à mon préjudice sur les terres de Franche-Comté.

« J'ai été obligé de faire constater l'antériorité de mon hypothèque, en faisant contrôler et insinuer un contrat de deux cent mille livres, et en envoyant un avocat à Besançon.

« Si j'avais fait contrôler et insinuer les autres contrats, ces dépenses qui sont à votre charge, auraient monté à plus de quatre mille livres; et, s'il y avait procès entre les autres créanciers et moi, vous n'en seriez pas quittes pour six mille. J'ai ménagé vos intérêts comme les miens mêmes. Et si vous voulez, Messieurs, me donner des délégations acceptées par des fermiers solvables, avec quelque argent comptant je me fais fort d'arrêter les poursuites des marchands de Lyon... On me devra au 1^{er} janvier soixante et douze mille cinq cents livres, sauf erreur...¹. »

Cette saisie était un coup de maître, car Voltaire pouvait la retirer à chaque moment et malgré cela il donnait à réfléchir au duc et à ses gens qui, le 4 décembre 1767, lui promirent : 1° une délégation de 32.000 livres payable en quatre termes égaux par la caisse de la recette du comté d'Horbourg et de la seigneurie de Riquewihr;

1. *Lettre au Conseil de Montbéliard*, 10 novembre 1767 F. Rosset : *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 41 et 42.

2° une délégation de 26.000 livres sur les fermiers de la seigneurie de Granges, en Franche-Comté; 3° une délégation de 4.000 livres sur le fermier des terres de Clerval et Passavant.

Ces trois délégations formèrent la somme de 62.000 livres ¹.

Les délégations ne furent pas obtenues sans grands efforts.

Ainsi le 29 décembre 1767, Voltaire écrit au conseil de Montbéliard cette lettre : « Je dois vous informer, Mes-
« sieurs, que dès que j'aurai mes délégations en bonne
« forme, acceptées par les fermiers et régisseurs; et quand
« je serai assuré qu'ils ne pourront payer désormais à
« d'autres qu'à moi, je trouverai sur le champ de l'argent
« à Genève, non seulement pour mes besoins pressants,
« mais encore pour le service de Mgr le duc de Wurtem-
« berg, dont je serai la caution... ². »

La lettre du 2 février 1768 est encore plus pressante, car Voltaire écrit : « Vous devez être aussi embarrassés
« que moi de ne m'avoir point envoyé les délégations
« que vous m'avez promises, et je ne doute pas que vous
« ne soyez sensibles à l'état où vous me réduisez.

« Non seulement j'ai arrêté toutes les procédures juri-
« diques qui avaient coûté des frais immenses; mais j'ai
« cherché à rendre service à S. A. S. J'ai consenti à être
« sa caution pure et simple pour la somme de soixante

1. *Lettre du Conseil à Voltaire*, 4 décembre 1767. F. Rossel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 44.

2. *Lettre au Conseil de Montbéliard*, 29 décembre 1767. F. Rossel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 40.

« et dix mille livres que l'on consent à lui prêter à cinq
 « pour cent, ce qui est une chose unique à Genève; mais
 « vous sentez bien que je ne puis être sa caution sans
 « montrer des délégations qui répondent du paiement ¹. »

Voltaire entend avoir des délégations « en bonne forme » et conformes aux lois du pays. Dans sa lettre du 8 mars 1768, il envoie au Conseil de Montbéliard ces instructions : « ... ces soumissions peuvent être pures et simples; chaque fermier ou chaque régisseur peut écrire
 « sur un simple billet : « Je paierai tant... à telle échéance
 « à M. de Voltaire ou ordre, sur le prix de mon bail de
 « telle... terre, ou sur la recette de telle terre, sans frais
 « ni diminution quelconque pendant la durée de mon
 « bail ou de ma régie, le tout à l'acquit de S. A. S. Mgr...,
 « selon ses ordres à moi intimés; me chargeant à mon
 « propre et privé nom de payer la sousdite somme de pré-
 « férence à tout; à peine de tous dépens, dommages et
 « intérêts. Fait à, etc... ². » Grâce à toutes ces démarches, il reçoit le 1^{er} avril 1768, les soumissions suivant le modèle désiré.

C'est alors que Voltaire imagine de profiter de l'impression qu'avait fait la saisie-arrêt du mois d'octobre 1767 pour obtenir du duc non seulement les délégations dont nous avons parlé, mais encore des effets qui donnaient toute garantie de paiement à une date fixée et portaient intérêt. Pour obtenir ce résultat, Voltaire fit entrer en jeu

1. *Lettre au Conseil de Montbéliard*, 2 février 1768. F. Rossel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 48.

2. *Lettre au Conseil de Montbéliard*, 8 mars 1768. F. Rossel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 55.

un tiers, lequel pouvait se montrer, aux yeux du duc, moins accommodant que Voltaire, qu'on savait fort riche.

Le 25 décembre 1767, le poète écrivit au duc qu'un certain Rafot, de Genève, consentirait à lui avancer 60.000 livres.

Cet emprunt aurait permis au duc de payer Voltaire au moins en partie. On fit la sourde oreille à sa proposition.

Voltaire ne se découragea pas, et le 17 février 1768 il fait une nouvelle proposition au Conseil en leur écrivant :
 « ... Un Gènevois qui se retire du commerce (Jaquelot),
 « consent à prêter à S. A. S. 70.000 livres à 5 % pour
 « deux années, l'intérêt de ces deux années prélevé sur
 « le capital prêté. Il ne demande que deux billets de
 « 35.000 livres de la main de S. A. S., payables au por-
 « teur, l'un au 1^{er} mars 1769, l'autre au 1^{er} mars 1770.
 « Supposé que cet argent soit reçu au 1^{er} mars 1768, il
 « veut que je me rende caution saisissable, et il ne veut
 « d'autre caution en effet que des délégations acceptées
 « par vos fermiers et régisseurs. Ce n'est que sur ces délé-
 « gations et soumissions des fermiers que cet argent
 « sera prêté. Tout ce que je crains, c'est que les longueurs
 « que l'on met dans toute cette affaire ne rebutent le Ge-
 « nevois ¹ ».

Le Conseil, fatigué par toutes ces démarches de Voltaire et de ses hommes d'affaires, accepta, songeant peut-être au délai que lui assurait cette opération, et dès le 29 février 1768 le duc envoyait les deux billets à l'ordre

1. F. Rossel, *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 49, 50.

du sieur Jaquelot. Voltaire après avoir reçu 2.174 livres en argent comptant, donnait le 1^{er} avril 1768 une quittance générale.

Peu de jours après, Jaquelot, qui n'était qu'un prête-nom passait à l'ordre de Voltaire les deux billets de Charles-Eugène et le tour était joué.

Grâce à ce tour, Voltaire réalisait les merveilles suivantes : 1^o il avait l'air de rendre service au duc, en le débarrassant momentanément d'une dette pressante; 2^o il cachait suffisamment son jeu; 3^o il faisait intervenir une personne tierce, dont on pouvait craindre qu'elle se montre moins accommodante que le poète; 4^o il recevait pour constater son arriéré, un titre facilement négociable et faisait produire à cet arriéré un intérêt de 5 % ¹.

On a vu que Rosé de Colmar et Meiner, directeur des forges d'Audincourt, s'étaient soumis à payer à Voltaire à partir du 1^{er} avril 1768, le premier 28.000 livres et le second 34.125 livres par trimestre. Or, en octobre 1768, Rosé imagina qu'il pourra faire attendre le poète en lui écrivant le 11 octobre 1768 qu'il a découvert des veines d'or en Alsace moyennant lesquelles il compte payer Voltaire, si celui-ci veut attendre. Mais Voltaire ne se laissa pas prendre et écrivit le 18 octobre 1768 à Dupont une lettre conçue en ces termes : « Le sieur Rosé me paraît un « virtuose. Il me mande que je suis fils d'Apollon et « de Plutus; mais, s'il ne m'envoie point d'argent, Plutus « me déshériterait, et Apollon ne me consolera pas. Il dit « qu'il a dépensé son argent à fouiller des mines; mais

1. Daniel Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 76.

« il allonge beaucoup la mienne. Il n'est point dit dans
 « notre marché qu'il cherchera de l'or, mais qu'il m'en
 « donnera; et le vrai moyen de n'avoir pas à m'en don-
 « ner, c'est d'imaginer qu'il y en a dans les montagnes
 « des Vosges. Les véritables mines sont dans ses vignes
 « bien cultivées; elles font de fort bon vin, qu'on vend
 « très bien à Bâle, où on le vendrait encore bien mieux
 « s'il y avait encore un concile. Le chapitre seul de Poren-
 « truy en boit assez pour que M. Rosé ait de quoi me
 « payer.

« Puisqu'il est un bel esprit, j'implore auprès de lui
 « la protection de Bacchus, le dieu des raisins, celle
 « d'Apollon, qui doit me donner des lettres de recomman-
 « dation pour lui, et point du tout celle de Pluton, quoi-
 « qu'il soit le dieu des mines; j'implore surtout la vôtre,
 « vous qui savez ce que vaut une délégation acceptée.

« Je ne vis plus que de ces délégations; j'ai donné le
 « reste à ma famille. M. Rosé doit considérer, que,
 « m'étant dépouillé de mon justaucorps et de mon man-
 « teau, il ne me reste que ma veste et ma culotte; que
 « s'il m'en prive, j'irai tout nu, et que je mourrai de
 « froid l'hiver prochain. »

Au mois de mars 1769 arrivait l'échéance du premier
 billet Jaquelot, de 35.000 livres et s'était à Voltaire qu'il
 appartenait d'en poursuivre le remboursement. Mais le
 duc était hors d'état de rembourser, en outre, il avise
 Voltaire qu'il doit 96.000 livres au baron Dietrich, de
 Strasbourg, et demande de lui prêter cette somme ¹.

1. D. Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 84 à 90.

Voltaire consentit au prêt de ces 96.000 livres remboursables par quartiers en quatre ans; le premier quartier payable le 1^{er} juillet 1769. Le paiement devait s'effectuer en deux annuités de 28.000 livres, et deux de 24.800, formant un total de 105.600 livres, dont 96.000 de capital et 9.600 d'intérêt. Comme garantie Voltaire ne réclama qu'une délégation acceptée par un fermier et les mêmes garanties qu'avait Dietrich. Le duc accepta.

Pour former cette somme, Voltaire repasse au duc les deux billets Jacquelot, c'est-à-dire. 70.000 livres.

Les 19.000 livres que lui doivent pour ses rentes Rosé et Meiner. 19.000 livres.

Le premier quartier de la rente qu'on devait lui payer à la suite de cette transaction. 7.000 livres.

TOTAL. 96.000 livres.

Le 9 mai 1769, le duc approuvait cet arrangement, qui lui donnait un peu de répit, et le Conseil de Montbéliard envoyait à Voltaire une soumission en forme signée par le sieur Surleau, receveur général des domaines du duc à Montbéliard, à quoi Voltaire fit remarquer que Surleau, n'étant qu'un fonctionnaire du duc, ne pouvait répondre des sommes prêtées au duc de Wurtemberg, et il demandait une délégation sur un fermier ou régisseur qui s'engageât en son propre et privé nom. Il ajoutait : « Je reçois dans ce moment une lettre de ma famille qui « me force encore de vous importuner. L'argent dont M.

« Jeannaire est nanti est le bien de mes parents, — ils
 « exigent la délégation sur des fermiers solvables demeu-
 « rant en France, ...je puisse satisfaire à mes engage-
 « ments et ne plus essuyer les reproches continuels de
 « ma famille. — S'il ne s'agissait que de mon intérêt, je
 « m'en remettrais uniquement à votre bonne volonté... 1 ».

Il semble que Voltaire ne reçut jamais de soumission régulière pas plus qu'il ne fut subrogé aux droits de Dietrich, mais il se consola par le fait que Rosé s'était soumis à lui payer 14.000 livres tous les trois mois jusqu'à la fin du compte, ce qui s'effectuait très régulièrement, et le paiement fut entièrement terminé en août 1773, c'est-à-dire à la date fixée. Les lettres de Voltaire à Rosé du 1^{er} avril et du 8 octobre 1771, nous montrent seulement qu'il eut quelques discussions à propos des lettres de change que Rosé prétendait donner pour leur valeur nominale, et que Voltaire n'acceptait, et à juste titre, qu'au prix auquel il les négociait. Le poète obtint satisfaction.

Dans cette affaire, Voltaire a cédé au duc, en mars 1769, ses deux billets à ordre à 5 %; le premier payable le 1^{er} mars 1769, et le second le 1^{er} mars 1770, moyennant un nouveau prêt à 4 %. Grâce à cette combinaison, Voltaire gagnait l'intérêt de 35.000 livres à 5 % pendant une année, car le second billet devait n'être payé que le 1^{er} mars 1770 et le poète en avait déjà touché d'avance l'intérêt lors de la conclusion du contrat du 29 février 1768 (avec

1. *Lettre au Conseil de Montbéliard*, du 6 septembre 1769. F. Rossel, *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 77, 78.

Jaquelot). Cette conversion avait pour Voltaire encore un autre avantage, car le poète calculait son intérêt comme s'il devait n'être remboursé qu'au bout de chaque année, et malgré cela il avait exigé les remboursements tous les quartiers, ce qui transformait le taux de 4 % en un taux supérieur. Nous avons vu aussi qu'une des sommes qui composait ces 96.000 livres était le premier quartier de la rente qui, en fait, ne devait lui être payée que trois mois plus tard. Et enfin un dernier avantage, mais peut-être le plus appréciable de tous, fut que tous ses arrérages portaient un intérêt de 4 % ¹.

Par le moyen des billets Jaquelot et le contrat de 105.600 livres, Voltaire réussit à se faire payer une créance compromise de 64.750 livres avec un intérêt que M. D. Muller estime être de plus de 7 %.

La situation financière du duc de Würtemberg devenait de jour en jour plus difficile, ce qui força Jeanmaire, l'intendant du duc, à s'adresser à Voltaire en octobre 1772, en lui demandant de prêter au duc 150.000 livres.

Le patriarche de Ferney, qui employait alors tous ses capitaux disponibles à bâtir ses manufactures, lui répondit le 17 octobre 1772 en ces termes : « Vous ignorez, « Monsieur, que j'ai établi à Ferney une colonie et des « manufactures qui me ruinent. Loin de pouvoir vous « prêter de l'argent, je suis obligé d'en emprunter » ; mais le poète promit de tenter toutes les voies possibles pour trouver de l'argent pour le duc. En effet, il écrivit à Ge-

1. D. Muller, *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 88 à 91.

nève et à Paris, mais tous les banquiers refusèrent d'avancer de l'argent.

Le Conseil de la régence de Montbéliard, harcelé par le duc, envoya Jeanmaire en Suisse pour négocier à tout prix un emprunt. Les banquiers bâlois, bernois et genevois refusèrent de prêter et c'est alors que Jeanmaire passa chez Voltaire, à Ferney, et trouva chez lui 80.000 livres que le patriarche venait de recevoir de Paris, somme obtenue par la vente des contrats.

Jeanmaire parvint à persuader Voltaire que le meilleur placement serait encore chez le duc de Wurtemberg et le poète consentit; il risquait peu. Sa rente courante de 62.125 livres par an était à jour et le remboursement de la somme de 105.600 livres était à peu près terminée, car on ne lui devait plus que 12.400 francs.

Il est probable que Voltaire voulut avoir pour ce prêt une rente viagère au taux de 15 à 20 %, et ce n'était pas un taux exagéré pour son âge de 78 ans; mais Jeanmaire préféra un simple prêt à court terme¹.

Le contrat fut signé le 23 mars 1773; il prévoyait un prêt de 80.000 livres à 5 %, hypothéqué en faveur de Voltaire sur les comtés d'Horbourg et de Riquewihr² et payable en deux ans, avec les intérêts à partir du 1^{er} février 1773.

Le paiement du capital et celui des intérêts devait avoir lieu tous les trois mois. Ce fut le sieur Rosé, receveur du duc à Riquewihr, qui fut chargé des paiements.

1. D. Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 95.

2. Contrat du 23 mars 1773. F. Rossel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 93.

C'était le 1^{er} mai 1773 que devait avoir lieu le premier remboursement de 10.000 livres. Ne recevant rien, Voltaire rappelle l'échéance par ses lettres des 4 et 25 mai et, enfin, par celle du 20 juin. A la suite de toutes ces démarches, le patriarche reçut le 3 juillet 1773 la somme de 18.333 livres, 6 sous, 8 deniers, dont 10.000 livres de capital et les intérêts des 80.000 livres¹.

Le 30 septembre, Voltaire réclame le remboursement, échu le 1^{er} août 1773; mais le Conseil de Montbéliard lui demande des délais, qui sont finalement accordés; le 13 décembre, Voltaire écrit, en effet, au Conseil : « Messieurs, « quoique j'aie quatre-vingts ans et que je ne doive pas « espérer de vivre jusqu'en 1775, cependant je suis très « flatté de pouvoir, avant de mourir, donner une marque « de mon respectueux attachement à Son Altesse Sérénissime et de ma confiance en vos bontés.

« Vous aurez donc pour agréable de me rembourser « dans l'année 1775, puisque vous le proposez.

« Si vous pouvez seulement me payer 5.000 livres sur « cette dette en 1774, vous me tirerez d'un assez grand « embarras. Ce sera autant de diminué sur le remboursement. J'attendrai les ordres que vous donnerez à vos « receveurs; ils suffiront sans autre contrat et sans autre « embarras. J'ai l'honneur, etc... »

Le 22 décembre, le Conseil remercia Voltaire et l'année 1774 se passa, sans que Voltaire entendit parler de ces 5.000 livres.

1. *Reçu de Voltaire au Conseil*, 3 juillet 1773. F. Rossel, *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 94, 95.

Le 5 avril 1775, le Conseil demande un nouveau délai d'un an, que Voltaire accorde par une lettre du 11 avril 1755 où il écrit :

« Je reçois aujourd'hui votre lettre du 5 avril par laquelle vous me mandez que vous ne pourrez me rembourser les soixante et dix mille francs et les arrérages en question, que dans une année. Je dois plus de quatre-vingt mille francs. Je tâcherai d'engager de mon côté mes créanciers à attendre une année.

« Voudriez-vous m'indiquer au moins la manière dont vous me ferez toucher, le temps précis où le paiement de chaque somme sera fait ? Je prendrai sur cela toutes mes mesures. Il faut que je sache précisément sur quoi compter... »

Et le 29 avril 1775, Voltaire écrit : « Si vous avez la bonté de me donner des paroles sûres, je me conduirai en conséquence. Je perdrai, à la vérité, l'intérêt d'une année; mais j'y gagnerai la certitude de me voir sans dette, et d'être tiré de l'abîme où je suis... 1 »

Cette attitude de l'homme que M. L. Nicolardot a voulu nous représenter comme un Harpagon inflexible, toucha le Conseil de Montbéliard qui lui écrit le 30 avril 1775 une lettre conçue en ces termes : « Nous sommes très sensibles au délai d'une année que vous avez bien voulu nous accorder...

« Pour que cet objet se finisse à votre satisfaction, nous vous proposons, Monsieur, le remboursement du

1. *Voltaire au Conseil de Montbéliard*, 29 avril 1775. F. Rossel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 112.

« capital et des intérêts en six termes égaux de trois en
 « trois mois, dont le premier écherra au 30 mai 1776,
 « et pour votre sûreté, nous vous donnerons à votre choix
 « des délégations acceptées soit du directeur des forges,
 « soit du receveur des terres d'Alsace...^{1.} »

C'était le 30 mai que le duc devait payer la première partie de sa dette. Voltaire, qui craignait une nouvelle remise de la date du paiement et qui était dans un grand embarras financier, prépare le duc et ses gens à l'obligation où cette fois il va les mettre de payer. Ainsi il écrit le 16 mars 1776 au Conseil de Montbéliard : « Ayant eu
 « le bonheur, ou le malheur, de fonder une colonie, qui
 « fait un assez grand commerce; ayant été obligé de bâtir
 « pour les artistes beaucoup de maisons et de magasins;
 « étant pressé par les architectes à qui je dois plus de
 « quatre-vingt mille livres, et me voyant menacé, à l'âge
 « de près de 83 ans, de mourir sans avoir payé mes dettes,
 « je n'ai d'espérance que dans la justice et dans la ma-
 « gnanimité de Son Altesse Sérénissime...

« Il me devra au 1^{er} juin quatre-vingt mille cinq cents
 « livres. Je demande qu'il veuille bien me faire fournir
 « des lettres de change en quatre termes... Mes créan-
 « ciers consentent à ne recevoir leur paiement que de
 « trois mois en trois mois. Ainsi vous aurez, Messieurs,
 « quinze mois entiers pour effectuer ce paiement... »

Peu de jours après, le 22 mars 1776, il écrit de nou-

1. *Voltaire au Conseil de Montbéliard*, 30 avril 1775. F. Rossel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 113.

veau au Conseil : « Je me vois écrasé, si au 21 juin je ne
 « reçois pas les vingt et un mille livres que je demande;
 « et je ne réponds pas de ce que feront mes créanciers.
 « Il serait bien cruel et bien injuste qu'à mon âge, un
 « prince souverain me retint le fonds et les intérêts, d'un
 « argent que je lui ai prêté avec tant de confiance; et
 « S. A. S. en est incapable. » Voltaire, inquiet, propose
 une combinaison qui lui donnerait une nouvelle garan-
 tie et lui permettrait de toucher les intérêts : on lui doit
 au 1^{er} juin 1776 la somme de 80.500 livres, dont 70.000
 de capital et 10.500 d'intérêt (du 1^{er} juin 1773 au 1^{er} juin
 1776) : il demande donc qu'on lui fournisse quatre lettres
 de change de 21.131 livres 5 sous chacune, payables les
 1^{er} septembre, 1^{er} mars 1776, 1^{er} mars et 1^{er} juin 1777, soit
 en tout 84.525 livres. Le duc fait la sourde oreille alors,
 le 27 mars 1776 Voltaire lui écrit une lettre conçue en
 ces termes : « Les entrepreneurs de ma colonie se trou-
 « vent ruinés et moi avec eux, si mes lettres ne sont pas
 « acquittées. Je vous supplie très instamment de vouloir
 « bien ordonner, Monseigneur, qu'on fournisse à la Ré-
 « gence de Montbéliard de quoi fournir ses engage-
 « ments, au moins au 1^{er} juin et au 1^{er} septembre.

« On verra ensuite quel parti on pourra prendre avec
 « elle pour ne la point gêner... Je vous prie de considérer
 « quelle triste suite des lettres de change non acquittées
 « entraînent. Plus de vingt familles seraient réduites à
 « la mendicité. Je dois prévenir un tel désastre à mon
 « âge de 83 ans. Votre Altesse Sérénissime ne souffrira
 « pas que je meure banqueroutier. Vous avez trop d'équité

« et de grandeur d'âme ¹ » et après cette lettre du 30 mars 1776 il mande au Conseil de la Régence qu'il a fait deux lettres de change de 21.131 livres 5 sous chacune et qu'ils les a remises aux entrepreneurs de sa colonie en paiement des dettes les plus pressantes.

Dans cette lettre du 30 mars 1776, Voltaire écrit ceci au Conseil : « Ni Monseigneur, ni vous, Messieurs, ne voudrez pas me laisser à découvert pour une si légère somme, et m'exposer aux suites funestes des lettres de change protestées. Je ne doute pas que Monseigneur ne vous fasse fournir ou que vous ne trouviez pas vous-mêmes ce peu d'argent qui pourra apaiser mes créanciers, et me tirer du plus grand embarras où je me sois jamais trouvé. Vous savez que je n'ai prêté cet argent à S. A. S. que pour lui marquer mon respect et mon dévouement, et pour empêcher M. Jeanmaire de faire à Genève un marché très onéreux. Je me flatte que vous ferez tous vos efforts pour satisfaire une demande si juste et si modérée, comme j'ai fait tous les miens pour servir Monseigneur et vous. Je reste d'ailleurs dans tous mes droits, et je vous supplie de me faire la réponse la plus prompte. La situation violente où vous me mettez exige de votre part cette attention, qui pourra réparer mon malheur. »

Ce procédé jeta le Conseil « dans la plus grande consternation » et le détermina enfin à prendre des mesures effectives pour apaiser son créancier. Voltaire reçut, le

1. Voltaire à Charles-Eugène, 27 mars 1776. R. Rossel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 119, 120.

14 juin, en même temps que son quartier régulier, une somme de 10.500 francs pour les intérêts des 70.000 livres (au 1^{er} juin 1776) et on lui promet de payer à la Saint-Martin 30.000 livres du capital ¹.

La Saint-Martin approchait; le 28 septembre Voltaire rappelle au Conseil sa promesse et le 18 octobre 1776 il écrit au Conseil : « Si, tout souverain qu'il est (le duc),
« trente mille francs lui paraissent une somme trop forte,
« je vous supplie qu'il vous en fasse du moins donner
« vingt mille pour le 15 de novembre. Je vendrai ma
« vaisselle d'argent et quelques bijoux pour compléter
« le reste de ce que je dois ². »

Mais le duc lui annonce dans ses lettres des 17 et 26 novembre ³ qu'il a résolu d'y (à Montbéliard) envoyer exprès « au printemps prochain une commission » qui va mettre en ordre ses finances et demande à Voltaire d'attendre jusqu'à la fin de 1777.

Alors Voltaire s'adressa à Frédéric « et lui demanda son aide ». Voici un passage de sa lettre du 8 novembre 1776 : « ... Je n'ose lever les yeux vers vous du sein de
« ma décrépitude et du fond de ma misère. Je ne sais
« plus où j'irai mourir. M. le duc de Wurtemberg ré-
« gnant,... me doit quelque argent qui aurait servi à
« me procurer une sépulture honnête; il ne me paye
« point : ce qui m'embarrassera beaucoup quand je serai
« mort. Si j'osais, je vous demanderais votre protection

1. D. Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 105, 106.

2. *Voltaire au Conseil de Montbéliard*, 18 octobre 1776. F. Ros-
sel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 128.

3. D. Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 108.

« auprès de lui, mais je n'ose pas; j'aimerais mieux
« avoir Votre Majesté pour caution.

« Sérieusement parlant, je ne sais pas où j'irai mourir.
« Je suis un petit Job ratatiné sur mon fumier de Suisse;
« et la différence de Job à moi, c'est que Job guérit, et
« finit par être heureux ¹. »

Nous possédons plusieurs lettres de Frédéric II relatives à cette affaire. Le 9 novembre 1777, il écrit : « Je
« vous envoie ci-joint la copie de la réponse que j'ai
« reçue de M. le duc de Wurtemberg. Ce prince, qui tend
« au sublime, veut imiter en tout les grandes puissances
« et comme la France, l'Angleterre, la Hollande et l'Au-
« triche, sont surchargées de dettes, il veut ranger le
« duché de Wurtemberg dans la même catégorie. Et s'il
« arrive que quelqu'une de ces puissances fasse banque-
« route, je ne garantirais pas que, piqué d'honneur, il
« n'en fit autant.

« Cependant je ne crois pas que maintenant vous ayez
« à craindre pour votre capital, vu que les états de Wur-
« temberg ont garanti les dettes de Son Altesse sérénis-
« sime, et qu'au demeurant il vous reste libre de vous
« adresser aux parlements de Lorraine et d'Alsace. J'avais
« bien prévu que Son Altesse Sérénissime serait récal-
« citrante sur le fait des remboursements, et je vous
« assure de plus que ce soi-disant pupille n'a jamais
« écouté mes avis ni suivi des conseils.

« Que ces misères ne troublent point la sérénité de vos

1. *Lettre à Frédéric II, roi de Prusse*, 8 novembre 1776, éd. *Moland*, tome I, page 123.

« jours; tranquille, du palais des sages, vous pouvez con-
 « templer de cette élévation les défauts et les faiblesses
 « du genre humain, les égarements des uns, et les folies
 « des autres; heureux dans la possession de vous-même,
 « vous vous conserverez pour ceux qui savent vous admi-
 « rer, au nombre desquels, et en première ligne, vous
 « compterez ,comme je l'espère, le solitaire de Sans-
 « Souci 1. »

Grâce à toutes ces démarches, Voltaire arracha à Rosé l'intérêt de 70.000 livres jusqu'au 1^{er} juin 1777 soit 3.500 livres qui furent payées en juillet enfin il reçut le 31 décembre 1777 du sieur Sahler 20.000 livres en lettres de change sur Paris, Lyon et Genève, ce qui réduisit sa créance à cinquante mille livres et à six mois d'intérêts de la somme de 70.000 livres, Voltaire avait proposé le 29 août 1777 de convertir la somme de 50.000 livres qu'on lui devait en une rente viagère à 20 p. 100, mais on refusa.

Par des lettres pressantes, notamment par celle qu'il adressait au duc le 7 octobre 1777 et où nous lisons ceci :
 « J'ai été obligé de vendre une partie de ma terre et ma
 « vaisselle. Je suis tombé malade dans ma quatre-vingt-
 « quatrième année, et je suis menacé de mourir sans avoir
 « pu payer mes dettes. Je remercie avec la plus grande
 « sensibilité Votre Altesse Sérénissime, qui veut bien me
 « payer vingt mille francs sur les soixante et dix mille

1. *Lettre de Frédéric II, roi de Prusse, 9 novembre 1777, éd. Moland, tome L, p. 302.*

« livres qu'elle me doit¹... », il obtient qu'on lui payât les intérêts de 70.000 livres jusqu'au 1^{er} janvier 1778 et quand Voltaire mourut on ne lui devait donc plus, sur le prêt de 1773, que 50.000 livres, avec les intérêts à partir du 1^{er} janvier 1778 qui furent payées en 1788 à son héritière générale M^{me} Denis, devenue M^{me} Duvivier. Quant à sa rente viagère de 62.125 livres par an, elle était à jour jusqu'au 1^{er} janvier 1778, chez Rosé à Riquewihr, et jusqu'au 1^{er} avril 1778, chez Meiner d'Audincourt. Ce fut M^{me} Duvivier qui toucha les arrérages de cette rente jusqu'au 30 mai, après quoi, elle bénéficia des réversibilités que Voltaire lui avait assurées².

Dans toute cette affaire Voltaire, par son habileté, par sa patience a fini par avoir raison du duc et de ses gens, tous plus mauvais payeurs les uns que les autres. Il a souvent cédé aux demandes les plus injustifiées du duc et d'un bout à l'autre, n'a pas cessé un seul jour de conserver un ton de modération, de politesse et même de bonne humeur bien rare chez un prêteur berné.

Pour l'époque et pour l'âge de Voltaire, le taux d'intérêt de ces contrats n'est nullement usuraire et dans plusieurs passages de sa correspondance, Voltaire lui-même observe qu'il aurait pu placer son argent à un intérêt supérieur.

On pourrait être tenté de se demander la raison de la prédilection de Voltaire pour les rentes viagères. Cette prédilection s'explique par le fait qu'au xviii^e siècle, le

1. *Voltaire au duc Charles-Eugène*, 7 octobre 1777. F. Rossel. *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 139.

2. D. Muller. *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 110 et 111.

prêt à intérêt, sauf en matière commerciale, passait suivant la vieille doctrine de l'Eglise, pour immoral et c'est pour cela qu'on recourait de préférence à l'abandon total du capital moyennant une rente viagère. Voltaire n'a donc fait, sur ce point, que se conformer aux idées de son temps ¹.

Enfin ces rentes viagères n'on été une bonne affaire pour Voltaire que parce qu'il a vécu longtemps. Charles-Eugène avait compté faire une excellente affaire sur les rentes de Voltaire et fut fortement déçu, en voyant se maintenir, inaltérable, la santé de son créancier. C'est probablement pour cette raison qu'il ne suivit plus le même système, lors de ses derniers emprunts.

Les rentes viagères sur l'électeur palatin Charles Théodore. — Dans une lettre à la marquise du Deffand du 3 mars 1754 Voltaire écrivait : « C'est un parti que je
« ne prendrai point (aller dans l'autre monde), du moins
« sitôt, pour la raison que je me suis fait des rentes
« viagères sur *deux souverains*, et que je serais incon-
« solable si ma mort enrichissait *deux têtes couronnées*.

« Si vous avez, madame, des rentes viagères sur le roi,
« ménagez-vous beaucoup, mangez peu, couchez-vous de
« bonne heure, et vivez cent ans ². »

Voltaire, on le voit, parle de rentes viagères qu'il a sur *deux* souverains. L'un de ces deux souverains, c'est

1. D. Muller, *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 14 (note).

2. *Lettre à Madame la marquise du Deffand*, 3 mars 1754, éd. Moland, tome XXXVIII, p. 184.

naturellement le duc de Wurtemberg, l'autre l'électeur palatin, Charles Théodore.

En effet, le 9 juillet 1753, Voltaire, en quittant — de la façon qu'on sait — son ami Frédéric, s'était arrêté à Mayence d'où il s'était rendu à Mannheim, chez l'électeur palatin Charles-Théodore et il avait profité de sa visite pour céder à l'électeur un capital que M. D. Muller évalue à 100.000 livres, moyennant environ 40.000 livres de rente viagère¹. C'est tout ce que nous savons sur ce placement.

En juillet 1758, Voltaire fit un nouveau voyage à la cour de Charles-Théodore et pendant ce voyage il versa à la Chambre des finances de Mannheim la somme de 130.000 livres moyennant une rente viagère sur sa tête et celle de sa nièce, M^{me} Denis. L'affaire fut négociée par Voltaire auprès du baron de Becker, ministre de l'électeur Charles-Théodore.

Voltaire lui écrivit : « Je vous avouerai donc, Monsieur, « que ma principale vue est d'assurer huit mille livres « de rente à ma nièce, M^{me} Denis, veuve d'un officier au « service de la France, laquelle demeure auprès de moi « et qui prend soin de ma vieillesse infirme....

« C'est pour elle principalement que je demande la « permission de placer un capital. Son Altesse Electo-
« rale daigne avoir la bonté de faire passer sur ma tête

1. D. Muller, *Les rentes viagères de Voltaire*, p. 42. Ces chiffres nous paraissent fort douteux, car il est peu probable que plaçant chez le duc de Wurtemberg, à 11 p. 100, Voltaire ait pu placer chez l'électeur, à environ 40 p. 100, en 1753, et seulement à 10 p. 100 en 1758.

« l'intérêt de ce capital à 10 p. 100, en faveur de mon âge,
 « qui est de soixante et trois ans. Ma nièce est âgée de
 « quarante-cinq ans. Votre Excellence ne trouverait-elle
 « pas qu'un intérêt viager d'environ 6 p. 100 accordé à
 « ma nièce après ma mort serait proportionnel à son
 « âge ? Le gouvernement de France donne 7 p. 100 dans
 « sa dernière loterie et rembourse le capital. J'abandonne
 « le capital et je ne demande qu'autour de 6 p. 100 pour
 « la vie de ma nièce... C'est à peu près, Monsieur, le
 « traité que je fis avec M. le duc de Wurtemberg lorsque
 « j'étais à Berlin et que j'étais moins vieux de six ans.

« J'insiste bien moins sur les proportions des âges que
 « sur la magnanimité de Monseigneur l'Electeur ¹. »

Le 4 juin, Voltaire est obligé d'écrire de nouveau à M. de Becker pour lui rappeler que les fonds sont à sa disposition et on se décide à les accepter. L'envoi fut fait par l'intermédiaire du banquier R. Tronchin, de Lyon. Dans la lettre par laquelle Voltaire annonce l'envoi il écrit : « Je vous prierai seulement, Monsieur, de vouloir
 « bien observer une petite note qui ne regarde que les
 « mutations autrefois trop fréquents dans les monnaies
 « de France et qui peuvent arriver encore.

« Peut-être Votre Excellence jugera-t-elle comme moi
 « qu'il faut obvier à ces changements qui entraînent tous
 « jours des difficultés... en stipulant un paiement tous
 « jours égal suivant la valeur présente du capital, on
 « remédie à tous les inconvénients et il n'y a jamais
 « de discussion ¹... »

1. Cité d'après Georges Bengesco. *Voltaire. Bibliographie de ses œuvres*, tome III, p. 370 et 371.

Ce contrat devait donner à Voltaire toutes les sûretés requises, car le 1^{er} septembre 1758, Voltaire écrit à de Cideville : « Je vous avouerai que j'ai mis dans cette « cour, et entre les mains de l'électeur, une partie de « mon bien, qu'on pille, presque partout ailleurs. Il a « bien voulu avoir la bonté de faire avec moi un petit « traité qui me met en sûreté, moi et les miens, pour « le reste de ma vie ¹. »

Dans la correspondance de Voltaire, il n'est jamais question de cette rente, ce qui semble indiquer qu'elle fut régulièrement payée, et dans l'état de 1775 l'électeur palatin ne figure que pour 13.000 livres de rente due.

Voltaire en Alsace. — Pour la clarté de l'exposé, nous avons tenu d'étudier tout d'une traite, la question des rentes viagères, bien qu'ils dépassent l'époque étudiée, mais revenons à Voltaire et à ce qu'il fit après son départ de Prusse.

Voltaire venait d'atteindre Francfort-sur-le-Mein, quand le résident prussien de cette ville, nommé Freytag, se présenta chez lui, lui réclame « l'Œuvre de poésies du « Roi, son gracieux maître » et procède, au mépris de toutes les lois et de toutes les convenances, à une perquisition dans les bagages du poète. Mais la caisse où se trouvaient les œuvres du roi de Prusse était restée à Leipzig, à la suite de quoi Freytag déclara à Voltaire qu'il ne lui serait permis de continuer sa route que lorsque la caisse serait là.

1. *Lettre à de Cideville*, Délices, 1^{er} septembre 1758, éd. Moland, XXXIX, p. 486.

La caisse une fois arrivée, Freytag refuse sous divers prétextes de laisser partir Voltaire et, après une malheureuse tentative de fuite de la part de celui-ci, il le fait enfermer dans une auberge et lui prend ses bijoux et son argent : quarante-six louis d'or, treize quadruples d'Espagne, douze carolins, six demi-carolins, quatre demi-louis et réclame encore 128 écus d'Allemagne par jour de détention ¹.

Il est probable que cet argent fut perdu pour Voltaire, car le poète ayant aperçu un certain Dorn, qui était chargé de lui restituer cet argent, il saisit un pistolet et se précipita vers cet homme qui avait outragé M^{me} Denis, et celui-ci n'eut que le temps de s'enfuir en emportant l'argent qu'il oublia évidemment de rendre par la suite ².

Après cette aventure, Voltaire ne songe qu'à rentrer en France, mais pour en obtenir l'autorisation en vain il s'adresse à M^{me} de Pompadour, à Richelieu, à Malesherbes : Paris lui reste interdit. « On prétend toujours « que j'ai été Prussien, écrivait-il. Il y aurait bien de « l'injustice à ne pas me regarder comme Français, pendant que j'ai toujours conservé ma maison à Paris et « j'y ai payé la capitation. Peut-on prétendre sérieusement que l'auteur du *Siècle de Louis XIV* n'est pas « Français ? »

C'est à la suite de ce refus que fatigué du monde, dégoûté des grands que son « naturel insolent », comme

1. *Journal de ce qui s'est passé à Francfort-sur-Mein*, éd. Moland, tome XXXVIII, p. 104.

2. *Lettre à Frédéric II, roi de Prusse*, éd. Moland, XXXVIII, p. 90.

disait Frédéric, indisposait à la longue, le poète songea à acheter une terre.

Celle à laquelle il songea d'abord était située aux environs de Colmar, c'était justement cette situation qui l'avait séduit, car en s'installant là, il serait près de Montbéliard où résidait l'administration des biens du duc de Wurtemberg, chez lequel, comme nous l'avons vu il avait placé des sommes considérables. Colmar avait encore l'avantage d'être situé de manière qu'on pouvait passer en peu de temps en Suisse, en Allemagne ou se transporter à l'intérieur de la France.

Maintenant que Voltaire désire devenir propriétaire, il n'oublie pas ses principes d'action. Il exige d'abord le plus grand secret, puis il sonde la cour de France, s'informe des droits d'achat, de vente, de donation, de testament, disserte sur le prix des terres et des meubles ¹.

Le 24 octobre 1753, Voltaire fait part de ses projets à la comtesse de Lutzelbourg : « J'ai été, lui écrit-il, voir
« les ruines du château de Horbourg, sur lesquelles j'avais
« quelque dessein de bâtir une jolie maison. Il s'y trouve
« quelque difficulté : le duc de Wurtemberg a un procès
« pour cette vénérable mesure au conseil privé, et je
« n'irai pas bâtir un hospice qui aurait un procès pour
« fondement. Mais, madame, on m'a dit un mot du
« beau château de feu monsieur votre fr.re. N'est-ce pas
« Oberkerkeim (sans doute Oberhergheim) ou quelque
« nom de cette douceur. Il est, je crois, difficile de le ven-

1. *Lettre à de Brenles*, 18 octobre 1754, éd. Moland, tome XXXVIII p. 274, 275.

« dre. N'appartient-il pas à des mineurs ? Mais personne
 « ne l'habite; et, si la maison et le fief ne sont pas com-
 « pris dans le fief invendable, si on peut louer le châ-
 « teau, avec les meubles qui y sont, en attendant que la
 « famille s'y arrange, ne serait-ce pas l'avantage de la
 « famille ? Je le louerai si on veut ; je ferai un bail ; je
 « paierai un an d'avance pour faire plaisir à la famille,
 « et, pour pot-de-vin, je vous ferai un petit quatrain pour
 « votre tableau. »

La lettre de Flachsland à Gemmingen du 31 octobre 1753 n'est pas moins explicite, car Flachsland écrit : « Il
 « paraît que ledit M. de Voltaire veut fixer son séjour
 « dans ce pays-ci ; dans cette vûe, il cherche une maison
 « de campagne pour y demeurer et il m'a dit que si le
 « séquestre d'Ostheim était levé il ferait une proposition
 « à la sérénissime seigneurie d'y bâtir à ses frais une
 « maison, laquelle après sa mort retomberait à la sei-
 « gneurie, à condition qu'elle ait la bonté de lui aban-
 « donner les matériaux du vieux château consistant en
 « pierre de taille et moëllons et de fournir de ses forêts
 « le bois de charpente qu'il aurait nécessaire pour la
 « construction du nouveau bâtiment ¹. »

Nous voyons donc que presque en même temps Voltaire négociait en Alsace l'achat du château de Horbourg, de Oberhergheim, de Ostheim et enfin de Sainte-Polaye ².

1. Dr P. Sakmann. *Eine Ungedruckte Voltaire correspondenz*, p. 21.

2. *Lettre à M. le comte d'Argental*, 15 janvier 1754, éd. Moland, tome XXXVIII, p. 157.

En outre, le 6 octobre 1754, il avait déjà écrit à son ami de Brenles : « C'est pour vous que je veux acheter
 « la terre d'Allaman (vieux château sur la route de Pron-
 « gins à Lausanne, au bord du lac Léman, entre Rolle
 « et Morges). J'ai besoin d'un tombeau agréable; il faut
 « mourir entre les bras des êtres pensants. Le séjour des
 « villes ne convient guère à un homme que son état
 « réduit à ne point rendre de visites... je ferai un effort
 « pour mettre tout ce que j'ai de bien libre à cette acqui-
 « sition...;

« Je vous avouerai, monsieur, qu'il me serait assez
 « difficile de payer 225.000 livres. J'aurais un château,
 « et il ne me resterait pas de quoi le meubler;... voici
 « comment je m'arrangerais; je donnerais sur-le-champ
 « 150.000 livres et le reste en billets sur la meilleure mai-
 « son de Cadix, payables à divers termes...

« Je crois que je puis être seigneur d'Allaman, puisque
 « vous me proposez cette terre.

« J'attends sur cela vos derniers ordres, en vous deman-
 « dant toujours le secret. Il ne faudrait pas acheter
 « d'abord la terre sous mon nom : le moindre bruit
 « nuirait à mon marché, et m'empêcherait peut-être de
 « jouir du plaisir de voir mon acquisition...

« Si on veut vendre Allaman plus de 225.000 livres,
 « je ne peux l'acheter; mais, en ce cas, n'y a-t-il pas
 « d'autres terres moins chères ? Tout me sera bon, pourvu
 « que je puisse finir mes jours dans un air doux, dans
 « un pays libre, avec des livres et un homme comme
 « vous. »

De Colmar, Voltaire va à Lyon, où il resta quelques

semaines. Il profita de ce séjour pour placer chez le banquier Robert Tronchin cinq cent mille francs¹ à 4 p. 100²

Ce banquier, qui lui fit le plus aimable accueil, était membre de cette « tribu des Tronchin » qui devait rendre tant de services à Voltaire.

Parmi ces Tronchin figurait le docteur Théodore Tronchin qui, après un long séjour en Hollande, et avant de venir à Paris, s'était fixé à Genève en 1754 et qui consentait à soigner la santé si délicate de l'auteur de *La Henriade*; le conseiller genevois François Tronchin qui devait lui être si utile à Genève et enfin le procureur général Tronchin.

Assez mal reçu à Lyon, Voltaire se fixa pour quelque temps à Prangins, château situé aux environs de Genève, qui fut gracieusement mis à sa disposition par le propriétaire.

Peu de temps après son arrivée à Prangins, le 25 décembre 1754, Voltaire écrivait à Robert Tronchin, son banquier, une lettre où il dit ceci : « Il serait à propos
« que vous voulussiez bien me garder toujours une somme
« de douze mille francs pour faire face aux différents
« besoins qui peuvent survenir : je peux acheter des
« chevaux, des meubles...

« Oserai-je prendre la liberté de vous demander quelque
« marchand expéditionnaire de Lyon qui pût m'envoyer

1. Luchet. *Histoire littéraire de M. Voltaire*, p. 62 et Chandon, tome II, p. 11. Grimm dit 800.000 francs dans sa *Correspondance littéraire*, mars 1765.

2. *Lettre à Prost de Royer*, 1^{er} octobre 1763, éd. Moland, tome XLIII, p. 2.

« quelques provisions dont on a toujours besoin et qui
 « coûtent beaucoup moins cher à Lyon qu'à Genève ?
 « Par exemple, j'aurais besoin pour mon hiver de cin-
 « quante livres de bougie, et je ne sais comment faire.
 « J'ai encore une lettre de change considérable de M. de
 « Montmartel, mais je pourrais m'en servir s'il était ques-
 « tion de quelque acquisition, c'est pourquoi je ne vous
 « l'ai pas remise ¹. »

Malgré cette crainte de dépenser trop en achetant ses provisions à Genève, tout étant « horriblement cher dans la cité du Picard Chauvin », Voltaire veut vivre désormais en grand seigneur, comme il convient à un « gentilhomme ordinaire de la chambre du Roi » ; mais il entend régler sa magnificence avec une sage économie.

Voltaire aux Délices. — Avoir à sa disposition Pangins ne suffit pas à Voltaire et il songe à devenir propriétaire, et de préférence sur le territoire « libre » de Genève près du docteur Tronchin.

Pour réaliser ce projet, il fallait surmonter une difficulté considérable : il était défendu à toute personne professant la religion catholique de s'établir et d'être propriétaire d'un immeuble sur le territoire de la République de Genève.

Quand le conseiller François Tronchin eut connaissance du projet qu'avait Voltaire de s'établir sur le territoire de la République, il fit tout son possible pour écarter

1. Henry Tronchin. *Le conseiller François Tronchin et ses amis, Voltaire, Diderot, Grimm*, Paris, 1895, p. 16 et 17.

tous les obstacles et finit par faire comprendre aux magistrats genevois combien pourrait gagner le pays tout entier par la grande dépense qu'annonçait Voltaire et par le monde qu'il y attirerait¹.

A la suite de ces démarches et après une demande en règle, le Conseil décida, le 1^{er} février 1755, « de permettre audit sieur de Voltaire d'habiter le territoire de « la République, sous le bon plaisir de la Seigneurie² ».

Avant d'obtenir cette permission officielle, Voltaire avait entamé des négociations sur plusieurs points différents à la fois, quitte à mettre dans l'embarras les intermédiaires chargés de ces divers pourparlers.

Le poète entrait, dans le courant des mois de décembre 1754, janvier et février 1755, en marché à la fois pour la grotte Prélaz, située à une demi-lieue de Lausanne, pour une maison à Monrion, près de Lausanne, pour la maison de M. Hervart, à Hauteville, près de Vevey (trop considérable pour lui); pour celle de M. Pictet, à Nyon; pour la campagne de M^{me} de Gallatin, à Cologny, dans les environs de Genève (prix : 124.000 livres). Enfin, au mois de mars 1756, il veut louer à Rolle une maison qui devait le décider à aller plus souvent de Monrion aux Délices et des Délices à Monrion, car elle était située à peu près à moitié chemin de Genève à Lausanne³.

Décidé de toute façon à se fixer aux environs de Ge-

1. G. Desnoiresterres. *Voltaire aux Délices*, p. 76, 77.

2. H. Tronchin. *Le conseiller François Tronchin et ses amis...* p. 36.

Lettre de Collini à Dupont, 20 mars 1756, éd. Moland, tome XXXIX, p. 9.

nève et assuré d'obtenir, grâce à François Tronchin, le permis de séjour, Voltaire cherche un prête-nom qui consente à devenir le propriétaire fictif de la maison dont lui-même sera le propriétaire réel. Ce prête-nom se présente dans la personne des frères Gabriel et Philibert Cramer, libraires-éditeurs à qui Voltaire avait donné, lors de son séjour en Alsace, ses *Annales de l'Empire*, et qui étaient naturellement fort désireux de retenir à Genève un client de cette importance. Mais ce ne furent pas eux qui signèrent le contrat, car Voltaire préféra avoir à faire à un homme aussi sûr que Robert Tronchin¹.

Le 28 janvier 1755, Voltaire avait signé avec M. Labat, représentant de M. Mallet, la promesse de vente de Saint-Jean, maison qu'il devait appeler les Délices, et il écrivait le 31 janvier 1755 à son ami M. de Brenles une lettre dans laquelle il dit ceci : « ... la maison qu'on me vend
« (les Délices) est d'un grand tiers au-dessus de sa valeur
« au moins; mais elle est charmante, mais il n'y manque
« rien, et il faut savoir payer cher son plaisir et sa con-
« venance²... »

1. M. Henry Tronchin remarque, p. 42, que c'est à la suite des hésitations de Voltaire, et seulement après la promesse de vente du 28 janvier, que les Cramer « ne se soucièrent plus d'être les » mandataires d'un homme avec qui il était si difficile de traiter ». Ce fait est peu probable, car la lettre dans laquelle Voltaire propose à Tronchin d'acheter pour lui Saint-Jean, porte la date du 23 janvier 1755, elle est donc de cinq jours avant cette promesse.

2. *Lettres à de Brenles*, 31 janvier 1755, éd. Moland, tome XXXVIII, p. 332.

La promesse du 28 janvier 1755 était, en effet, un contrat de vente sous l'unique réserve que le permis de séjour serait accordé à Voltaire, ce qui eut lieu en vertu de la décision du Conseil en date du 1^{er} février 1755. Il ne restait donc plus à Voltaire qu'à verser les quatre-vingt-dix mille livres, prix convenu de son acquisition. Mais, selon Voltaire, la maison était payée un grand tiers au-dessous de sa valeur, ce qui fait que le poète, hésite, semble même chercher à se dégager en prétextant les inquiétudes que lui inspire la Compagnie des Indes, discute chaque article et fait faire des modifications qui tournaient à son avantage et lassaient le vendeur et Robert Tronchin.

Voltaire veut tout prévoir, se précautionner contre tout; il entend que « tous les frais de contrats, lots et ventes » regardent le vendeur, ou bien c'est un tonneau de vin, trois paires de draps, deux nappes, deux douzaines de serviettes à comprendre dans l'inventaire, ou enfin c'est un carrosse que Voltaire voit dans une remise et qui doit être cédé par le vendeur¹.

L'acte définitif fut signé le 11 février, Robert Tronchin achetait Saint-Jean pour la somme de quatre vingt sept mille deux cents livres de France².

Il en donnait la jouissance immédiate à Voltaire par un bail renouvelable indéfiniment de trois en trois ans. Voici le contenu de l'acte : « Ledit achat est fait pour

1. Henry Tronchin. *Le conseiller François Tronchin et ses amis...*, p. 41, 42.

2. Voltaire paya 77.000 francs par une lettre de change sur M. de Montmartel, payable en septembre 1755.

« la somme de 87.000 livres, dont ledit M. Tronchin
 « paiera 10.000 livres comptant, et M. de Voltaire, les
 « 77.200 livres restantes; dans cette dernière somme est
 « comprise celle de 15.000 livres que M. de Voltaire paye
 « pour les meubles, bestiaux, voitures..., dont il acquiert
 « la propriété dès à présent. » Tronchin passe en même
 temps avec Voltaire, un acte par lequel il lui « amodie
 « cette campagne pour neuf ans, pendant lesquels M. de
 « Voltaire y pourra faire, à ses frais, toutes les répara-
 « tions qu'il jugera à propos; étant convenu que, s'il en
 « fait qui diminuent la rente du fonds, on en fera l'esti-
 « mation pour les rabattre sur l'obligation judiciaire que
 « M. Tronchin passera en faveur de M. de Voltaire de
 « 38.000 livres de France, hypothéquées sur le fonds et
 « payables sans intérêts audit M. de Voltaire six mois
 « après son départ de Genève ou après sa mort à ses
 « héritiers; et, en payant cette obligation, M. Tronchin,
 « entrera en possession du fonds, mais non des meubles,
 « qui appartiendront audit M. de Voltaire, qui en dis-
 « posera. Il est aussi stipulé que, si les bâtiments sont
 « consumés par le feu du ciel, la perte en sera pour
 « M. Tronchin, mais tout autre incendie sera réparé aux
 « frais de M. de Voltaire ¹. »

L'acquisition de Saint-Jean ne suffisait pas à Voltaire,

1. Lucien Perey et Gaston Maugras. *La vie intime de Voltaire aux Délices et à Ferney, 1754 à 1778*. Paris 1885. Appendice p. 535. Dans un mémoire du 19 octobre 1765, Voltaire écrit : « ...le con-
 » seiller Jaquet disputa avec le conseiller Mallet, à qui me ven-
 » drait sa maison; ... » Albert Choisy. *Lettres inédites de Vol-
 taire*. Genève, 1913.

car le 14 février 1755, il écrit à Allamand : « ... j'ai
 « acquis la possession de Saint-Jean auprès de Genève.
 « Ma nièce, qui est encore un peu parisienne, n'a pu
 « résister aux agréments d'une maison et d'un jardin
 « qui égalent ce qu'il y a de plus agréable dans les envi-
 « rons de Paris. Nous n'avons trouvé ni auprès de Lyon,
 « ni auprès de Dijon, encore moins en Alsace, rien qui
 « approchât de cette situation... Mais je voudrais aussi
 « avoir Montriond. Je voudrais tenir à la liberté de tous
 « les côtés, et terminer mes voyages à me promener d'un
 « bout du lac à l'autre...

« On m'avait proposé aussi une maison à Vevey, et
 « peut-être m'en accommoderai-je, si le marché de Mont-
 « riond ne réussit pas. L'habitation auprès de Genève
 « sera pour l'été. Celle de la Suisse sera pour l'hiver,
 « et je chercherai dans toutes les saisons à vivre avec
 « un homme de votre mérite 1. »

Redoutant « les bises glaciales de Genève et les brouil-
 « lards du Rhône », Voltaire s'était assuré un asile pour
 la mauvaise saison dans un climat plus tempéré, à Mon-
 rion, près de Lausanne. Mais le poète ne devait pas
 trouver à Mourion l'idéal qu'il cherchait, car déjà dans
 sa lettre à M. de Brenles, du 27 janvier 1755, il écrit qu'il

1. Paul Maillefer, *Voltaire et Allamand. Revue Historique Vau-
 doise*, 1898. Cette lettre indique que le 14 février 1755, c'est-à-dire
 trois jours après le contrat pour Saint-Jean, Voltaire n'avait pas
 encore conclu pour Montrion la lettre à M. de Brenles du 9 fé-
 vrier 1755, *Moland*, XXXVIII, p. 340, indique le même fait et nous
 sommes porté à le croire, malgré que déjà, dans sa lettre du
 7 janvier 1755, Voltaire écrit : « J'ai déjà conclu pour Montrion, »

« n'y a dans Monrion ni jardin pour l'été, ni cheminée, ni poêle pour l'hiver ».

Malgré cela, Lausanne fut pour Voltaire un lieu d'agrément et de passage où sa réputation et les représentations qu'il y donnait chez lui, attirèrent à lui, toute la bonne compagnie de la ville et l'engagèrent à se rapprocher du centre et de prendre pour neuf ans une maison plus belle et plus commode « dont la vue, dit-il, ressemble à celle de Constantinople sur le Bosphore ».

Dans une lettre à la comtesse de Lutzelbourg du 5 janvier 1758, Voltaire décrit sa maison en ces termes « ...Mon appartement est si chaud que j'y suis incommodé des mouches en voyant quarante lieues de neiges. Je me suis arrangé une maison à Lausanne, qu'on appellerait palais en Italie ; quinze croisées de face en cintre, donnent sur le lac à droite, à gauche, et par devant. Cent jardins sont au-dessus de mon jardin. Le grand miroir du lac les baigne. Je vois toute la Savoie au-delà de cette petite mer, et, par-delà la Savoie, les Alpes qui s'élèvent en amphithéâtre, et sur lesquelles les rayons du soleil forment mille accidents de lumière 1.»

Après avoir fait ces acquisitions, Voltaire ne pense qu'à les rendre agréables, non pas pour lui, mais pour M^{me} Denis, car l'« héroïne de l'amitié et la victime de Francfort, mérite des palais, des cuisiniers, des équipages, grande chère, et beau feu ». Il savait, en effet, que

1. *Lettre à madame la comtesse de Lutzelbourg*, 5 janvier 1758, éd. Moland, tome XXXIX, p. 349.

cette héroïne de l'amitié n'était qu'une Parisienne, qui n'avait pas encore renoncé à toutes les vanités du monde et à laquelle il fallait de jolies maisons et de beaux jardins pour la rendre suffisamment philosophe et l'accoutumer à la solitude.

Tout était à faire pour approprier les Délices aux besoins de Voltaire et surtout à ceux de tout son monde, mais ce qu'il y avait de pis était que la maison, quoique assez vaste, n'avait que deux appartements.

Le poète fait venir vingt ouvriers et, avec l'expérience qu'il avait acquise à Cirey, il se met au travail. Il fait bâtir « de petits nids à rats, où on pourra loger ».

Il entend par là une aile de la maison où il y avait des chambres pour les domestiques, une écurie, une remise, des greniers, un poulailler. En outre, il fait creuser des égouts, des citernes, planter deux cent cinquante arbres, dessiner tout un jardin dont il donna lui-même le plan.

Voici en quels termes Voltaire annonce le progrès de ces travaux à Robert Tronchin : « Vingt ouvriers, écrit-il, « le 24 mars 1755, travaillent à embellir votre retraite, « et la mienne. On m'a donné une patraque, et je veux « vous en faire une jolie montre. Je vous fais des ave- « nues, non pas à travers champs, mais à travers vignes. » Le 28 mars 1755, il écrit au même : « ...Je vous promets « d'en (arbres) faire planter dans toutes les bordures de « vos potagers. Je vous ai déjà fait planter deux cent « cinquante arbres, je vous ai fait percer des avenues, je « vous fait bâtir une petite aile. Votre maison n'était « qu'agréable, et je la rendrai commode : je veux que

« tous les Trouchin nés ou à naître, puissent y loger à
« leur aise. »

Une phrase d'une lettre de Voltaire à Collini, du 23 mai 1756, nous montre bien à quel point le grand homme aimait ses Délices. Dans cette lettre, il écrit : « Il faut
« que les domestiques aient grand soin de remuer les
« marronniers, d'en faire tomber les hannetons, et de les
« donner à manger aux poules. »

Voltaire avait mis, aux Délices, sa maison sur un pied plus que respectable : quatre voitures, six chevaux, postillon, cocher, deux laquais, un valet de campagne, deux maitres jardiniers, un valet de chambre, un cuisinier français, un marmiton et un secrétaire. Il fait venir de Paris trente caisses de meubles et se plaint encore qu'il n'a pas le tiers de ce qu'il faut, bien que la maison ait été déjà meublée quand il l'a achetée.

Ses équipages étaient plus fastueux qu'élégants; il réservait pour son usage personnel, un vieux carrosse à fond bleu, parsemé d'étoiles d'or, à moulures sculptées et dorées et, quand il se rendait à Genève, c'était toujours en voiture à quatre chevaux, spectacle inconnu jusqu'alors dans l'austère république; aussi M. Perey et Maugras nous disent que la foule se précipitait sur son passage et formait cercle dès qu'il s'arrêtait.

Nous ne savons pas combien coûtait pas an cette vie aux Délices. Dans une lettre à R. Tronchin du 13 août 1755, Voltaire lui écrit qu'il a dépensé plus de quarante mille écus depuis qu'il est installé là, et d'autre part, François Tronchin dit dans son mémoire, que les constructions

que Voltaire fit aux Délices, peuvent avoir coûté de 4.000 à 6.000 livres ¹.

Le bruit que fit à Genève l'article de l'Encyclopédie consacré à cette ville, article qui était signé par d'Alembert, mais que Voltaire avait en réalité inspiré à celui-ci, et l'émotion qu'y suscita l'épithète « d'atroce » dont Voltaire avait qualifié l'âme de Jean Calvin, avertirent l'auteur de *La Henriade* que la philosophie des Genevois était moins saine qu'il ne l'avait pensé : « Vous savez qu'à « Genève, il y a des prêtres comme ailleurs, écrivait Voltaire à Tronchin, le 13 décembre 1758. Vous n'ignorez « pas qu'ils ont voulu me jouer quelques tours de leur « métier ; ils ont continuellement répandu dans le peuple que j'étais venu chercher un asile dans le territoire « de Genève... ».

Ces craintes décidèrent Voltaire à mettre une partie de sa fortune en terres situées ailleurs qu'à Genève; « le roi « de Prusse, disait-il, ne les saccagera pas, et elles porteront toujours quelques graines. Les biens en papier « dépendent de la fortune, ceux de la terre ne dépendent « que de Dieu ². »

Un moment, il songea à s'éloigner à jamais de la Suisse. Des terres étaient à vendre en Lorraine, Champignelle qui appartenait au comte de Fontenoy et qui valait trois cent mille livres, et Craon, appartenant à mesdames de Mirepoix et de Boufflers.

1. H. Tronchin. *Le conseiller François Tronchin et ses amis*, p. 388.

2. *Lettre à de Cideville*, 29 juin 1759, éd. Moland, tome XL, p. 134.

Voici ce qu'il écrit le 9 juillet 1758 à son ami de Saint-Lambert : « Mes Délices n'ont que soixante arpents, coûtent fort cher, et ne me rapportent rien du tout. C'est « d'ailleurs terre hérétique, dans laquelle je me damne « visiblement, et j'ai voulu me sauver avec la protection « du roi de Pologne. Fontenoy m'a paru tout propre à « faire mon salut, attendu qu'il rapporte dix mille livres « de rente et que j'enrage d'avoir des terres qui ne me « rapportent rien...

« Craon n'est-il pas une maison de plaisance, et puis « c'est tout ? Il n'y a rien là à cultiver, à labourer et « planter ¹. »

Bettinelli nous raconte qu'un jour, en présence du roi de Pologne, la conversation tomba sur Voltaire, qui venait d'écrire à ce prince qu'il avait cinq cent mille francs qu'il désirait placer dans l'acquisition d'une terre en Lorraine, pour aller mourir, disait-il, dans le voisinage de son Marc-Aurèle ; mandant en même temps ceci au père Menoux, son ami : « Mon âge et les sentiments « de religion, qui n'abandonnent jamais un homme élevé « chez vous, me persuadent que je ne dois pas mourir sur « les bords du lac de Genève². »

Le projet d'avoir dans son duché un homme comme Voltaire possesseur d'une si énorme fortune, souriait à Stanislas, mais quand il demanda conseil à Versailles, le ministre Choiseul dissuada en style de chancellerie le

1. *Lettre à Saint-Lambert*, 9 juillet 1758, éd. Moland, XXXIX, p. 467.

2. *Bettinelli aux Délices*, 1758, éd. Moland, tome I, p. 337.

bon Stanislas de recevoir cet homme, qui partout apportait la guerre.

Voyant que les négociations avec Stanislas commencent à trainer, Voltaire, dès la mi-septembre 1758, entre en pourparlers avec Jacob de Budé, colonel au service de la Hollande, pour l'achat de sa terre de Fernex. L'affaire fut menée rondement et l'acte devait être conclu peu de temps après.

Malgré ce nouvel achat, c'est seulement plus de six ans après que Voltaire fut forcé « par l'état de ses affaires », à abandonner les Délices à Robert Tronchin.

L'acte fut passé le 21 mars 1765 et Voltaire reçut comme le stipulait le contrat, la somme de trente-huit mille livres et on peut penser qu'il fut content car, le 22 mars 1765, madame Denis remerciait Robert Tronchin d'avoir agi « avec une noblesse digne de son cœur et de ses sentiments ¹. »

Cela n'empêchait pas Voltaire d'écrire au chevalier de Pezay dans sa lettre du 5 janvier 1767, qu'il avait reçu trente huit mille livres, et en avait perdu quarante-neuf, outre environ trente mille francs qu'il avait employés à bâtir dans cet enclos. Ces doléances de Voltaire auprès des personnes qui n'étaient pas au courant de l'affaire, engagèrent François Tronchin à rédiger une « *Note de François Tronchin sur le règlement de comptes entre Robert Tronchin et Voltaire pour la reprise des Déli-*

1. *Lettre de Madame Denis à Robert Tronchin*, 22 mars 1765, H. Tronchin. *Le conseiller François Tronchin et ses amis...*, p. 198.

« ces » dans laquelle il note : « L'assertion sommaire de
 « M. de Voltaire présente l'idée d'un vendeur peu déli-
 « cat et d'un acquéreur trop magnifique sur le prix de
 « ses jouissances. Ce n'est ni l'un ni l'autre. Le domaine
 « des Délices a, en effet, été vendu par un magistrat le 10
 « février 1755 (non compris les lods ou droits) livres
 « de France. 78.035 6 s. 8 d.
 « Les lods et frais se sont élevés à la
 « somme de livres de France. 9.166 13 s. 4 d.

« TOTAL. 87.200 livres.

« Dans ce prix étaient compris les meubles (qui furent
 « vendus au départ 10.000 livres à François Tronchin,
 « par M^{me} Denis) dont M. de Voltaire achetait la pro-
 « priété pour le prix de livres. 15.000
 « Les Délices, sans les meubles et tels qu'ils devaient
 « être rendus à M. Tronchin par M. de Voltaire ne cou-
 « taient ainsi que 72.000
 « De ces 72.000, M. Tronchin en paya lors de l'acqui-
 « sition. 10.000
 « M. de Voltaire ne paye donc du prix des Délices
 « que livres de France. 62.000
 « A la mort de M. de Voltaire où à la cessation volon-
 « taire de sa jouissance, il était stipulé que M. Tronchin
 « rentrerait dans son domaine en remboursant à M. de
 « Voltaire. 38.000
 « M. de Voltaire en acquérait ainsi la jouissance pen-
 « dant sa vie pour livres. 24.000
 « Le magistrat à qui ce domaine appartenait certifiera

« que la partie utile lui rendait 2.000 livres par année et
 « M. de Voltaire en a joui dix ans. Il est vrai que les
 « deux dernières années, M. de Voltaire ayant fixé sa
 « résidence à Ferney, avait mis à ferme une portion de
 « la partie utile des Délices pour 700 livres de France.
 « Il en avait diminué le produit par la destruction du
 « quart des vignes et la conversion de quelques objets
 « de production en agrément. Une écurie, un poulailler
 « et quelques cabinets hors d'œuvre sont les seules cons-
 « tructions qu'il y a faites. Elles peuvent avoir coûté de
 « 4.000 à 6.000 livres. Les effets mobiliers servant à la
 « culture, chariots, tombereaux, une assez grande quan-
 « tité d'orangers, etc., étaient demeurés dépendants du
 « domaine et devaient y être laissés par M. de Voltaire
 « à sa sortie. Les chariots, tombereaux, orangers, tous,
 « jusqu'aux chaudières de lessive, avaient passé à Ferney
 « lors de la reprise du domaine par M. Tronchin 1. »

Malgré cette déclaration écrite du reste sur un ton très modéré, les relations amicales entre Voltaire et les Tronchin, continuèrent, ce qui semble indiquer qu'elle n'était pas dépourvue de toute vérité.

Les entreprises financières de Voltaire. — Nous avons peu de renseignements sur les entreprises financières de Voltaire à cette époque, car c'était Robert Tronchin qui était chargé de la gestion de la fortune du poète : « Vous
 « voyez tout avec de bons yeux, lui écrivait Voltaire, et
 « je ne veux voir que par les vôtres. Je suis avec vous

1. H. Tronchin. *Le conseiller François Tronchin et ses amis...*, p. 386 à 388.

« pour mes affaires comme le docteur Tronchin pour ma
 « santé. Vendez, ne vendez point, troquez, ne troquez
 « point, placez, ne placez point; vous ferez toujours bien
 « et jè m'en rapporte à vous ¹. »

Au mois de janvier 1756, Voltaire met des fonds dans l'armement d'un des quatre vaisseaux que l'Espagne envoyaient contre les Jésuites du Paraguay. Ce navire appartenait à M. Gilli, et voici en quels termes Voltaire raconte l'affaire à la comtesse de Lutzelbourg : « Le roi
 « d'Espagne envoie quatre vaisseaux de guerre contre les
 « révérends pères. Cela est si vrai que moi, qui vous
 « parle, je fournis ma part d'un de ces quatre vaisseaux.
 « J'étais, je ne sais comment, intéressé dans un navire
 « considérable qui partait pour Buénos-Ayres; nous
 « l'avons fourni au gouvernement pour transporter des
 « troupes et, pour achever le plaisant de cette aventure,
 « ce vaisseau s'appelle *le Pascal*, il s'en va combattre la
 « morale relâchée ². »

Voltaire avait à cette époque peu de confiance dans les effets émis par l'Etat. Le 8 avril 1757, il écrit à Robert Tronchin qu'il craint qu'ils ne soient pas « un jour bien
 « exactement payés et qu'il ne reste que des billets blancs
 « aux pauvres metteurs, qui les serreront bien propre-
 « ment avec les billets de l'Epargne, d'Etat, de monnaie,
 « d'ustensiles, de liquidation d'emprunt, de banque, etc.,
 « etc., tous effets admirables et si beaux qu'une famille

1. H. Tronchin, *Le Conseiller François Tronchin et ses amis*, p. 50.

2. *Lettre à la comtesse de Lutzelbourg*, 12 avril 1756, éd. Māland, tome XXXIX, p. 23.

« qui en aurait pour cent millions n'aurait pas de quoi
« acheter une demi-once de pain bis ».

Cela ne l'empêcha pas d'acheter peu de jours après pour quatre-vingt mille livres de billets d'une loterie royale. Voici ce qu'à ce propos il écrit le 13 avril 1757 à son banquier Robert Tronchin : « Je vois qu'il faut vivre
« douze ans pour escompter ses lots avec avantage.
« Allons, il faut se résoudre à vivre douze ans. J'ai déjà
« fait marché pour neuf à Lausanne; ce n'est que trois de
« plus avec le roi de France, qui est déjà mon débiteur.
« M. de Montmartel m'a mandé qu'il me retient pour
« quatre-vingt mille livres de billets. Je jette le filet en
« votre nom, et je hasarde quatre-vingt mille livres au
« jeu nouveau que le roi joue avec ses sujets¹. »

Cet élan ne dura pas longtemps, car déjà, dans sa lettre du 23 février 1758, il semble regretter ce pas. Voici ce qu'il y écrit : « On dit que le diable menace encore
« d'un nouvel emprunt dans six mois. Ma foi, à force
« d'emprunter, on sera enfin réduit à ne rien payer.
« Sauve qui peut². »

Ce fut à cette gestion prudente que Voltaire dut d'être très riche à cette époque. Dans une lettre à Robert Tronchin, il lui écrit le 6 mars 1759 : « ... J'ai fait toute ma
« vie un métier de gueux... Et cependant me voilà avec
« deux châteaux, deux jolies maisons, soixante et dix
« mille livres de rente, deux cent mille livres d'argent

1. *Lettre à R. Tronchin*, 13 avril 1757, éd. Moland, tome XXXIX, p. 203.

2. *Lettre à R. Tronchin*, 23 février 1758, éd. Moland, tome XXXIX, p. 402.

« comptant, et quelques feuilles de chêne en effets royaux,
« que je me donne garde de compter.

« Savez-vous bien qu'en outre, j'ai environ cent mille
« francs placés dans le petit territoire où je vais fixer
« mes tabernacles... Je plains le roi mon maître, dont les
« finances n'ont pas été si bien administrées que les
« miennes ¹... »

Les banqueroutes. — Certes, Voltaire ne se vantait pas sans raison de l'habile gestion de ses finances. Toutefois, si habile qu'il fût, il ne devait pas dans cette période de sa vie, plus que dans les précédentes ne connaître que des succès. C'est dans ces déboires qu'il nous faut maintenant jeter un coup d'œil.

Dans une lettre à R. Tronchin du 7 avril 1757, Voltaire écrit : « Feu Bernard, fils de Samuel Bernard, a fait en
« mourant banqueroute, comme son père l'avait faite
« adroitement de son vivant. J'y suis pour environ huit
« mille livres de rente ². Il y a six ans que cette affaire
« dure. »

En juin 1759, Voltaire charge son petit neveu, le jeune d'Hornoy, de tirer quelque chose de cette banqueroute frauduleuse de Bernard et promet de faire « un mémoire
« sanglant contre les banqueroutiers, contre les commis-

1. *Lettre à Tronchin*, 6 mars 1759, éd. Moland, tome XL, p. 54.

2. Voltaire dit cinquante mille francs dans sa lettre à d'Argental du 3 mars 1757 ; soixante mille livres dans sa lettre à Thieriot, du 8 décembre 1760. *Benchot* et *L. Moland*, évaluent la perte, à 60.900 francs, éd. Moland, tome XXXVIII, p. 189, note 4.

« sions éternelles de ces belles affaires, et contre le receveur des consignations qui mange tout l'argent ¹. » Dans le livret de 1775, la banqueroute Bernard, surintendant de la reine, maître des requêtes, figure pour environ 500 livres.

D'autre part, vers le mois d'août 1755, un des vaisseaux chargé à Cadix pour le compte de Voltaire fut pris par les Anglais et notre auteur subit une perte d'environ 80.000 livres ².

Il faut ajouter encore que dans sa lettre à M. de Brenles du 9 février 1755, Voltaire écrit : « J'ai perdu le tiers de « mes rentes à Paris... » Malgré nos recherches, c'est tout ce que nous savons sur cette perte.

Enfin, le poète avait théoriquement sa pension du roi de 2.000 francs; mais, depuis 1750, il ne la touchait plus ³.

Voltaire et les libraires. — Dans ses mémoires, le secrétaire de Voltaire, Collini, écrit que Voltaire « à « dater de son établissement à Ferney », abandonnait ses ouvrages sans aucune rétribution aux libraires ⁴.

Nous avons fort peu d'indications sur ces affaires, mais il paraît presque sûr que durant son séjour en Prusse, Voltaire a encore touché des droits d'auteur et c'est seu-

1. *Lettre à Madame de Fontaine*, 11 juin 1759, éd. Moland, tome XL, p. 119.

2. *Lettres à Tronchin*, 13 août 1755, et au comte d'Argental, du 20 septembre 1755, éd. Moland, XXXVIII, p. 471.

3. *Lettre au comte d'Argental*, 19 novembre 1757, éd. Moland, XXXIX, p. 229.

4. C. A. Collini, *Mon séjour auprès de Voltaire...*, p. 75.

lement à partir de son séjour en Alsace qu'il y renonce et même qu'il aide ses éditeurs.

Un billet autographe signé de Lemercier et Lambert à l'ordre de Voltaire, nous prouve que ces deux libraires lui devaient le 25 novembre 1749 la somme de 3.000 livres ¹.

Pendant son séjour à Berlin, Voltaire fait imprimer pour son compte trois mille exemplaires de *l'Histoire du siècle de Louis XIV*. Il en envoie cinq cents à son ami le chevalier Falkener, à Londres, et le prie de les faire vendre en Angleterre. Cette opération lui permet de tirer sur Falkener une lettre de change pour la somme de 94 livres sterlings ².

Voici sous quelles conditions Voltaire « fait présent » ³ du reste des exemplaires à Conrad Walther, libraire de S. M. le roi de Pologne. Dans sa lettre du 28 décembre 1751, il lui écrit : « Il y a, comme je vous l'ai mandé, « trois mille exemplaires de tirés (*Histoire du siècle de Louis XIV*), dont quatre-vingt ou à peu près peuvent « être ou gâtés ou incomplets; j'en envoie cinq cents à « un de mes amis à Londres. Ce débit ne passera point « par les mains des libraires, c'est une affaire particulière. Reste donc deux mille cinq cents exemplaires, « dont je puis disposer : j'en prends cent pour faire des

1. Fernand Caussy. *Lettres inédites de Voltaire au libraire Lambert*. *Revue d'Histoire Littéraire de France*, 1909.

2. *Lettre à Falkener*, 1^{er} février 1753, éd. Moland, XXXVII, p. 563.

3. *Lettre de Voltaire à l'auteur de la Gazette de Cologne*, 4 décembre 1752. Georges Bengesco. *Voltaire. Bibliographie de ses œuvres*, tome III, p. 329.

« présents, et je me déferai des deux mille quatre cents
 « exemplaires restants avec un seul libraire auquel je
 « transporterai le privilège, le droit de copie et de faire
 « traduire... On peut vendre les deux mille quatre cents
 « exemplaires deux rixdalers, ou au moins deux florins
 « chacun. Je ne veux pas assurément y gagner, mais je
 « ne veux pas y perdre.

« L'ouvrage m'a coûté, avec le secrétaire et M. de Fran-
 « cheville qu'il a fallu payer, environ deux mille écus...

« Je vous donnerai volontiers la préférence sur d'autres
 « libraires qui m'en offrent davantage; et encore je ne
 « vous demanderai ces deux mille écus qu'au 1^{er} juillet,
 « et vous donnerez un présent de cinquante écus à M. de
 « Francheville. Si je vous abandonnais seulement cinq
 « cents exemplaires, vous ne pourriez avoir ni le pri-
 « vilège, ni le droit de traduction... » Ce marché ne
 « devait pas être onéreux pour Walther, car déjà dans sa
 lettre du 29 mai 1751, Voltaire lui avait proposé de lui
 prêter sans intérêt mille écus pour un an en lui disant
 qu'il n'avait « qu'à faire son billet pur et simple de mille
 « écus à Hauman, lequel ferait son billet à Schwigger ¹.

Pendant son séjour en Alsace, Voltaire, avait donné
 ses *Annales de l'Empire* à Jean-Frédéric Schœpflin, li-
 braire à Colmar et frère du professeur d'histoire qui lui
 avait rendu des services si appréciables dans la compo-
 sition de cet ouvrage.

Le mauvais état des affaires de ce libraire fit que Vol-

1. *Lettre à G. C. Walther*, 29 mai 1751, éd. Moland, tome XXXVII, p. 280.

taire lui prêta la somme de 10.000 livres pour deux ans sans intérêt. Schœpflin paya intégralement sa dette, mais seulement le 3 décembre 1755 ¹.

Nous savons aussi que Voltaire donna gratuitement la permission d'imprimer ses œuvres aux frères Cramer, de Genève ² et qu'il exprima à Falkener « l'intention de « faire imprimer ses ouvrages à Londres sans bénéfice, « sans souscriptions et dans la seule vue de donner une « édition véritable des œuvres d'un Français qui pense « comme un Anglais... » Il ajoute dans une autre lettre au même que si ses « ouvrages sont bien imprimés et « vendus à bon marché il est satisfait ³ ».

Le poète refuse même les mille louis que lui offrait la duchesse de Saxe Gotha pour ses ouvrages historiques sur l'Allemagne et il ajoute qu'« il n'est pas permis de « vendre les choses saintes ⁴ ».

On voit donc que dans les revenus de Voltaire les droits d'auteur ne jouent aucun rôle et le poète ne fait que constater un fait en écrivant qu'il « aimerait mieux être lu « que vendu ». La vérité ajoute-t-il « est au-dessus du « commerce, et l'honneur au-dessus de l'argent ⁵ ».

Pour être vendu en plus grand nombre d'exemplaires, Voltaire, qui toute sa vie se plaint des contrefacteurs,

1. *Lettre à Dupont*, 11 novembre et 3 décembre 1755, éd. Moland, tome XXXVIII, p. 503 et 517.

2. *Commentaire historique*, éd. Moland, tome I, p. 97.

3. *Lettre à Falkener*, 16 janvier 1753, éd. Moland, XXXVII, p. 556.

4. *Lettre à la duchesse de Saxe-Gotha*, 10 février 1754, éd. Moland, tome XXXVIII, p. 166 à 168.

5. *Lettre à Falkener*, 27 janvier 1752, éd. Moland, p. 365.

paraît les avoir souvent favorisés. Il multiplie les éditions pour pouvoir les améliorer et les augmenter sans que ces changements soient importants, ce qui fait penser qu'il emploie ce stratagème pour atteindre le plus grand nombre de lecteurs possible. Etre lu, c'est le but principal de ses démarches.

Après avoir étudié Voltaire à la cour et aux Délices, nous verrons cet homme extraordinaire dans ses démarches de riche seigneur à la fois agriculteur et industriel, d'homme public et de fondateur de la première cité ouvrière qui ait existé.

C'est à Ferney que Voltaire va se montrer vraiment philosophe pratique et ce sont les finances de ce seigneur de village que nous allons étudier dans notre dernier chapitre.

CHAPITRE IV

**La situation financière de Voltaire depuis son établissement à Ferney jusqu'à sa mort.
(Les finances du seigneur du village).**

Acquisition de Ferney. — Nous avons vu que Voltaire, qui ne s'était pas trouvé « assez libre » sur le territoire de la République de Genève et qui tenant à « l'être parfaitement », a voulu acheter des terres en France.

Il avait jeté son dévolu sur la terre de Fernex (qu'il écrira Ferney), terre située dans le pays de Gex et appartenant alors à Jacob de Budée, colonel au service de la Hollande.

Ce domaine offrait des avantages inappréciables : par un traité solennel du roi Henri IV, il était affranchi de la taille, des vingtièmes et de toutes les autres impositions. Le seigneur de ce château jouissait de tous les droits seigneuriaux y compris celui de haute et basse justice.

Ce domaine avait encore l'avantage d'être situé entre la Suisse et la République de Genève, ce qui autorisera Voltaire à écrire que : « Me voilà Français, Genevois et « Suisse, ne dépendant de personne. C'est un sort unique

« et c'est ce que je cherchais ¹ »; si l'orage commence à gronder du côté de Paris, on a « les pieds de devant » à Lausanne et à Saint-Jean; si c'est de la Suisse, on sera à Ferney; bref, le cas échéant, « on rampe de tanière en « tanière et on se sauve des rois et des armées ».

Dès la mi-septembre 1758, le poète entreprend des négociations avec Isaac de Budé de Boisy, frère et représentant du propriétaire de Ferney. Enfin, on tombe d'accord pour la somme de cent quatorze mille livres.

Voltaire observe alors qu'un droit de lods et ventes revient, en outre, au comte de la Marche, seigneur suzerain du pays de Gex, où était situé Ferney, et à la suite de cette observation, il hésite : « On exige pour le droit « goth et vandale des lods et ventes le quart du prix. Il « faut pour rafraîchissement payer au roi le centième, « à la Chambre des comptes le cinquantième, etc. Ainsi « au bout du compte, on achèterai le doduble. »

L'exemption de ces droits devient la condition du marché, car si elle ne devait pas avoir lieu, Voltaire aimerait mieux passer un bail à vie, dissimulant une vente réelle, et qui exonérerait du droit de mutation. Pour obtenir la dispense de ces droits, Voltaire écrit à l'intendant de Bourgogne et au subdélégué de Gex, fermier des domaines, percepteur du droit. Il lui promet d'envoyer aussitôt le tiers qui lui revient, s'il veut bien écrire au comte de la Marche que l'acquéreur propose quatre mille livres sur les huit mille de lods et ventes.

1. *Lettre à Allamand*, 16 août 1759, Paul Maillefer. *Voltaire à Allamand*. Revue historique Vaudoise 1898.

Vainement, il usa de l'intervention de d'Argental, car l'abbé d'Espagnac, conseiller du comte de la Marche, refusa toute concession, et en dépit de ses démarches multiples, Voltaire eut l'amertume d'acquitter les lods et ventes ¹.

Voltaire déclara encore à de Budé qu'il n'a point de fonds disponibles et lui demanda d'accepter le paiement en deux lettres de change sur R. Tronchin, banquier à Lyon, échéant l'une dans trois mois, l'autre dans six.

M. de Budé, d'abord, ne voulut rien entendre : « Nous sommes convenus à cent quatorze mille livres de France, écrit-il à François Tronchin le 14 octobre 1750, je sais que quatre mille sept cent cinquante louis d'or à vingt-quatre francs, font précisément les cent quatorze mille livres, au lieu qu'en lettres de change j'y trouverais du déficient. Il doit me donner quatre-vingt mille livres d'abord et le reste en lettres de change à une ou deux échéances ². »

Mais la tentation de vendre était forte pour un colonel au service de la Hollande et Voltaire, à force de marchander, obtint qu'on conclut à 89.000 livres la vente de Ferney, meubles non compris, et encore cette somme devait être payée en lettres de change sur Tronchin et Camp, banquiers à Lyon; moitié dans les premiers jours de février 1759, moitié à Pâques ³. Voici un extrait des

1. Fernand Caussy. *Voltaire seigneur de village*, Paris 1912, p. 5. Ce livre nous fournit la plus grande partie des faits qui suivront.

2. *Lettre de Budé de voisi à Tronchin*, 14 octobre 1758. Tronchin. *Le Conseiller François Tronchin et ses amis*, p. 115.

3. F. Caussy, *Voltaire seigneur de village*, p. 6.

contrats : « ... passés au château de Fernex, par Girod,
 « notaire royal à Gex le 9 février 1759, duement contrô-
 « lés : entre dame Marie Louise Mignot-Denis... d'une
 « part; et de l'autre messire Jacob de Budée..., lequel a
 « vendu à la dite dame la seigneurie de Fernex et
 « le fief Caille, au bailliage de Gex, avec tous les droits,
 « dîmes inféodées et bien ruraux dépendants de la dite
 « terre et situés dans l'ancien dénombrement, spéciale-
 « ment, vers Moëns et Collex, comme il est dit dans le
 « contrat, sans nommer les portions des terrains com-
 « prises dans la seigneurie et dépendances, et s'en rap-
 « portant au terrier, à la notoriété publique, et aux
 « anciens cadastres existants tant à Genève que chez le
 « subdélégué de Gex, le tout pour la somme de 89.000
 « livres.

« Et le même jour, entre la dite dame et le sieur Antoi-
 « ne-Josué Diodati, fils de Salomon Diodati, prédicant de
 « la religion prétendue réformée, lequel lui a vendu le
 « domaine qu'il possédait dans ladite terre de Fernex
 « et autres lieux, avec toutes les terres qui sont de l'an-
 « cien dénombrement, comme dessus, pour la somme de
 « 16.150 livres 1. »

Le contrat pour Ferney fut conclu au nom de M^{me} Denis;
 mais il était convenu que par une reconnaissance en
 bonne et due forme elle donnerait acte à Voltaire de ce
 fait qu'elle n'était que titulaire du domaine et que son
 oncle était le vrai possesseur et qu'il s'en réservait la
 jouissance durant sa vie. Wagnière raconte que quand

1. F. Caussy, *Voltaire seigneur de village*, p. 12.

le poète demanda cette déclaration à sa nièce elle la refusa et que ce fut seulement la crainte de voir son oncle se fixer ailleurs qui fit qu'elle lui donna satisfaction ¹.

On peut se demander pourquoi Voltaire a acheté Ferney au nom de M^{me} Denis. Il nous semble qu'il y a deux raisons de ce fait : d'abord Voltaire ne se sentait pas encore très en sûreté en France et sa prudence lui a fait découvrir ce moyen d'éviter une confiscation éventuelle et, d'autre part, c'était un bon moyen d'obtenir plus facilement l'exemption de tous les impôts pour Ferney, car on pouvait hésiter à signer un brevet d'exemption au nom de Voltaire qu'on savait très riche tandis que M^{me} Denis, veuve d'un commissaire des guerres, fille d'un correcteur de la Chambre des comptes, avait plus de chances d'obtenir ce privilège.

Le 9 février 1759, en même temps que Ferney, Voltaire avait acheté pour une somme de 16.150 livres, une autre terre enclavée dans Ferney, également franche d'impositions, appartenant à Antoine-Josué Diodati, prédicant de la religion réformée; enfin, le 5 avril 1759, le poète achetait au nom de M^{me} Denis, le fief de Colovrex pour six mille livres. Voltaire avait été informé que les créanciers du vendeur élevaient des prétentions sur ce domaine, mais séduit par la modicité du prix il avait passé outre.

Il en résulta que M^{me} Denis se trouva citée à la fois

1. Longchamp et Wagnière, *Mémoires sur Voltaire*, tome I, p. 38, 39.

devant le tribunal de Genève et devant celui de Gex, car d'une part Genève prétendait avoir des droits sur Colovrex et d'autre part les fermiers du domaine royal réclamaient les droits du Roi. Le litige dura plus d'un an et menaçait de se prolonger, quand François Tronchin intervint et obtint de la Cour des Comptes de Genève la renonciation à tous ses droits sur Colovrex, moyennant une somme de trois cents livres.

Mais, suivant Voltaire, ce n'était pas tout d'avoir des terres, il fallait les avoir libres et, à vrai dire, l'exemption de Ferney n'était pas si totale que le prétendait Voltaire. Le roi de France, par ses articles de Poitiers, du 24 mai 1602, n'avait soulagé les seigneurs de Ferney que de la taille.

Cependant, il se trouvait que plusieurs propriétaires genevois étaient demeurés libres de la capitation et des vingtièmes, et c'est pour obtenir la confirmation de ce privilège que Voltaire écrit le 11 février 1759 à la marquise de Pompadour. Le 9 mars, il mande encore au duc de Choiseul : « Monseigneur, puisque vous avez tant de bonté pour l'ermite des Alpes et du Mont-Jura, il dira « que tout est bien et il vous devra l'agrément du reste « de sa vie. Je suis vieux et encore plus malingre. Je « n'ai pas voulu attendre les moments auxquels on ne « sait ce qu'on fait, ni ce qu'on dit, ni ce qu'on entend, « ni le pays où l'on va, pour laisser à mes nièces le peu « de bien que j'ai sauvé des naufrages de ce monde. Mais « j'aurais fait un présent funeste à ma nièce Denis, pour « laquelle vous avez des bontés, si la petite seigneurie « de Fernex que je lui ai achetée était privée des droits

« et des franchises dont elle a joui deux cents années.
 « Il eût été bien dur qu'une catholique, sujette du roi,
 « eût vu périr entre ses mains des privilèges dont des
 « étrangers huguenots, **souvent ennemis du roi**, ont été
 « en possession sans y être jamais troublés.

« Ces droits sont fort peu de chose, et ne diminuent
 « ni n'augmentent les contributions de la province de
 « Gex. M^{me} Denis étant demoiselle et veuve d'un gentil-
 « homme, ne paye point la taille. Il ne s'agit donc que
 « des dîmes attachées à la seigneurie, et de la faculté
 « de vendre son blé à Genève ou en Suisse. (Ces baga-
 « telles pourraient rencontrer des longueurs à un Par-
 « lement, ou devant un intendant de province, et n'en
 « trouveront point chez un protecteur tel que vous.)

« J'ai l'honneur de vous soumettre, Monseigneur, un
 « extrait des contrats par lequel M^{me} Denis est en pos-
 « session de Fernex et de quelques terres adjacentes ¹. »

Dans cette lettre Voltaire ne parle pas de l'exemption
 des vingtièmes, mais il demande que M^{me} Denis, demoiselle et veuve d'un gentilhomme, donc libre de la taille
 selon les lois du royaume, puisse jouir « des droits, pri-
 « vilèges, franchises et exemptions dont *ont joui* ci-devant
 « les possesseurs de Fernex ».

Nous avons vu que les possesseurs genevois de Ferney
 étaient en fait demeurés libres de tout impôt. Donc, pour
 libérer définitivement la terre de Ferney, il suffisait d'un
 privilège conçu et rédigé dans les termes voulus. Voici
 le texte du brevet tel que Voltaire l'a envoyé au duc de

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 13.

Choiseul pour le faire signer par le roi : « Le... 1759,
 « le roi étant à Versailles s'étant fait représenter la re-
 « quête de Marie-Louise Mignot, demoiselle, veuve de
 « Nicolas-Charles Denis, écuyer, ancien capitaine au régi-
 « ment de Champagne, depuis commissaire des guerres,
 « mort dans l'exercice de son emploi en 1745, laquelle
 « ayant acquis sur la frontière de la province de Gex la
 « seigneurie de Fernex et terres dépendantes dans ladite
 « province par ses contrats passés le 9 février 1759 au
 « château de Fernex, entre elle, et Jacob de Budée, et An-
 « toine Josué Diodati, supplie très humblement Sa Ma-
 « jesté de lui accorder pour elle et ses hoirs, la confirma-
 « tion des privilèges, exemptions, dîmes inféodées, dont la
 « dite terre de Fernex et dépendances ont toujours joui
 « sans interruption jusqu'à ce jour en vertu des déclara-
 « tions des rois Charles IX en 1564, Henri IV dans le
 « traité de Lyon (1601), lorsqu'il acquit le territoire de
 « Gex, et Louis XIV en 1658, au traité d'Arau; Sa Majesté
 « étant informée que cette terre et dépendances, situées
 « sur la frontière, ne peuvent se soutenir que par la con-
 « firmation des dits privilèges; que sans cette grâce, la
 « suppliante serait exposée à être ruinée; que de plus
 « ladite terre est chargée volontairement par l'exposante
 « de l'entretien des haras du roi au pays de Gex; que cet
 « entretien est un fardeau porté rarement par les nobles,
 « qui n'ont pas besoin d'avoir recours à ce moyen pour
 « être exempts de taille; Sa Majesté voulant traiter favo-
 « rablement la suppliante, ayant égard à son zèle, et à la
 « situation et aux services de son mari, vu l'avis de...,
 « ordonne que ladite dame Denis et ses hoirs soient en

« possession de tous les droits, franchises, exemptions,
 « dîmes inféodées, dont ont joui ci-devant les seigneurs de
 « Fernex, et les possesseurs des terres adjacentes, acqui-
 « ses par l'exposante, et tout suivant les anciens cadastres
 « et pièces justificatives que lesdites terres jouissent à
 « toujours de leurs anciennes prérogatives, et que ladite
 « exposante ait toute faculté de faire vendre son blé et les
 « fruits de sa terre de Fernex et domaines y compris, sans
 « trouble ni empêchement, dans les pays limitrophes
 « étrangers, à la charge de n'y faire jamais vendre ni blé,
 « ni fruits d'une autre terre, sous les peines ordinaires,
 « et sous celle d'être privée de ses privilèges et franchises.
 « En foi de quoi Sa Majesté a fait expédier le présent bre-
 « vet, et l'a signé de sa main, et l'a fait contresigner par
 « nous, etc. 1. »

Dans le projet de brevet Voltaire insiste sur le fait qu'il a soin de l'entretien « des haras » du roi au pays de Gex. Cet entretien n'était pas bien pénible au XVIII^e siècle, car on appelle alors haras royal la saillie d'une jument par un étalon « royal ». Du 1^{er} avril au 1^{er} juillet de chaque année, l'étalon montait quatre-vingt-dix juments que lui amenaient les propriétaires du canton et cela faisait quatre-vingt-dix haras. L'entretien des haras dans un canton c'était donc au XVIII^e siècle l'entretien et la garde d'un étalon. Le garde-étalon jouissait de privilèges multiples. D'abord il recevait du roi le cadeau d'un étalon, puis il touchait trois livres et un boisseau d'avoine, mesure de Paris, pour la saillie de chaque jument. En outre, et ce

²
 1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 15, 16.

qui valait mieux, il était exempt de tutelles, curatelles, logement des gens de guerre, fourniture chariots. Enfin le garde-étalon était taxé pour les impôts du sel et de l'ustensile, pour les vingtièmes et la capitation, non par le collecteur du village, mais par l'intendant, ou son délégué, avec lesquels on s'accommodait facilement, lorsqu'on était M. de Voltaire.

A peine installé à Ferney, le poète demandait un étalon à M. de Voyer, qui le lui envoyait avec une patente de garde étalon. Voltaire se trouvait donc exempt d'impôts par les haras, même si on lui refusait le brevet¹.

Nous avons vu que Voltaire demandait au ministre Choiseul la confirmation des dîmes inféodées à percevoir sur les curés, ses voisins, dîmes obergées, c'est-à-dire aliénées jadis par le canton de Berne aux seigneurs et à la communauté de Ferney. Il demandait le droit de vendre son blé à Genève et enfin sollicitait que le brevet d'exemption de la taille fût accordé, non plus à sa personne et à ses hoirs, mais à la terre de Ferney, ce qui majorerait la valeur de cette seigneurie.

M. de Choiseul transmit la requête à l'intendant de Dijon et chargea un commis de l'examiner.

Le rapport de ce commis ne fut pas toujours favorable à la requête; il déclara en effet que le roi ne devait pas confirmer les dîmes inféodées, car c'était un droit litigieux; que les franchises ne devaient pas être accordées à la terre mais à madame Denis « en considération, était-il dit, de l'amélioration qu'elle procurera au pays, quoi-

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 17, 18.

« que la récompense naturelle de l'industrie soit l'augmentation des revenus et des fonds d'un propriétaire ¹ ».

Quant au transport du blé en pays étranger, cette faculté ne pouvait s'accorder à M. de Voltaire et à M^{me} Denis pour leur usage que par des ordres particuliers.

A la suite de ce rapport, le ministre fit dresser un brevet conçu en termes vagues, qui exemptait pendant sa vie la dame Denis, pour les portions des terres comprises dans l'ancien dénombrement.

Bien que ce brevet n'accordât pas à Voltaire tout ce qu'il avait demandé, il le soustrayait à la capitation et aux vingtièmes et lui permettait d'obtenir « l'indépendance et « le repos » qu'il avait désirés toute sa vie ².

Achat de Tournay. — Voltaire n'avait pas encore terminé les négociations relatives à l'achat de Ferney qu'avec sa mobilité extraordinaire il abordait une affaire du même genre, et le 9 septembre 1758, il écrivait à M. de Brosses, président à mortier au Parlement de Dijon, propriétaire de la seigneurie de Tournay, une lettre conçue en ces termes : « Vous n'êtes pas homme à faire valoir « votre terre de Tournay. Votre fermier Chouet en est dégoûté, et demande à résilier son bail.

« Voulez-vous me vendre votre terre à vie ? Je suis « vieux et malade. Je sais bien que je fais un mauvais « marché; mais ce marché vous sera utile et me sera « agréable. Voici quelles seraient les conditions que ma

1. F. Caussey, *Voltaire, seigneur de village*, p. 17, 18.

2. Ibid, p. 33 à 35.

« fantaisie, qui m'a toujours conduit, soumet à votre prudence.

« Je m'engage à faire bâtir un joli pavillon des matériaux de votre très vilain château, et je compte y mettre vingt-cinq mille livres. Je vous payerai comptant vingt-cinq autres mille livres. Tous les embellissements que je ferai à la terre, tous les bestiaux et les instruments d'agriculture dont je l'aurai pourvue, vous appartienront. Si je meurs avant d'avoir achevé le bâtiment, vous aurez par devers vous mes vingt-cinq mille livres, et vous achèverez le bâtiment si vous voulez. Mais je tâcherai de ne pas mourir de deux ans, et alors vous serez joliment logé sans qu'il vous en coûte rien.

« De plus, je m'engage à ne pas vivre plus de quatre ou cinq ans. Moyennant ces offres honnêtes, je demande la pleine possession de votre terre, de tous vos droits, meubles, bois, bestiaux, et même du curé, et que vous me garantissiez tout jusqu'à ce que ce curé m'enterre ¹. »

Voltaire était alors dans sa soixante-cinquième année et il plaçait ses capitaux en rentes viagères à dix pour cent; donc le contrat tel que le proposait Voltaire n'aurait donné de bénéfice net à M. de Brosses que pendant sept ans; ce bénéfice se trouverait absorbé si Voltaire vivait encore trois ans et après dix ans, le président perdait chaque année les 3.300 livres payées par le fermier.

Il est vrai que le poète s'engageait à faire pour 25.000

1. *Lettre à M. le Président de Brosses*, 9 septembre 1758, éd. *Moland*, tome XXXIX, p. 493, 494.

livres d'améliorations, mais il est rare qu'un propriétaire tienne compte des améliorations que fait un locataire ¹.

Le président répond point par point à ces propositions de Voltaire, avec l'exactitude d'un homme d'affaires et y mêlant à sa réponse beaucoup d'esprit. Voici sa lettre du 14 septembre 1758 : « Je vous remettrai, à titre de
« propriété à vie, tout ce dont le sieur Chouet jouit à
« titre de bail... Ce que cette vente comprend est
« actuellement affermé par le bail, 3.000 livres, et pour
« les années suivantes, 3.200 et 3.300 livres...

« Terre, seigneurie, prés, vignes, droits. — Convenu.

« Meubles. — Convenu. Mais je vous avertis qu'il n'y en
« a guère.

« Bois. — Vous l'entendez sans doute comme un usu-
« fruitier a les bois d'une terre; car vous savez qu'il n'a pas
« droit de les couper, et qu'ils n'entrent point dans les
« jouissances viagères. Les bois ne sont pas dans le bail
« du sieur Chouet, si ce n'est pour le pâturage, le chauf-
« fage, la glandée (articles annuels).

« Bestiaux. — Sur les bestiaux, il y a une observation à
« faire à l'égard du troupeau de vaches. Il est du bail,
« par conséquent de la vente. Mais vous savez que, dans
« ce pays-là; c'est un fond dans les terres. Il sera con-
« venu qu'après vous on le rendra en même nombre et
« valeur qu'il aura été livré... Vous m'offrez vingt-cinq
« mille livres comptant. Mettez la main sur le pour-
« point : ce n'est pas assez. Il y a 3.000, puis 3.300 livres
« de rente dans le bail actuel. Cela vaut trente mille

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 36.

« livres. Je dirais bien trente-trois. Mais je n'ai jamais
 « qu'un mot, et s'il m'arrivait d'en avoir plusieurs, ce
 « ne serait jamais avec vous, dont je fais un cas infini,
 « et avec qui je souhaite extrêmement de former ici
 « une liaison d'amitié. »

A la suite de cet échange de correspondance, la négociation subit un temps d'arrêt. Mais l'état d'esprit des Genevois décida Voltaire à faire de nouvelles propositions; cette fois, le poète n'offrait que 20.000 livres comptant, dont moitié serait rendue à la fin du bail. Par contre, il proposait de mettre 40.000 livres en embellissements dont la moitié serait également rendue. Le président n'accepta pas ce nouveau projet « si travesti, si chargé
 « de pretintailles » et répondit qu'il n'était pas pressé d'aliéner ce bien de ses ancêtres et que, d'ailleurs, il avait un autre acquéreur dans la personne d'un certain M. de Fautrière qui lui faisait proposer l'échange de Tournay contre une autre terre plus voisine des siennes. Voltaire lui répondit qu'il devait conclure avec M. de Fautrière, mais il lui fit aussi une nouvelle proposition de 30.000 livres comptant. Alors le président demanda à Voltaire une entrevue pendant laquelle il parvint à dicter au poète et à lui faire signer un contrat extrêmement défavorable pour Voltaire. Voici quelques passages de ce contrat :

« L'an mil sept cent cinquante-huit et le onze décembre
 « après-midi, par-devant le notaire royal au bailliage de
 « Gex.... titre de bail à vie, avec promesses de faire jouir,
 « à commencer le vingt-deuxième février prochain...,
 « assavoir le château, terre et seigneurie de Tournay,

« granges, écuries, prés, terres, vignes hautes et basses,
 « bois, la forêt, droits seigneuriaux honorifiques, la dime
 « en dépendant, les censives et droits seigneuriaux dus
 « et relevant du château de Tournay..., pour être par
 « lui rendu à l'expiration de sa jouissance, le troupeau
 « de vaches tel qu'il a été remis au fermier actuel, pour
 « en rendre pareil nombre et valeur suivant l'estimation
 « qu'en sera faite par experts, tous les meubles et effets
 « d'agriculture et futailles; comme encore tous les meu-
 « bles meublants qui sont dans le château; toutes les-
 « quelles choses seront remises ledit jour vingt-deux fé-
 « vrier prochain... pour être rendues par ledit sieur pre-
 « neur à la fin de sa jouissance au même état, auquel
 « temps tous les meubles et effets qui se trouveront dans
 « lesdits bâtiments sans exception appartiendront audit
 « seigneur de Brosses en propriété.

« M. de Voltaire aura la pleine jouissance de la forêt
 « de Tournay et des bois qui sont sur pied et *non ven-*
 « *dus*..., laissant par chaque pose, soixante arbres de
 « ceux qui sont sur pied... Ce bail fait moyennant la
 « somme de trente-cinq mille livres, qui ont été payées
 « présentement par ledit sieur preneur, en lettres de
 « change sur Lyon payables la moitié en paiement des
 « Saints, et l'autre moitié en paiement des Rois ¹. »

Le preneur s'obligeait aussi à faire de grosses réparations et des améliorations, jusqu'à concurrence de 12.000 livres « comme faisant ladite somme partie du bail ».

1. *Bail à vie de la terre de Tournay*, éd. Moland, tome XXXIX, p. 546, 547.

Après la signature de ce contrat si désavantageux pour Voltaire, celui-ci la veille de Noël fit son entrée dans sa seigneurie, il était en habit de gala, dans son carrosse bleu d'azur à étoiles d'or, avec ses deux nièces (M^{me} de Fontaine et M^{me} Denis), toutes en diamants, et son cousin Daumart, mousquetaire du roi, caracolant à la portière; le curé prononça une harangue, le fermier lui offrit un repas dans le goût de ceux d'Horace; les sujets avaient tiré des salves et même on avait emprunté à Genève un canon avec les artilleurs pour boire, au bruit du canon, la santé du nouveau seigneur.

Le bail de Tournay était encore plus désavantageux que Voltaire l'avait pensé, car à vrai dire le privilège des franchises de Tournay se perdait en cas de vente à un Français, ce qui explique que, bien que M. de Brosses eût garanti les franchises de Tournay, il arriva que le receveur des domaines à Dijon, M. Girard, exigea pour Sa Majesté le centième denier des 35.000 livres en espèces, et celui des 12.000 livres en réparations, comme si c'était une vente à vie. Voltaire sentit que « M. Girard n'était
« ni un homme de génie, ni un homme de bonne cam-
« pagne ». Mais il lui écrivit le 15 mars 1759 un mémoire conçu en ces termes : « Je n'ai point plaidé au Conseil au
« sujet du centième denier qu'on exige pour la vente à
« vie de Tournay, frontière de Gex et de Genève. J'ai seu-
« lement eu l'honneur d'écrire à M. de Chauvelin. J'ai
« représenté que la terre de Tournay est réputée terre
« étrangère, comme étant dans l'ancien dénombrement,
« et exempte de toute imposition et taxe; qu'elle est con-
« servée dans ses immunités, exceptions et franchises

« depuis l'acquisition du pays de Gex par Henri IV; que
 « ces franchises ont été consacrées par Louis XIV au
 « traité d'Arau (1658); que Sa Majesté le Roi régnant a
 « spécialement maintenu cette terre dans ses privilèges,
 « par un brevet à M. de Brosses en 1755; que ce n'est pas
 « à moi à détériorer cette terre en lui faisant perdre ses
 « privilèges; que si ce contrat avait été fait à Genève, on
 « n'aurait point demandé le payement du centième
 « denier. En un mot, je réclame les droits de la terre,
 « prêt à payer, s'il est décidé que je le doive, et priant
 « qu'on ne fasse pas de frais à un homme assez épuisé
 « par cette acquisition.

« J'ajoute seulement qu'en cas que la terre fût soumise
 « au centième denier, je prie qu'on n'exige pas le droit
 « de douze mille livres de réparations, lesquelles douze
 « mille livres par le contrat même ne sont point exigibles, si je meurs dans trois ans ¹. »

Dans sa lettre du 3 juin 1759 à M. de Courteilles, intendant des finances, Voltaire n'est pas moins pressant : il déclare qu'avant la garantie de M. de Brosses, il n'a pas cru devoir importuner le Roi pour un brevet inutile. Il insiste aussi sur le fait que Tournay ne rapporte du blé que pour la nourriture d'environ soixante et dix domestiques : « tout le reste des terres, ajoute-t-il, sera destiné
 « pour les pâturages afin d'entretenir les haras du Roi,
 « dont nous nous sommes chargés à nos frais, sans recevoir aucun avantage, et sans avoir d'autres chevaux

1. *Mémoire à M. Girard*, 15 mars 1759. G. Bengelco, *Voltaire, Bibliographie de ses œuvres*, tome III, p. 329, 330.

« que les nôtres; nous ne voulons que servir, et servir
« librement.

« Ce petit pays si délabré et si misérable a déjà changé
« de face : il y a moins de misère et moins de maladies;
« les loups et les renards étaient le seul gibier du canton;
« nous avons établi des gardes-chasse, que l'on ne con-
« naissait pas avant nous, et nous avons fait venir des
« œufs de perdrix de cent lieues; les dépenses sont im-
« menses, et la recette nulle, mais le plaisir de faire du
« bien est le plus grand des revenus : si tous ceux qui
« ont des terres pensaient ainsi, le royaume serait peut-
« être encore plus florissant qu'il ne l'est. Nos efforts
« pourront mériter au défaut de nos succès votre estime
« et votre bienveillance.

« Nous ajoutons que nous avons fait faire deux semailles
« qui coûtent chacun 400 livres. Ils labourent, sèment et
« recouvrent cinq rayons à la fois; cette invention est
« chère, mais elle peut être d'une très grande utilité à
« tous les seigneurs qui voudront prendre le soin, trop
« négligé, de cultiver leurs terres ¹. »

Ces démarches n'aboutirent pas, car le 17 juillet 1759
M. de Bussy écrivit ceci à Voltaire : « Il m'a paru que la
« grâce qui lui avait été accordée était personnelle, et que
« les motifs ne pouvaient vous être adaptés. Tournay
« était dans la famille de Brosses longtemps avant
« l'échange, avec les privilèges et franchises dont il est
« question.

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 46 à 48.

« Le président de Brosses faisait la sixième génération
« des possesseurs de la terre de Tournay en cet état.

« Il alléguait des services rendus par ses ancêtres.

« Enfin, ils avaient la qualité de citoyens de Genève.

« Vous n'êtes, Monsieur, dans aucun de ces cas; ainsi,
« les fermiers généraux, qui savent très bien leur compte
« vous feront payer des droits qu'ils prétendent être com-
« pris dans leur adjudication : ces droits sont le centième
« denier; si vous recueillez du vin, ils vous demanderont
« des droits d'aide, et il ne paraît pas que le roi puisse
« vous en accorder l'exemption. Si Sa Majesté vous expé-
« diait le brevet, il faudrait y insérer, sauf le droit
« d'autrui, et la grâce ne pourrait porter que sur les deux
« vingtièmes que le Roi n'a point affermé¹. »

En fait, ce n'était pas le centième denier qui effrayait Voltaire, car le paiement de ce droit ne s'élevait pour lui qu'à 470 francs, mais les Domaines payés, la Chambre des comptes exigerait son cinquantième, le comte de la Marche le quint et le requint (le quint et le requint correspondaient à 24 %) des lods et ventes, et on demanderait aussi les vingtièmes et la capitation.

A ce compte, le bail à vie de Tournay coûterait plus de 60.000 livres payées dans les trois premières années et environ 600 livres d'impôts par an². Voltaire fut forcé de payer tous les droits excepté l'impôt annuel et on lui accorda aussi la remise de la moitié des lods de Tournay, car l'aliénation n'était pas complète.

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 51.

2. Ibid, p. 51 à 53.

Voltaire et le président de Brosses. — Le bail de Tournay fut jugé par les banquiers de Genève extrêmement désavantageux pour Voltaire, car le président, par les 35.000 livres du contrat, se trouvait payé d'avance de onze ans de location et les 35.000 livres placés à 5 % d'intérêts simples représentaient six nouvelles années, sans compter que le locataire prenait à sa charge pour 12.000 livres de réparations qui faisaient le loyer de quatre nouvelles années.

Pour que le marché fût onéreux pour le président, il eût fallu que Voltaire dépassât l'âge de quatre-vingt-cinq ans.

A son entrée en jouissance, Voltaire avait trouvé la forêt dévastée par le propriétaire, qui en avait fait couper un tiers en 1756 et en faisait couper un autre tiers.

Le résultat de cette exploitation avide était qu'au moment où Voltaire prit possession de Tournay, on comptait à peine, en fait de bois, les seize baliveaux exigés par la loi.

On sait que le grand homme était frileux et ce manque de combustible aggrava encore la rancune qu'il gardait au président à cause des conditions si lourdes du contrat.

Peu de temps après le bail de Tournay, le président reçut avis de maître Girard, son homme d'affaires à Gex, que Voltaire exploitait sa forêt pour la construction du nouveau Ferney, et qu'on avait déjà constaté la disparition de toute une langue de bois, que Voltaire avait convertie en pré ¹.

1. Ces « embellissements » devaient réellement diminuer la

M. de Brosses écrivit alors à Voltaire une lettre où il le conjurait d'user de la forêt en bon père de famille, et l'invitait à procéder immédiatement à l'état des lieux, afin de prévoir les difficultés.

Pour retarder la reconnaissance des lieux, Voltaire avait proposé l'achat à perpétuité de Tourney. M. de Brosses répliqua d'abord qu'en vendant, il risquait de faire une sottise; mais, par la suite, il établit un projet de vente. Suivant ce projet, la terre sera vendue telle qu'elle est en jouissance viagère pour le prix de cent dix mille livres, dont cent mille livres pour le prix de la terre, et dix mille pour les meubles, effets, bestiaux. Voltaire devait payer cinquante mille livres trois mois après la signature, sans intérêt et, en cas de retard, avec un intérêt de 5 %. Du reste, de la somme, on devait constituer une rente à 5 % rachetable avec intérêts ¹.

Voltaire avait accepté ce projet et promis de le signer « sitôt qu'il se serait accommodé pour les lods et ventes » et aurait obtenu la confirmation des privilèges attachés « à la terre ». N'ayant pas obtenu les franchises désirées, Voltaire laissa passer le délai fixé pour la conclusion de l'acte sans manifester l'intention d'aboutir.

C'est alors que le président fit tout pour amener Voltaire à signer le contrat. Vers Pâques de 1760, il fit constater par huissier la coupe des chênes employés aux répa-

valeur de Tourney, car en 1781, madame Denis paya au fils du président la somme de 17.878 livres comme indemnité.

1. *Projet de vente de Tourney à perpétuité*, 10 janvier 1760, éd. Maland, tome XL, p. 280.

rations de Tournay. Quelques jours après Voltaire était assigné pour avoir laissé pénétrer ses vaches dans la forêt.

Enfin, dans les premiers jours de mai, un huissier signifia au philosophe un jour pour la reconnaissance des lieux. Sans compter qu'un jour le notaire Girard est venu défendre aux ouvriers de Voltaire d'ébrancher les arbres dans la forêt de Tournay¹.

Peu de temps après, ce même Girard vint aux Délices pour persuader à M^{me} Denis que son oncle ferait bien mieux d'acheter tout de suite la seigneurie pour 50.000 écus : ses héritiers, disait-il, risquaient de payer un jour fort cher ses dégradations².

Ce n'étaient pas toutes les tracasseries du président, qui tenait un fait en réserve et, à l'occasion de la nouvelle année, le poète reçut une lettre hautaine et précise, où il était sommé de s'expliquer sur la fourniture de quatorze moules de bois, à trois patagons le moule, fait par Charlot Baudy, de Chambéry, fourniture que Voltaire avait refusé de payer alléguant que c'était-là un don du propriétaire.

Lorsque Voltaire prit possession de Tournay, il s'y trouvait des coupes de bois vendues antérieurement à un marchand, nommé Charlot Baudy. Un jour que Voltaire, causant avec le président, se plaignait de manquer de bois de chauffage, M. de Brosses le rassura. « Charlot, dit-il, se fera un plaisir de vous servir. » Et, en effet,

1. F. Vézinet, *Autour de Voltaire*, Paris 1925, p. 7 et 8.

2. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 69, 70.

ayant rencontré le paysan dans une nouvelle promenade avec Voltaire, il lui dit de porter du bois aux Délices : de là, la livraison par ledit Charlot de quatorze moules de bois.

Voltaire considérait sans doute que le président devait lui laisser dans la forêt de quoi se chauffer; mais le président insista sur le fait que l'ordre donné par lui à Charlot de fournir du bois aux Délices était une commission et non un présent : il oubliait que Voltaire lui avait demandé, ce bois un peu plus tard, par une lettre restée sans réponse. Il ajoutait, toutefois, avec un dédain blessant qu'il pourrait lui faire cadeau du bois en question contre une reconnaissance en bonne forme. C'était trop, et Voltaire l'explique très bien dans sa lettre du 5 décembre 1761 au conseiller Le Bault, en lui déclarant que M. de Brosses lui coûte près de soixante mille livres pour un trou qu'il afferme douze cents livres. « J'avoue, ajoute-t-il, qu'après avoir perdu 60.000 francs, « je me suis révolté contre lui pour deux cents francs ¹. »

Le président poursuivit l'affaire, et le 31 juillet 1761, Charlot Baudy assignait Voltaire devant le bailliage de Gex pour le paiement de 281 livres.

Le philosophe occupé par la réception de ses amis : M. le duc de Villars, M. de Ruffey, M. Fyot de la Marche, s'efforça seulement de gagner du temps et il se laissa même condamner à l'audience du bailliage de Gex du

1. *Lettre à M. le Conseiller Le Bault, 5 décembre 1761, Moland, tome XLI, p. 546.*

24 septembre ¹. Ce fut seulement quand la compagnie l'eut quitté que le grand homme s'occupa de Charlot Baudy.

Il fit certifier par M^{me} Denis et Wagnière, son secrétaire, avoir dit à table, un jour que M. de Brosse dînait aux Délices : « Remercions M. le président de douze « moules de bois qu'il nous donne pour le vin du mar- « ché. » M. le président répondit : « C'est une bagatelle « qui ne vaut pas un remerciement. »

Le poète écrivit aussi un mémoire qu'il fit tenir à M. Fyot de la Marche fils, premier président à Dijon, et le supplia de vouloir bien être son arbitre avec le procureur général Quarré de Quintin et le conseiller Le Bault.

Le président de Brosse refusa l'arbitrage en disant que ce n'était pas lui qui avait litige avec Voltaire, mais Charlot Baudy. Voltaire travaillait aussi à déshonorer le président : il prétendit dans un mémoire que M. de Brosse avait fait à Charlot Baudy une vente simulée ².

Mais que la vente fût réelle ou simulée, que le créancier fût Charlot ou M. de Brosse, Voltaire n'en devait pas moins 281 livres de bois, puisque d'après le bail à vie contracté par lui, il jouissait des bois qui étaient « sur « pied et non vendus ». C'est ce que le président répliqua dans une lettre hautaine et injurieuse.

M. de Ruffey engagea M^{me} Denis à tout terminer en payant à l'insu de son oncle. Mais il était déjà trop tard.

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 71, 72.

2. *Ibid.*, p. 71, 72.

Voltaire se mit alors à décrier la propriété et fit répandre des billets avertissant le public de l'amodiation du domaine pour 1.200 livres par an. Quand les amateurs se furent réunis à Ferney, Voltaire annonça ses préférences en faveur d'un Suisse, nommé Corboz, dont la nièce avait épousé Wagnière, et il refusa les offres des enchérisseurs, « à tel prix qu'elles fussent ».

Voici un passage de la déclaration que Voltaire fit à Girod et dans laquelle il proteste contre les procédés du président : « François de Voltaire, chevalier, gentil-homme de la Chambre du Roi, déclare à M. Girod, « châtelain du pays de Gex : 1° qu'il a affermé à Louis « Corboz pour 1.200 livres annuelles, un char (650 litres) « de vin salvaguin, deux chars de vin rouge, un char de « foin, un char de regain, trois quarterons de paille, et « le labourage de trente arpents de terre, la terre de « Tournay vendue à lui, Voltaire, à vie par M. le président de Brosses par contrat du 12 décembre 1758 par « devant lui, Girod, notaire royal, sur le pied de 3.500 « livres de rente, ledit Voltaire s'en rapportant sur cette « lésion d'outre moitié à l'honneur et à la justice de « M. le président de Brosses, comme il s'en rapporta à « l'honneur et à la bonne foi de M. le président en passant le contrat 1. »

Enfin la paix fut conclue. Voici quelles en furent les conditions mandées le 24 novembre 1761 à M^{me} Denis par l'intendant Fargès : « Ma négociation a été fort difficile, « Madame, j'ai trouvé M. de Brosses et toute sa famille

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 74, 75, 76.

« très ulcérés de la lettre que M. de Voltaire lui a écrite
 « et surtout de la publicité qu'il y a mise; car M. de
 « Brosse est instruit que M. votre oncle en a envoyé
 « des copies. Mais cependant son amitié pour moi l'a
 « emporté, et il consent qu'il ne soit plus question des
 « moules de bois qui font l'objet de la contestation; il en
 « tiendra compte à l'homme dont M. de Voltaire les a
 « pris, pourvu que M. de Voltaire veuille bien vous pro-
 « mettre d'en distribuer la valeur dans le courant de
 « l'hiver aux pauvres de la paroisse de Tournay, Ainsi,
 « il donnera à ses vassaux de Tournay tout ce qui suffi-
 « sait au peuple romain de pain et de spectacles. Sûr
 « que M. de Voltaire remplira et peut-être au-delà, les
 « engagements qu'il a pris avec vous à cet égard; M. de
 « Brosse, à ma prière expresse, ne s'informera point de
 « leur exécution ultérieure, et s'en rapportera à ce que
 « vous me ferez l'honneur de me marquer à ce sujet, sur
 « lequel je vous prie d'avoir la bonté de me répondre.

« A l'égard du procès-verbal concernant les dégradations dont M. de Brosse se plaint, il l'a fait plutôt pour
 « en empêcher de nouvelles, que dans le dessein de faire
 « aucune poursuite, moins encore dans le projet odieux
 « de vous ruiner un jour; et le propos que l'on fait tenir
 « à cet égard est une imposture. Il veut bien encore, par
 « égard pour vous, autant que par amitié pour moi, pro-
 « mettre de ne faire aucune poursuite en conséquence de
 « ce procès-verbal, sous la condition expresse, et sans la-
 « quelle sa promesse sera rétractée, qu'il n'en serait plus
 « fait à l'avenir, que M. de Voltaire laissera exactement
 « le nombre d'arbres par poses prescrit par le contrat

« sans rien intervertir à cet égard, et en laisser plus dans
 « un endroit, et moins dans un autre, M. de Brosses
 « voulant laisser ses bois également garnis partout ; à
 « condition également qu'aux termes du contrat, il tiendra
 « en défense des bestiaux les coupes nouvelles, pour ne
 « pas empêcher les bois de revenir; qu'il fera recéper et
 « mettre en bonne revenue ce qui pourrait avoir été brou-
 « té par les bestiaux dans l'intervalle de sa jouissance,
 « et qu'en tout il exécutera dans tous les points à cet
 « égard le contrat 1.»

Après cette affaire, Voltaire dégoûté de sa terre de Tourney, n'est plus et ne veut plus être que le patriarche de Ferney. Non seulement il mit Tourney à ferme à vil prix, mais il n'habita jamais le château et en 1767 il l'abandonna même à Gabriel Cramer, son libraire de Genève.

Cependant, il eut encore en 1770, l'intention d'acheter le domaine, et il renouvela au président de Brosses l'offre de 110.000 livres. Le président refusa d'accepter ce prix et, le patriarche n'ayant voulu ni payer plus ni mourir, M. de Brosses reprit bientôt ses poursuites en dégradations. Il accusait notamment son locataire d'avoir épuisé une carrière de pierre grise molasse, située près du château.

La réplique de Voltaire fut vigoureuse ; par son influence parmi les académiciens, il ferma pour toujours la porte au président de Brosses.

Ce n'était pas un intérêt sordide qui avait poussé Vol-

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 79.

taire à prolonger ce procès, car la mise à bail de Tourney pour environ 1.500 livres par an, fut pour lui une perte autrement considérable que le paiement de 281 livres. La véritable cause d'une lutte si longue avait été le désir de prévaloir sur son adversaire contre lequel le combat l'animait chaque jour davantage ¹.

Voltaire économiste. — Avant d'étudier l'administration de Voltaire à Ferney et à Tourney, il nous semble utile d'examiner en quelques mots l'influence des théories économiques sur l'activité de Voltaire, car l'auteur de *La Henriade* a su se faire une place originale dans l'histoire des doctrines économiques ².

Fils d'un notaire, Voltaire fut imprégné de très bonne heure du mercantilisme qui régnait alors souverainement sur les esprits de la bourgeoisie française. Dans sa jeunesse, le fils Arouet se forma à l'école des frères Pâris et des financiers de la Régence. A cette époque, Voltaire considérait la finance seulement comme un moyen de parvenir à l'indépendance. Ce fut seulement à l'époque de son exil en Angleterre, que par les œuvres de Locke ³, de Bernard de Mandeville ⁴ et par l'influence personnelle de son

1. F. Caussy. *Voltaire, seigneur de village*, p. 80.

2. Voltaire économiste a été étudié, mais d'une manière peu satisfaisante dans la thèse de M. Roger Charbonnaud : *Les idées économiques de Voltaire*, Angoulême 1907.

3. G. Weulersse, *Le mouvement Physiocratique en France de 1756 à 1770*, Paris 1910, 2 volumes, tome I, p. 19.

4. F. Baldensperger, *Voltaire Anglophile avant son séjour d'Angleterre*. Revue de Littérature comparée, janvier-mars 1929.

ami Falkener que lui furent révélés l'importance et les principes d'une science économique.

Après son retour en France, Voltaire lit l'*Essai politique sur le commerce*, de Meulon, et à la suite de cette lecture, il publie en 1736, *Le Mondain*, et un an après sa *Défense du Mondain*, opuscules qui sont l'un et l'autre une apologie du luxe ¹.

En 1738, Voltaire publie ses *Observations sur MM. J. Law, Melon et Dutot*. Comme économiste, Voltaire a su se montrer un disciple original et qui bien des fois, a corrigé ses maîtres.

Après son établissement aux Délices et à Ferney, Voltaire s'intéresse vivement au mouvement physiocratique, d'abord comme propriétaire foncier et aussi du fait que certaines questions économiques étaient alors à la mode.

Il lit la plus grande partie des ouvrages des physiocrates ², est abonné aux *Ephémérides du citoyen* (1765 à 1772) et ensuite aux *Nouvelles Ephémérides économiques* de Baudeau, lit l'*Encyclopédie* à laquelle d'ailleurs il collabore, reçoit chez lui Turgot (novembre 1760) ³, Condillac, Condorcet et l'abbé Morellet ⁴.

Voltaire a reçu de son temps une grande partie de ses

1. Voir André Morize : *L'Apologie du Luxe au XVIII^e siècle. Le Mondain et ses sources*, Paris 1909.

2. Voir dans l'appendice la liste des ouvrages économiques dont Voltaire parle dans ses œuvres.

3. C. Lecoq, *Turgot au Panthéon. Un garant*. Le Carnet Historique et Littéraire, 1899, tome III.

4. Dr Félix Gerlier, *Voltaire, Turgot et les franchises du pays de Gex*, Paris 1883, p. 19.

idées économiques et son influence, en beaucoup de cas, est celle d'un agent de transmission, qui ajoute à ses idées la puissance séductrice de son talent. Il est difficile de distinguer au sein du grand courant de la pensée économique du XVIII^e siècle, celles de ces idées qui sont personnelles à Voltaire, et c'est seulement une étude détaillée des sources de ces dernières qui peut donner une juste idée de son apport personnel. C'est une étude qui reste à faire ¹.

Voltaire n'a jamais eu de système en économie politique, pas plus qu'en philosophie, car il se défia toujours des systèmes ². L'originalité des conceptions économiques de Voltaire est dans l'importance capitale que Voltaire attache à l'expérience. Ainsi, *l'Examen du Testament politique du cardinal Albéroni* (1753), contient le passage suivant : « Un écrivain fait un beau livre plein de profonds
« raisonnements sur le commerce ruineux de l'Europe
« avec les Grandes Indes ; un négociant, d'un trait de plu-
« me, y envoie, sans raisonner, des effets; il s'enrichit, et
« ne lit point le livre. » Dans une lettre du 5 janvier 1759, le poète n'est pas moins explicite et écrit : « Quant à tous
« vos écrits sur l'agriculture, je crois qu'un paysan de
« bon sens en sait plus que vos écrivains qui, du fond
« de leur cabinet, veulent apprendre à labourer les ter-
« res. Je laboure et n'écris pas sur le labourage ³. »

1. Alfred Espinas, *La Troisième Phase et la Dissolution du Mercantilisme* (Mondeville, Law, Melon, Voltaire, Berkley), Paris 1902.

2. Dans *l'Exode du poème de la Loi Naturelle*, 1752, Voltaire écrit : « Ecartons les romans que l'on nomme systèmes ».

3. *Lettre à M^{me}*, 5 janvier 1759, éd. Moland, tome XL, p. 6.

L'observation des besoins réels du pays de Gex, où Voltaire habitait, fit qu'il se déclara en 1764 contre la défense de l'exportation des blés, fut le défenseur acharné de Turgot devenu ministre, et demanda avec celui-ci la suppression des corvées et des corporations, mais se tourna contre Turgot et contre les physiocrates quand il les vit soutenir l'idée de l'impôt unique.

La polémique au sujet de l'impôt unique faillit même brouiller Voltaire avec Turgot et en 1768 amena notre auteur à écrire le brillant factum intitulé *l'Homme aux quarante écus*, dans lequel Voltaire a ridiculisé l'impôt unique, contribuant ainsi pour sa part à l'échec final du projet.

L'Homme aux quarante écus, c'est une critique *De l'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques* de Mercier de la Rivière. Voltaire y multiplie les exemples destinés à faire ressortir l'illogisme du système financier des physiocrates.

Voici ce que dans une lettre à Dupont de Nemours, du 2 février 1776, Voltaire écrit au sujet du pays de Gex :

« J'ignore encore quelles sont les intentions de M. Turgot, quand il exprime dans l'édit du roi que nos contributions seront imposées sur les biens-fonds de tous les propriétaires. Je ne crois pas qu'il ait prétendu que les colons, obligés de labourer avec six bœufs un terrain ne rendant que trois pour un, payassent toutes les charges qui surpassent de beaucoup le produit de la culture, et que les marchands, les fabricants, qui sont les seuls riches ne payassent rien...

« J'ose dire que j'ai un peu contribué à remettre depuis

« quelques années l'agriculture en honneur, en établissant à très grands frais une colonie d'horlogers; alors les habitants du pays de Gex ont travaillé utilement pour cette colonie, au lieu de ne travailler que pour Genève, et le peu d'argent qu'ils ont gagné n'est point sorti de la province.

« J'ai établi d'autres fabricants qui servent à vivifier le pays. Je parle contre moi-même quand je propose que ces marchands et ces fabricants contribuent aux charges générales, mais M. le contrôleur général n'est pas un homme à se fâcher contre ceux qui préfèrent le bien public à leur intérêt particulier. »

L'influence économique de Voltaire sur l'époque fut énorme; elle fut d'ailleurs reconnue par ses contemporains. Ainsi, après la publication de la *Diatrise à l'auteur des Ephémérides*, Bachaumont écrivit dans ses *Mémoires* du 6 juillet 1775 : « Ce grand homme persuade par un certain enthousiasme qu'il communique toujours au lecteur, et les économistes doivent se féliciter d'avoir acquis en lui un apôtre qui contribuera *mieux qu'eux* tous à la propagation de la science par cet art enchanteur d'attacher sur toutes les matières et de se faire lire par les gens les plus frivoles. La brochure en question est savante, historique, agréable et toujours aiguillée d'une pointe de sarcasme qui réveille, pique et soutient la curiosité 1. »

1. Bachaumont, *Mémoires secrets pour servir à l'histoire de la République des Lettres en France*, tome VIII, p. 107. Cité d'après R. Charbonnaud, *Les idées économiques de Voltaire*, p. 11, 12.

Voltaire seigneur de village. — Dans ce court aperçu des théories économiques qui ont exercé une influence sur Voltaire, nous voyons qu'à l'époque de son établissement à Ferney, Voltaire « a puisé souvent dans les « *Ephémérides* des leçons ¹ » et que considérant « qu'un « homme qui fait lever cinq épis de blé où il n'en croît « sait qu'un rend plus de services à l'Etat qu'un poète « et même qu'un faiseur de feuilles ²... » il a songé à appliquer chez lui la doctrine physiocratique.

Le patriarche avait la très noble ambition d'enrichir la contrée misérable qu'il habitait et d'en devenir le bienfaiteur. Persuadé, comme les économistes, que l'agriculture est la seule source féconde de la richesse, à peine arrivé à Ferney il s'applique à faire creuser des fossés dans sa forêt; des rigoles dans les prairies, pour répartir avec égalité l'excédent des eaux; il fait sauter plus de soixante gros rochers qui étaient répandus dans les champs de Tournay et qui cassaient toutes les charrues et rendaient une partie de la semence inutile; il fait défricher des « bruyères immenses » situées sur la route de Genève. Sur les mauvaises terres, il fait porter de la terre meuble et la fait mêler avec la mauvaise et fumer largement.

Il trouve aussi un moyen ingénieux de fumer ses champs en y parquant ses vaches pendant la nuit.

Les vignes indigènes ne donnant qu'un claret acide, M. Le Bault, conseiller à Dijon, propriétaire du crû de

1. *Défense de Louis XIV*, 1769, Moland, tome XXXVIII, p. 327, 328.

2. *Lettre à M. de Chauvelin*, 10 août 1760, Moland, tome XL, p. 500, 501.

Corton, est prié d'envoyer, pour « l'expérience de physique », des « ceps catholiques », destinés à remplacer les « hérétiques »¹.

« J'aime à planter, écrivait Voltaire à Tronchin, le 13 décembre 1758, j'aime à bâtir; et je satisfais les seuls goûts qui consolent la vieillesse. Les deux terres, l'une compensant l'autre, me produisent le dernier vingt; et le plaisir qu'elles me donnent est le plus beau de tous les deniers. »

C'est son plaisir, « le seul qui ne soit pas une illusion » et il n'a fait qu'une chose « de raisonnable en sa vie », c'est de cultiver la terre, enfin il est « fou de l'agriculture ».

Toujours à l'affût des découvertes utiles, Voltaire applique les récents moyens de culture, les instruments les plus perfectionnés qu'il achète à grands frais.

Il parle dans ses lettres, d'un semoir nouveau qui fait merveilles et témoigne devant tous le grand souci qu'il a et la grande fierté qu'il éprouve de son domaine. Il prétend se suffire par lui-même, nourrir tout son monde de son blé, l'abreuver de son vin et n'acheter que de la viande.

Un marais qui s'étendait jusqu'aux jardins du château amenait l'infection dans le pays et incommodait Voltaire. Le patriarche s'adressa au contrôleur général des finances et lui demanda la permission de dessécher ce marais.

Mais quand on accepta la proposition, il n'était plus

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 42. Les « ceps catholiques », c'est-à-dire français et « hérétiques », c'est-à-dire d'origine genevoise.

disposé à ouvrir sa Bourse et on dut s'adresser aux habitants de Magny qui acceptèrent cette charge après qu'on leur promit que ce terrain serait libre des droits d'insinuation, du centième et du demi-centième denier.

Le dessèchement devait être opéré à l'aide d'emprunts contractés par les villages intéressés, et, pour en payer les intérêts, les communes étaient autorisées à louer à bail pendant trente ans la moitié des terrains immergés, le reste des prés devant être converti en pâturages pour les bestiaux des habitants.

Voltaire avait prêté au village la somme de 2.100 livres à l'occasion d'un procès; et, pour amortir cette dette, il se fit concéder ce marais pour une durée de dix-huit ans ¹.

Quand le patriarche devint propriétaire de Ferney, ce village était une assez pauvre paroisse. On y faisait aucun commerce, personne n'y passait, le sol était couvert de broussailles, les prés rares. On récoltait à grand'peine un peu de froment, de seigle et d'avoine et de mauvais raisins. Le village ne comptait que cinquante-six habitants « dont la moitié périssait des écrouelles ».

Les paysans abandonnaient la terre et travaillaient chez eux au compte des horlogers et lapidaires de Genève. Les propriétaires pour remédier à cette désertion, devaient attirer chez eux, des Suisses et des Savoyards ².

Pour remédier au défaut de la main-d'œuvre, Voltaire

1. H. Beaune, *Voltaire et l'Administration du Pays de Gex*. Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon, 1874.

2. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 204 à 208.

aurait voulu qu'il fût permis aux seigneurs « de retenir
 « et faire travailler à un prix raisonnable tous les men-
 « diants, hommes et femmes ». De plus, il prétendait
 faire « interdire absolument le travail en horlogerie, en
 « joaillerie aux habitants des villages », car, disait-il « ce
 « n'est que dans des villes que ces arts de luxe doivent
 « être exercés ». Enfin, il sollicita du pape en faveur de
 ses paysans la dispense du chômage obligatoire pour un
 certain nombre de jours, considérés alors par l'Eglise
 comme jours fériés. Il obtint cette dispense pour trente
 des jours en question.

Voici la description de la ferme de Ferney que Voltaire
 donne le 7 juin 1769 à Dupont de Nemours : « Rien n'est
 « plus beau à mon gré, qu'une vaste maison rustique
 « dans laquelle entrent et sortent, par quatre grandes
 « portes cochères, des chariots chargés de toutes les dé-
 « pouilles de la campagne; les colonnes de chêne qui
 « soutiennent toute la charpente sont placées à des dis-
 « tances égales sur des socles de roche; de longues écuries
 « règnent à droite et à gauche. Cinquante vaches propre-
 « ment tenues occupent un côté avec leurs génisses, les
 « chevaux et les bœufs sont de l'autre; leur pâture tombe
 « dans leurs crèches du haut des greniers immenses; les
 « granges où l'on bat les grains sont au milieu; et vous
 « savez que tous les animaux, logés chacun à leur place
 « dans ce grand édifice, sentent très bien que le four-
 « rage, l'avoine qu'il renferme, leur appartiennent de
 « droit.

« Au midi de ces beaux monuments d'agriculture sont
 « les basses-cours et les bergeries; au nord sont les pres-

« soirs, les celliers, la fruiterie; au levant, les logements
 « du régisseur et de trente domestiques; au couchant
 « s'étendent les grandes prairies pâturées et engraisées
 « par tous ces animaux, compagnons du travail de
 « l'homme.

« Les arbres du verger, chargés de fruits à noyaux et
 « à pépins, sont encore une autre richesse. Quatre ou
 « cinq cents ruches sont établies auprès d'un petit ruis-
 « seau qui arrose ce verger; les abeilles donnent au pos-
 « sesseur une récolte considérable de miel et de cire,
 « sans qu'il s'embarrasse de toutes les fables qu'on a dé-
 « bitées sur ce peuple industrieux, sans rechercher très
 « vainement si cette nation vit sous les lois d'une préten-
 « due reine qui se fait faire soixante à quatre-vingt mille
 « enfants par ses sujets. Il y a des allées de mûriers à
 « perte de vue; les feuilles nourrissent ces vers précieux
 « qui ne sont pas moins utiles que les abeilles.

« Une partie de cette vaste enceinte est formée par un
 « rempart impénétrable d'aubépine proprement taillée,
 « qui réjouit l'odorat et la vue.

« La cour et les basses-cours ont d'assez hautes mu-
 « railles.

« Telle doit être une bonne métairie; il en est quelques-
 « unes dans ce goût vers les frontières que j'habite; et
 « je vous avouerai même sans vanité que la mienne res-
 « semble en quelque chose à celle que je viens de vous
 « dépeindre; mais de bonne foi, y en a-t-il beaucoup de
 « pareilles en France ? 1. »

1. *Lettre à Dupont de Nemours*, 7 juin 1769, *Moland*, XLVI,
 p. 351, 352.

Ces fermes de Ferney et de Tournay n'étaient pas des affaires aussi lucratives qu'on pourrait le croire. Voici un passage qui nous édifiera sur ce point. Il est d'une lettre du 14 février 1764, adressée au marquis Abergati Capacelli. Voltaire écrit : « En vain nous sommes sur le quarante-sixième degré de latitude, les vents sont toujours froids et chargés de particules de glace. Presque aucune plante délicate ne réussit dans ce climat, on est obligé de semer de nouvelles graines de brocoli tous les deux ans; toutes les belles fleurs dégénèrent. Les vignes, quoique plus méridionales que celles de Bourgogne, ne produisent que du mauvais vin; le froment qu'on sème rend quatre pour un, tout au plus; les figues n'ont point de saveur; les oliviers ne peuvent croître. Enfin, nous avons un très bel aspect avec un très mauvais terrain... » Dans sa lettre du 1^{er} juin 1767 à Moreau de la Rochette, le patriarche n'est pas moins explicite et écrit : « Je n'ai pas vaincu la rigueur du climat. M. le contrôleur général invitait à cultiver la garance; je l'ai essayé, rien n'a réussi. J'ai fait planter plus de vingt mille pieds d'arbres que j'avais tirés de Savoie; presque tous sont morts. J'ai bordé quatre fois le grand chemin de noyers et de châtaigniers; les trois quarts ont péri, ou ont été arrachés par les paysans; cependant je ne me suis pas rebuté; et, tout vieux et infirme que je suis, je planterais aujourd'hui, sûr de mourir demain. Les autres jouiront. »

Une plainte analogue se lit dans une lettre au maréchal duc de Richelieu, 17 octobre 1774, une autre dans la *Diatrise* à l'auteur des *Ephémérides*. Mais Voltaire nous

donne plus de détails encore sur cette situation dans son *Mémoires sur l'état de l'Agriculture au pays de Gex* (1764), Il y écrit ceci : « Le pays de Gex est très peu fertile et « coûte beaucoup à cultiver. On n'y sème communément « les terres que de deux années l'une et on est obligé « de leur donner trois forts labeurs, outre cela de la « semaille... Pour faire le premier labour, on emploie « quatre bœufs forts ou quatre chevaux, et dans le mi- « lieu de ce pays, où les terres sont plus fortes, on est « obligé d'en employer six pour faire une bonne besogne.

« Après tous ces labeurs dispendieux, les terres du « pays de Gex ne rendent communément que trois pour « un, dont un retourne en terre pour semailles. Ainsi « une coupe, qui est une mesure d'environ 110 livres, « poids de 18 onces, produit deux coupes, outre celle « qu'on emploie pour la semaille...

« La culture d'une coupe de sema-
« ture coûte pour les trois labours et
« la semaille. 11 livres 10 sous.

« On paye le semeur, on le nourrit à
« la semaille, de même que les bêtes
« de charrue et les laboureurs, le tout
« évalué. 1 livre.

« Pour le nettoyage des blés au prin-
« temps. 10 sous.

« La moisson coûte..... 2 livres 10 sous.

« Le battage. 2 livres 10 sous.

« La voiture du blé, soit en paille
« soit en grain..... 10 sous.

« Pour voiture des engrais, les frais
 « de clôture, l'entretien des granges,
 « les impositions royales et le cens.. 1 livre.

« Total de la dépense que supporte
 « une coupe de semaille..... 19 livres 10 sous.

« ... Ainsi lorsque les cultivateurs portent au marché
 « le produit d'une coupe de semature, qui se réduit à
 « deux coupes lorsqu'on a levé la semaille, ils retirent
 « pour les deux coupes : à Collonges 16 livres et à Gex
 « 18 livres; au premier cas, ils perdent par coupe de
 « semature trois livres, et au second cas une livre ¹. »

L'exactitude de ce compte paraît peu vraisemblable
 et il est très difficile de dire combien la terre de Ferney
 rapportait à Voltaire, car le 3 mars 1759, il écrit au pré-
 sident de Ruffey que Ferney ne « vaut pas trois mille
 « livres de rente » et le 5 novembre de la même année,
 le poète déclare à M^{me} de Fontaine que « Ferney est
 « devenu une terre de sept à huit mille livres de rente ».
 Dans sa déclaration du 9 octobre 1776, M^{me} Denis déclare
 que « tout le pays sait que ce n'est qu'une maison de
 « plaisance qui demande un très grand entretien » et
 « ne lui a jamais produit un sou de bénéfice ² ».

1. *Mémoire sur l'Etat de l'Agriculture au pays de Gez*, 1764,
 éd. Moland, tome XXXII, p. 612, 613.

2. *Déclaration des biens que Madame Dents possède à Ferney*,
 cité d'après F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 326, 327.

Dans l'état de de rentes du mois de juillet 1775, Ferney figure
 pour 15.000 livres.

Voltaire s'était occupé de l'agriculture, comme nous l'avons vu, parce qu'il croyait avec les physiocrates que la terre seule est productive. Le succès n'avait répondu ni à ses efforts ni à la grandeur de ses plans, car avec beaucoup de peine et non moins d'argent, il avait récolté juste de quoi nourrir ses domestiques.

L'agriculture ne lui ayant pas donné, malgré tous les efforts, les résultats qu'il espérait, Voltaire, comme le remarque M. F. Caussy, se tourna vers l'industrie.

En somme, cette expérience ramena Voltaire au mercantilisme. Il n'osa pas affirmer, contre l'autorité des physiocrates que l'industrie et le commerce sont productifs, mais il déclara que l'industrie seconde l'agriculture et augmente la richesse du pays en consommant les produits agricoles et en faisant « entrer de l'argent dans « le royaume ».

Voltaire industriel. — Pour utiliser les fonds de glaise de son domaine, Voltaire avait installé une tuilerie, exploitée par le Suisse Racle, inventeur d'une faïence décorée, dont il faisait des poèles pour toute la contrée.

Un peu plus tard, il employa ses vassales à élever des vers à soie; puis, voyant qu'une tannerie aurait des chances de prospérer à cause de l'abondance du bétail dans le pays, il en établit une au capital de 63.000 livres¹.

En 1766, les Genevois étant divisés au sujet de Jean-Jacques, la France décida de soutenir les magistrats du Petit-Conseil contre les citoyens partisans du philosophe.

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 248.

Elle envoya une armée sur la frontière de la République pour intercepter le commerce de la ville. Cette mesure fut peu efficace pour les gens de Genève qui s'approvisionnaient par le lac.

Alors le ministre Choiseul conçut l'idée de détourner au profit de la France le commerce de Genève. Non content de bloquer la ville, il rêvait de la ruiner, en créant un port qui deviendrait l'entrepôt du commerce entre la France, la Suisse et la Savoie. Pour l'emplacement de ce port, destiné à remplacer Genève, le ministre avait choisi le village de Versoix, situé dans le pays de Gex, à l'embouchure d'une petite rivière.

Voltaire s'intéressait vivement à l'exécution de ce projet, car la fondation devait avoir un caractère particulièrement libéral. Dans la nouvelle ville, le commerce et l'industrie devaient être libres et un temple protestant devait s'y élever en face d'une église catholique. En un mot, on devait réaliser sur le sol de la France les idées de tolérance philosophique dont l'auteur de *La Henriade* était le plus actif champion.

Voltaire, qui avait fait adopter ce plan, n'eut pas assez de crédit pour obtenir une loi de liberté religieuse et la perspective d'une tolérance secrète, bornée au temps du ministère de Choiseul, n'était pas de nature à attirer les émigrants.

Malgré cette incertitude, on fit le plan d'un port pour une ville de plus de 30.000 habitants et on y dépensa plus de six cent mille livres.

Voltaire commença même à bâtir à Versoix la première maison, et déclara que « la première pierre qui

« serait posée à cette ville serait la plus heureuse époque
« de sa vie¹ ».

Mais on s'aperçut vite que ce port avait été établi dans l'endroit le plus battu des vents². Cette situation désavantageuse fit qu'après la disgrâce de Choiseul le projet fut abandonné.

Peu de temps après, des troubles éclatèrent à Genève. Voltaire s'empressa de recueillir à Ferney les familles que ces troubles avaient forcé d'abandonner Genève et décida de faire à Ferney ce que le gouvernement français avait voulu faire à Versoix (1770).

Pour le gouvernement, le projet d'établir à Versoix une ville de commerce était moins important que celui d'y transporter une partie des ateliers d'horlogerie de Genève et par suite de cet état de choses le roi avait autorisé les Genevois émigrants « à s'établir dans le pays « de Gex, à y vivre selon les mœurs et usages » formule vague qu'on avait substituée à l'exemption d'impôt réclamée tout d'abord³.

Malgré cela, Voltaire attira à Ferney des marchands, un chirurgien; fit construire jusqu'au mois de janvier 1771 douze maisons, et jusqu'au 3 février 1778 quatre-vingt-quatorze. Ce village, bâti confortablement, mais sans luxe, est peut-être la première « cité ouvrière » qui ait été construite en France⁴.

1. *Lettre à M. de Pomparet*, 24 octobre 1170, éd. Moland, tome XLVII, p. 233.

2. *Lettre de Voltaire à l'intendant Amelot*, 29 juin 1771. G. Ben-
gesco, *Voltaire, Bibliographie de ses œuvres*, tome III, p. 296, 297.

3. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 244.

4. F. Rossel, *Voltaire créancier du Wurtemberg*, p. 13.

Avec la prospérité, le village gagna en propreté, car le seigneur rêvait d'en faire une ville. Les maisons étaient assez belles, carrées, toutes d'un même modèle. Voltaire les louait à 2 1/2 % du capital engagé ou les cédait moyennant une rente viagère à 5, 6 ou 7 % sur sa tête réduite à moitié après sa mort sur celle de M^{me} Denis¹.

Le seigneur de Ferney prêta à ces émigrants à 4 % des sommes, qui montèrent à 60.000 livres, puis à cent mille livres (5 juin 1772).

Il dépensa « plus de quatre cent mille francs pour cet « établissement » et ne demanda au roi pour toute récompense, que la permission de faire entrer de l'argent dans son royaume, « il en est assez sorti, ajoutait-il »².

Cette « dépense » augmenta encore, car, dans sa lettre à Condé, du 17 janvier 1777, Voltaire déclare avoir dépensé 600.000 francs pour sa colonie d'industriels.

Ces placements rapportaient peu; mais, dans un temps où « les billets royaux perdaient soixante pour cent, les « particuliers ne payaient point, les Jésuites faisaient « banqueroute... », ils n'étaient pas une mauvaise affaire pour Voltaire.

Les « manufactures royales de Ferney » ne comprenaient au début que quarante, puis soixante ouvriers; mais, en 1773, il y avait déjà douze maîtres horlogers.

1. L'intérêt habituel était alors d'environ quatre pour cent. (L. Nicolardot), (*Ménage et finances de Voltaire*, p. 304, 305.) Donc une rente viagère à 5 ou 6 pour cent, était à cet âge, au dessous du taux ordinaire.

2. *Lettre à la marquise du Deffant*, 7 septembre 1774, *Moland*, tome XLIX, p. 77.

En 1773, il est sorti de Ferney quatre mille montres d'une valeur de 400.000 livres et, en 1774, les manufactures vendent des montres pour 450.000 livres¹.

Comme nous l'avons dit, Voltaire avait installé sur un pied considérable l'élevage des vers à soie « dans un pays tout couvert de neige sept mois de l'année » et nous le voyons déclarer un jour que sa soie dans un climat barbare, est meilleure que celle d'Italie.

Avec la soie de ses cocons, le poète fait fabriquer des bas et des « blondes ». Le 9 avril 1770, il envoie à M^{me} la duchesse de Choiseul, femme du ministre, « les premiers bas de soie qu'on ait jamais faits » dans cet « horrible abîme de glaces et de neiges ».

Pour assurer la vente de ses blondes à la cour de France et à l'étranger, Voltaire s'adresse à M^{me} de Saint-Julien, qui faisait alors la mode à la cour de France et obtient qu'elle lui envoie des « petits échantillons de soie blanche, façonnée en blondes » pour que les ouvrières de Ferney puissent travailler sur ces modèles².

1. *Lettre à de Vaines*, 5 septembre 1775, *Moland* XLIX, p. 374. Dans une lettre du 11 août 1775 à Marin, Voltaire dit : 500.000 francs. Toutes ces données doivent n'être acceptées qu'avec beaucoup de réserves, car Voltaire ici, grossit beaucoup les choses, comme ce n'est que trop son penchant; ainsi, le 29 juin 1771, il écrit à l'intendant Amelot « Ils ont, en dernier lieu, envoyé pour soixante mille livres de montres à Pétersbourg, et pour trente mille à Constantinople. » G. Bengesco, *Bibliographie* tome III, p. 297; mais nous savons par la lettre de Voltaire à Catherine II, du 19 juin 1771, lettre antérieure de 10 jours, que les deux envois de Pétersbourg ont été facturés trente-neuf mille deux cent trente-huit livres.

2. *Lettre à Madame de Saint-Julien*, 25 août 1772, *Moland* XLVIII, p. 157.

Il ne semble pas que le patriarche fût toujours content de ces manufactures, car le 20 décembre 1771, il écrit au comte d'Aranda : « Votre manufacture de demi-porcelaine est très supérieure à celle de Strasbourg. Mais la poterie est, en comparaison de votre porcelaine, ce qu'est la Corse en comparaison de l'Espagne. Je fais aussi des bas de soie; mais ils sont grossiers, et les vôtres sont d'une finesse admirable. »

Voltaire était l'âme de toute cette colonie d'industriels. C'est lui qui escomptait les lettres de change : le paiement des montres s'opérait par traites de trois mois.

C'était lui qui avait obtenu, grâce au duc de Choiseul et au baron d'Ogny, intendant général des postes, la franchise postale pour tous les ouvrages d'horlogerie et de bijouterie fabriqués à Ferney ¹.

Si nous en croyons le passage suivant d'une lettre à M^{me} de Saint-Julien du 25 août 1772, Voltaire attachait une très grande importance à cette franchise, car il écrit : « ... un petit mot de votre bouche, l'engagerait ² peut-être à me continuer des faveurs qui me sont bien nécessaires. Si elles cessaient, mes fabriques tomberaient, mes maisons, que j'ai augmentées deviendraient inutilisées, les fabricants ne pourraient me rien rembourser des avances énormes que je leur ai faites sans aucun intérêt; je me verrais ruiné. »

Le succès des manufactures dépendait d'une bonne organisation commerciale, de la publicité et de la vente

1. Longchamp et Wagnière, *Mémoires sur Voltaire*, tome I, p. 65.

2. M. d'Ogny, l'intendant général des postes.

des produits et c'est Voltaire qui se charge de cette opération : il créa à Paris un comptoir de vente, confié à l'horloger Lépine, beau-frère de Beaumarchais, et, pour faciliter sa vente, le patriarche prenait à son compte la production de Ferney et la plaçait en dépôt chez Lépine ¹.

Il profita aussi de son crédit auprès de sa clientèle littéraire; il fit à ses correspondants des éloges magnifiques de son horlogerie et de la beauté de ses produits. Ainsi, le 11 mai 1770, il écrit à la duchesse de Choiseul : « Nous avons pensé que dans le temps du mariage ² et « des fêtes, ces productions de notre manufacture pour-
raient être données en présent soit à des artistes qui
auraient servi à ces fêtes, soit à des personnes attachées
« à M^{me} la dauphine. Le bon marché plaira sans doute
« à M. l'abbé Terray, puisqu'il y a des montres qui ne
« coûteront que onze louis chacune, et que la plus chère,
« garnie de diamants, n'est mise qu'à quarante-sept louis.
« Celle où est le portrait du roi en émail avec des dia-
« mants n'est que de vingt-cinq louis; et celle où est le por-
« traits de monseigneur le dauphin avec une aiguille en
« diamants n'est que de dix-sept. Tout cela coûterait à
« Paris un grand tiers de plus. Nous servons avec la
« plus grande économie, et par là nous méritons la pro-
« tection du ministère... »

Le même jour, Voltaire écrit ceci au cardinal de Bernis alors à Rome : « J'ai pris la liberté d'envoyer au roi de

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 259.

2. Le mariage du dauphin (futur Louis XVI) avec Marie-An-
toinette.

« leurs (horlogers de Ferney) ouvrages; il en a été très
 « content, et il leur accorda sa protection. M. le duc de
 « Choiseul a pçussé la bonté jusqu'à se charger de faire
 « passer leurs ouvrages à Rome. Notre dessein est de
 « ruiner saintement le commerce de Genève, et d'établir
 « celui de Ferney.

« Nos montres sont très bien faites, très jolies, très
 « bonnes et à bon marché. La bonne œuvre que je sup-
 « plie Votre Eminence de faire est seulement de daigner
 « faire chercher par un de vos valets de chambre, ou
 « par quelque personne en qui vous aurez confiance, un
 « honnête marchand, établi à Rome, qui veuille se char-
 « ger d'être notre correspondant. Je vous réponds qu'il
 « y trouvera son avantage. »

Le succès de cette activité encourage Voltaire au point
 que, dès le 6 décembre 1771, il écrit à un certain Laurent :
 « ... si j'étais plus jeune, je ne désespérerais pas de
 « fournir la cour de Pékin du fond de mon hameau
 « suisse. Vive la mémoire du grand Colbert, qui fit naître
 « l'industrie en France :

« Et priva nos voisins de ces tribus serviles

« Que payait à leur art le luxe de nos villes ! »

(Bcileau, épître I, vers 141, 142.)

Si nombreux que furent les amis du grand homme,
 ils ne pouvaient à eux seuls acheter chaque année pour
 plus de 400.000 francs de montres. De plus, ils n'étaient
 pas toujours très solvables.

Pour remédier à cet état de choses, à la suite des ins-
 tances de M^{me} de Choiseul, les ambassadeurs du roi se

transformèrent en commis-voyageurs du patriarche; ils furent chargés de vanter sans réserve les produits de Ferney, dans lesquels tout était arrangé et calculé pour la vente et le succès : bon marché, luxe, perfectionnement, goût. Ces montres sont, au dire du patriarche, de vraies œuvres d'art, de véritables bijoux et malgré cela coûtent un grand tiers de moins qu'à Genève.

Voltaire adresse des circulaires aux ambassadeurs; voici un passage de celle du 5 juin 1770 : « Monsieur, « j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que les bourgeois de Genève ayant malheureusement assassiné quelques-uns de leurs compatriotes, plusieurs familles de « bons horlogers s'étant réfugiées dans une petite terre « que je possède au pays de Gex, et M. le duc de Choiseul les ayant mises sous la protection du roi, j'ai eu « le bonheur de les mettre en état d'exercer leurs talents. « Ce sont les meilleurs artistes de Genève; ils travaillent « en tout genre, et à un prix plus modéré qu'en toute « autre fabrique. Ils font en émail, avec beaucoup de « promptitude, tous les portraits dont on veut garnir « les boîtes des montres. Ils méritent d'autant plus la « protection de Votre Excellence qu'ils ont beaucoup de « respect pour la religion catholique.

« C'est sous les auspices de M. le duc de Choiseul que « je supplie Votre Excellence de les favoriser, soit en « leur donnant vos ordres, soit en daignant les faire « recommander aux négociants les plus accrédités¹. »

1. *A tous les Ambassadeurs*, 5 juin 1770, *Moland*, tome XLVII p. 97.

Certains ambassadeurs furent sollicités personnellement, tels le comte d'Aranda pour l'Espagne et M. de Saint-Priest pour la Turquie. Avec ces circulaires et ces sollicitations, Voltaire envoyait le prospectus suivant :

« Dufour, Céret et compagnie, entrepreneurs de la fabri-
 « que des montres à Ferney, près de Versoy, route de
 « Lyon, avertissent qu'ils travaillent en toutes sortes d'hor-
 « logerie, qu'ils garnissent les boîtes des portraits en
 « émail qu'on leur demande, et qu'ils sont en état de
 « fournir des ouvrages à meilleur marché que partout
 « ailleurs, par la protection et les exemptions que le roi
 « daigne leur accorder, ainsi qu'à tous ceux qui vou-
 « dront s'établir avec eux.

« Tarif des montres de la fabrique royale de Ferney :

« Montre d'argent lisse.....	3 louis
« Montre d'argent gravée ou guillochée.	4 louis
« Montre d'argent, pour particulier, lisse.	4 louis
« Montre d'argent répétition, bonne....	14 louis
« Montre d'or lisse de pacotille ou légère.	7 louis
« Montre d'or de 18 dé bonne.....	8 louis 1/2
« Montre d'or d'une once.....	9 louis 1/2
« Montre d'or gravée taille-douce, ouvra- ge fin et particulier.	10 louis 1/2
« Montre d'or de couleur, ouvrage très fin.	13 louis
« Montre d'or, répétition, d'or lisse, bon ouvrage.	20 louis
« Montre d'or taille-douce.....	21 louis
« Montre d'or de couleur..... de 24 à	28 louis

« Montre d'or, répétition à cylindre. de 32 à 38 louis

« Montre d'or, répétition à cylindre et à secondes. 42 louis

« Nous répondons pour deux ans de toutes les pièces qui passent huit louis et demi ¹. »

M. de Choiseul, alors ministre tout puissant, recommanda la manufacture au duc de Praslin, ambassadeur en Espagne, qui envoya des montres au dey et à la milice d'Alger, et au bey et à la milice de Tunis.

C'était aussi Choiseul qui était chargé de s'occuper des envois de Ferney. Une lettre de Voltaire à M^{me} la duchesse de Choiseul, du 9 avril 1770, contient le passage suivant :
 « Je me jette à vos gros et grands pieds pour vous conjurer de favoriser cet envoi; pour que cette petite caisse parte sans délai pour Cadix, soit par l'air, soit par la mer; pour que notre protecteur, notre fondateur, daigne donner les ordres les plus précis. J'écris passionnément à M. de la Ponce pour cette affaire, dont dépend absolument un commerce de plus de cent mille écus par an. »

A la suite de cette demande, le ministre fait passer les montres de Voltaire par la poste jusqu'à Bordeaux, les fait charger sur un vaisseau qui partait à destination de Cadix et envoie à Voltaire le reçu du destinataire.

Pour poursuivre ses débiteurs, Voltaire recourait aussi aux ambassadeurs du roi. Témoin le passage suivant de la lettre au comte d'Argental du 28 juin 1773 où Voltaire

1. *Prospectus*, Œuvres éd. Moland, tome XLVII, p. 141.

écrit : « Un marquis gènois, nommé Vial ou Viale, s'est
 « adressé à un de nos comptoirs, et malheureusement au
 « plus pauvre; il lui a commandé des montres et des
 « bijoux pour la cour de Maroc. Je me défiais beaucoup
 « des Marocains et des marquis. Le noble Gènois Viale
 « n'en a pas usé noblement : il a fait une banqueroute
 « complète, et n'a pas daigné seulement répondre aux
 « lettres que mes artistes lui ont écrites. Cette triste aven-
 « ture retombe entièrement sur moi, et elle n'est pas la
 « seule...

« Vous connaissez M. l'envoyé de Gênes, il est votre
 « ami...

« Je lui enverrais un mémoire détaillé sur cette ban-
 « queroute qui est certainement frauduleuse. »

Après la chute du duc de Choiseul, Voltaire crut que toute sa colonie allait être ruinée. Pour remplacer ce protecteur, il s'adressa à Catherine II et lui recommanda sa manufacture. Entre autres passages de sa correspondance qui se rapportent à cette affaire, en voici un que nous extrayons d'une lettre à l'impératrice de Russie du 22 décembre 1770 : « Je prends la liberté de vous parler
 « d'une fabrique de montres établie à Ferney, et de vous
 « offrir ses services lorsque Votre Majesté, en accordant
 « la paix à Moustapha, voudra lui faire la faveur de
 « lui envoyer une montre avec son portrait. Il pourra
 « trembler, mais aussi il pourra être attendri. En un mot,
 « ma fabrique de montres est à votre service : si j'étais
 « jeune, je la conduirais moi-même à Saratof. »

A la suite de cette lettre, Catherine II commande des montres et Voltaire lui en fait parvenir deux envois pour

lesquels il reçoit trente-neuf mille deux cent trente-huit livres.

Mais le pouvoir d'achat du marché russe paraissait trop restreint à Voltaire, et Catherine est priée de négocier d'urgence un traité de commerce avec la Chine pour permettre aux montres incomparables du philosophe de pénétrer jusqu'à Pékin.

Nous trouvons ce qui suit dans une lettre à l'Impératrice du 6 mai 1771 : « Les Genevois ont un comptoir à
« Canton, et y gagnent considérablement. Ne pourrait-on
« pas en établir un sur votre frontière ? Ma colonie four-
« nirait des montres d'argent du prix de douze à treize
« roubles, des montres d'or qui ne passeraient pas trente
« à quarante roubles, et elle répondrait d'en fournir
« pour deux cent mille roubles par an, s'il était néces-
« saire. »

La réponse de l'impératrice qui date du 4 juin 1771 est très encourageante, car elle est conçue en ces termes :
« Je crois qu'il ne serait point impossible de faire passer
« de leurs ouvrages à la Chine; mais il faudrait pour cela
« quelque marchand instruit qui sut les allures du com-
« merce de Kiachta; c'est la place frontière de la Russie
« où ce commerce se fait. Il y a cinq ans à peu près qu'à
« Moscou et à Tolbolsk il s'est établi quelques faiseurs
« de montres dans l'intention d'en envoyer en Chine; ce-
« pendant, je crois qu'ils se sont bornés jusqu'ici au dé-
« bit intérieur de cet empire-ci. Le transport de Moscou
« jusqu'à Selenguisk se fait par eau, et les frais de trans-
« port sont très modiques. Je fais revoir le tarif de la
« douane du commerce de la Chine, dans l'intention de

« l'alléger pour favoriser l'exportation et l'importation.
 « Les prix que vous marquez sont si modiques que ces
 « ouvrages, fabriqués chez vous, ne peuvent qu'avoir un
 « grand débit¹. »

Ce projet ne fut pas réalisé, car la guerre interrompit bientôt les pourparlers et força le philosophe à renoncer à l'idée si séduisante pour lui de fournir en montres la cour de Pékin.

Voltaire, qui songeait dès le début à augmenter la production de sa colonie, comprit vite que le meilleur moyen d'y parvenir, c'était de réduire le coût de production, et pour cela de bien organiser l'achat des matières premières.

Dès le 16 avril 1770, il écrit à un certain Tabareau de lui indiquer une manière d'avoir de l'or d'Espagne en lingots ou espèces, et ajoute qu'il lui en faudra pour environ mille louis par an.

La pénurie de métal précieux amena les horlogers de Ferney à demander au ministre un poinçon spécial fixant pour eux le titre de l'or à 18 carats, au lieu des 22 carats imposés dans le royaume. La cause principale de cette demande, disaient-ils, était qu'ils tendaient plus aux bénéfices du travail qu'au commerce des métaux précieux et préféraient fabriquer des marchandises qu'on vend à bon marché, mais en plus grand nombre.

Après cette demande, ils commencèrent à vendre des montres de 18 carats qui furent aussitôt confisquées, car

1. *Lettre de Catherine II à Voltaire*, 4 juin 1771, *Moland*, tome XLVII, p. 445.

le ministre (l'abbé Terray) en disciple fidèle de Colbert était inflexible sur les dispositions d'un règlement qui est, disait-il, « la base de la foi que les étrangers ont accordée au poinçon de France ¹ ».

C'est seulement bien plus tard qu'on accorda aux ouvriers de Ferney le droit de travailler l'or à dix-huit carats et l'argent à dix deniers de fin; mais les montres de Ferney furent marquées au poinçon étranger et soumises aux mêmes droits que celles de Genève.

La prospérité de la colonie industrielle de Ferney ne fut pas longue. Les horlogers, qui avaient vécu à Ferney en privilégiés, que Choiseul avait exemptés d'impôts, qui ne connaissaient ni les maîtrises, ni les jurandes et n'étaient pas astreints à travailler l'or au titre qui était le titre légal en France, perdirent en 1776 toutes ces prérogatives. Ils furent soumis à l'impôt nouveau sur l'industrie, et on leur interdit de travailler l'or suivant l'usage de Genève. En vain ils firent observer qu'en travaillant l'or à 18 carats et l'argent à 10 deniers ils conservaient au royaume des métaux précieux.

Cet argument eut pas de succès et peu à peu les ouvriers revinrent à Genève et la colonie perdit son activité première ². Voltaire fit tout pour sauver ses manufactures, aussi bien parce qu'une partie de sa fortune était liée à celle des horlogers qu'à cause de son amour-propre et de ses idées économiques.

La lettre au prince de Condé, son protecteur, du 17 jan-

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 253, 254.

2. Dr Félix Gerlier, *Voltaire, Turgot et les Franchises du pays de Gex*, Paris 1883, p. 72, 73.

vier 1777 est très explicite sur ce point, Voltaire s'y plaint
 en ces termes : « Je n'ai d'autre intérêt dans cette affaire
 « que celui d'avoir dépensé 600.000 francs à fournir au
 « Roi de nouveaux sujets et des colons industriels. C'est
 « auprès de M. l'intendant de Bourgogne que j'ose de-
 « mander principalement la faveur de V. A. S. S'il ne
 « considère que les droits du fisc et les usages établis
 « dans le royaume, la colonie est perdue, parce qu'elle
 « est composée d'étrangers en faveur de qui on a dérogé
 « depuis 1770 aux droits du fisc et aux règlements ordi-
 « naires. On leur faisait la grâce de ne les point inquié-
 « ter, ils étaient oubliés et ils demandent uniquement à
 « l'être encore jusqu'à ce que le gouvernement ait pris un
 « parti sur cet établissement. Il serait dur de voir dans
 « un désert un chétif hameau, changé en une ville floris-
 « sante, détruit tout à coup par les commis du marc
 « d'or, de la marque des fers et de la marque des cuirs 1. »
 Cette démarche et d'autres de ce genre n'eurent pour effet
 que de retarder la disparition des manufactures de Fer-
 ney créées par l'énergie et les relations d'un homme et
 qui ne lui survirent guère.

Voltaire libérateur du pays de Gex. — Avant son éta-
 blissement à Ferney, Voltaire n'avait jamais cru néces-
 saire « d'examiner comment le peuple doit contribuer
 « sans être foulé, et de marquer le point précis, si diffi-
 « cile à trouver, entre l'exécution des lois et l'abus des
 « lois, entre les impôts et les rapines ». Mais il était à

1. Lucien Corpechot, *Voltaire à Ferney, d'après des Lettres inédites*. Le Correspondant, 1899 (avril-juin).

peine installé au pays de Gex qu'il sentit l'inconvénient du système en vigueur. Déjà le 18 novembre 1758, il écrivait au conseiller Le Bault qu'une calamité funeste « c'est
 « la rapacité des Fermes générales, et la rage des em-
 « ployés. Des infortunés qui ont à peine de quoi man-
 « ger un peu de pain noir sont arrêtés tous les jours,
 « dépouillés, emprisonnés, pour avoir mis sur ce pain
 « noir un peu de sel qu'ils ont acheté auprès de leurs
 « chaumières. La moitié des habitants périt de misère,
 « et l'autre pourrit dans les cachots. Le cœur est déchiré,
 « quand on est témoin de tant de malheurs. Je n'achète
 « la terre de Ferney que pour y faire un peu de bien. »

A l'époque où Voltaire s'établit à Ferney, le pays de Gex était placé pour les impôts indirects sous la juridiction des gabelles, si haïe par le peuple. Les Fermes sous l'ancien régime se portaient à maints excès, non seulement par le prix très élevé du sel, qui variait aux environs de dix sous la livre, et par la consommation forcée qui en était imposée aux habitants, mais surtout par les perquisitions continuelles opérées par les agents du fisc.

Les Fermes percevaient encore les aides, c'est-à-dire les droits de circulation sur les boissons, que perçoivent aujourd'hui les contributions indirectes; elles avaient la régie des traites, c'est-à-dire des droits de douane imposables aux marchandises étrangères à leur entrée en France; elles contribuaient à la police des grains et denrées agricoles, dont la circulation à l'intérieur n'était pas libre, et dont l'exportation n'était permise que moyennant une taxe recouvrée par elles.

Comme le pays de Gex était essentiellement agricole,

et que son débouché, la ville de Genève, était une ville étrangère, il arrivait que les paysans voyaient le marché de cette ville interdit aux durées de leur crû, et que, d'autre part, ils ne pouvaient en tirer, qu'au prix de droits d'entrée élevés, les objets nécessaires à la vie, épices, meubles, vêtements, outils. La gêne était devenue encore plus pressante depuis 1746, car à cette date le nombre de bureaux fut porté de trois à huit ¹.

Voltaire, qui, suivant son expression « ne regrettait « point l'argent qu'il mettait en bœufs et en vaches, mais « regrettait un denier donné aux traitants ² », avait été frappé par le fait que la province payait au fisc 129.448 livres (chiffres de 1774) dont 23.700 de droits perçus par le domaine; 32.314 de gabelle; 2.000 de traites; 8.744 pour la crue du sel, et enfin 799 livres pour le tabac. Tous ces écus arrachés aux laboureurs à force de vexations et de tracasseries n'entraient pas dans le Trésor, loin de là. Par exemple de 32.314 livres, chiffre brut, le produit de la gabelle se réduisait à 8.400 livres net ³.

Voltaire était très désintéressé en matière d'impôts « car ses terres étaient libres et ne payaient rien au roi; « mais il n'en gémissait pas moins sur le sort de sa petite « province de Gex ⁴. »

1. F. Caussy, *Voltaire à Ferney*. La Revue 1913.

2. *Lettre à Tronchin*, 12 novembre 1759, éd. Moland XL, p. 223.

3. Henri Beaune, *Voltaire et l'Administration du Pays de Gex*. Mémoires de l'Académie des Sciences, Arts et Belles-Lettres de Dijon, 1874.

4. *Lettre au Président de Ruffey*, 16 janvier 1761, Moland XLI, p. 155.

Il proposa donc à Fabry, subdélégué de Gex, dans sa lettre du 4 janvier 1760 l'affaire suivante : « Ne pour-
 « rait-on pas, après avoir fait sentir aux fermiers géné-
 « raux combien le pays de Gex est à leur charge, leur
 « proposer d'accepter une somme de trois cent mille li-
 « vres au nom du pays, avec la faculté pour tout rem-
 « boursement d'acheter le sel au même prix que Genève
 « et les Grisons, et de le vendre à l'étranger et au pays
 « de Gex et surtout à Genève. Ceux qui fourniraient les
 « trois cent mille livres, au nombre desquels vous serez
 « pour si petite somme qu'il vous plairait, se charge-
 « raient de l'entretien des chemins. Plus de garde, pas
 « même à Versoy. La liberté et l'abondance seraient le
 « partage du pays de Gex sous votre administration;
 « point d'impôt sous le nom de rachat des gabelles, nulle
 « gêne, rien que du profit.

« Vous seriez à la tête de la compagnie qui avancerait
 « les cent mille écus. Cette compagnie demanderait à
 « fournir le sel au pays de Gex, à Genève et Versoy et
 « au pays de Vaud; s'il est possible, à tout l'étranger.

« Elle achèterait 12.000 minots de sel par an, au moins,
 « chaque minot reviendrait à environ 6 livres...

« Elle le vendrait au pays de Gex et à l'étranger le
 « même prix que Genève a fixé. Elle pourrait faire an-
 « nuellement un profit de 60.000 livres au moins...

« On pourrait encore exiger des fermiers généraux
 « qu'ils nous vendissent tous les ans une certaine quan-
 « tité de tabac au prix coûtant.

« Pour ces opérations, on fournirait aux fermiers gé-
 « néraux cent mille écus dans les besoins les plus pres-

« sants. On aurait de ces cent mille écus une rente très
 « considérable; le pays de Gex serait riche, et l'adminis-
 « tration n'y perdrait pas. » Le président de Brosses,
 connu pour son amour du dernier huit, fut invité à met-
 tre dans l'affaire son argent de la vente de Tournay « qui
 « lui rapportait dix pour cent », mais c'est Voltaire qui
 devait être le principal actionnaire.

Les bénéfices, pour 6.000 livres seraient allés à l'entre-
 tien des chemins, pour 30.000 aux associés en intérêts de
 leurs avances, et pour 24.000 en frais de régie ou jetons.
 Le subdélégué de Gex, Fabry, dont l'appui était indispen-
 sable, devait prendre la présidence de la compagnie.

Le président de Brosses refusa son appui, car il voyait
 un rival en Voltaire¹. Mais le patriarche s'adressa alors
 à ses amis. Sur promesse d'une statue à Ferney, madame
 d'Epinay accepte le soin de la négociation, car son mari
 était l'un des soixante « sous-rois de France ». Voltaire
 lui expose que « ... le petit pays de Gex d'environ six
 « lieues de long sur deux de large, étant à quinze cents
 « toises des limites du Genevois, à une lieue des limites
 « du canton de Berne, séparé du territoire de Genève par
 « un seul grand chemin, séparé de la Franche-Comté par
 « le Mont Jura impraticable; séparé du Bugey par un
 « chemin de quarante pieds au fort nommé l'Ecluse, sé-
 « paré de la Savoie par le lac de Genève d'un côté et de
 « l'autre par le Rhône; et étant ainsi enclavé entre trois
 « dominations différentes était devenu le repaire des con-
 « trebandiers de tous les pays circonvoisins.

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 267.

« Que quatorze brigades des fermes générales ne pou-
 « vaient empêcher cette contrebande presque toujours
 « faite à main armée... La raison de cette contrebande
 « universelle était qu'on pouvait acheter sur la frontière
 « de Berne et de Savoie le sel à trois sous la livre dans
 « le temps que la ferme générale le vendait treize sous :
 « il n'y avait pas de pauvre paysan qui pût résister à un
 « pareil appas ¹. »

Voltaire n'attendit pas le résultat de ses mémoires et des négociations, mais brusquant l'affaire, il imagina d'offrir 100.000 écus au roi, qui se trouvait dans un besoin pressant par le fait de la guerre. Labat, l'entrepreneur de l'affaire, modérant de son côté ses prétentions, accordait ces 300.000 livres, soit pour une jouissance de vingt années, soit pour une jouissance à perpétuité : en échange, il ne demandait que cession de 7.000 minots de sel, et un léger impôt sur les bêtes à corne. « Il y aurait encore, beaucoup à gagner pour la province et pour la compa-
 « gnie » déclarait Voltaire ².

Comme nous l'avons vu, les revenus que la Ferme tirait du pays de Gex étaient presque entièrement absorbés par les frais de perception. En 1753 la Ferme avait proposé elle-même une combinaison semblable à celle qu'elle devait repousser en 1763 lors de la proposition de Voltaire. M. G. Weulersse remarque que ce refus fut causé par la crainte que l'exemple du rachat ne fût contagieux ³.

1. F. Caussy, *Voltaire à Ferney*. La Revue 1913.

2. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 268.

3. G. Weulersse, *Le mouvement Physiocratique en France de 1756 à 1770*, tome II, p. 350.

Ce fut seulement quand Turgot arriva au ministère que le patriarche jugea le moment enfin venu de détacher le pays de Gex des fermes générales. Dès le mois de janvier 1775, il écrivait à Trudaine que les Fermes, se trouvant en perte de 7 à 8.000 livres par leurs frais de régie, il serait avantageux pour elles de recevoir une somme de 20.000 livres que la province eût payée par cotisation.

Un mémoire des Etats de Gex transmis le 24 mars 1775 à M. de Vaines précisa la proposition.

La réponse du ministre dépassa toute espérance : non seulement il promit de libérer la province des gabelles, mais il déclara qu'elle pourrait convenir d'un prix pour l'achat de son sel. C'est dans la revente de ce sel que Voltaire vit un moyen de payer à la fois les dettes de la province, l'indemnité de la ferme et l'entretien des chemins.

Il ne restait plus qu'à se mettre d'accord sur la question du chiffre d'indemnité à payer à la Ferme.

Les « soixante rois de France » demandaient cinquante mille livres par an, que Turgot réduisit de 10.000.

Voltaire considéra cette somme comme une « écorchée » et, le 10 octobre, il présenta, au nom des Etats, un mémoire où il disait que la Ferme ne retenait chaque année que 7.000 livres de bénéfice, et qu'une somme double, soit de 14 à 15.000 livres, serait un assez beau dédommagement.

Le ministre diminua l'indemnité encore de 10.000 livres. Voltaire fit tout pour faire diminuer encore cette somme,

mais il fut obligé de transiger pour trente mille livres ¹, ce qui ne l'empêcha pas d'écrire ceci dans sa lettre à Turgot du 8 décembre 1775 : « Qui vous empêchera, Mon-
« seigneur, de faire mettre vingt-cinq mille au lieu de
« trente mille dans votre édit ? Songez, je vous en con-
« jure, que nous sommes, de compte fait, le plus pauvre
« canton du royaume, que nous payons tout sur le fond
« de nos terres, et que nos terres, couvertes de glace
« pendant cinq mois de l'année ne rendent pas trois pour
« un. Songez que le Corps des fermiers généraux est
« après celui des Bernardins et des Bénédictins, le corps le
« plus riche du royaume et qu'une aumône de cinq mille
« francs ne fut jamais mieux placée.

« D'ailleurs, en vérité, ces soixante rois des aides et
« gabelles, méritent-ils tant de libéralité de votre part ?
« Ne savez-vous pas tous les tours qu'ils veulent vous
« jouer, et tous les bruits ridicules qu'ils font courir ?
« N'êtes-vous pas précisément dans le cas où était le duc
« de Sully quand tant de financiers et de suppôts s'éle-
« vaient contre sa probité éclairée ? Il est bien juste de
« les condamner à une amende de cinq mille francs en
« faveur des pauvres de Gex qui vous bénissent ². »

La promesse de payer tous les ans 30.000 livres fit que les lettres patentes du 22 décembre donnaient à la province la liberté sur deux points : 1° l'achat du sel et du tabac dont il était permis aux habitants de se pourvoir où « bon leur semblerait » ; 2° la répartition et le

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 283 à 286.

2. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 287 à 290.

prélèvement de l'impôt destiné à l'indemnité et à remplacer l'impôt sur le sel.

Cet accord fut adopté par les Etats de Gex le 11 décembre, grâce à l'insistance et à l'autorité de Voltaire, qui, présent à la séance, avait su montrer aux ruraux assemblés la plus-value que donnerait aux terres le nouvel arrangement.

Les difficultés commencèrent à l'application du contrat.

Dès le 6 janvier 1776, la province connut les inconvénients de sa nouvelle situation.

Les commis des Fermes installés dans les bureaux du Jura regardèrent le pays comme « province étrangère », s'opposant, en conséquence, à l'entrée en France des denrées de son cru et refusant d'y laisser pénétrer toutes marchandises dont l'exportation hors du royaume était prohibée, telles que blés, bois de chauffage, charbons. Voltaire fit des réclamations, mais sans trop appuyer, car elles étaient illégales.

La question la plus essentielle à résoudre c'était de répartir l'impôt pour le paiement de l'indemnité aux Fermes générales. Les uns voulaient imposer une taxe sur les denrées de consommation, les autres préféraient une contribution sur les biens-fonds.

Voltaire n'était pas partisan d'une contribution sur les biens-fonds, et il était appuyé dans sa résistance par la plupart des membres de la noblesse et quelques députés du clergé. D'une manière générale, comme par hasard les propriétaires tendaient à faire supporter le nouvel impôt par les commerçants et industriels, et ceux-ci étaient plutôt partisans d'un impôt sur la terre. Commanditaire des

horlogers de Ferney et en même temps grand propriétaire, Voltaire était partisan d'un impôt sur tous les habitants sous la forme d'une taxe sur la consommation du sel ¹.

Le premier syndic Fabry, qui avait des relations avec les conseils de Berne et de Genève, eut une idée de génie. Il obtint de Berne, par l'intermédiaire d'un homme de paille, la cession de 2.000 quintaux de sel à 6 livres. L'entrepreneur se chargeait de payer ce sel comptant et de donner 11.000 livres à la province en vendant le sel 2 sous 9 deniers la livre.

Malheureusement pour Fabry, Voltaire eut la même idée, et, dès qu'il connut le marché, il modéra cet esprit d'entreprise; mais jugeant Fabry dangereux, il plaida sa cause auprès de Turgot. Pendant ce temps, d'autres intéressés avaient obtenu des Fermes 2.000 quintaux de sel pour la province de Gex, et Fabry, qui se croyait victime d'une cabale de ses ennemis, et peut-être de Voltaire, réclama la protection de M. de Brosses ².

Toute cette affaire fut close par la réponse de Turgot. Aux termes de cette réponse, cette transaction avait pour but d'établir dans le pays un état « absolument analogue « à celui que subsistait avant l'édit et de priver ce pays « de la liberté qu'il avait si longtemps et si ardemment « sollicitée ». C'est, ajoutait le ministre, « une contraven- « tion expresse aux dispositions de l'édit du 22 décem- « bre 3 ».

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 295.

2. *Ibid.*, p. 296.

3. *Ibid.*, p. 297.

Cette politique de Turgot força les syndics à arrêter un autre moyen de répartir l'impôt. Ils résolurent de le répartir sur les revenus des terres au marc la livre des vingtièmes; ils redoutaient, en effet, de faire une estimation des biens-fonds, car suivant eux le pays devait perdre beaucoup à déclarer sa vraie valeur. Il ne semble pas que Voltaire se soit opposé à ce projet, un brevet personnel l'avait exempté des vingtièmes. Les Etats de Gex étaient dans un embarras extrême. Pour remédier à cet état de choses, un nouveau contrôleur général rendit, au mois de juin, un édit ordonnant que des 30.000 livres d'indemnité, 20.000 seraient payées par les propriétés et le reste par l'industrie et le commerce. Une somme de 14.600 livres était imposée, en outre, à la place des corvées.

Les syndics furent effrayés par les charges à placer sur les biens-fonds : la contribution des taillables se trouvait augmentée de moitié, celle de privilégiés doublée, quoique moins lourde à proportion. L'impôt sur l'industrie apparaissait comme impossible, car à la nouvelle de la taxe, la plupart des réfugiés genevois, à qui pour les décider à s'établir dans le pays de Gex, on avait promis une exemption d'impôts s'empressèrent de revenir à Genève.

A la suite de ces désertions, on décida d'inscrire sur les mêmes rôles les artisans non propriétaires et les possesseurs d'un petit bien, et l'on fixa leurs contributions à 6.000 francs au lieu de 10.000. Les propriétaires ruraux

durent payer 24.000 francs et la somme à imposer pour les ouvrages d'art était fixée à 6.000 francs ¹.

De cette manière, on réduirait à 36.000 francs les nouveaux impôts, évalués d'abord à 48.000 francs. Pour payer les collectes et balancer la diminution de 4.000 francs sur l'industrie, on consentit un bénéfice sur le sel qu'un adjudicataire vendrait par privilège au même prix qu'à Genève. Les syndics s'en tinrent pour satisfaits, mais il n'en fut pas de même du seigneur de Ferney, qui prévoyait que les propriétaires, déjà chargés de deux vingtièmes, en acquitteraient avec peine deux nouveaux. Il savait aussi que l'industrie de Ferney ne pouvait payer 6.000 livres d'impôt. Il revint donc à son premier plan, de payer l'indemnité par un bénéfice sur la vente du sel.

Fabry avait vu de nouveau dans l'adjudication du sel une occasion de profit et avisé, dans les derniers jours d'août, que les Fermes générales accordaient enfin 2.000 minots à la province, plutôt que d'en publier la promesse, il s'était empressé d'acheter à Berne, le 2 septembre, 6.000 minots de sel ².

Quand le marché fut connu à Gex l'indignation fut extrême; le 25 novembre 1776, Voltaire écrivit à Dupleix de Bacquencourt, intendant de Bourgogne, une lettre conçue en ces termes : « Nous nous sommes tous soumis
« avec zèle à payer les trente mille livres d'indemnité à
« la Ferme générale, et nous avons espéré, ainsi que nos
« Etats que la Ferme nous fournirait quatre mille cinq

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 309 à 312.

2. *Ibid.*, p. 311 à 314.

« cents minots de sel par an, qui sont absolument nécessaires à la province, de l'aveu de tous les habitants. La
 « Fermè ne nous ayant fait parvenir du sel au nombre
 « de deux mille trois cents minots qu'au 18 novembre de
 « cette année, M. Fabry secourut la province dans cet
 « intervalle, en faisant venir deux mille quintaux du canton de Berne par le moyen de M. Manuel, président
 « de la Chambre des sels de ce canton et membre du
 « Conseil souverain. M. Fabry rendit en cela un grand
 « service...

« Cependant, dès le mois d'octobre 1776, il arriva que
 « le nommé Rose, ci-devant déserteur de la légion de
 « Condé, à présent employé à Versoix, aidé du sieur
 « Brémond, commis à la poste de Versoix, dont M. Fabry est directeur, fit pour deux années un marché avec
 « le même M. Manuel, du Conseil souverain de Berne,
 « marché par lequel Rose, qui n'a rien, promettait d'acheter pour son compte six mille quintaux de sel par an.
 « Cet énorme monopole alarma toute la province. M. Fabry nous dit qu'on ne pouvait empêcher le marché de
 « Rose, qu'il était autorisé par l'article 3 de l'édit qui
 « permet à tout particulier d'acheter du sel où il vaudra
 « et de commercer de ce sel avec l'étranger ¹. »

Après avoir fait annuler le marché de Fabry, Voltaire prit la direction générale de l'affaire, à l'exclusion des syndics et de l'intendant. Son plan était de prêter sur le champ au pays, 30.000 livres dont il se rembourserait par la revente du sel.

1. F. Caussy, *Voltaire, à Ferney*. La Revue, 1913.

Il en écrivit à MM. de Berne et leur exposa les avantages qu'ils avaient de la liberté du pays de Gex, insistant sur le fait qu'ils n'avaient plus de droits à payer au passage de Versoix et il leur fit part de son projet de payer l'indemnité par un bénéfice sur le sel demandant qu'on lui en cédât une quantité suffisante ¹.

Pour que l'affaire fût en règle, il ne restait qu'à avertir l'intendant. Voltaire le fit par l'intermédiaire de Fabry, à qui il écrivit le 28 novembre 1776 : « Touché des prières qu'on m'a faites, sensible aux alarmes que je vois « répandues dans la province, j'ai offert de donner sur-le-champ trente mille francs pour payer l'indemnité à la « ferme générale. Je ne les donne qu'à quatre pour cent « au lieu de cinq, et je consens encore de ne toucher cette « rente qu'au bout de deux ans. On la paiera à ma nièce, « si je meurs avant ce terme, comme il y a grande apparence. Le préalable pour ce prêt serait que MM. les « Etats me donnassent un plein pouvoir de traiter avec « le Conseil de Berne.

« Je prendrais en leur nom le marché de Rose, et je « serais plus solvable que lui. Vous feriez toutes les conditions et tous les arrangements. La quantité de salaisons qui augmente prodigieusement dans votre province, quand le sel est bon marché servirait à payer « tous les frais que vos Etats sont obligés de faire chaque « année. Vous seriez au moins pendant deux ans délivrés « de l'embarras d'établir une contribution générale, et « vous auriez le temps de prendre de justes mesures sur

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur du village*, p. 313, 314.

« cet impôt qui serait très léger, attendu le bénéfice qui
 « reviendrait à la province de la convention faite avec
 « Berne. »

« Voilà ce qu'on me propose, et ce que j'accepte, dans
 « le dessein d'être utile au pays et de vous marquer mon
 « zèle. Si vous en informez M. l'Intendant, je me flatte
 « que mes vues ne seront pas désapprouvées par un
 « homme aussi généreux et aussi bienfaisant que lui.
 « Mais le temps presse¹. »

La lettre de Fabry à l'intendant de Bourgogne du 1^{er}
 décembre 1776 est peu bienveillante pour Voltaire et elle
 contient le passage suivant : « Monsieur, vous auriez de
 « la peine à croire ce dont je vais avoir l'honneur de vous
 « informer, si vous n'étiez déjà prévenu des projets de
 « M. de Voltaire, de l'ambition qu'il a de gouverner le
 « pays de Gex et d'en rendre l'administration indépen-
 « dante de votre autorité; la réponse que j'ai faite à sa let-
 « tre, et que j'ai eu l'honneur de vous communiquer, lui a
 « fort déplu. Il ne peut souffrir que les Etats vous con-
 « sultent, prennent vos ordres et les attendent, quand il
 « s'agit, dit-il, de faire le bien du pays, de soulager le
 « peuple et de le décharger d'un impôt aussi onéreux
 « qu'est celui de l'indemnité à la Ferme générale. C'est ce
 « qu'on ne cesse de dire et de rebattre. Ses deux aides
 « de camp, MM. Després de Crassier et Routh Varicourt,
 « sont allés de village en village, de maison en maison,
 « répéter ces propos et porter un écrit qu'ils ont fait si-
 « gner aux syndics et conseillers du clergé, de la noblesse

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 316, 317.

« et du tiers état, aux officiers du bailliage, et à plusieurs
 « notables, par lequel M. de Voltaire est autorisé à com-
 « mettre qui bon lui semblera pour aller à Berne deman-
 « der la révocation du traité du sieur Rose, et d'en faire
 « un semblable pour le compte et au profit de la pro-
 « vince ¹. » A la suite de cette lettre, l'intendant écrivit
 à Voltaire le 4 décembre 1776 une lettre conforme aux
 vues de Fabry et dont voici les passages principaux :
 « Tous les ministres viennent de se réunir pour anéantir
 « le marché de Rose, et ce serait le moment qu'on choi-
 « sirait pour faire le même traité au nom de la province,
 « comme si les mêmes raisons ne militaient pas contre
 « l'un et contre l'autre? La simplicité de l'opération, Mon-
 « sieur, vous a séduit, et vous avez omis de songer aux
 « conséquences et à la résistance qu'elle éprouverait...

« On a soulagé les terres d'une partie du fardeau, mais
 « il est juste qu'elles contribuent à une indemnité qui
 « est le prix des avantages qu'elles reçoivent et de l'aug-
 « mentation que tous les fonds doivent éprouver, et enfin
 « de cette précieuse liberté, que vous avez désiré si ardem-
 « ment ¹. » Voici enfin un passage de la longue lettre de
 Voltaire du 10 décembre 1776, passage où il répond aux
 reproches de l'intendant : « Voici tout ce que je puis
 « savoir dans mon lit concernant les affaires que nous
 « avons eues à Berne.

« Je me souviens que M. Fabry à son retour de Bourg-
 « en-Bresse, où il avait travaillé sous vos ordres, nous

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 318, 319.

2. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 320.

« dit à M^{me} Denis et à moi que le sieur Roze avait fait un
 « marché avec leurs Excellences de Berne pour 6.000
 « quintaux de leur sel blanc, et qu'on ne pouvait l'empê-
 « cher d'agir suivant son marché, attendu que par l'arti-
 « cle 3 de l'Edit du Roi enregistré au Parlement de Dijon,
 « il était permis à tout particulier de la province de Gex
 « d'acheter du sel et de le vendre où il voudrait.

« Cette nouvelle alarma bientôt toute la province. On
 « vit avec effroi et avec horreur qu'un homme sans aveu,
 « ci-devant déserteur de la légion de Condé, ayant tra-
 « vaillé pendant deux ans chez le sieur Racle, ancien
 « entrepreneur de Versoix, et ayant acheté son congé avec
 « l'argent du sieur Racle, formait une entreprise qui pou-
 « vait l'enrichir en une seule année, ruiner la province
 « et l'exposer au mécontentement du ministère. Tout le
 « pays sut bientôt qu'il était associé et cautionné du sieur
 « Brémond, commis au bureau de la poste de Versoix,
 « et receveur de cette poste pour M. Fabry, votre sub-
 « délégué.

« Vous concevez bien, Monsieur, quels effets produisi-
 « rent dans les esprits la crainte d'une taxe considérable
 « à laquelle la province était imposée, et la crainte encore
 « plus désespérante de ne payer cette taxe que pour enri-
 « chir le nommé Rozé et ses associés. Il ne faut pas dis-
 « simuler que les alarmes furent poussées jusqu'à l'in-
 « justice de soupçonner M. Fabry lui-même de trop pro-
 « téger dans cette affaire Brémond, son commis, et par
 « conséquent Roze. Plusieurs membres des Etats ont eu
 « à la fin recours à moi et m'ont prié de leur prêter
 « 30.000 francs pour payer ce qu'on doit aux fermiers

« généraux en attendant qu'ils pussent obtenir de Mes-
 « sieurs de Berne la même faveur que Rozé avait extor-
 « quée et qu'ils puissent, au moyen de la vente du sel
 « qu'ils auraient de Berne, parvenir à libérer la province
 « de ses autres dettes.

« Quoique je fusse très près d'une entière ruine par la
 « quantité de maisons que j'ai bâties, je promis de prêter
 « 30.000 francs aux Etats, et même de travailler pour
 « eux auprès de Messieurs de Berne, le tout à condition
 « que vous approuveriez, Monsieur, le service que je con-
 « sentais à leur rendre.

« J'eus l'honneur de vous en écrire le 28 novembre,
 « autant qu'il peut m'en souvenir.

« Dans ce temps-là, M. Fabry conseillait aux syndics
 « de noblesse d'écrire au ministre de France sur cette
 « affaire des sels. Ils firent cette fausse démarche, et
 « il en est résulté une lettre de M. l'ambassadeur en
 « Suisse, par laquelle il prie le Sénat de Berne de ne
 « donner le sel ni à Rozé ni à nous.

« Voilà, Monsieur, à quel point nous en sommes par
 « rapport à cette affaire qui a été plutôt une tracasserie
 « qu'une négociation.

« Je ne pourrai d'ailleurs prêter 30.000 francs à nos
 « Etats comme je m'en flattais, parce que, dans le temps
 « même où je voulais leur faire ce plaisir, M. le duc
 « de Wurtemberg qui me doit cent mille francs d'argent
 « m'a demandé le délai d'une année pour me payer ¹. »

A la suite de cette affaire, Voltaire fut à tout jamais

1. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 322 à 324.

dégoûté du pays de Gex, mais l'institution dont il eut l'initiative, et qui met l'arrondissement de Gex sous le régime de la franchise par rapport à la douane, subsiste encore.

Les libéralités du seigneur de village. — Nous venons d'étudier la libération du pays de Gex, affaire où l'amour du bien public fut la cause principale de l'activité de Voltaire. Cette aide accordée par lui aux habitants du pays ne venait pas d'un sentiment démocratique, c'était de sa part pitié de grand seigneur et non sentiment d'équité sociale.

Dès 1734, dans son *Traité de Métaphysique*, Voltaire a exposé sa conception du bien public : « L'orgueil, écrit-il, « est surtout le principal instrument avec lequel on a « bâti ce bel édifice de la société...

« On distingua donc de bonne heure les hommes en
« deux classes : la première, des hommes divins qui sa-
« crifient leur amour-propre au bien public; la seconde,
« des misérables qui n'aiment qu'eux-mêmes : tout le
« monde voulut et veut être encore de la première classe,
« quoique tout le monde soit dans le fond du cœur de la se-
« conde...

« L'envie de commander, qui est une des branches de
« l'orgueil, et qui se remarque aussi visiblement dans un
« pédant de collège et dans un bailli de village que dans
« un pape et dans un empereur, excita encore puissam-
« ment l'industrie humaine. Pour amener les hommes à
« obéir à d'autres hommes, il fallut leur faire connaître
« clairement qu'on en savait plus qu'eux, et qu'on leur
« serait utile.

« Il fallut surtout se servir de leur avarice pour ache-
 « ter leur obéissance. On ne pouvait leur donner beau-
 « coup sans avoir beaucoup, et cette fureur d'acquérir
 « les biens de la terre ajoutait tous les jours de nouveaux
 « progrès à tous les arts 1. »

Voltaire ne fit jamais mystère de ses bienfaits, ni à ses amis, ni au public. Ses libéralités avaient du reste un caractère spécial : au lieu de donner aux pauvres des petits secours, qui n'eussent point remédié à la misère, il aimait mieux leur donner du travail, leur avancer d'un coup le nécessaire, moyennant un petit intérêt, stimuler leur zèle et les mettre en état de se suffire à eux-mêmes. Cette attitude de Voltaire est compréhensible si nous nous rappelons le mépris qu'avait ce grand travailleur pour les désœuvrés volontaires.

Le châtelain était impitoyable pour les mendiants qui infestaient le pays de Gex et que la paresse et l'ivrognerie maintenaient dans la misère. Toutefois aux pauvres et aux malheureux qui ne l'étaient point devenus par leur mauvaise conduite, Voltaire ne refusait point ses aumônes : chaque année, ces aumônes comptaient pour mille francs dans ses dépenses. Il n'abandonnait pas les pauvres dans la maladie ni dans le besoin mais il ne les secourait qu'en intéressant leur amour-propre et en excitant leur ardeur au travail 2.

Le grand objet de sa protection étaient les veuves char-

1. *Traité de Métaphysique* 1734. Chapitre VIII. De l'homme considéré comme un être sociable, éd. Moland, tome XXII, p. 222.

2. F. Caussy, *Voltaire, seigneur de village*, p. 165, 166.

gées d'enfants : il leur prêtait de l'argent, les logeait dans ses maisons, leur avançait la rente de leurs terres, faisait bâtir à ses frais une maison pour telle d'entre elles et lui en faisait cadeau¹; payait longtemps pour l'instruction de plusieurs enfants suisses dans les écoles de charité de Lausanne et établissait à ses frais un maître d'école à Ferney.

Au printemps de 1771, il y eut une très grande disette dans le pays de Gex. Pour remédier à ce désastre, Voltaire fit venir de Sicile deux cents coupes de blé et, suivant Wagnière, il les vendit aux habitants au-dessus du prix d'achat². La lettre de Voltaire à l'intendant Amelot du 27 juin 1777 parle aussi de transports provenant à cette occasion, soit de Genève, soit de Lyon ou de Marseille.

Propriétaire, Voltaire tient à repeupler et à enrichir un pays pauvre en habitants et en ressources. Il oblige les gens par des prêts. Bétens est son débiteur de 4.400 livres; Vuaillet, de 1.000 écus; Etienne de Crassy, de 1.800 livres; Durond, de 655 florins. Un certain Granvier doit lui rendre le 25 février 1773 la somme de vingt-cinq louis d'or.

Le seigneur de Ferney se transforme en banquier; par des sommes qu'il avance, il facilite les affaires, il permet aux uns de réclamer en justice, aux autres d'acquérir un

1. Longchamp et Wagnière, *Mémoires sur Voltaire*, tome I, p. 40, 41.

2. Longchamp et Wagnière, *Mémoires sur Voltaire*, tome I, p. 32.

bout de champ, et surtout de bâtir, car il désirait avant tout que la région se couvrit de constructions. Ainsi, en 1778, il prête à un certain Jean Roget, la somme de 8.000 livres pour lui permettre de bâtir une maison¹. Malgré son amour de la terre, il cède des parcelles de son domaine afin que la région se peuple. Par contrat du 10 décembre 1762, il vend, pour bâtir une maison, un terrain de dix toises de long sur neuf de large à Jean Desplace et André Guillot. Le 25 novembre 1763, il accorde au charpentier Landri un lot assez considérable, qu'il augmente encore le 25 août 1765².

Ayant appris, le 20 août 1759, qu'un habitant de Tournay, nommé Bétemps, avait été mis en prison à Genève pour dettes, Voltaire charge Wagnière d'acquitter les dettes de cet homme. Mais à peine avait-on payé ses créanciers, que d'autres vinrent et le firent de nouveau emprisonner. Voltaire acquitte encore ces dettes mais, pour garantir ce prêt de 3.115 livres sans intérêts, il rentre en possession du domaine de Bétemps qui rapportait environ 700 livres par an et lui promet qu'il lui rendra sa terer dans quatre ans et demi³.

Mais pour avoir été tiré de cachot, Bétemps n'était pas tiré d'affaire, et Voltaire lui consent des prêts à plusieurs reprises, de telle manière que la dette de Bétemps atteint vite le chiffre de 4.400 livres et encore il reste à payer

1. F. Vézinet, *Autour de Voltaire*, p. 30, 31.

2. *Ibid.*, p. 31.

3. *Lettre à Chauvelin, intendant des Finances*, 7 septembre 1759, Moland XL, p. 168.

des créances. Là-dessus, le 29 décembre 1759, Voltaire écrit à son homme d'affaires Balleidier une lettre dont voici un passage : « Je ne suis point, Monsieur, tenu de payer
 « les domestiques de Bétems; je lui ai prêté de l'argent
 « sans intérêt pour le tirer de prison; et par le contrat
 « que j'ai bien voulu faire avec lui, il est dit expressément que je ne dois entrer dans aucune de ces dettes;
 « je me suis même réservé le droit de vendre sa terre que
 « je voulais lui conserver en cas qu'il arrivât la moindre
 « difficulté.

« S'il doit de l'argent à ses domestiques, qu'il les
 « paye. J'ai déjà avancé pour lui 4.400 livres. Madame
 « Donon menace encore de saisir sa terre pour d'anciennes dettes. Je ne peux pas me ruiner pour sauver tous
 « jours cet homme. Il faut qu'il s'accommode avec les
 « créanciers dont vous parlez; qu'on lui fasse peu de
 « frais, parce qu'il est très pauvre; je pourrai lui prêter
 « encore un peu d'argent pour cette affaire, mais très peu
 « parce que j'en ai fort peu ¹. »

Les choses se gâtèrent encore, car dans sa lettre à Balleidier du 15 février 1766, c'est-à-dire cinq ans et demi après le prêt, Voltaire écrit : « J'envoie à M. Balleidier
 « le contrat passé avec Bétems. Je le prie de présenter
 « requête pour saisir son domaine de Vallavran, requête
 « fondée sur ce que je lui prêtais de l'argent en 1759 sans
 « intérêt pour le tirer des prisons de Genève, où il était
 « détenu pour dettes... ensuite je lui prêtais une somme
 « plus considérable pour le contrat ci-joint, que je lui

1. F. Vézinet, *Autour de Voltaire*, p. 13, 14.

« remis encore une partie de cette somme, ainsi que le
 « prouve la déclaration du 25 novembre 1761, ci-jointe;
 « que ledit Bétems n'ayant répondu à tant de bontés que
 « par l'ingratitude, et ne m'ayant jamais payé, je dois
 « rentrer de plein droit dans son domaine de Valla-
 « vran... 1. »

Ces documents ne nous permettent pas de conclure que Voltaire a accordé des avances à Bétems pour se saisir de sa propriété et même tout nous porte à croire qu'il a été forcé de faire cette saisie.

Voici une affaire dans laquelle Voltaire se montra généreux. Les six frères Prez-Crassier, ses voisins, étaient héritiers d'une terre située à Ornex. Cette terre était engagée depuis longtemps à des Genevois; mais les Jésuites qui avaient acquis auprès de ce domaine des terres qui rapportaient environ deux mille écus de rente voulaient joindre à leurs possessions le domaine des Crassier. Ils s'arrangèrent avec les créanciers genevois pour acheter cette terre et obtinrent même une permission du Conseil.

A peine Voltaire apprit-il cette affaire qu'il offrit aux frères Crassier la somme nécessaire pour payer les créances et reprendre leurs droits. Pour montrer son désintéressement, Voltaire ne leur réclama pas pendant sa vie les 18.000 livres du billet qu'ils lui avaient signé et se contenta de la garantie hypothécaire 2.

Il est vrai qu'il s'agissait de remporter une victoire sur les Jésuites, mais malgré cela le geste reste beau.

Wagnière nous raconte que quand on eut appris à

1. F. Vézinet, *Autour de Voltaire*, p. 14.

2. *Lettre à Tronchin*, 5 décembre 1760, *Moland L*, p. 424.

Genève la nouvelle de la perte de la bataille de Rosbach, Voltaire écrivit à son banquier à Berlin de donner de sa part, aux officiers français blessés et prisonniers l'argent dont ils pourraient avoir besoin ¹.

L'auteur de *Zaïre* avait adopté une descendante du grand Corneille, qui se trouvait dans la détresse. Il lui assura quatorze cents livres de rentes viagères sur le trésor, et l'édition du *Théâtre de Pierre Corneille*, commentée par Voltaire ne rapporta pas moins de 52.000 livres, dont M^{lle} Corneille reçut pour sa part 40.000, tandis que les 12.000 autres étaient attribués à ses parents ².

Voltaire se montra aussi généreux envers les hommes de lettres. Nous avons parlé précédemment de ses libéralités envers Linant, Baculand d'Arnaud et les autres débutants de lettres. Pendant son séjour à Ferney et jusqu'à sa mort Voltaire continua ces libéralités envers les hommes de lettres.

Le 10 août 1767, il fait des démarches auprès du contrôleur général Laverdy pour obtenir le partage en deux de sa pension de 20.000 livres et il veut que La Harpe profite de la moitié. Malheureusement, ces négociations n'aboutiront pas et même rien ne nous indique que cette pension du Roi ait été payée à Voltaire.

Le 23 novembre 1771, Voltaire annonce à La Harpe qu'il lui semble qu'il faudrait faire une souscription pour soutenir le poète Saint-Ange et il déclare qu'il souscrit

1. Longchemp et Wagnière, *Mémoires sur Voltaire*, tome I, p. 66.

2. *Lettre au Comte d'Argental* du 14 mai 1764, *Moland* XLIII, p. 212.

pour deux cents francs. Le 30 décembre 1772, il écrit à d'Argental en le priant de donner pour lui vingt-cinq louis à La Harpe qui est dans la gêne.

Delisle de Sales, condamné par le Châtelet pour son livre de la *Philosophie de la Nature*, en a appelé au Parlement : « Ce procès étrange, lui écrit Voltaire le « 15 avril 1776, doit vous ruiner. Pourquoi n'ouvrirait-on « pas une souscription pour vous procurer les moyens « de le soutenir?... Ma souscription doit être prête. Elle « est en votre nom, et vous la trouverez chez M. Dailli, « notaire, rue de la Tixanderie. (Cette souscription était « de 500 livres.) Je ne doute pas que tous les véritables « gens de lettres ne s'empressent de vous donner les « marques de l'intérêt qu'ils doivent prendre à vous ¹. »

Pour en finir avec ces exemples des libéralités de Voltaire, il faut rappeler le fait que Voltaire a offert de payer les avocats de Sirven et de Calas et a donné de l'argent à Sirven ².

Nous ne pensons pas qu'il faille compter parmi les libéralités de Voltaire la reconstruction de l'église de Fernelay. L'ancienne église masquait au château un beau paysage et le cimetière qui l'entourait était un voisinage fâcheux. Voltaire a fait démolir l'église; il était donc naturel qu'il en reconstruisît une autre un peu plus belle.

1. Maurice Pellisson. *Les Hommes de Lettres au XVIII^e Siècle*, p. 198.

2. *Lettre à Elie de Beaumont* au 1^{er} février 1765, *Moland* XLIV, p. 204 et *Lettre à l'abbé Andra*, 13 novembre 1769, *Moland*, tome XLVI, p. 495.

Placements et prêts. — Soucieux de son bien et jaloux de l'aisance qui lui permettait de vivre à sa guise, Voltaire continuait à surveiller avec soin les placements sûrs qui consistaient pour lui surtout en prêts garantis par des terres.

En 1759, le baron de Manthou sollicita un prêt de 20.000 livres pour payer une partie du prix de la terre d'Annemasse qu'il avait achetée le 29 mars 1759.

Voltaire accepta, mais il se mit sérieusement à couvert en obtenant une première hypothèque et la substitution aux droits du vendeur de cette terre. Voici un passage d'une lettre de Voltaire au baron de Manthou où il indique ses conditions : « Je suis prêt, Monsieur, à faire ce
 « que vous demandez et je serai très satisfait d'obliger
 « un gentilhomme de votre mérite et de votre probité; il
 « n'y a qu'à m'envoyer le modèle d'une transaction, par
 « laquelle il paraîtra que vous êtes le maître des seigneu-
 « ries en question, et que pour partie du paiement de
 « ces acquisitions, je vous prête 20.000 livres sous pre-
 « mière hypothèque privilégiée. Il faut que le notaire ex-
 « prime toutes les conditions fidèlement et nettement;
 « que copies de vos contrats d'acquisition soient jointes
 « à la copie du contrat qui sera passé entre nous. Tout
 « étant en règle et en forme, je vous donnerai une lettre
 « de change sur Lyon de 20.000 livres de France... Je ne
 « veux avoir affaire à aucun créancier; il est nécessaire
 « que la terre sur laquelle je vous prête de l'argent soit
 « franche et quitte, que le revenu de mes 20 (pour
 « 20.000) livres soit assuré sans aucune réserve sur cette
 « terre, sans être assujetti à aucun droit, à aucun impôt,

« à aucune diminution et surtout à aucun procès avec
 « personne et je sois premier créancier par privilège; vo-
 « tre intérêt et le mien exigent que la chose soit d'une
 « netteté extrême ¹. »

Une fois le contrat signé et la somme versée, Voltaire s'avisa qu'il n'a pas encore reçu les pièces qui prouvent que l'argent a été prêté pour la terre d'Annemasse.

Le patriarche réclame et, après quelques démarches, il reçoit les papiers nécessaires. Ce sont alors les arrérages qui le tourmentent. Pour faciliter le paiement, il propose de recevoir la somme due en avoine et en blé estimé d'après le prix moyen sur le marché de Genève et il ajoute : « vous vous acquitterez insensiblement d'une
 « grande partie de votre dette, sans déboursier d'argent. » Pour stimuler le zèle du baron, Voltaire lui écrit : « J'ai
 « vingt chevaux qui se recommandent aux bontés de
 « Monsieur le baron, ainsi que leur maître qui n'est pas
 « plus gras qu'eux » et dans une autre lettre, il ajoute :
 « Je ne sais si j'engraisse mes libraires, mais mes chevaux
 « sont bien maigres. »

A la suite de ces lettres, M. de Manthou envoie de l'avoine, mais Voltaire n'en a jamais assez. Il demande au baron d'être son courtier en avoine et promet de payer argent comptant.

En 1763, le baron de Manthou meurt, et c'est la veuve qui chargée d'envoyer l'avoine à Voltaire. Cet état dure jusqu'en 1771, date à laquelle la veuve vend la terre; mais

1. J. Pommier. *Lettres inédites à M. et M^{me} de Manthou*. Revue de Paris 1925 (janvier-février).

il semble qu'après la mort du baron, l'avoine soit arrivée de plus en plus rarement, car le 15 août 1768, Voltaire écrit à Hennin : « Monsieur, on dit que vous avez été dîner au château d'Annemasse. Est-ce que vous voulez l'acheter ? Vous m'en feriez plaisir... Je suis facile en affaires; et d'ordinaire quand on me rend les trois quarts et même la moitié de l'argent que j'ai prêté, je crois qu'il a fait un excellent marché... »

Il est probable que malgré toutes les précautions, Voltaire a perdu dans cette affaire la moitié de son capital et une partie des intérêts.

Le 13 septembre 1761 ¹, Voltaire prêtait à son ami Fyot de la Marche la somme de 20.000 livres garantie par la terre de la Marche. Il se trouva que le billet signé par Fyot de la Marche était plutôt une quittance qu'un billet.

En 1763, nous voyons Voltaire s'alarmer de cette situation, car à cette époque Fyot de la Marche venait de céder sa terre à son fils et à ses filles.

Il réclama alors une procuration, mais celle que lui envoya Fyot de la Marche ne le satisfait guère, car elle ne spécifiait pas la date de l'emprunt, et c'était seulement un billet séparé qui indiquait que la date du prêt avait été omise pour éviter le contrôle.

Voltaire, dans une lettre du 3 janvier 1763, supplie Fyot de la Marche de faire un acte légal à Paris, où il n'y a point de droits de contrôle, et il lui déclare que cette formalité est nécessaire pour qu'en cas de mort d'un des

1. *Lettre à Fyot de la Marche*, 21 janvier 1763, éd. Moland, tome LII, p. 596, 597.

contractants l'acte soit valable et les intérêts exigibles à partir du jour de la conclusion du contrat ¹. Voltaire avait joint à cette lettre le modèle de ce contrat et insistait sur le fait que cette somme était toute la dot de mademoiselle Corneille. Tout nous porte à croire que Voltaire reçut finalement toutes les garanties exigées, mais rien n'indique que ces 20.000 livres furent effectivement données à mademoiselle Corneille.

En juillet 1769, le patriarche avait prêté au comte d'Argental la somme de 10.000 livres, le reste de cette dette fut acquitté le 14 septembre 1774 ².

Pour être complet, il faut ajouter qu'une fois entré au ministère, le duc de Choiseul renouvella le brevet de la pension royale de deux mille livres que Voltaire avait eue comme historiographe de France et, au mois de janvier 1762, il lui en fit envoyer le brevet. Depuis douze ans, le poète n'avait pas touché un sou de cette pension et il est probable qu'elle resta pour lui un avantage moral plutôt que matériel.

Pendant son séjour à Ferney, Voltaire n'a pas négligé le commerce maritime, qui lui avait donné de si beaux bénéfices pendant sa jeunesse.

Le 3 septembre 1773, le patriarche écrit à madame Necker que quelques Genevois et lui ont envoyé un vaisseau au Bengale et que sur ce navire il y a cinquante-neuf personnes.

1. A. Aulard. *Lettres inédites de Voltaire à Fyot de la Marche*. Revue de Paris 1927.

2. *Lettre au comte d'Argental 1774*, éd. Moland, tome XLIX, p. 81.

Le 27 mai 1774, Voltaire annonce au chevalier de Lisle que le vaisseau qu'ils avaient envoyé aux Indes a péri à son arrivée en France, mais qu'ils n'ont rien perdu.

Dans sa lettre à d'Argental du 8 mars 1775, Voltaire raconte que le tonnerre a fracassé un vaisseau qu'il avait envoyé dans l'Inde, et le 6 novembre 1775 il écrit à d'Alembert qu'il a équipé pour son compte un vaisseau qui amenait du salpêtre de Bengale en France, mais dit-il, le salpêtre a été fondu par l'eau de la mer, qui est entrée dans le vaisseau, et il se plaint d'avoir à en perdre le prix.

Enfin une lettre de Voltaire au marquis de Florion du 6 janvier 1777 contient le passage suivant : « Le sieur « Bérard, capitaine de notre vaisseau, *l'Hercule*, et du « *Carnatic*, que nous avons envoyé aux Indes, et qui était « revenu à Lorient, vient de repartir avec notre argent, « sans prendre congé de personne, et prend le chemin du « Bengale, au lieu de nous payer;... On dit que le scélérat « comptera avec nous dans cinq ans au plus tard, et que « nous ne perdrons, avec ce marin de Normandie, qu'en- « viron quatre-vingt-dix pour cent. »

Nous voyons donc que, malgré sa vigilance, Voltaire éprouva sur ce point des mécomptes sérieux.

Au mois de janvier 1761, les Anglais prirent Pondichéry et le patriarche qui avait vingt mille livres tournois par an¹ comme dividende de ses actions de la Compagnie des Indes écrivit le 24 août 1761 à son ami d'Argental

1. *Lettre au comte d'Argental* du 15 février 1760, *Moland*, tome XL, p. 302. Malgré cela, dans l'état des revenus de Voltaire de 1775 ou peut-être de 1771, la Compagnie des Indes figure pour 11.568 livres.

qu'il était dur de vendre sept cents francs ce qu'on avait acheté quatorze cents.

En 1767, Voltaire avait perdu vingt mille écus dans la banqueroute des Gilli à Cadix. Enfin au mois de mars 1770 il avait chez La Borde, banquier du roi, deux cent mille francs en rescriptions de la caisse d'escompte.

La disette d'argent alors était telle que le contrôleur général Terray fut obligé, dans une nécessité pressante, de saisir chez les banquiers du roi tout l'argent que les citoyens y avaient mis en dépôt, et on prit à Voltaire ses deux cent mille francs. C'était pour Voltaire une perte énorme et il s'en plaint, le 18 mars 1770, au comte d'Ar gental dans une lettre qui contient le passage suivant :
 « voudrait-il (l'abbé Terray) m'enlever mon seul bien de
 « patrimoine, que j'avais en dépôt dans la caisse de M. de
 « La Borde, le seul bien qui puisse répondre à mes nièces
 « des clauses de leurs contrats de mariage, le seul avec
 « lequel je puisse récompenser mes domestiques ?...
 « M. l'abbé Terray, qui sort de la Grand'Chambre, ne de-
 « vait-il pas distinguer entre ceux qui achètent du papier
 « sur la place, et ceux qui déposent chez le banquier du
 « roi leur bien paternel ? »

Voltaire avait, heureusement pour lui, la prudence de placer ses fonds chez plusieurs banquiers. Ainsi nous savons qu'il avait encore de l'argent chez son notaire à Paris, M. Delaleu, ainsi que chez le banquier Le Sueur ¹, qui était chargé de toucher ceux des revenus que Voltaire

1. Voltaire écrit le 30 mars 1768 à Delaleu que Le Sueur doit toucher 45.200 livres.

avait à Paris. Malgré cela, il semble que le banquier attitré de Ferney ce fût Beaumont-Jacob.

Le 3 août 1765, il est prié de garder trente mille livres; le 3 septembre 1765, quinze mille; le 14 décembre 1765, il est prié de faire porter à La Borde, banquier du roi, trente-six billets de loterie qu'il a en dépôt, y compris ceux qui ont gagné des lots ¹; le 10 janvier 1769, Voltaire prie Beaumont-Jacob de se charger de douze mille livres pour six mois et, le 29 mai de la même année, il le prie de tenir prêts vingt mille francs pour payer le 20 juin une lettre de change de La Borde.

Pour finir l'étude des placements de Voltaire, il faut dire que le registre où le patriarche a inscrit de sa propre main l'état de ses revenus en 1775 ² contient mention de 14.023 livres de rentes sur l'hôtel de ville; de 12.000 livres de rente perpétuelle négociable sur l'emprunt de cent soixante millions et enfin des billets que Voltaire a reçus en paiement pour les maisons qu'il a fait construire à Ferney. Ces billets sont au nombre de cinquante-sept et représentent une somme de plus de cinquante-cinq mille francs. Sur ces cinquante-sept billets, cinquante-trois sont biffés et par conséquent ont été mis en circulation. Après il y a une autre liste, mentionnant, celle-ci, les billets dont on peut faire usage depuis le 1^{er} juin 1777. Ils sont

1. Voltaire avait gagné, entre autres, un lot de 1.000 livres. Lettre du 4 janvier 1766.

2. L'état semble dater de 1771, mais on a écrit un 5 sur le 1 pour changer en 1775, et l'on a fait quelques corrections pour mettre le compte d'accord avec la nouvelle date (note de M. L. Foulet).

au nombre de trente et représentent une somme de plus de vingt-huit mille francs ¹.

Les contemporains de Voltaire se sont souvent demandé à combien s'élevaient les revenus du seigneur de Ferney. L. Nicolardot a soigneusement rassemblé toutes les données : D'après la *Correspondance littéraire* de La Harpe (T. I, p. 61) Voltaire a cent quarante mille livres de rente, au dire de Duvernet (p. 249); cent cinquante mille suivant les mémoires de Bachaumont, du 22 décembre 1774; suivant Wagnière (p. 24) le patriarche a cent soixante mille livres de rente.

Le 10 novembre 1761, le président de Brosses disait à M. de Farges qu'il tenait du marquis de Ximenez, que Voltaire avait cent mille livres de rente. En mars 1765, Grimm assurait dans sa *Correspondance littéraire* que Voltaire jouissait déjà de plus de cent mille livres de rente, lorsqu'il alla s'établir près de Genève. En avril 1768 Collé voulut connaître la vérité et Delaleu, le notaire de Voltaire, lui assura que son client avait quatre-vingt mille livres de rente viagère, quarante mille de rente en biens-fonds et un portefeuille de 600.000 livres ².

Pour en venir aux témoignages de Voltaire le 27 mars 1759, il mandait au roi de Prusse qu'il avait en France soixante mille livres de rente. Le 30 janvier 1761, il écrivait à d'Argental qu'il en avait quarante-cinq mille dans les pays étrangers. L'état authentique de 1775 (ou 1771)

1. L. Nicolardot, *Ménage et finances de Voltaire*, p. 61, 62.

2. L. Nicolardot, *Ménage et finances de Voltaire*, p. 57, 58.

accuse 177.000 livres de rentes outre 225.000 livres de rentrées attendues.

En définitive, il n'est pas possible d'établir le chiffre exact des revenus de Voltaire, mais nous ne nous tromperons pas de beaucoup en presumant qu'en 1778 Voltaire jouissait de *deux cents mille livres de rente par an*.

Ce chiffre donne une idée de la situation pécuniaire de Voltaire à Ferney et de son influence européenne, car sa fortune était, comme le remarque M. Dr Paul Sakmann, à côté de sa plume une arme de grande importance.

Les dépenses du seigneur de Ferney n'étaient pas très considérables malgré que sa maison était tenue sur un pied de large confort.

Ordinairement Voltaire avait chez lui deux ou trois personnes qui venaient de Paris pour le voir et passer chez lui un mois ou six semaines et lorsqu'elles partaient, leur place était bientôt remplie de nouveau si bien qu'avec les gens de la maison et les amis de Genève c'était une compagnie de douze à quatorze personnes qui dînaient chaque jour à la table du patriarche ¹.

Voltaire avait un bon cuisinier et deux services de cinq domestiques dont trois étaient en livrée ². En comptant les domestiques de campagne Voltaire avait régulièrement soixantes personnes à nourrir ³ et douze chevaux ⁴.

1. John Moore, 1776. Ed. *Moland*, tome I, p. 402.

2. Martin Sherlock, 1776. Ed. *Moland*, tome I, p. 391.

3. *Lettre à Thieriot*, 4 mars 1769. Ed. *Moland*, XLVI, p. 276, et Longchamp et Wagnière, *Mémoires sur Voltaire*, tome I, p. 48.

4. Dans sa lettre du 9 novembre 1759 à de Brossés, Voltaire dit vingt.

Après une réforme énergique en 1768, il était arrivé à ne dépenser que 40.000 livres pour toute cette maison. Madame Denis recevait, pour faire face aux dépenses du ménage, une pension de cent louis par mois et Voltaire lui abandonnait encore une somme de sept à huit mille livres par an sur ses revenus. Le 5 juin 1760, madame Denis écrit à Robert Tronchin qu'elle a dix mille livres de rentes viagères¹, et quand dans les premiers jours de mars 1768 à la suite de ses démêlés avec Voltaire elle s'établit à Paris son oncle lui donne plus de 60.000 livres comptant² et en outre une pension de vingt mille livres et enfin douze mille livres de rente³; par-dessus le marché Voltaire donnait encore à son neveu l'abbé Mignot et à son petit-neveu d'Hornoy, conseiller au parlement, une pension de mille francs et ensuite de dix-huit cents à chacun⁴.

Malgré sa fortune considérable et le peu de dépenses qu'il faisait Voltaire se trouvait souvent à court de numéraire. Ses lettres à son homme d'affaires Balleidier, publiées par M. F. Vézinet, montrent qu'il était souvent réduit à verser des acomptes (lettre du 5 juin 1770) et même le 11 septembre 1771, il n'était pas en état de payer son boucher⁵.

1. H. Tronchin, *Le conseiller François Tronchin et ses amis...*, p. 128.

2. L. Perey et G. Maugras, *La vie intime de Voltaire*, p. 427.

3. *Lettre à madame de Florian*, 4 avril 1768. Moland XLVI, p. 8.

4. *Lettre à Dutertre* du 10 décembre 1777. Moland, L, page 329. Dans sa lettre à Thieriot du 4 mars 1768, Voltaire écrit : « Figurez-vous que je donne, moi chétif, trente-deux mille francs de pension, tant à mes neveux et nièces qu'à deux étrangers qui sont dans le plus grand besoin. »

5. F. Vézinet, *Autour de Voltaire*, p. 53.

Le souci des affaires financières ne devait quitter Voltaire qu'avec la vie. De retour à Paris le 27 avril 1778, cédant aux sollicitations de madame Denis, Voltaire acheta à vie en son nom et en celui de sa nièce un hôtel situé rue Richelieu et apporta dans cette acquisition tous les soins minutieux qu'il avait toujours apportés dans les affaires ¹. Ses lettres montrent toujours la même préoccupation de n'avoir à subir aucune perte. Ainsi le 13 mai 1778, c'est-à-dire dix-sept jours avant sa mort, il écrit à Wagnière :
 « Je crois que nous pourrions affermer Ferney à peu près
 « pour le prix qu'on en offre; mais il faut attendre. Il est
 « bon que Porami vende cette année les denrées à Genève,
 « qu'il voie avec votre femme ce qu'on en pourra tirer, et
 « qu'elle nous envoie les comptes à Paris, sous le couvert
 « de M. de Vaines ou sous tel autre qu'on indiquera. Elle
 « pourra vendre aussi la plus grande partie des vins de
 « France et des liqueurs, et ne réserver que ce qui pourra
 « nous être nécessaire pour un voyage que nous y ferons.
 « Elle pourra vendre aussi l'huile, qui se gâterait à la longue... » ².

Voltaire était probablement le premier écrivain et le premier philosophe qui eût réagi contre l'opinion, encore générale dans la première moitié du XVIII^e siècle, que les écrivains n'étaient que des bohèmes et n'avaient pas d'« état ». Il comprit, dès le début de sa vie, que le désintéressement ne relevait pas dans l'estime publique et que plus on était riche, plus on était considéré.

1. G. Desnoiresterres, *Voltaire, son retour et sa mort*, p. 300.

2. *Lettre à Wagnière*, 13 mai 1778. Ed. Moland, tome LII, p. 604, 605.

Cet exemple d'un écrivain qui a su s'élever dans l'ordre social à un rang tel qu'il fut traité avec les plus grands égards par les souverains eut sa répercussion sur l'attitude des autres écrivains ses contemporains. Ainsi d'Alembert, tout en prêchant la pauvreté aux gens de lettres écrivait dans son *Essai sur les gens de lettres* : « Et pourquoi un « homme de lettres n'aurait-il pas le même droit à l'opulence que tant d'hommes inutiles ou nuisibles à la patrie, dont le luxe scandaleux insulte à la misère publique. » Vers 1780, Chamfort écrivait sur un ton d'impatience irritée : « J'ai toujours été choqué de la ridicule et « insolente opinion répandue presque partout, qu'un « homme de lettres qui a quatre ou cinq mille livres de « rente est au périnée de la fortune... qu'est-ce qu'un « homme de lettres... selon le fait établi dans le monde ?

« C'est un homme à qui on dit : tu vivras pauvre et « trop heureux de te voir cité quelquefois... » 1.

Les écrivains, par désir de réagir contre un préjugé qui leur paraissait offensant et par besoin de s'élever dans l'ordre social, furent amenés à se montrer moins désintéressés, et quelques-uns parvinrent à l'aisance et même à la richesse.

D'Olivet, mort en 1768, légua à son neveu, président à mortier au Parlement de Franche-Comté, 80 actions des fermes, 50.000 écus de terres, plus de 30.000 francs d'arrérages, 250 louis en argent comptant, 350 marcs de vaisselle d'argent, sans parler de ses meubles, qui avaient peu

1. M. Pellisson. *Les Hommes de Lettres au XVIII^e siècle*, p. 191.

de valeur, et d'une très belle bibliothèque. L'abbé Alary, au dire de Collé, jouissait de 35.000 livres de revenu, y compris ses bénéfices; Moncrif, suivant le même, avait joui de 40.000 livres de rentes et laissa 15.000 ou 18.000 livres de rentes foncières à sa mort ¹.

On voit donc que les écrivains qui voulaient réformer la société se sont conformés aux idées du temps et que par suite ils se sont arrangés de façon à conquérir dans cette société une place supérieure à celle que leur avait assignée la fortune et leur influence n'en n'est devenue que plus considérable.

FIN

Vu le 12 mars 1929 :

Doyen de la Faculté des Lettres de l'Université de Paris,
H. DELACROIX.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

1. M. Pellisson. *Les Hommes de Lettres au XVIII^e siècle*, p. 191 à 193.

APPENDICE

Les ouvrages économiques dont Voltaire parle dans ses œuvres

AMEILHON (Hubert-Pascal). — *Histoire du commerce et de la navigation des Egyptiens*. 1763, in-12°.

Lettre à Lacombe, 14 juillet 1763, éd. Moland, tome XLIV, p. 340 (1).

BÉGUILLET. — *Mémoires sur les avantages de la mouture économique et du commerce des farines en détail*. Dijon 1769, in-8°.

Lettre au Président de Ruffey, 26 janvier 1770, éd. Moland XLVI, p. 542.

BERTRAND. — *Traité de l'irrigation des prés*. 1764, in 12°.

Lettre à M. Bertrand, 15 mai 1764. Moland XLIII, p. 213.

BOISGUILBERT. — *Le Détail de la France*. 1695, 1696, 1699, in-12°, 1707 deux volumes in-12°.

Le Siècle de Louis XIV. Moland XIV, p. 519.

COLLET (Philibert). — *Traité des usures, ou Explication des prêts et des intérêts par les lois qui ont été faites en tous les siècles*. 1690, in-8°.

Le Siècle de Louis XIV. Moland XIV, p. 56.

CONDORCET (le marquis de). — *Lettre d'un laboureur de Picardie à M. N... (Necker) auteur prohibitif*. 1775, in-8°.

1. Pour les autres renvois, consulter la Table Générale et Analytique des matières contenues dans les œuvres de Voltaire. Ed. Moland, tomes LI et LII.

Lettre au marquis de Condorcet, 7 août 1775. Ed. Moland XLIX, p. 346.

CONDORCET (le marquis de). — *Mémoire sur la liberté du commerce des grains, et même de tout autre commerce* (Œuvres de Condorcet, tome I, Paris 1847).

Lettre au marquis de Condorcet, 21 avril 1775. Ed. Moland XLIX, p. 282.

COUDRAY (le chevalier du). — *Le Luxe, poème en six chants*. 1773, in-8°.

Lettre à M. le chevalier du Coudray, 1737. Moland XLVIII, p. 334.

DARIGRAND (attribué à). — *L'Anti-financier, ou Relevé des quelques-unes des malversations dont se rendent journellement coupables les fermiers généraux, et des vexations qu'ils commettent dans les provinces*. 1763, in-8°.

Lettre à Damilaville, 26 décembre 1763. Moland XLIII, p. 58.

DUHAMEL DE MONCEAU. — *Traité de la culture des terres, suivant les principes de M. Tull*, 6 vol. in-12°. Paris 1753-1761.

Lettre à George Keate, 4 avril 1761. Moland XLI, p. 258.

? DUPIN. — *Réflexions sur quelques parties d'un livre « de l'Esprit des lois »*. Paris 1749. 2 vol. in-8°.

Lettre à Mme Dupin, 22 mai 1760. G. Bengesco. *Voltaire. Bibliographie*, tome III, p. 323.

? DUPIN. — *Observations sur un livre intitulé « de l'Esprit des lois »*. Paris 1750-1751. 3 vol. in-8°.

Lettre à Mme Dupin, 22 mai 1760. G. Bengesco. *Voltaire. Bibliographie*, tome III, page 323.

DUPONT DE NEMOURS (Pierre-Samuel). — *Réflexions sur l'écrit intitulé : Richesse de l'Etat*. 1763, in-8°.

Lettre à Dupont, 16 août 1763. Moland XLII, p. 546.

DUTOT. — *Réflexions politiques sur les finances et le commerce*... 1738, 2 vol. in-12°.

Lettre à Thieriot, 1738. Moland XXXIV, p. 487.

ELIE DE BEAUMONT. — *Discours sur la population*, 35 p. 1762 (?).

Lettre à Elie de Beaumont, 21 janvier 1763. Moland XLII, p. 349.

FORBONNAIS (de). — *Recherches et considérations sur les finances de France* (de 1595 à 1721). Bâle 1753, 2 vol. in-4° ou six in-12°.

Lettre à Thieriot, 8 mai 1758. Moland XXXIX, p. 441.

FORINEY. — *Théorie de la fortune*. 1751, in-8°.

Lettre à Foriney. Moland XXXVII, p. 345.

GALIANI (l'Abbé). — *Dialogues sur le commerce des blés*. 1770, in-8°.

Lettre au comte d'Argental, 24 janvier 1770. Moland XLVI, p. 537.

GÉRARDIN (Curé de Rouvre en Lorraine). — *Dialogue d'un curé de campagne avec son marguillier, au sujet de l'édit du roi qui permet l'exportation des grains*. 1767, in-8°.

Lettre à Damilaville, 27 février 1767. Moland XLV, p. 138, 139.

GIRAudeau (Pierre l'ainé). — *La Banque rendue facile aux principales nations de l'Europe*. Nouvelle édition... Genève 1756, in-4°.

Dictionnaire Philosophique. Moland XX, p. 334.

GONFREVILLE (attribué à de). — *Mémoire contenant le détail et le résultat d'un grand nombre d'expériences faites l'année dernière par un laboureur du Vexin, pour parvenir à connaître ce qui produit le blé noir, et les remèdes propres à détruire cette corruption*. Paris, Imprimerie royale. 1760, in-4°.

Lettre à Damilaville, 19 septembre 1760. Moland, tome XLI, p. 67.

? GRENVILLE (attribué à) : ministre d'Etat chargé de ce département en 1763, 1764 et 1765, *Mémoire sur l'administration des finances de l'Angleterre depuis la paix*. Traduction augmentée de notes, de sommaires et d'une introduction qui contient une idée du revenu et des dettes de l'Angleterre et d'une analyse du mémoire suivie de l'Etat de la dette nationale au 5 janvier 1767 (par E.-J. Genet, employé aux Affaires étrangères. 1767, in-4°.

Lettre de Thieriot à Voltaire, 6 février 1769. Lettres inédites de Thieriot à Voltaire : *Revue d'Histoire Littéraire de la France*, 1909.

HÉGHERTY (O.). — *Essai sur les intérêts du commerce maritime*, par M. D***, petit in-12°. La Haye, 1754.

Lettre du 12 octobre 1757. F. Caussy, Lettres inédites de Thieriot à Voltaire : *Revue d'Histoire Littéraire de la France*, 1908.

HÉGHERTY (O.). — *Remarques sur plusieurs bandes de commerce et de navigation*, 1757. 2 vol. in-12°.

Lettre du 12 octobre 1757. F. Caussy, *Lettres inédites de Thieriot à Voltaire : Revue d'Histoire Littéraire de la France*, 1908.

LASS (Jean) : Law. — *Considérations sur le commerce et sur l'argent*. Traduit en français. La Haye 1720, in-12°.

Observations sur MM. Jean Lass, Melon et Dutot sur le commerce, le luxe, les monnaies et les impôts. 1738. Ed. Moland, tome XXII, p. 359.

LEMERCIER DE LA RIVIÈRE. — *L'ordre naturel et essentiel des sociétés politiques*, in-4° et in-12°, 1767.

Lettre à Damilaville, 8 août 1767. Moland XLV, p. 341.

LINGUET. — *Théorie des lois civiles ou Principes fondamentaux de la société*. Londres (Paris) 1767. 2 vol. in-12°.

Dictionnaire Philosophique. Moland XVIII, p. 602.

MELON. — *Essai politique sur le commerce*. 1734 sous la date de 1735.

Lettre à Formont, 26 janvier 1735. Moland XXXIII, p. 476.

MENON (Louis-François-Henri de Menon, marquis de Turbilly).

— *Mémoire sur les défrichements*, 1760. in-12°.

Lettre à Thieriot, 28 juillet 1760. Moland XL, p. 483.

MICHODIÈRE (attribué à de la). — *Recherches sur la population des généralités d'Auvergne, de Lyon, de Rouen et de quelques provinces et villes du royaume*, 1766. in-4°.

Lettre à Damilaville, 2 novembre 1767. Moland XLV, page 423.

MIRABEAU (Victor, marquis de). — *L'Ami des hommes*. Paris 1755, 5 vol. in-12°.

Dialogue de Pégase et du vieillard, 1774. Moland X, p. 205.

MIRABEAU (Victor, marquis de). — *La Théorie de l'impôt*, 1760. in-4° et in-12°. Paris.

Lettre à d'Argental, 31 décembre 1760. Moland XLI, p. 129.

? MIRONDOT (Don J.-B.). — *Prairies artificielles. Mémoire sur le fromental et la culture anglaise... auquel on a joint quelques remarques de MM. de Tull et Duhamel. Instruction sur la culture de la luzerne*. Lyon 1762, in-8°.

Lettre à George Keate, 4 avril 1761. Moland XLI, p. 258.

MONTESQUIEU. — *Considérations sur les causes de la grandeur et de la décadence des Romains*. Amsterdam 1734.

L'Esprit des Lois. Genève 1748, 2 vol. in-4°.

- Défense de l'Esprit des Lois*. Genève 1750.
- Lettres Persanes*, 1754.
- Le Siècle de Louis XIV.*. Moland XIV, p. 106.
- MORELLET (l'Abbé). — *Prospectus d'un nouveau dictionnaire du commerce*. 1769, in-8°.
- Lettre à l'abbé Morellet, 14 juillet 1769. Moland XLVI, p. 377.
- NAVAU. — *Le Financier citoyen*, Paris 1757, 2 vol. in-12°.
- Dictionnaire Philosophique*. Moland XVII, p. 82.
- NECKER. — *Dé la Législation et du commerce des grains*. 1775, in-8°.
- Lettre à de Vaines, 8 mai 1775. Moland XLIX, p. 299.
- ? PATULLO. — *Essai sur l'amélioration des terres*. Paris 1758, in-12°, avec une épître dédicatoire à M^{me} de Pompadour, rédigée par Marmontel.
- Lettre de Thieriot à Voltaire, 1^{er} juillet 1759. F. Caussy, *Lettres inédites de Thieriot à Voltaire : Revue d'Histoire Littéraire de France*, 1908.
- PESSÉLIER. — *L'idée générale des finances*, 1 vol. in-folio, 1759.
- Lettre à madame la comtesse d'Argental, 18 juin 1759. Moland, tome XL, p. 127.
- PESSÉLIER.. — *Doutes proposés à l'auteur de la Théorie de l'impôt*. 1761, in-12°.
- Lettre à Damilaville, 11 avril 1761. Moland XLI, p. 266.
- PLUMARD DE DANGUEL. — *Remarques sur les avantages et désavantages de la France et de la Grande-Bretagne, par rapport au commerce et aux autres sources de la puissance de l'Etat; traduction de l'Anglais du chevalier John Nichols*. 1754, in-12°.
- Dictionnaire Philosophique*. Ed. Moland XVII, p. 82.
- PROST DE ROYER. — *Lettre à l'Archevêque de Lyon sur le prêt à intérêt*, par A.-F. Prost de Royer, 1763, in-8°.
- Lettre à Pierre Rousseau, 1^{er} octobre 1763. Moland XLIII, page 1.
- RAYNAL (l'Abbé). — *L'histoire de l'établissement du commerce dans les Deux Indes*. Nantes, 6 vol. in-8°, 1770.
- Lettre au marquis de Condorcet, 11 mai 1772. Moland XLVIII, p. 92.
- ROUBAUD (André-Pierre-Joseph). — *Représentations aux magistrats, contenant l'exposition raisonnée des faits relatifs à*

la liberté du commerce des grains, et les résultats respectifs des règlements et de la liberté, 1769, in-8°.

Lettre à l'abbé Roubaud, 1^{er} juillet 1769. Moland XLVI, p. 361.

ROUSSEL DE LA TOUR (Conseiller au Parlement). — *De Richesse de l'Etat*, huit pages in-4°, 1763, et ensuite il publia *Développement du plan intitulé « Richesse de l'Etat »*, 24 pages, 1763.

Lettre à Damilaville, 15 juin 1763. Moland XLII, p. 499.

SAINT-LAMBERT. — *Saisons*, 1769.

Lettre à Dupont de Nemours, 7 juin 1769. Moland XLVI, p. 350.

SAINT-PIERRE. — *Le journal politique*.

Le siècle de Louis XIV. Moland XIV, p. 529 note.

SAVARI (Jacques). — *Dictionnaire de commerce*.

Lettre à d'Argenson, 8 janvier 1746. Moland XXXVI, p. 411.

SULLY. — *Mémoires des sages et royales économies d'Etat...* 4 vol. 1638; 12 vol. in-12° Amsterdam 1725; 1745, 3 vol. in-4°.

Lettre à Dupont de Nemours, 3 avril 1776. Moland XLIX, p. 573.

TURGOT. — *Lettres sur les grains écrits à l'abbé Terray*, 1775, in-8°.

Lettre à d'Argental, 1^{er} juillet 1775. Moland XLIX, p. 317.

USTARIZ (Geronimo de). — *Théorie et pratique du commerce et de la marine*. Traduction libre sur l'espagnol de don Geronimo de Ustariz, sur 2^e édition de ce livre à Madrid en 1742. Paris 1753, in-4°.

Commentaire sur quelques principales maximes de l'Esprit des Loix. Moland XXX, p. 423.

VAUBAN. — *Projet de dixme royale*, 1707, in-12°.

Lettre à Thieriot, 10 août 1763. Moland XLII, p. 538.

— *Canaux navigables pour la Picardie et toute la France*. Amsterdam 1769, in-12°.

Lettre à Thieriot, 6 février 1769. F. Caussy. Lettres inédites de Thieriot à Voltaire : *Revue d'Histoire Littéraire de la France*, 1909.

— *L'examen chimique des pommes de terre*, 1773, in-12°.

— *Le Mémoire qui a remporté le prix de l'Académie de Besançon : Indiquer les végétaux qui pourraient suppléer en temps de disette, à ceux que l'on emploie communément*

à la nourriture des hommes, et quelle en devait être la préparation, 1772, in-12°.

Lettre à Parmentier, 1^{er} avril 1775. Moland XLIX, p. 265.

- *Ephémérides du citoyen*, soixante-neuf volumes de 1765 à 1772.
- *Nouvelles Ephémérides économiques*, par l'abbé Baudeau parurent de 1774 à 1776, en dix-neuf volumes in-12°.
- *Gazette du commercé, de l'agriculture et des finances*, 1^{er} avril 1763 à décembre 1783, 21 volumes (1).

1. Dans la lettre de Helvétius, du 6 juillet 1739, Moland XXXV, p. 299. Voltaire écrit : « Je vous avoue, à ma honte, que je n'ai jamais lu l'*Utopie* de Thomas Morus. »

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
<i>Bibliographie de Voltaire, financier</i>	V-IX
<i>Avant-propos</i>	1
 CHAPITRE I. — <i>Sources et premières étapes de la fortune de Voltaire, depuis sa jeunesse jusqu'à son départ pour l'Angleterre</i>	 5
Influences de l'éducation ; Voltaire et la cour ; Premières pensions; Etat de la fortune de Voltaire avant les héritages; Les héritages; Premières spéculations; Débats avec les libraires.	
 CHAPITRE II. — <i>La situation financière de Voltaire pendant son séjour en Angleterre et jusqu'à son départ pour la Prusse. (Voltaire se prépare une arrière saison indépendante)</i>	 43
Départ pour l'Angleterre; Les faillites; L'impression de <i>La Henriade</i> en Angleterre; La réduction des pensions et des rentes; Influences que Voltaire a subies en Angleterre; La loterie Desforts; Les fournitures à l'armée et autres spéculations; Le commerce des blés et l'affaire Dumoulin; Commerce de Cadix; L'affaire Jore; L'abbé Moussinot; Le ménage de Voltaire; Les pensions et la mission diplomatique de Voltaire; Placements et prêts; Les pertes de fonds; Le commerce de tableaux; Les rentes viagères; Les œuvres.	
 CHAPITRE III. — <i>La situation financière de Voltaire pendant son séjour en Prusse et jusqu'à son établissement à Ferney</i>	 149
Le départ en Prusse; L'affaire Hirschell; Les rentes	

viagères sur la maison de Wurtemberg; Les rentes viagères sur l'électeur palatin Charles Théodore; Voltaire en Alsace; Voltaire aux Délices; Les entreprises financières de Voltaire; Les banqueroutes; Voltaire et les libraires.

CHAPITRE IV. — *La situation financière de Voltaire depuis son établissement à Ferney jusqu'à sa mort (Les finances du seigneur de village)*..... 235

Acquisition de Ferney; Achat de Tournay; Voltaire et le président de Brosses; Voltaire économiste; Le seigneur de village; Voltaire industriel; Voltaire libérateur du pays de Gex; Les libéralités du seigneur de village; Placements et prêts.

***Appendice*.....** 329

